



Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

OPPOSITION OFFICIELLE

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-001	Indiquer les sommes dépensées en 2023-2024 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).		35
QP1-002	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.		36
QP1-003	<p>Le 4 avril 2023, dans le cadre des consultations sur le projet de loi 14, le ministre de la Sécurité publique a annoncé qu'il mettrait en place un comité de sous-ministres (Sécurité publique, Justice et Services sociaux) afin d'évaluer de quelle façon, légalement ou non, il serait possible de transmettre des informations pour des cas particuliers de santé. Cette annonce faisait suite au décès de la Sergente Breau survenu en mars 2023 à Louiseville. Concernant ce comité, veuillez nous indiquer :</p> <p>a. La liste des rencontres en indiquant :</p> <p>i. La date et l'heure;</p> <p>ii. La liste des personnes présentes en indiquant leur titre complet;</p> <p>iii. L'ordre du jour;</p> <p>iv. Le procès-verbal.</p> <p>b. Les recommandations formulées par le comité;</p> <p>c. Les mesures mises en place suite à ce comité.</p>		76
QP1-004	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2023-2024.		79
QP1-005	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>a. le nom de toutes les campagnes ;</p> <p>b. les coûts de ces campagnes ;</p> <p>c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;</p> <p>d. les dates de diffusion de la campagne ;</p> <p>e. les objectifs visés par chaque campagne.</p>		81
QP1-006	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer l'âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2024-2025	RACJ, SQ	
QP1-007	<p>Suite à l'ordonnance du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes d'être prêt à offrir le 911 de prochaine génération (911 PG), veuillez nous identifier :</p> <p>a. L'état d'avancement des travaux du gouvernement du Québec;</p> <p>b. L'échéancier détaillé des travaux réalisés et à venir;</p> <p>c. Les sommes investies en 2023-2024 et les prévisions pour les trois prochaines années.</p>		85

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-008	<p>Le 24 avril 2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) amorçait une série de rencontres avec plusieurs corps de police afin d'évaluer les possibilités de partage additionnel de services policiers. Le ministère annonçait qu'il mènera des ateliers de travail avec des corps de police afin de procéder à une collecte d'informations et de données. Le résultat de ces travaux alimentera la réflexion du ministère sur les suites à donner aux recommandations du CCRP concernant l'organisation policière au Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir l'information suivante :</p> <p>a. La liste des rencontres effectuées par le Ministère en indiquant les dates, les personnes rencontrées et l'ordre du jour;</p> <p>b. La liste des recommandations formulées;</p> <p>c. Le résultat des travaux effectués.</p>		86
QP1-009	<p>Concernant le Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), veuillez nous détailler le suivi, les crédits budgétaires alloués et dépensés en 2023-2024 chacune des recommandations. Veuillez également préciser les investissements prévus en 2024-2025.</p>		88
QP1-010	<p>Concernant le rapport Rebâtir la confiance, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :</p> <p>a. Le budget prévu en 2023-2024;</p> <p>b. Le budget dépensé en 2023-2024;</p> <p>c. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;</p> <p>d. Les investissements prévus en 2024-2025.</p>		89
QP1-011	<p>Concernant le rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :</p> <p>a. Le budget prévu en 2023-2024;</p> <p>b. Le budget réellement dépensé en 2023-2024;</p> <p>c. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;</p> <p>d. Les investissements prévus en 2024-2025.</p>		91
QP1-012	<p>Concernant l'événement du Grand Prix de Montréal, veuillez nous fournir :</p> <p>a. Nombre de plaintes pour agression sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années;</p> <p>b. Nombre de plaintes pour exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années;</p> <p>c. Mesures mises en place pendant le Grand Prix pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle en 2023;</p> <p>d. Mesures qui seront mises en place pour le Grand Prix 2024 pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle.</p>		92
QP1-013	<p>Le 9 février 2024, le ministre de la Sécurité publique annonçait le lancement de la formation « Contrer l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous » dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :</p> <p>a. Les sommes investies par le MSP pour la création de la plateforme et de la trousse de formation, incluant les coûts de production. Veuillez détailler les sommes investies;</p> <p>b. Le nombre de visiteurs sur la plateforme;</p> <p>c. Le nombre de personnes ayant suivi la formation, par thème.</p>		94

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-014	<p>14. Concernant l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), veuillez nous fournir :</p> <p>a. La composition de l'Escouade (nombre de policiers, d'enquêteurs, etc.);</p> <p>b. Le budget de fonctionnement pour l'EILP et les prévisions pour les 3 prochaines années;</p> <p>c. Le nombre de plaintes reçues par année, pour les 5 dernières années;</p> <p>d. Le nombre de plaintes/dossiers déposés au DPCP;</p> <p>e. Le nombre de plaintes ayant mené à des accusations;</p> <p>f. Le nombre de plaintes ayant mené à des condamnations;</p> <p>g. La liste des activités de prévention réalisées en 2023-2024 par l'équipe en indiquant une courte description et les montants investis par activités.</p>	SQ	
QP1-015	<p>Concernant le projet Horizon-Logistique (refonte du système de mission des services correctionnels Dacor), veuillez nous indiquer :</p> <p>a. L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2024;</p> <p>b. Les sommes prévues en 2024-2025;</p> <p>c. Les sommes réellement investies en 2023-2024;</p> <p>d. La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme en 2027;</p> <p>e. L'échéancier des travaux de réalisation du programme.</p>		95
QP1-016	<p>La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2023-2024. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.</p>		96
QP1-017	<p>Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2024.</p>		147
QP1-018	<p>Concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D, veuillez nous dire :</p> <p>a. Les travaux, études, analyses et les recherches produites à ce sujet;</p> <p>b. Le nombre d'armes saisies en 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2023-2024. Veuillez ventiler l'information par région;</p> <p>c. La liste des mesures ou des actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes avec des imprimantes 3D.</p>		148
QP1-019	<p>Concernant l'annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu, veuillez nous indiquer, pour 2023-2024 :</p> <p>a. La ventilation du 65 M\$ par mesure, par année;</p> <p>b. Pour chacune des mesures, les investissements en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.</p>		149
QP1-020	<p>Concernant la lutte contre la violence armée, veuillez nous fournir, par corps de police municipal et pour la Sûreté du Québec :</p> <p>a. Les sommes demandées par le corps de police ou la municipalité;</p> <p>b. Les sommes transférées par le ministère de la Sécurité publique;</p> <p>c. Les investissements prévus pour les quatre prochaines années.</p>		150

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-021	<p>Le 24 mai 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 8,54 M\$ à la Sûreté du Québec (SQ) pour reconduire et bonifier l'Équipe de dépistage des armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :</p> <p>a. Le nombre de policiers sur l'Équipe de dépistage;</p> <p>b. Le nombre de policiers supplémentaires grâce à l'investissement additionnel;</p> <p>c. Le bilan des activités de l'Équipe depuis sa mise en place en janvier 2023.</p>	SQ	
QP1-022	<p>Le 16 mai 2023, le gouvernement du Québec annonçait un investissement de 7,5 M\$ pour mettre en place une Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) dans le cadre de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette nouvelle unité, coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ), permettra de combiner l'expertise d'agents et agentes de renseignements et de spécialistes en cybercriminalité pour centraliser le renseignement et optimiser les occasions d'enquête. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :</p> <p>a. Les sommes prévues en 2023-2024;</p> <p>b. Les sommes réellement investies en 2023-2024;</p> <p>c. La composition de l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée;</p> <p>d. Le bilan des activités de l'Escouade.</p>		151
QP1-023	<p>Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez nous fournir :</p> <p>a. Le nombre de nouveaux effectifs policiers;</p> <p>b. Le nombre de nouveaux intervenants spécialisés au sein des équipes;</p> <p>c. La liste des nouvelles ressources matérielles et incluant les équipements pour le laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale;</p> <p>d. Les montants dépensés et ventilés pour l'achat de ces nouveaux équipements;</p> <p>e. Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des policiers;</p> <p>f. Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des intervenants spécialisés;</p> <p>g. Le bilan et les résultats en 2023-2024.</p>		152

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-024	<p>24. Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :</p> <p>a. L'état d'avancement des travaux ;</p> <p>b. Les sommes dépensées en 2023-2024;</p> <p>c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;</p> <p>d. Les prévisions d'investissement pour 2024-2025 ;</p> <p>e. Le résultat des actions pour chaque axe;</p> <p>Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :</p> <p>f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025;</p> <p>i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2023-2024;</p> <p>j. Le nombre de ressources embauchées en 2023-2024 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 5,1 M\$;</p> <p>l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 2,4 M\$.</p>		153
QP1-024-1	<p>Concernant l'axe 1 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :</p> <p>a. L'état d'avancement des travaux ;</p> <p>b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>c. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>d. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>e. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.</p> <p>f. Les résultats des actions pour cet axe.</p>		153
QP1-024-2	<p>Concernant l'axe 2 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :</p> <p>a. L'état d'avancement des travaux ;</p> <p>b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>c. Le nombre de ressources embauchées en 2023-2024 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>d. Ventiler la somme de 74,7 M\$.</p> <p>e. Les résultats des actions pour cet axe.</p>		159

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-024-3	<p>Concernant l'axe 3 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :</p> <p>a. L'état d'avancement des travaux ;</p> <p>b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>c. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 5,1 M\$</p> <p>d. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 2,4 M\$.</p> <p>e. Les résultats des actions des cet axe.</p>		165
QP1-025	<p>Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), indiquer :</p> <p>a. Le budget alloué pour cette équipe ;</p> <p>b. Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>c. Le nombre d'arrestations en 2023-2024 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>d. Le nombre d'enquêtes en 2023-2024 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.</p>		167
QP1-026	<p>Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (ELTA), indiquer :</p> <p>a. Le budget alloué pour cette équipe ;</p> <p>b. Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>c. Le nombre d'arrestations en 2023-2024 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>d. Le nombre d'enquêtes en 2023-2024 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;</p> <p>e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.</p>		168
QP1-027	<p>Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :</p> <p>a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;</p> <p>b. Les sommes prévues en 2023-2024 pour chacune des 6 mesures, par région;</p> <p>c. Les sommes dépensées en 2023-2024 pour chacune des 6 mesures, par région;</p> <p>d. Les sommes prévues pour 2023-2024, par région;</p> <p>e. L'état d'avancement de chacune des mesures.</p>		169
QP1-028	<p>Le 1er juin 2021, le gouvernement du Québec annonçait 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir :</p> <p>a. La liste et le nombre de projets reçus en 2023-2024 ;</p> <p>b. La liste et le nombre de projets refusés en 2023-2024, indiquer le motif du refus ;</p> <p>c. La liste des projets retenus en 2023-2024 et le montant accordé, par projet.</p>		170

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-029	Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire : a. Les besoins budgétaires demandés en 2023-2024; b. Le budget octroyé en 2023-2024; c. Le budget demandé pour 2023-2024; d. Les prévisions budgétaires pour 2023-2024.		172
QP1-030	Pour l'année 2023-2024, les échanges du ministre, son cabinet et/ou le ministère avec le ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.		175
QP1-031	Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.		176
QP1-032	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.		177
QP1-033	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2023-2024. Sommes totales prévues en subvention pour 2024-2025.		178
QP1-034	Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer : a. les représentants sur ce comité ; b. les dates des rencontres ; c. la liste des participants ; d. les ordres du jour ; e. les procès-verbaux. f. Le budget alloué à ce comité.		179
QP1-035	Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. Les dates des rencontres ; b. Les listes des participants ; c. Les ordres du jour ; d. Les procès-verbaux.		180
QP1-036	En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues en 2023-2024; b. Les sommes investies en 2023-2024; c. Les prévisions pour les 4 prochaines années; d. Le bilan et les résultats; e. Le suivi de chacune des mesures.		181

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-037	En octobre 2021, le gouvernement du Québec annonçait 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues en 2023-2024; b. Les sommes investies en 2023-2024; c. Les prévisions pour les 4 prochaines années; d. Le bilan et les résultats; e. Le suivi de chacune des mesures.		184
QP1-038	Le 18 janvier 2023, le gouvernement du Québec annonçait un financement total de 2 038 900 \$ pour les 18 organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs pour l'année 2023-2024, veuillez nous indiquer : a. Le nombre total de demandes reçues ; b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ; c. La liste des projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.		187
QP1-039	Pour chacune des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer l'état d'avancement de la recommandation.		189
QP1-040	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années : a. Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières; b. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation; c. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.		212
QP1-041	Concernant les crimes à caractère sexuel impliquant la drogue du viol, veuillez nous fournir, pour chacune des dix dernières années : a. Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ; b. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.		214
QP1-042	Les sommes investies en 2023-2024 pour la prévention des crimes à caractère sexuel impliquant une drogue du viol et les prévisions pour 2024-2025.		215
QP1-043-A	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : a. Définir et faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas subi une agression sexuelle : i. Les sommes prévues en 2023-2024; ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. Le bilan de la mesure.		216

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-043-B	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>b. Réaliser des actions de sensibilisation pour rappeler le caractère criminel de l'intoxication d'une personne à son insu :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Les sommes prévues en 2023-2024; ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. La liste des actions de sensibilisation réalisées et le nombre de personnes rejointes. 		217
QP1-043-C	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>c. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool (bars et restaurants) aux meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller, par l'entremise de la Régie des alcools, des courses et des jeux :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Les sommes prévues en 2023-2024; ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. Le nombre de détenteurs de permis d'alcool rejoints. 		218
QP1-043-D	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>d. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool et de permis d'agent de sécurité privé sur les meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller par l'entremise du Bureau de la sécurité privée :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Les sommes prévues en 2023-2024; ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. Le nombre de détenteurs de permis d'Alcool et de permis d'Agent de sécurité privé rejoints. 		219
QP1-043-E	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>e. Effectuer des activités de sensibilisation du personnel des établissements licenciés ciblés par les corps de police sur l'intoxication d'une personne à son insu :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Les sommes prévues en 2023-2024; ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. La liste des activités de sensibilisation offertes au personnel des établissement licenciés et le nombre de personnes formées. 		220

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-043-F	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>f. Promouvoir et faire connaître le protocole d'accréditation « Commande un Angelot » de l'organisme Collectif social pour accroître le nombre d'établissements y adhérant :</p> <p>i. Les sommes prévues en 2023-2024;</p> <p>ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024;</p> <p>iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;</p> <p>iv. Les activités de promotion mises en place pour faire connaître le protocole.</p>		221
QP1-043-G	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>g. Mener des travaux avec les corps de police et les partenaires concernés pour améliorer le décompte des infractions criminelles relatives à l'intoxication d'une personne à son insu au Québec :</p> <p>i. Un état de situation des travaux effectués;</p> <p>ii. La liste des partenaires et des corps de police participant aux travaux;</p> <p>iii. La liste des rencontres en indiquant les dates, les personnes présentes et l'ordre du jour.</p>		222
QP1-043-H	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>h. Déployer le projet pilote d'Éduc'alcool (protège-verres) dans les bars de Montréal :</p> <p>i. Les sommes prévues en 2023-2024;</p> <p>ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024;</p> <p>iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;</p> <p>iv. Le nombre de protège-verres achetés en indiquant les coûts;</p> <p>v. Le nombre de protège-verres distribués.</p>		223
QP1-043-I	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>i. Sensibiliser le gouvernement fédéral à l'importance de mettre en place un mécanisme d'homologation pour assurer l'efficacité des tests rapides autoadministrés de détection du GHB et d'autres substances :</p> <p>i. Une copie des échanges avec le gouvernement fédéral à ce sujet.</p>		224
QP1-043-J	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>j. Identifier les meilleures pratiques encadrant la gestion des cas d'intoxication d'une personne à son insu et les communiquer aux policiers :</p> <p>i. Veuillez nous fournir le bilan des meilleures pratiques effectuées.</p>		225

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-043-K	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : k. Faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas lieu de croire qu'elles ont subi une agression sexuelle : i. Veuillez nous fournir la trajectoire produite.		226
QP1-044	Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer ; a. la ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP ; b. la ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.		227
QP1-045	Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2023-2024 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.		229
QP1-046	Concernant le projet de déploiement des bracelets antirapprochement au Québec, veuillez nous indiquer : a. La liste des régions qui ont actuellement accès aux bracelets antirapprochement; b. Le plan de déploiement des bracelets antirapprochement pour 2024-2025; c. Par région, veuillez nous indiquer : i. Le nombre de dossiers dont un juge de la Commission des libérations conditionnelles ou la direction d'un établissement ont imposé le port d'un bracelet; ii. Le nombre de bracelets en circulation; iii. Le nombre d'interventions de la centrale de surveillance suite à une alerte; iv. Le nombre d'interventions policières suite à une alerte; v. Le délai d'intervention moyen suite au déclenchement d'une alerte. d. Depuis l'entrée en fonction du bracelet, veuillez nous dresser la liste des incidents survenus suite à un problème avec le bracelet. Pour chacun des événements, veuillez nous indiquer la date, le problème survenu et les correctifs apportés.		230
QP1-047	Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 proposait de mettre en place une Cellule Identification-Disparition au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) afin de réanalyser le contenu de dossiers de disparition et à l'identification de restes humains inconnus. En lien avec cette intention identifiée dans le Plan stratégique, veuillez nous indiquer : a. Le nombre de ressources affectées à temps plein à cette Cellule; b. Le nombre de ressources affectées à temps partiel à cette Cellule; c. La date d'entrée en fonction de la Cellule; d. Le nombre de dossiers réanalysés pour l'année financière 2023-2024.		232
QP1-048	État de situation, au 31 mars 2024, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années : a) Le budget pour chacune des années ; b) Nombre d'employés ; c) Nombre de postes vacants; d) Liste des interventions pour chacune des années ;		233

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-049	Au 31 mars 2024, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Veuillez également préciser : a. Le nombre d'effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d'emploi; b. Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire; c. Le nombre de postes vacants, par corps d'emploi; d. Le nombre de postes à combler (policiers et civils); e. Le nombre de départs à la retraite, par corps d'emploi; f. Le nombre de démissions, par corps d'emploi.		234
QP1-050	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale		248
QP1-051	Pour l'année 2023-2024, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes inter municipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.		249
QP1-052	Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.		250
QP1-053	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.		251
QP1-054	La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.		254
QP1-055	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.		256
QP1-056	Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.		257
QP1-057	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2023-2024.		258
QP1-058	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par poste, et leur rémunération pour la période 2023-2024.		259
QP1-059	Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir : a. Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2023-2024; b. Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année; c. Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région; d. Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années; e. Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.		260
QP1-060	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		268
QP1-061	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2023-2024.		269
QP1-062	Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		270
QP1-063	Le nombre d'arrestations effectuées en 2023-2024 concernant la possession de cannabis pour une personne de moins de 21 ans. Veuillez spécifier le nombre d'arrestations pour une personne âgée de 18 à 21 ans;		271
QP1-064	Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.		272
QP1-065	État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.		274

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-066	Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social.		275
QP1-067	Les données disponibles et l'impact de l'intégration au Guide des pratiques policières de la nouvelle pratique portant sur l'interpellation policière.		277
QP1-068	Toute mesure ou action et budget octroyé pour rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires.		278
QP1-069	Concernant les plaintes pour profilage racial déposées contre un policier, veuillez nous dire, par année pour les cinq dernières années, ainsi que par communauté culturelle et minorité ethnique ou minorité visible : a. Le nombre de plaintes déposées, par corps de police; b. Le nombre de plaintes ayant été retenues, par corps de police; c. Le nombre de plaintes ayant fait l'objet de sanction disciplinaire, par corps de police; d. Le nombre de plaintes ayant fait l'objet d'un règlement hors cours; e. Le nombre de plaintes ayant été devant les tribunaux.	COMDP	
QP1-070	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans pour les cinq dernières années, incluant 2023-2024.		279
QP1-071	Veuillez nous fournir l'ensemble des données transmises au ministre par les directeurs des corps de police, par corps de police, via l'article 265 de la Loi sur la police (article 88 du projet de loi 14) concernant : a. Les données concernant les mandats de perquisition demandés; b. Les données faisant état des interpellations policières effectuées, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2)		280
QP1-072	Le 18 août 2023, le ministre annonçait le déploiement d'une formation issue d'un partenariat entre le ministère de la Sécurité publique, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPJJ), l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et le Commissaire à la déontologie policière. La formation sur le profilage racial est composée notamment de quatre capsules vidéo. En lien avec cette formation, veuillez nous indiquer, pour chacune des 4 capsules vidéo : a. Le sujet de la capsule; b. La date de mise en ligne de la capsule; c. La durée de la formation; d. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant suivi la formation, ventilé par capsule; e. Le coût de production de la capsule; f. La compagnie en charge de la production de la capsule.		281
QP1-073	Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.		282
QP1-074	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2024-2025.		283
QP1-075	Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2024-2025. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.		284
QP1-076	La liste et le nombre de pratiques mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité déployées en 2023-2024 en indiquant la date d'entrée en fonction et les prévisions pour les 5 prochaines années.		285
QP1-077	Fournir les sommes engagées pour les services aux demandeurs d'asile pour 2021-2022, 2022-2023 et pour 2023-2024. En décrire la nature et quelles sommes ont été remboursées par le gouvernement fédéral.		287

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-078	Concernant Québec En Alerte, veuillez nous fournir : a. La liste des alertes en 2023-2024 en indiquant la date et la raison; b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ; c. Le coût pour chaque utilisation ; d. Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie.		288
QP1-079	Concernant l'alerte AMBER, fournir : a. Les données relativement à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisée et autres statistiques disponibles ; b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ; c. Le coût pour chaque utilisation ; d. Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie ; e. Le taux d'efficacité de la diffusion ;	QP1-105	
QP1-080	Concernant la mise en place de l'alerte Silver : a. Sommes prévues par année pour l'implantation de l'alerte Silver; b. Depuis le 23 janvier, soit le début du projet pilote déployé dans les MRC de Drummond, de Joliette et de la Vallée-de-l'Or, veuillez nous fournir un bilan des événements survenus et le nombre d'alerte déclenchées.		289
QP1-081	Le suivi apporté à chacune des recommandations du coroner Luc Malouin dans l'enquête sur les décès de Norah et Romy Carpentier, survenus en juillet 2020.	SQ	
QP1-082	Concernant le Rapport d'enquête du Coroner sur le décès de Pierre Coriolan, veuillez nous indiquer, pour chacune des 16 recommandations du Coroner, le suivi apporté par l'organisation ciblée par la recommandation.		290
QP1-083	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le trafic d'armes de poing notamment en précisant notamment : a. toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés		292
QP1-084	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant : a. toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés;		295
QP1-085	Veuillez nous indiquer le montant transféré par le MSP vers les corps de police et/ou municipalités pour assurer la sécurité publique pour 2023-2024 et 2023-2024, par programme.	QP1-023	
QP1-086	Veuillez nous indiquer, pour les 5 dernières années, le nombre de constats d'infraction au code de la sécurité routière émis, ventilés par région et par type d'infractions.		294
QP1-087	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police sur la santé mentale/détresse psychologique des policiers et des policières.		299

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-088	Veillez nous fournir, pour les cinq dernières années, la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers.		300
QP1-089	Veillez nous fournir, pour les 5 dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police concernant l'espérance de vie des policiers et des policières.		301
QP1-090	Le nombre de tentatives de suicide d'un policier ou d'une policière, par année, pour les 5 dernières années. Veuillez nous indiquer : a. Le nombre de policiers en service; b. Le nombre de policiers retraités; c. Le nombre de suicides réalisés avec une arme de service.	SQ	
QP1-091	En 2023-2024, veuillez nous dire le nombre d'employés ayant eu accès à une thérapie pour dépendance (alcool, drogue, jeux, autre), par type d'emploi (policier, enquêteur, etc.).	SQ	
QP1-092	Tout analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.		302
QP1-093	Tout analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.		303
QP1-094	Le nombre de constables spéciaux en ventilant l'information par lieu de travail (palais de justice, assemblée nationale, etc.)		304
QP1-095	Le nombre de postes vacants de constables spéciaux en ventilant l'information par lieu de travail;		305
QP1-096	Le nombre d'agents de sécurité pour chaque palais de justice;		306
QP1-097	Le nombre de constables spéciaux manquants en ventilant l'information par lieu de travail;	QP1-095	
QP1-098	Le 18 janvier, le ministre annonçait son intention de former 144 constables spéciaux additionnels. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire le nombre de constables qui ont débuté leur formation et la date prévue de fin de la formation.		307
QP1-099	Le 18 janvier 2024, le ministre annonçait son intention de former 144 constables spéciaux additionnels. En lien avec cette intention, veuillez nous dire : a. Comment le nombre de 144 constables a été déterminé; b. La répartition prévue des lieux de travail des constables lorsque leur formation sera complétée.		307
QP1-100	Le nombre de constables spéciaux en arrêt de travail en indiquant la raison de l'arrêt de travail et en ventilant l'information par lieu de travail.		308
QP1-101	Le nombre de constables spéciaux qui ont démissionné au cours de l'année 2023-2024.		309
QP1-102	La liste des palais de justice en indiquant s'ils ont, ou non, une arche de sécurité.		310
QP1-103	Le plan de déploiement des arches de sécurité dans les palais de justice pour les 3 prochaines années en indiquant les coûts associés.		311
QP1-104	Le nombre d'armes saisies dans les palais de justice par les constables spéciaux.		312
QP1-105	Les investissements pour l'achat de matériel pour les constables spéciaux en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 (armes, vestes pare-balles, radios, etc.). Veuillez énumérer les équipements et nous dire où ils ont été envoyés.		313
QP1-106	Veillez nous fournir l'organigramme complet de la Sûreté du Québec.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-107	Concernant la Division des mesures d'urgence (DMU) de la Sûreté du Québec, veuillez nous fournir, par équipe spécialisée et par année depuis 2019 : a. Le nombre d'effectifs à temps complet, par corps d'emploi; b. Le nombre d'effectifs à temps partiel, par corps d'emploi; c. Le budget de fonctionnement.	SQ	
QP1-108	Bilan et statistiques des 3 dernières années concernant le nombre de plaintes et d'interventions pour des cas de: a. Suicide; b. Tentative de suicide ; c. Violence conjugale; d. Problèmes conjugaux; e. Santé mentale; f. Autre.	SQ	
QP1-109	Tout plan et crédit alloué dans l'amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d'enquête et de mobilisation de recherche de personnes disparues depuis les événements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier.	SQ	
QP1-110	L'investissement en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.	SQ	
QP1-111	Concernant les manques d'effectifs dans la SQ, veuillez nous fournir, par corps d'emploi : a. Les effectifs manquants en 2023-2024; b. L'estimation des effectifs à combler en 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.	SQ	
QP1-112	Les demandes d'ajout d'effectifs formulées par la SQ au MSP en 2023-2024 et 2024-2025, ventilées par corps d'emploi.	SQ	
QP1-113	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP en 2023-2024 et 2024-2025, ventilées par corps d'emploi.	SQ	
QP1-114	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP et mises en place en 2023-2024, ventilées par corps d'emploi.	SQ	
QP1-115	Le nombre de prêts de services de la SQ envers un corps de police municipal en 2023-2024 en indiquant : a. Les raisons; b. Le corps de police où le prêt de service a été demandé; c. Le nombre de policiers, ventilé par corps d'emploi; d. Le nombre de journées autorisées.	SQ	
QP1-116	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2024, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	
QP1-117	Le nombre de nouveaux policiers engagés en 2023-2024 par district, en indiquant la provenance des policiers engagés (ex : Nicolet, SPVM, SPVQ, etc.).	SQ	
QP1-118	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les données concernant les départs des policiers et des policières, avant l'âge de la retraite.	SQ	
QP1-119	Veuillez nous fournir le nombre de départs à la retraite pour 2023-2024, ventilés par corps de police et par catégorie d'emploi.	SQ	
QP1-120	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc.) pour les policiers et (cadres, professionnels, techniciens, etc.) pour les civils au 31 mars 2024.	SQ	
QP1-121	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2024.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-122	La répartition détaillée des interventions, en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduites dangereuses, etc.) pour la période 2023-2024 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2023 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	
QP1-123	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2023-2024. Fournir la ventilation salariale pour chaque segment.	SQ	
QP1-124	Le nombre d'heures supplémentaires enregistrées dans SITHAR, par code (ex : opération d'urgence, présence minimale MRC, etc.), par mois et par année, pour 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024. Veuillez également nous fournir la liste des codes.	SQ	
QP1-125	Le nombre d'heures et les coûts, par district, du temps supplémentaire obligatoire effectués à la Sûreté du Québec pour 2023-2024. Fournir la ventilation pour chaque segment.	SQ	
QP1-126	Le nombre d'heures en temps supplémentaire enregistrées dans SITHAR pour « présence minimale MRC ». Veuillez nous fournir l'information par mois, depuis le 1er janvier 2017.	SQ	
QP1-127	Concernant les policiers de la Sûreté du Québec, veuillez-nous fournir le nombre de policiers en arrêt de travail, ventilés par type d'emploi (patrouilleurs, enquêteurs, etc), par région et par type d'arrêt de travail (santé mentale, blessure, etc.).	SQ	
QP1-128	Veuillez fournir la liste des mesures mises en place par la SQ pour offrir du soutien en santé mentale pour ses policiers et l'ensemble de son personnel. Pour chacune des mesures, veuillez nous fournir les sommes consacrées par la SQ et le nombre de personnes y ayant eu recours.	SQ	
QP1-129	Veuillez nous fournir la liste des formations nécessitant une requalification annuelle. Pour chacune des formations, veuillez nous indiquer : a. Le pourcentage des employés ayant fait la requalification dans les délais requis en 2023-2024, par corps d'emploi; b. Pour les employés n'ayant pas fait la requalification dans les délais requis, veuillez nous indiquer le pourcentage d'entre eux ayant une qualification datant de 2 ans, 3 ans, 4 ans et 5 ans et plus.	SQ	
QP1-130	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec.	SQ	
QP1-131	Le 16 janvier 2023 marquait le début des activités du Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), mis en place par la Sûreté du Québec. Veuillez nous indiquer : a. Le bilan des activités du CQDAAF; b. La liste des demandes de dépistage formulées par tous les corps de police du Québec en indiquant le corps de police visé; c. Le nombre d'armes à feu qui ont été soumises pour dépistage, ventilé par région.	SQ	
QP1-132	Le suivi apporté par la Sûreté du Québec pour chacune des recommandations formulées par la CNESST dans le rapport d'intervention suite au décès de la policière Maureen Breault.		
QP1-133	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2023-2024, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	
QP1-134	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-135	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous indiquer pour 2023-2024 et les 5 dernières années : a. L'effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité par corps d'emploi; b. Le nombre de plaintes officielles déposées concernant des dossiers de cybercriminalité; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes concernant des dossiers de cybercriminalité; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	SQ	
QP1-136	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous dire la liste des mesures mises en place ou des campagnes de prévention et de sensibilisation de la population envers la cybercriminalité.	SQ	
QP1-137	Le nombre de plaintes déposées concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle (photo produite grâce à l'aide de l'intelligence artificielle, pornographie, fraude chez les aînés, etc.)	SQ	
QP1-138	Concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle, veuillez identifier l'ensemble des mesures mises en place à la SQ pour lutter contre le crime lié à l'intelligence artificielle (Ex : formation, étude, équipe spécialisée, etc.)	SQ	
QP1-139	Concernant les agressions sexuelles, veuillez nous dire : a. Les effectifs dédiés aux cas d'agression sexuelle, ventilés par district; b. Le nombre de plaintes déposées pour agression sexuelle en 2023-2024; c. Le nombre de plaintes ayant mené à une enquête en 2023-2024; d. Le nombre d'enquête ayant mené à des accusations; e. Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2023-2024.	SQ	
QP1-140	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la Sûreté du Québec et sur le territoire des corps de police municipaux pour la période 2023-2024.	SQ	
QP1-141	Concernant l'exploitation sexuelle, pour 2023-2024, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié aux cas d'exploitation sexuelle, ventilé par district; b. Les sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle, ventilées par district; c. Le nombre de signalements effectués; d. La variation en pourcentage du nombre de signalements comparativement à l'année précédente; e. Le nombre de victimes identifiées; f. Le nombre d'enquêtes ouvertes; g. Le nombre d'enquêtes fermées n'ayant pas mené à des accusations; h. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	SQ	
QP1-142	Concernant la prostitution juvénile, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié à la prostitution juvénile, ventilé par district; b. Les sommes dévolues à la prostitution juvénile, ventilées par district; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2023-2024; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2023-2024.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-143	Concernant la lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié, ventilé par district; b. Les sommes dévolues, ventilées par district; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2023-2024; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2023-2024.	SQ	
QP1-144	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir : a) au 31 mars 2024, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif ; b) budget ventilé de l'EILP pour 2023-2024 et 2024-2025 ; c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP ; d) bilan des activités de l'EILP.	SQ	
QP1-145	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	
QP1-146	Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis par fonction, direction et région.	SQ	
QP1-147	Listes des postes occupés par des policiers qui ont été ou qui seront remplacés par des civils par fonction en 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	SQ	
QP1-148	Fournir une copie de tout note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	
QP1-149	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. Veuillez également nous fournir les prévisions pour les 3 prochaines années.		314
QP1-150	Tout mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.	SQ	
QP1-151	Veuillez nous dresser l'état de la flotte de véhicules des policiers de la Sûreté du Québec en indiquant : a. Le nombre total de véhicules dans la flotte de la SQ, ventilé par région; b. Le nombre total de véhicules nécessaires pour assurer une couverture des services, ventilé par région c. Le nombre de véhicules actuellement en circulation, ventilé par région; d. Le kilométrage maximum autorisé pour un véhicule de la SQ ou le nombre d'années maximum; e. Le nombre de voitures en circulation dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années, ventilé par région; f. Le nombre de voitures qui vont dépasser le kilométrage autorisé ou le nombre d'années au cours de l'année 2023-2024, ventilé par région; g. Le nombre de voitures à remplacer en 2023-2024, ventilé par région; h. Le nombre d'incidents survenus en raison d'un bris mécanique en 2023-2024, ventilé par région. De ce nombre, veuillez nous indiquer combien sont survenus sur des véhicules dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années. Veuillez indiquer la nature du bris et s'il y a eu des blessures ou arrêt de travail suite à l'incident; i. Le nombre de rappels sur les véhicules de la SQ; j. Le nombre de véhicules faisant l'objet d'un rappel actuellement en circulation sur les routes du Québec. k. Les projections d'acquisition des véhicules pour les 5 prochaines années.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-152	Le nombre de véhicules achetés par la Sûreté du Québec et disponibles qui ne sont pas en service en raison de délais de montage qui n'est pas complété sur le véhicule (ex : système de sirène et de giraphare, système de télécommunication Renir, lettrage, etc.).	SQ	
QP1-153	Concernant les vestes pare-balles NIJ04, veuillez nous brosser un portrait des vestes actuellement en circulation en indiquant : a. Le coût d'une veste pare-balles NIJ04; b. Le nombre de vestes NIJ04 en circulation; c. Le nombre de vestes de moins de 5 ans, de moins de 10 ans, de moins de 15 ans et de plus de 20 ans; d. Le nombre de vestes NIJ04 achetées en 2023-2024.	SQ	
QP1-154	Concernant les vestes pare-balles NIJ06, veuillez nous dire : a. Le coût d'une veste pare-balles NIJ06; b. Le nombre de vestes NIJ06 en circulation; c. Le nombre de vestes pare-balles achetées par la SQ en 2023-2024; d. Le plan d'acquisition des vestes NIJ06 pour les 5 prochaines années.	SQ	
QP1-155	Concernant les salles de tir de la SQ, veuillez nous dire : a. La liste des salles de tir actuellement en fonction; b. La liste des salles de tir fermées, en indiquant : i. La date de fermeture; ii. Les raisons de la fermeture; iii. Les correctifs à apporter; iv. Les travaux en cours, le cas échéant; v. L'estimation des coûts des travaux; vi. L'estimation de la date d'ouverture de la salle de tir.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-156	<p>Concernant les préposés aux télécommunications de la Sûreté du Québec affectés aux Centres de gestion des appels (CGA) en 2023-2024, veuillez nous indiquer, par CGA :</p> <p>a. Le nombre d'embauches, ventilé par mois et par CGA;</p> <p>b. Le nombre de départs, ventilé par mois et par CGA;</p> <p>c. Le nombre de préposés en poste au 31 mars 2024;</p> <p>d. Le nombre de préposés réguliers au 31 mars 2024;</p> <p>e. Le nombre de préposés occasionnels au 31 mars 2024;</p> <p>f. Le nombre de préposés actuellement aux études en technique policière;</p> <p>g. La moyenne d'années d'expérience des préposés en poste au 31 mars 2024;</p> <p>h. Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre corps de police au cours de l'année;</p> <p>i. Le nombre de préposés ayant pris leur retraite au cours de l'année;</p> <p>j. Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre emploi au cours de l'année;</p> <p>k. Le nombre d'appels abandonnés, par mois, par CGA;</p> <p>l. La liste des CGA qui ont dû fermer temporairement leur Centre en raison du manque de personnel;</p> <p>m. Le nombre de fois, par CGA, où les appels ont dû être basculés dans un autre CGA en raison du manque de personnel;</p> <p>n. Le nombre de fois où un CGA a dû opérer avec un effectif réduit en raison du manque de personnel, par CGA.</p>	SQ	
QP1-157	<p>Le nombre signalements reçus en lien avec des menaces envers un chef de parti ou un élu. Veuillez ventiler l'information en indiquant:</p> <p>a. La personne visée (premier ministre, chef de parti, député, maire, conseiller municipal, etc.)</p> <p>b. Le nombre de dossiers fermés;</p> <p>c. Le nombre de dossiers ayant été soumis au DPCP;</p> <p>d. Le nombre de dossiers faisant toujours l'objet d'une enquête.</p>	SQ	
QP1-158	<p>Concernant les équipes spécialisées dans le démantèlement de laboratoires et de sites d'encapsulation de drogues de synthèse, veuillez nous indiquer :</p> <p>a. Le nombre d'enquêteurs affectés à temps plein à ces équipes;</p> <p>b. Le nombre d'enquêteurs affectés à temps partiel à ces équipes;</p> <p>c. Le nombre d'enquêtes actuellement en cours;</p> <p>d. Le nombre d'enquêtes terminées au cours de l'années en ventilant l'information par région et en indiquant le nombre d'enquêtes ayant débouché sur des accusations;</p>	SQ	
QP1-159	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2023-2024.		358
QP1-160	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2023-2024.		359
QP1-161	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention pour 2023-2024.	QP1-167	
QP1-162	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention en 2023-2024.		360
QP1-163	Le coût par place d'un détenu, par établissement.	QP1-159	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-164	Le nombre d'incidents survenus en 2023-2024 lors des transferts ou des déplacements des détenus et des prévenus entre les centres de détention ou vers les palais de justice.		361
QP1-165	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de justice (pour comparution) en 2023-2024. Ventilation par centre de détention.		362
QP1-166	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.		363
QP1-167	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention, au 31 mars 2024, ventilation par condamné et prévenu.		364
QP1-168	Le nombre de places disponibles, pour chaque centre de détention, au 31 mars 2024, ventilé par condamné et prévenu.		365
QP1-169	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2024.		366
QP1-170	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.		368
QP1-171	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2023-2024.		385
QP1-172	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2023-2024, ventilation par centre de détention.		386
QP1-173	Le nombre d'évasions pour chaque centre de détention en 2023-2024.		387
QP1-174	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2024 et pour chacune des cinq dernières années.		388
QP1-175	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2023-2024.		389
QP1-176	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière en 2023-2024.		390
QP1-177	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.		391
QP1-178	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.		392
QP1-179	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.		393
QP1-180	Pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement, le nombre d'heures en temps supplémentaire obligatoire et les coûts pour : a. Les agents correctionnels; b. Les gestionnaires des services correctionnels.		394
QP1-181	Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.		396
QP1-182	Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.		397
QP1-183	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.		398
QP1-184	Le coût des roulottes dans les centres de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par centre de détention.		399

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-185	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2023-2024 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.		400
QP1-186	Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires qui ont été saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.		402
QP1-187	Pour les cinq dernières années, par établissement et par année, pour chacun des établissements, veuillez nous indiquer: a. Le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité; b. Le nombre de drones interceptés en indiquant le matériel saisi pour chacune des interceptions; c. Le nombre de cellulaires confisqués.		403
QP1-188	Le 24 octobre 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait un investissement de 35,8 M\$ sur cinq ans pour renforcer la sécurité dans les établissements de détention (ED) du Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues par année, par établissement, pour les 5 prochaines années; b. Les investissements réalisés en 2023-2024, par établissement, en indiquant une courte description des travaux effectués; c. Les prévisions des travaux par établissement pour les 5 prochaines années.		404
QP1-189	Veuillez nous fournir le nombre d'évasions de détenus, par établissement de détention.	QP1-173	
QP1-190	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.		405
QP1-191	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.		406
QP1-192	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2023-2024.		411
QP1-193	État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.		412
QP1-194	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.		413
QP1-195	Pour 2023-2024, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.		414
QP1-196	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2023-2024.		415
QP1-197	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2023-2024. Ventiler par centre de détention.		416
QP1-198	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.		419
QP1-199	Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.		420
QP1-200	Le nombre de suicides et le nombre de tentatives de suicide par établissement et par année pour les cinq dernières années.		421
QP1-201	Le nombre d'heures de formation moyen par agent correctionnel, par année, par établissement;		422
QP1-202	La liste des requalifications nécessaires pour les agents correctionnels en indiquant, par établissement, le nombre d'agents ayant participé à la requalification.		423

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-203	Par établissement, veuillez nous fournir le nombre d'agents correctionnels ayant : a. Moins de 2 ans d'expérience; b. De 2 à 5 ans d'expérience; c. De 5 à 10 ans d'expérience; d. De 10 à 15 ans d'expérience; e. De 15 à 20 ans d'expérience; f. Plus de 20 ans d'expérience; g. La moyenne d'années d'expérience.		424
QP1-204	Par établissement, pour 2023-2024, veuillez nous fournir : a. Le nombre de démissions; b. Le nombre de départs à la retraite anticipée; c. Le nombre de départs à la retraite.		425
QP1-205	Par établissement, pour 2023-2024, veuillez nous fournir : a. La liste des postes coupés; b. La liste des postes vacants.		426
QP1-206	Par établissement, le nombre de menaces envers un agent correctionnel : a. Lorsqu'il est en service; b. Lorsqu'il n'est pas en service.		427
QP1-207	Par établissement, le nombre d'agressions envers un agent correctionnel a. Lorsqu'il est en service; b. Lorsqu'il n'est pas en service.		428
QP1-208	Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 prévoyait renforcer la sécurité globale des établissements de détention (page 30 du Plan stratégique). En lien avec ces intentions, veuillez nous détailler les investissements et les actions mises en place en 2023-2024 pour chacune des cibles suivantes : a. Ajout des équipements de sécurité; b. Principe de sécurité proactive.		429
QP1-209	Le 19 décembre 2022, le ministre de la Sécurité publique annonçait la construction d'un nouvel établissement carcéral pour femmes qui remplacera l'Établissement de détention Maison Tanguay, fermé en 2016. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. Le montant prévu pour la construction de l'établissement; b. Le montant prévu pour la démolition de la Maison Tanguay; c. L'échéancier des travaux de démolition de la Maison Tanguay; d. L'emplacement choisi pour le nouvel établissement (adresse); e. Le coût du terrain; f. L'échéancier du projet.		430
QP1-210	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.		431

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-211	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2023-2024		433
QP1-212	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.		449
QP1-213	État d'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.		451
QP1-214	Détails de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.		452
QP1-215	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2023-2024. prévisions pour 2024-2025.		453
QP1-216	État de situation au 31 mars 2024 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2023-2024 et fournir les prévisions pour 2024-2025. Ventiler la mise en œuvre par : a) orientation de la Politique ; b) objectif de la Politique ; c) ministère de mise en œuvre ; d) résultats atteints en 2023-2024 ; e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2023-2024 et 2023-2024 ; f) budget pour chaque action ; g) tout document produit à cet effet.		454
QP1-217	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2024, ventilés par ville ou municipalité.		456
QP1-218	Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.		488
QP1-219	Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2021 et en 2022, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.		493
QP1-220	Le 8 février 2023, l'Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ) publiait les résultats d'une vaste étude sur Les enjeux de relève chez les pompiers. L'Association formulait 32 pistes d'action afin de résoudre la problématique du recrutement et de la rétention des pompiers volontaires ou sur appel. Veuillez nous fournir le suivi apporté à chacune des 32 recommandations formulées par l'Association.		509

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-221	Concernant les feux de forêts survenus en juin 2023, veuillez nous dire : a. Le bilan des feux de forêt; b. Le bilan des opérations effectuées; c. Le nombre de pompiers affectés aux feux de forêts pendant l'opération par territoire; d. Veuillez nous dresser le bilan des équipes provenant de l'étranger; e. Les coûts reliés aux opérations : i. Salaire; ii. Temps supplémentaire ; iii. Frais d'hébergement; iv. Frais de déplacement; v. Achat de matériel; vi. Autre.		510
QP1-222	Veillez nous fournir la liste des comités, des rencontres ou des mesures mises en place depuis 2019 pour favoriser l'attraction et la rétention des pompiers.		513
QP1-223	Veillez nous fournir la liste des avis, notes, études ou tout autre document produit en lien avec la pénurie de pompiers et les problèmes de recrutement et de rétention des pompiers.		514
QP1-224	Veillez nous fournir la liste des groupes de travail, comités ministériels ou interministériels mis en place avec le ministère de l'Éducation au sujet de la formation des pompiers.		515
QP1-225	Veillez nous fournir la liste des campagnes de publicité mises en place afin de favoriser le recrutement et la formation des pompiers. Pour chacune des campagnes, veuillez nous indiquer le montant de la campagne, la période de la campagne, la clientèle ciblée ainsi que l'évaluation de la campagne.		516
QP1-226	Veillez nous identifier, depuis 2019, la liste des mesures mises en place afin de favoriser le recrutement et la formation de pompiers.		517
QP1-227	Nombre de décès dans des incendies par année, pour les 5 dernières années.		519
QP1-228	Dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations — Volet Aménagements résilient pour la réalisation d'aménagements en vue de protéger la population et réduire les dommages causés par les inondations, indiquer : a. Le nombre total de demandes de projets reçut au ministère, ventilé par région, circonscription, municipalité, la date de l'aide et le montant reçu ; b. La liste des municipalités qui ont reçu une réponse défavorable et indiquer le motif du refus ; c. La liste des demandes de projet considérées comme urgentes ; d. La liste des demandes de projets urgents approuvés par le ministère et indiquer le motif ; e. La liste des demandes de projets urgents rejetés par le ministère et indiquer le motif ; f. Fournir les dates des rencontres la liste des participants, courriels, notes, procès-verbaux, état de situation entre le ministère et les municipalités visés par les « projets urgents ». g. Prévisions de l'enveloppe du programme pour l'année 2024-2025.		520
QP1-229	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2023-2024, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	CORONER	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-230	Veillez indiquer la liste des recommandations émises par le Coroner depuis 2019 en indiquant celles n'ayant eu aucun suivi de la part du gouvernement ou d'une organisation gouvernementale.	CORONER	
QP1-231	Concernant le Rapport « Agir ensemble pour sauver des vies », 2020 et 2022 veuillez : a. Énumérer tous les ministères impliqués dans la mise en œuvre des recommandations du rapport; b. Spécifier quel ministère a la charge du déploiement de chaque recommandation; c. Donner un échéancier pour la mise en œuvre de chacune des recommandations; d. Les actions mises en place depuis le dépôt du rapport; e. Les sommes prévues pour le déploiement de chacune des recommandations.	CORONER	
	Concernant le Rapport « Agir ensemble pour sauver des vies », 2022 veuillez : a. Énumérer tous les ministères impliqués dans la mise en œuvre des recommandations du rapport; b. Spécifier quel ministère a la charge du déploiement de chaque recommandation; c. Donner un échéancier pour la mise en œuvre de chacune des recommandations; d. Les actions mises en place depuis le dépôt du rapport; e. Les sommes prévues pour le déploiement de chacune des recommandations.	CORONER	
QP1-232	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2023-2024. Veuillez également nous fournir la liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.	CORONER	
	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.	CORONER	
QP1-233	La liste des enquêtes terminées en 2023-2024 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	CORONER	
QP1-234	Copie des directives, orientations ou autres envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2022-2023.	CORONER	
QP1-235	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	CORONER	
QP1-236	Au sujet des recommandations des coroners pour 2023-2024: a. le nombre total ; b. le bilan des recommandations des coroners ventilé par leur état de cheminement et de suivi ; c. le nombre et la liste des intervenants visés par au moins une recommandation qui n'ont pas fait part des mesures qu'ils entendent mettre en place ; d. les intervenants les plus récurrents.	CORONER	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-237	<p>En date du 31 mars 2024, veuillez indiquer les suivis apportés à chacune des recommandations des rapports suivants :</p> <p>a. Enquête publique sur certains des décès survenus dans des CHSLD durant la pandémie de COVID-19;</p> <p>b. Enquête publique sur les décès de Norah, Romy et Martin Carpentier;</p> <p>c. Enquête concernant le décès de Mme Jeanette Zacarias Zapata;</p> <p>d. Enquête concernant le décès de M. Koray Kevin Celik;</p> <p>e. Enquête concernant le décès de M. Pierre Lacroix;</p> <p>f. Enquête publique thématique sur le suicide – volet recommandation;</p> <p>g. Enquête concernant le décès de Riley Fairholm;</p> <p>h. Enquête concernant le décès de Pierre Coriolan;</p> <p>i. Enquête concernant le suicide en milieu carcéral;</p> <p>j. Enquête concernant le décès de Mme Joyce Echaquan.</p>	CORONER	
QP1-238	<p>Concernant les travaux de réfection et de relocalisation de la morgue dans l'Édifice Wilfrid-Derome situé au 1701, rue Parthenais à Montréal tel qu'indiqué dans le projet de loi 66 sanctionné le 11 décembre 2020, veuillez nous indiquer :</p> <p>a. Le coût estimé du projet;</p> <p>b. Le nombre de places prévues;</p> <p>c. L'état d'avancement des travaux;</p> <p>d. L'adresse choisie pour la relocalisation de la morgue;</p> <p>e. L'échéancier complet du projet.</p>		521
QP1-239	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2023-2024.	COMDP	
QP1-240	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2023-2024 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	COMDP	
QP1-241	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2023-2024 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	COMDP	
QP1-242	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées, par motif.	COMDP	
QP1-243	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2023-2024.	CDP	
QP1-244	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.	CDP	
QP1-245	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2023-2024. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.	CDP	
QP1-246	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2024, par catégorie et par origine.	CDP	
QP1-247	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	CDP	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-248	Pour 2023-2024, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	CDP	522
QP1-249	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025.	CQLC	
QP1-250	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2023-2024, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	CQLC	
QP1-251	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2023-2024 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	CQLC	
QP1-252	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2023-2024.	CQLC	
QP1-253	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPNQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2023-2024. La liste des dirigeants de l'ÉNPNQ, leur rémunération respective pour la période 2023-2024, ainsi que les augmentations prévues.	ENPNQ	523
QP1-254	Nombre de postes disponibles et non occupés à l'ÉNPNQ en 2023-2024, par type d'emploi;	ENPNQ	524
QP1-255	Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer : a. Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation; b. Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation, provenant de minorités visibles; c. Le nombre de candidatures retenues, par type de formation; d. Le nombre de candidatures retenues, par type de formation, provenant de minorités visibles.	ENPNQ	525
QP1-256	Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer : a. Le nombre d'étudiants ayant débuté la formation, par type de formation; b. Le nombre d'étudiants ayant abandonné la formation, par type de formation; c. Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation, par type de formation; d. Le nombre d'étudiants ayant complété avec succès leur formation, par type de formation; e. Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation de policier ayant intégré un corps de police, ventilé par corps de police.	ENPNQ	526
QP1-257	La liste des cours offerts par l'ÉNPNQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	ENPNQ	527
QP1-258	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPNQ et pour y graduer.	ENPNQ	530
QP1-259	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPNQ pour l'année 2023-2024 et montant de la subvention prévue pour 2024-2025.	ENPNQ	531
QP1-260	Le 19 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 62,2 M\$ sur 5 ans à l'École nationale de police du Québec (ENPNQ) pour moderniser la formation policière afin d'effectuer un virage technologique majeur, d'adapter son offre de formation, d'agrandir ses installations et d'embaucher le personnel nécessaire. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. La ventilation des sommes par année, pour les 5 prochaines années; b. Les sommes réellement investies en 2023-2024; c. La ventilation des sommes prévues par mesure (embauche de personnel, virage technologique, etc.)		532

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-261	La liste des formations offertes visant : a. La santé et la sécurité des policiers; b. Le profilage racial; c. Les interventions auprès de citoyens avec un état mental perturbé ou de neuro-diversité.	ENPQ	533
QP1-262	Le 28 janvier 2024, nous apprenons que l'École nationale de police du Québec s'installera à Montréal dès l'automne 2024. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. L'adresse de la future école; b. Les coûts d'achat des infrastructures; c. L'évaluation municipale du bâtiment; d. La valeur marchande du bâtiment; e. Les coûts prévus pour l'aménagement des lieux; f. Les coûts prévus pour l'agrandissement des locaux; g. Le nombre d'élèves que l'école pourra accueillir; h. Le nombre d'enseignants que l'école devra embaucher.		536
QP1-263	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2023-2024.	RACJ	
QP1-264	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2023-2024, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	RACJ	
QP1-265	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2023-2024.	RACJ	
QP1-266	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2023-2024, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP1-267	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2023-2024, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP1-268	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2023-2024.	RACJ	
QP1-269	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.	RACJ	
QP1-270	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2023-2024.	RACJ	
QP1-271	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2023-2024, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	RACJ	
QP1-272	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis cinq ans, et ce, par année financière.	RACJ	
QP1-273	Nombre de plaintes en relation avec des pratiques dégradantes envers les femmes dans des établissements détenant un permis d'alcool autorisant la consommation sur place (notamment un permis de bar), depuis cinq ans, et ce, par année.	RACJ	
QP1-274	État de situation sur la révision du Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques, notamment afin de protéger les mineurs et favoriser une consommation responsable d'alcool.	RACJ	
QP1-275	Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilés par sport.	RACJ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-276	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, d'un salon de jeux et/ou d'une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	
QP1-277	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Wôlinak pour l'opération d'un casino, d'un salon de jeux et/ou d'une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	
QP1-278	Tout ébauche et crédit alloué dans une réforme législative ou réglementaire afin de permettre à des producteurs de produits alcoolisés québécois de livrer directement aux consommateurs notamment par des tiers.	RACJ	
QP1-279	État de situation quant à l'abolition du timbre et des autres systèmes de marquage des boissons alcooliques initialement prévue le 12 juin 2020 par la Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques. Entre autres, préciser les dates de rencontre du comité interministériel mis sur pied le 22 août 2018 pour mener à bien cette révision, le nom de ses membres ainsi que la liste des alternatives au timbre retenues pour analyse depuis sa constitution.	RACJ	
QP1-280	Concernant l'aide financière aux entreprises du secteur de la vente d'alcool pour consommation sur place, veuillez fournir le nom des organismes qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2023-2024. Joindre aussi la liste des organismes à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	RACJ	
QP1-281	La liste des permis de concurrent de sports de combat délivrés par la RACJ en 2023-2024 en indiquant le nom du concurrent et la date de délivrance du permis. Pour chacun d'entre eux, veuillez nous dire si la RACJ a : a. Exigé du combattant ayant subi un knock-out dans un combat précédant, une description complète de l'événement, y compris la production de la vidéo (si celle-ci existe), de même que le rapport de l'examen médical d'après-combat; b. Lorsqu'il y a eu knock-out cérébral, a exigé du combattant la production d'un rapport de neuropsychologie qui doit prendre en considération les tests précédents si ceux-ci existent; c. Exigé du combattant des tests de neuropsychologie qui pourront éventuellement servir de comparaison avec les tests subséquents si l'athlète est la victime d'un K.-O. ou T. K.-O. cérébral.	RACJ	
QP1-282	Au sujet de la livraison d'alcool par des tiers notamment des compagnies de livraison : a. les mesures mises en place afin de contrôler notamment l'âge de la majorité et les autres aspects légaux ; b. le nombre de contraventions à la loi concernant la livraison d'alcool par des tiers ; c. les crédits alloués à ce secteur d'activité ; d. le nombre de commandes d'alcool livrées sans repas ou nourriture ;	RACJ	
QP1-283	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2023-2024, par région.	BSP	537
QP1-284	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2023-2024.	BSP	538
QP1-285	Budget alloué au BEI pour l'année 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	BEI	
QP1-286	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2023-2024.	BEI	
QP1-287	Effectif du BEI en date du 31 mars 2024. Préciser, pour chacun des postes suivant le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	BEI	
QP1-288	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	BEI	
QP1-289	Nombre d'enquêtes ouvertes en 2023-2024, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.	BEI	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-290	Veillez nous fournir le nombre de rapports d'enquête remis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) et le nombre de dossiers ayant mené à des accusations du DPCP. Pour les dossiers ayant mené à des accusations, veuillez nous donner une brève description des événements.	BEI	
QP1-291	Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2023-2024.	BEI	
QP1-292	Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2023-2024, ventilé par corps de police et par type de manquements.	BEI	
QP1-293	Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2023-2024.	BEI	
QP1-294	Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet du ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2023-2024.	BEI	539
QP1-295	Concernant l'unité permanente anticorruption (UPAC), fournir : a) Au 31 mars 2024, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif ; b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025 ; c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC ; d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2023 et le 31 mars 2024; e) Bilan des activités de l'UPAC.	CLCC	
QP1-296	Veillez nous ventiler, par corps d'emploi et par région, l'effectif complet de l'UPAC, en indiquant si ce sont des policiers ou des civils. Pour les policiers/enquêteurs, veuillez nous indiquer leur provenance (Ex : SPVM, SPVQ, SQ, retraité, etc.)	CLCC	
QP1-297	Le taux de roulement de personnel de l'UPAC en 2023-2024.	CLCC	
QP1-298	Veillez indiquer, pour 2023-2024 : a. Le nombre d'enquêtes ouvertes; b. Le nombre d'enquêtes en cours; c. Le nombre d'enquêtes fermées, sans accusation; d. Le nombre de dossiers remis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) et le nombre de dossiers ayant mené à des accusations du DPCP. Pour les dossiers ayant mené à des accusations, veuillez nous donner une brève description;	CLCC	
QP1-299	Veillez nous fournir la liste des divulgations d'actes répréhensibles reçues d'un organisme public en 2023-2024 en indiquant : a. La date de réception; b. L'organisme public qui a transféré le dossier; c. Une brève description de l'acte répréhensible; d. L'état d'avancement du dossier (enquête en cours, enquête terminée, etc.) e. La date de fermeture du dossier; f. Si des accusations ont été portées, veuillez dresser la liste des chefs d'accusation.	CLCC	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-300	Veuillez nous spécifier, par région, le nombre d'enquêteurs provenant du Programme de formation en enquête du Commissaire à la lutte contre la corruption de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) en indiquant : a. La date de fin de leur formation; b. La date de leur embauche; c. La date de fin de leur emploi, si applicable; d. Leur formation initiale (ex : comptable, avocat, etc.); e. La répartition des enquêteurs formés par corps de police.	CLCC	

Question **001**

Indiquer les sommes dépensées en 2023-2024 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exercice 2023-2024 ¹	(en \$)
Total	44 558 174
Achat de matériel informatique	5 687 676
Licences	641 595
Logiciels	912
Services professionnels	38 227 991
- Services professionnels – ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	870 161
- Télécommunications – ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux et Revenu Québec	2 023 232
- Services professionnels internes ²	19 759 871
- Services professionnels externes	15 574 727

Au 31 janvier 2024

¹ Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes relevant du ministre, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

² Ce montant inclut tous les salaires de la Direction générale des ressources informationnelles et de la transformation numérique dont le temps capitalisable dans les projets.

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Assurer le suivi du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	MSP, MAMH, MEQ, MES, MJQ, DPCP, MSSS, MTQ, MTESS, MCE, MFA, MIFI, MRIF, SAA, SCF. SHQ, SQRC Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat à la communication gouvernementale	Le plan d'action gouvernemental dispose d'un budget de 150 M\$ sur 5 ans, soit jusqu'au 31 mars 2026.	Dépôt en décembre 2022 à l'Assemblée nationale d'un premier bilan de mise en œuvre de la première année du Plan. Réalisation de deux campagnes de sensibilisation.
Comité de liaison pour le suivi du Plan d'action du Protecteur du citoyen	Assurer la mise en œuvre et le suivi des recommandations découlant du Rapport spécial du Protecteur du citoyen (Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik).	MSP, MJQ, SAA, Corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux en continu. Les recommandations sont maintenant toutes mises en œuvre depuis novembre 2023.
Table politique Québec-Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador sur la sécurité publique	Trouver des solutions durables aux priorités identifiées par les parties afin d'assurer un accès à des programmes et une prestation de services équitables et culturellement adaptés en matière de sécurité publique.	MSP, SAA, APNQL	Aucun	Les travaux ont débuté en 2021 par la mise sur pied d'une table technique sur les services policiers autochtones.
Comité de liaison permanent sur les accusés non criminellement responsables	Optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d'échange de l'information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes.	MSP, MSSS, MJQ, DPCP, TAQ, CETM, CSJ	Aucun	Première rencontre tenue le 26 février 2024.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif externe – cyberintimidation et hostilité en ligne	Échanger avec les ministères et organismes concernés par d'éventuelles mesures législatives visant à contrer la cyberintimidation et l'hostilité en ligne pour cerner les différentes facettes de la problématique et considérer les enjeux des interventions envisagées	MSP, MCN, MFA, MJQ, MCC, MAMH, SRIDAIL	Aucun	Première rencontre tenue le 19 juin 2023
Comité d'administration du Réseau policier en accès et protection de l'information	Développer l'expertise des responsables en accès, le partage de pratiques gagnantes et l'engagement des services policiers québécois vers les orientations gouvernementales en matière d'accès aux documents, de diffusion proactive d'information ainsi qu'en protection de la vie privée.	SQ, MSP, CLCC-UPAC, Régie intermunicipale de police de Thérèse-De-Blainville, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Service de police de Saint-Jérôme, Service de police de Laval, Service du renseignement criminel du Québec.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel en renseignement de sécurité	Le comité interministériel en renseignement de sécurité a pour mandat de servir de forum d'échange d'informations, de renseignements et de bonnes pratiques entre ses membres afin de favoriser la collaboration sur des enjeux de sécurité de l'État d'intérêt commun.	MSP, MRIF, MIFI, MEIE, MEQ, MCN et HQ	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail sur les conduites policières (McNeil)	Mettre en place une table de concertation afin d'identifier la pratique actuelle, les écarts régionaux signalés et s'assurer des requis pour répondre aux exigences découlant de l'arrêt McNeil. Ainsi, en mettant en synergie les principaux acteurs, la résultante assurera une compréhension juste et commune, au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes.	MSP, SQ, Corps de police des municipalités de Montréal, Québec, Longueuil, Sherbrooke, L'Assomption, Bromont, Saint-Jean-sur-Richelieu, Lévis), UPAC, ADPQ, ADPPNIQ, DPCP	Aucun	Travaux en continu
Table de concertation sur la sécurité dans les palais de justice	Assurer la coordination avec les clients des mesures de sécurité dans les palais de justice	MSP, MJQ, DPCP, Magistrature	Aucun	Travaux en continu
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant un suivi des résultats.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu

Question **002** Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCES Cannabis – Comité tactique	Suivre l'évolution de l'approvisionnement illégal du cannabis au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SQDC, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ et ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Présenter et décrire, notamment par l'entremise d'une veille et l'élaboration de formations, les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, les moyens mis en place dans d'autres juridictions ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP.	Aucun	Travaux en continu
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) en matière de détection et d'enquêtes contre la fraude envers l'État en vue de favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes et améliorer leur coordination.	MSP, DEC, MTESS, MIFI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CNESST, Hydro-Québec, MEES, RQAP, MF, REQ, RBQ et MFQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité de mise en œuvre du cadre de collecte de données sur l'interpellation policière et sur l'interception routière en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière	Établir un cadre de collecte uniforme des données sur l'interpellation policière, y compris les interceptions routières en vertu de l'article 636 du code de la sécurité routière, qui puisse être utilisé par l'ensemble des corps de police du Québec afin de mesurer et rendre compte de cette pratique.	MSP, SQ, corps de police municipaux de niveaux 1 à 5, ADPQ, ADPPNIQ et ENPQ.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité intersectoriel de coordination SEXTO	Coordonner le déploiement de la méthode d'intervention SEXTO auprès des réseaux respectifs des partenaires impliqués afin d'implanter une procédure claire, efficace et rapide en matière d'échange non consensuel d'images intimes, et ce uniformément sur l'ensemble du territoire québécois.	MSP, DPCP, MEQ, Service de police de la Ville de Saint-Jérôme, ENPQ, SQ. En collaboration au besoin : SCF, MFA,	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur chargé de la mise en œuvre des recommandations du Comité d'expert sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne	Consolider le plan de mise en œuvre au regard de l'analyse des recommandations du comité d'experts, notamment de déterminer les ministères porteurs des mesures et les collaborateurs; Convenir de la création de groupes de travail à cet effet; Assurer le suivi des mesures et de rendre compte des travaux aux autorités ministérielles et gouvernementales.	MAP, MJQ, SRIDAIL	Aucun	Travaux en cours
Comité directeur du Carnet de commandes du Service d'immatriculation des armes à feu	Le Comité directeur est un lieu d'échange formel constitué en vue de s'assurer de l'efficacité du Fichier d'immatriculation des armes à feu et du contrôle des coûts liés aux améliorations systémiques.	MSP, MESS et SQ	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur Alerte SILVER	Le mandat du comité directeur consiste à, au niveau stratégique, assurer le développement, le suivi et la mise en œuvre du projet pilote Alerte SILVER et en présenter les résultats et voir à l'arrimage et à la collaboration efficace des réseaux de la santé et de la sécurité publique dans la mise en œuvre du projet-pilote.	MSP, SQ, MSSS	Aucun	Travaux en continu. Projet pilote lancé le 23 janvier 2023 et prolongé jusqu'en juin 2024.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal	<p>En lien avec la sécurité urbaine à Montréal, il a pour mandat, précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'assurer la complémentarité des actions mises en œuvre en sécurité urbaine par tous les acteurs gouvernementaux et institutionnels concernés; ▪ de promouvoir et favoriser le développement d'actions intersectorielles; ▪ de maintenir une veille sur la situation et les enjeux émergents. <p>À terme, les travaux du CoSSUM viseront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ améliorer l'offre de services en sécurité urbaine (continuum de services davantage intégrés); ▪ apporter des solutions plus efficaces et mieux adaptées aux problèmes d'insécurité vécus sur le territoire montréalais; augmenter le niveau de confiance ainsi que le sentiment de sécurité de la population. 	MSP, Ville de Montréal, SPVM, MSSS, MAMH, MEQ, CCSMTL, CNMTL, DPCP, MES, Centres de services scolaires de Montréal	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail interministériel – Loi de Clare	<p>Le comité vise à évaluer la possibilité de mettre en place des dispositions législatives visant à atteindre les objectifs de la Loi de Clare. Les travaux visent à :</p> <p>analyser la possibilité d'inclure dans le corpus législatif québécois des dispositions autorisant les services de police à divulguer, proactivement ou sur demande, des renseignements personnels d'un tiers à son ou sa partenaire intime afin de l'aider à déterminer si elle ou il est susceptible de subir de la violence conjugale.</p>	MSP, SQ, MJQ, SCF, SRIDAIL, DPCP	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail interministériel – Optimisation des mécanismes de partage des renseignements	<p>Le mandat du Comité consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déterminer les enjeux législatifs relatifs au partage de renseignements entre les intervenants de la santé et des services sociaux et les policiers et recommander des solutions; - Élaborer un mécanisme d'interprétation commun (guide) des dispositions législatives une fois celles-ci modifiées. 	MSP, MSSS, MJQ, SQ, SRIDAIL	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif « Vers une meilleure prise en charge des personnes vivant avec un TNC-M portées disparues »	<p>Sous la supervision du comité directeur et en complémentarité de l'implantation sur une base expérimentale d'une alerte intrusive pour aider à retrouver les personnes disparues vivant avec un TNC-M (Alerte SILVER), le mandat du comité consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer le suivi des mesures de prévention des disparitions à être mise en œuvre par le ministère de la Santé et des Services sociaux; - Favoriser la collaboration efficace entre les corps de police, les personnes proches aidantes ainsi que les partenaires communautaires, le cas échéant, lors d'une disparition pour accélérer les recherches, notamment par l'utilisation de fiches d'information; - Identifier les besoins d'information, de formation ou de sensibilisation à satisfaire dans les réseaux de la santé et des services sociaux, et de la sécurité publique. 	MSP, SQ, MSSS	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail en prévention de la criminalité du Forum sociojudiciaire autochtone (GT-FSA)	<ul style="list-style-type: none"> - Répertorier les initiatives en matière de prévention du crime en milieu autochtone : <ul style="list-style-type: none"> o Identifier les besoins pour assurer la pérennisation de ses initiatives; o Identifier des pistes de collaboration intergouvernementale. - Proposer la mise en place de nouvelles initiatives de prévention de la criminalité en milieu autochtone ou destinées aux personnes autochtones. - Élaborer des propositions permettant d'introduire des mesures de sécurisation culturelle dans les approches d'intervention en prévention pour les Autochtones. 	MSP, Organisme Saqijjuq, Administration régionale Kativik, Femmes Autochtones du Québec Inc., Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec, Nunavik Police Service, SQ	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur l'optimisation de la récupération des actifs criminels.	Identifier les enjeux entourant l'optimisation de l'ensemble des activités visant la récupération d'actifs criminels et de proposer des solutions potentielles à tous les bloquants identifiés.	MSP (DPPRS), DPCP, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, CLCC Pour des ateliers spécifiques : ÉNPQ et MJQ Comme observateur : MFQ	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail (gestionnaires) sur le secret professionnel de l'État	Étudier les enjeux et les solutions possibles en lien avec la recommandation no. 4 du Commissaire à la lutte contre la corruption (CLCC) émise au MSP en 2021.	MSP, MJQ et CLCC	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur l'évaluation de la faisabilité d'inclure des données de nature judiciaire et correctionnelle à certaines publications statistiques sur la criminalité	<p>Évaluer la faisabilité d'inclure des données de nature judiciaire et correctionnelle aux publications annuelles du MSP portant sur les violences sexuelle et conjugale afin d'obtenir un portrait plus complet de ces affaires de violence à différentes étapes du processus judiciaire.</p> <p>Analyser les informations pertinentes disponibles dans les organisations partenaires et explorer différentes hypothèses en vue d'évaluer leur faisabilité.</p>	MSP, DPCP, MJQ	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail du ministère de la Sécurité publique sur la mesure de la performance de la police et de la satisfaction des citoyens à leur égard	<p>Le groupe de travail a reçu le mandat de conseiller le ministre en matière de qualité des services policiers appropriés aux citoyens du Québec. Plus précisément, celui-ci devait :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Proposer des dimensions prioritaires sur lesquelles devraient reposer les mesures de la satisfaction des citoyens et de la performance des organisations policières; ▪ Proposer des indicateurs (ou les questions de sondage selon le cas) sur lesquels devraient reposer les mesures de la satisfaction des citoyens et la performance des organisations policières; ▪ Identifier les obstacles anticipés, notamment ceux relatifs à la faisabilité de la production des indicateurs retenus; ▪ Identifier les facteurs et particularités régionales pouvant influencer la qualité des services policiers. 	MSP, SQ, SPVM, SPVQ Représentant de niveau 3 (SPAL), Représentant de niveau 2 (Service de police de Trois-Rivières), Représentant de niveau 1 (Service de police de Granby), ENPQ, ADPQ	Aucun	Travaux terminés

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de recherche provincial en affaires policières	<p>Ce comité réunit les différentes partenaires concernées par la recherche en affaires policières au Québec afin de mettre en commun les initiatives en cours et d'avoir une vue globale sur l'avancement de la recherche sur des sujets de préoccupation communs dans le domaine des affaires policières, par exemple la violence armée. En plus de constituer un lieu d'échanges sur les projets en cours, ce comité favorise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la connaissance des enjeux et des questions pressantes qui préoccupent les partenaires; ▪ le développement de partenariats pour le démarrage de nouveaux projets; ▪ l'échange des bonnes pratiques; ▪ le transfert de connaissances entre les partenaires. 	<p>MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ et ÉNPQ (Commission de formation et de recherche).</p> <p>D'autres organismes provenant notamment des milieux universitaires seraient invités sur une base ponctuelle à participer aux travaux du comité.</p>	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail restreint sur les normes minimales en matière de discipline interne	<p>Dans le cadre des travaux du MSP visant l'élaboration d'un règlement sur les normes minimales en matière de discipline interne, ce groupe de travail a été mis sur pied afin de fournir au MSP de l'expertise terrain sur différents aspects de la discipline interne, notamment les normes et devoirs, le processus disciplinaire et les sanctions. Il contribue aux réflexions sur les orientations potentielles qui seront à la base de l'éventuel règlement, en se penchant sur l'opportunité et la faisabilité de différents scénarios et hypothèses de travail.</p>	<p>MSP, SQ, corps de police des municipalités de Montréal, Québec, Longueuil, Gatineau, Sherbrooke, Trois-Rivières, Lévis, Terrebonne, l'Assomption.</p>	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les pratiques policières	Dans le but de favoriser l'uniformité et la cohérence de l'activité policière au Québec, ce comité est responsable de coordonner les travaux entourant la création, la mise à jour et le suivi des pratiques policières contenues au Guide des pratiques policières produit par le ministère de la Sécurité publique à l'intention des corps policiers.	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Service de police de Repentigny, Service de police de Wendake.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial de filtrage	Veiller au développement et à l'uniformisation des processus en matière de filtrage de sécurité. Accompagner les ministères et organismes dans les modifications législatives ou dans l'élaboration de lois et de règlements et s'assurer de l'uniformité dans les procédures. Effectuer le suivi de certaines problématiques et enjeux.	MSP, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 6	Aucun	Travaux en continu
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue, coordonner l'application de nouvelles mesures ou réformes et formuler des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, LSJML, Service de protection des citoyens de la Ville de Laval.	Aucun	Travaux en continu
Comité permanent sur la conduite d'un véhicule de police	En matière de conduite d'un véhicule de police, analyser la formation offerte par l'ENPQ ainsi que les données relatives, notamment aux collisions, documenter les meilleures pratiques et effectuer différents suivis de problématiques dans le but de formuler des recommandations et de soutenir les organisations concernées.	MSP, ENPQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville, Service de police Ville de Sherbrooke, Sécurité publique de Saguenay, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de l'agglomération de Longueuil, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'exploitation et d'intégration de projet – Radar-photo phase 3	Le comité fixe les orientations quant au suivi des recommandations contenues au Rapport d'évaluation 2017 qui a été déposé à l'Assemblée nationale en 2019. Selon les recommandations apportées par les différents groupes de travail impliqués, le comité stratégique devra réviser les structures gouvernementales nécessaires pour mener à terme le projet de la phase 3 et permettre de pérenniser l'utilisation des radars photo au Québec. Le comité stratégique doit résoudre de façon concertée toute problématique transversale portée à son attention et susceptible de retarder les travaux ou de nuire à l'atteinte des résultats. Il formule des recommandations au gouvernement quant à la poursuite des activités.	MTMD, MSP, MJQ/BIA, Ville de Québec, Ville de Montréal, Agglomération de Longueuil, SPVM, SPVQ, SQ, DPCP, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de Gatineau.	Aucun	Travaux en continu
Comité technique agents évaluateurs	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par la drogue.	ENPQ, MSP, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, SAAQ,	Aucun	Travaux en continu
Comité technique sur les appareils de détection d'alcool	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par l'alcool.	ENPQ, MSP, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SAAQ, SPVQ, Service de police de la Ville Laval	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité technique sur les appareils de mesure de vitesse et autres outils utilisés en sécurité routière	Le comité valide les nouveaux appareils à la demande des organisations policières désirant en faire l'utilisation en se basant sur les listes de critères établis. Il effectue le suivi des problématiques vécues sur le terrain, de même qu'à la cour et propose des solutions, le cas échéant. Le comité analyse la formation actuelle dispensée aux opérateurs et moniteurs sur ces différents types d'appareils, délimite les enjeux opérationnels et de formation pour l'utilisation de ces appareils, et ce, afin de mieux répondre aux besoins des organisations et des tribunaux. Il assure et facilite les échanges d'informations entre les différents partenaires sur les meilleures pratiques d'utilisation d'un cinémomètre. Finalement, il harmonise et maintient les meilleures pratiques dans le cadre du travail des policiers en tenant compte des spécificités opérationnelles et administratives propres à chaque organisation policière.	ADPQ, ENPQ, MSP, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Gatineau, Service de police de Granby, Service de police de Terrebonne	Aucun	Travaux en continu
Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social	En matière de profilage racial et social, favoriser la collaboration policière et le développement de bonnes pratiques et participer au suivi de plans d'actions et des stratégies gouvernementales. Enfin, constituer une plateforme d'échanges et de réseautage pour le milieu policier afin de développer une expertise et conseiller le MSP lorsque requis.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de Repentigny, Service de police de Terrebonne, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ, ADPPNIQ.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes dont l'état mental est perturbé	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour intervenir auprès de personnes dont l'état mentale est perturbé, dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.	MSP, ENPQ, ADPQ, ADPPNIQ, GRC, représentants de tous les corps de police municipaux et un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité santé mental – volet itinérance	Découle du Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes dont l'état mental est perturbé. Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour intervenir auprès de personnes en situation d'itinérance, dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.	MSP, ENPQ, ADPQ, ADPPNIQ, représentants de tous les corps de police municipaux et un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu
Comité stratégique sur les disparitions et enlèvements	Documenter, suivre et analyser la problématique des disparitions et enlèvements.	MSP, ADPQ, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, Service de police de Granby, Corps de police des Abénakis.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force (SCCPEF)	Analyser les recommandations de rapports d'enquête, effectuer une vigie des dossiers et traiter différents mandats, dans le but de conseiller les autorités du MSP, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques.	MSP, ENPQ, LSJML, SQ, SPVM, SPVQ, Corps de police représentant les niveaux 1, 2 et 3.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'orientation concernant le recours à la force (CORF)	Structurer les orientations du Québec en matière d'emploi de la force et du maintien et rétablissement de l'ordre	MSP, Commissaire à la déontologie policière, ENPQ, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Université de Montréal, représentant de la société civile à identifier	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité sanctions extrajudiciaires LSJPA	Créé à la demande du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) afin d'actualiser le programme de sanctions extrajudiciaires (PSE) et de le rendre conforme aux nouvelles normes juridiques. Veiller à ce que les principes et objectifs mentionnés dans le PSE soient respectés lors de son application par les partenaires et proposer des modifications au PSE. Colliger et analyser les données transmises par les partenaires afin d'améliorer les pratiques et assurer un arrimage et une concertation entre les partenaires.	MSP, CSSS du Bas-Saint-Laurent, CIUSSE-CHU de Sherbrooke, DPCP, MJQ, Équijustice, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, MSSS, Organisme de justice alternative MAVN (Mesures alternatives des vallées du Nord).	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité mesures extrajudiciaires LSJPA	Sous la responsabilité du MSP, son mandat est de : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Suivre l'application du programme de mesures extrajudiciaires de la LSJPA et proposer des modifications le cas échéant au comité intersectoriel; ▪ Documenter les problématiques d'application ainsi que les enjeux associés au Cadre d'application et formuler des recommandations permettant au MSP de prendre les mesures et outils appropriées pour remédier aux difficultés et enjeux soulevés; ▪ Suivre les données statistiques et assurer la mise à jour des outils disponibles aux policiers. 	MSP, SQ, MJQ, SPVQ, SPVM Équijustice, Organisme justice alternative (OJA), MSSS, MEQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité intersectoriel LSJPA	Mettre à jour, faire la promotion et maintenir le programme de mesures extrajudiciaires du modèle québécois de justice pour les jeunes en mobilisant les partenaires, en favorisant le monitoring des pratiques, la production de bilans et de recherches et en veillant à la diffusion des résultats.	MJQ, DPCP, Barreau, Commission des services juridiques, Cour du Québec, Centre communautaire juridique de Montréal, MSP, SPVM, MSSS, SPVQ, ADPQ, SQ, ENPQ, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, equijustice, Organisme de justice alternative MAVN.	Aucun	Travaux en continu
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et favoriser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre. Veiller à la mise en œuvre des mesures relatives à l'AEC en techniques policières.	MSP, MES, ENPQ, SPVM, SQ, SPVQ, Fédération des cégeps, établissements d'enseignement collégial privés offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité sur l'accessibilité des minorités visibles et ethniques (MVE) au métier de policier	Identifier les pratiques permettant d'améliorer la représentativité des MVE dans les organisations policières et déterminer les bloquants à l'inscription des MVE à la formation policière. Une étude a été menée afin d'alimenter les travaux et identifier des mesures permettant d'augmenter la présence des MVE dans les corps de police.	MSP, ENPQ, MES, SPVM, SQ, SPVQ, ADPQ, Cégep d'Ahuntsic.	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la formation des futurs policières et policiers autochtones ainsi que des policières et policiers œuvrant dans les communautés autochtones, incluant la formation en enquête	Favoriser les échanges en matière de formation des futurs policières et policiers autochtones et ceux œuvrant dans les communautés autochtones dans le but d'accroître le nombre de policiers autochtones au Québec.	MSP, ENPQ, MES, SQ, SPVM, Collège d'Alma, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec.	Aucun	4 rencontres / an

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité technique sur la Sécurité publique APNQL-MSP	<p>Le comité fournit des conseils et propose des solutions concrètes et novatrices pour résoudre les enjeux rencontrés par les Premières Nations en matière de sécurité publique. De façon plus précise, le comité a pour mandat de travailler sur trois dossiers prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Évaluation des besoins en matière de collecte de données sur l'infrastructure et le financement des services policiers (État de situation); ▪ Partage d'information et discussions sur les actions entreprises suite à la publication de différents rapports et sur le suivi des recommandations, appels à l'action et propositions émises dans le cadre des rapports d'enquêtes publiques et des travaux de groupes d'experts; ▪ Proposer des orientations en matière de modifications législatives pour améliorer les encadrements en lien avec les services de sécurité publique pour les Premières Nations. 	MSP, APNQL, SRPNI, ADPPNIQ, Table des directeurs généraux des Premières nations	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif sur le bertillonnage	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières en matière de bertillonnage dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière, d'uniformisation et d'amélioration continue.	MSP, MJQ, DPCP, Association des procureurs des cours municipales du Québec, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, SPAL, Service de la Ville de Repentigny, Service de police de Trois-Rivières	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la gestion des impacts et des opportunités du Plan pour moderniser le système de justice chez les organisations policières	<p>Identifier les principaux enjeux de la transformation de la Justice pour les organisations policières.</p> <p>Identifier les opportunités pour les organisations policières à chacune des étapes du projet.</p> <p>Sélectionner les groupes de travail mis sur pied par le MJQ nécessitant une représentativité de la communauté policière et convenir de la représentation sur les différents groupes de travail, le cas échéant.</p> <p>Déterminer et prioriser les actions à mettre en place pour soutenir les différents jalons de la transformation de la justice, tout en minimisant les impacts sur les organisations policières.</p> <p>Veiller à la mise en place d'un plan de communication auprès de l'ensemble des corps de police;</p> <p>Établir un sommaire des coûts pour la matérialisation de chacun des projets.</p> <p>Alimenter la reddition de comptes requises par les autorités dans l'objectif de faire les représentations appropriées</p>	MSP, ADPQ, ADPPNIQ, SQ, SPVM, SPVQ, 1 représentant des corps de police de niveau 1, 2 et 3	Aucun	Travaux en continu
Comité Lexius d'arrimage tactique et opérationnel avec les partenaires	Le MJQ informe ses partenaires sur l'avancement des travaux du projet Lexius au niveau tactique et opérationnel.	MSP, CNQ, MJQ, MSSS, DPCP, SOQUIJ, CNESST, SAAQ, UMQ, FQM	Aucun	Rencontres trimestrielles
Comité des partenaires GESTE	Le DPCP informe ses partenaires de l'avancement des travaux du projet GESTE.	DPCP, MSP, SPVG, SPVL, SPVM, SVPQ, SJSR,	Aucun	Aucune rencontre en 2023-2024
Comité des parties prenantes – Transformation de la Justice	Le MJQ fait l'état d'avancement des travaux du Plan pour moderniser le système de justice (PMSJ)	MJQ, MSP, DPCP	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail des Cours municipales	Le ministère de la justice et la juge en chef adjointe à la Cour du Québec, responsable des cours municipales, assurent l'arrimage des travaux du Plan pour moderniser le système de justice avec les cours municipales.	MSP, Magistrature, FQM, MJQ, DPCP, UMQ, Cour du Québec, Cour municipale de Montréal, SOQUIJ, Association des procureurs des cours municipales, Ville de Montréal, Ville de Lévis, Ville de Trois-Rivières, Cour municipale de Gatineau, Barreau du Québec, Cour municipale de Longueuil, Ville de Laval, Cour municipale de Québec, Association des Greffiers des Cours municipales.	Aucun	Travaux en continu
Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour prévenir et contrer la violence conjugale dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les principaux enjeux et les opportunités liés à l'intervention policière en contexte de violence conjugale et dégager des consensus sur des pistes de solution et d'action. ▪ Établir un réseau d'échange d'informations, de discussion et de concertation entre les corps de police et le MSP; ▪ Alimenter la réflexion sur l'évolution des pratiques policières émergentes et prometteuses en matière de pratiques exemplaires. ▪ Mener des travaux sur la question de la surveillance et du suivi des conditions imposées par les policiers et/ou la Cour. 	Membres statutaires : MSP, ENPQ, ADPPNIQ, ADPQ, SQ, représentants de tous les corps de police municipaux, Sécurité publique Mashteuiatsh, Police de Wemotaci, Service de police du Nunavik, Service de police Eeyou Eenou. Membres invités : DPCP, MJQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, L'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, À cœur d'homme - Réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence, Femmes Autochtones du Québec Inc.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur l'amélioration de la pratique judiciaire (Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale - RMFVVC)	<p>Grâce au soutien financier de Femmes et Égalité des genres Canada, le Regroupement a lancé à l'automne 2021 le projet Améliorer la pratique judiciaire pour accroître la sécurité des femmes victimes de violence conjugale, qui s'étalera sur une durée de 30 mois. Il vise à améliorer la pratique des différents acteurs judiciaires pour lever les obstacles systémiques auxquels les femmes victimes de violence conjugale font face dans le système judiciaire, particulièrement celles issues de l'immigration ou en situation de précarité économique, lorsqu'elles tentent d'échapper à cette violence.</p> <p>Pour y parvenir, le comité travaille à sensibiliser et former les intervenants judiciaires au concept de contrôle coercitif, afin qu'ils reconnaissent l'ensemble des manifestations de la violence conjugale et le développent des pratiques plus appropriées pour améliorer la sécurité et la liberté des victimes.</p>	RMFVVC, ADPQ, DPCP, Commission des services juridiques, MSP, ENPQ, RIPTB, SPVM, SQ, SPVQ, SPVG, CSVC, Assistance aux femmes, Refuge de l'Ouest de l'île, Université du Nouveau-Brunswick, Université Laurentienne, Rebâtir, Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration, Association des avocats et avocates en droit familial du Québec.	Aucun	Travaux sur 30 mois
Sous-comité sur la déclaration de la personne victime de la Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Le sous-comité a pour mandat d'identifier et promouvoir les bonnes pratiques en matière de déclaration d'une personne victime de violence conjugale, dans un but d'harmoniser les interventions des corps de police québécois.	MSP, ENPQ, MJQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Mascouche, SPAL, Régie intermunicipale de police Roussillon, Service de police de la Ville de Repentigny, Service de Police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais, ADPPNIQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Rebâtir	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'échange des bonnes pratiques pour les ressources en violence conjugale au sein des corps policiers du Québec	Le comité, qui est chapeauté par la Table de concertations nationale sur l'intervention policière en violence conjugale, a pour mandat de favoriser, par la concertation entre les ressources spécialisées en violence conjugale des corps de police et le ministère de la Sécurité publique, la promotion et partage de pratiques opérationnelles optimales pour prévenir et contrer la violence conjugale et uniformiser le plus possible les méthodes d'intervention.	MSP, Service de police de la Ville de Terrebonne, SQ, tous les corps de police municipaux, ADPPNIQ, Police Essipit, Kewaobek Police Department, Kitigan Zibi, Police Department, Sécurité publique d'Opitciwan, Sécurité publique de Wemotaci, Sécurité publique Mashteuiatsh, Sécurité publique de Pessamit, Gesgapegiag Police Department, Listuguj Police Department, Naskapi Police Force, Kahnawake Police Force, Sécurité publique de Uashat-Mak-Mani-Utenam, Sécurité publique Pakua Shipi, Timiskaming First Nations Police Force, Service de police de Lac-Simon, Service de police de Pikogan, Corps de police des Abénakis, Service de police de Wendake.	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail sur les ententes prédénonciations	Le comité, coordonné par le MJQ, s'inscrit dans le cadre des travaux liés au Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et a pour mandat d'identifier et promouvoir les meilleures pratiques à déployer pour soutenir et accompagner une personne victime dans le cadre d'une prédénonciation.	MJQ, MSP, DPCP, MSS, SCF.	N/D – à valider auprès du MJQ	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur la trajectoire des suspects et auteurs de violence	Le comité, coordonné par le MJQ, s'inscrit dans le cadre des travaux liés au Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et a pour mandat d'identifier et promouvoir les meilleures pratiques relatives à la trajectoire (besoins d'accompagnement, services, etc.) des suspects ou auteurs de violence sexuelle ou conjugale.	MJQ, MSP, MSS, RIMAS, CQLC, CSJ, SCF, DPCP, À cœur d'homme, Entraide pour hommes, Service correctionnel Canada, ASRSQ, Association des Avocates et Avocats de la Défense.	N/D – à valider auprès du MJQ	Travaux en cours
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale (Bureau du coroner)	Le MSP participe aux travaux et aux rencontres du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale. Ce comité, sous la responsabilité du Bureau du coroner, procède à un examen des dossiers concernant des décès survenus au Québec dans le cadre d'une situation de violence conjugale afin d'émettre des recommandations, le cas échéant.	Bureau du coroner, MSP, MSSS, Conseil du statut de la femme, INSPQ, Organismes œuvrant auprès des femmes victimes de violence conjugale et des auteurs de violence, corps de police	Aucun	Travaux en continu Le premier rapport annuel de ce comité, « Agir ensemble pour sauver des vies », a paru le 7 déc. 2020. Le deuxième rapport annuel est paru le 17 nov. 2022. Un troisième rapport est en rédaction.
Comité de révision du modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la Sûreté du Québec	Réviser le modèle d'entente pour les services fournis aux municipalités par la SQ.	MSP, SQ, Fédération québécoise des municipalités (FQM), Union des municipalités du Québec (UMQ)	Aucun	Modèle d'entente-cadre final approuvé le 13-03-2023

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur les profils de compétence des policiers	Le Comité de concertation sur la formation des futurs policiers a créé un groupe travail afin d'étudier les recommandations issues de l'Étude sur le profil des candidats à la profession policière conduite par l'ÉNPQ. Son mandat est d'évaluer les moyens à mettre en place pour favoriser et développer un profil de compétences correspondant aux besoins des organisations policières, notamment en matière de savoir-être.	MSP, Collège d'Alma, Collège Maisonneuve, Cégep de Rimouski, MES, ENPQ, Sûreté du Québec, SPVM, ADPQ, Service de police de l'Agglomération de Longueuil, SPVQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif clients	Le mandat du Comité consultatif clients de l'ÉNPQ consiste principalement à donner son avis à l'École en regard de l'organisation des divers programmes de formation offerts ainsi qu'au comité de programme mis sur pied dans le cadre de l'entente de collaboration des maîtres d'œuvre intervenue entre l'École et l'Université du Québec à Trois-Rivières en ce qui concerne spécifiquement le Programme de baccalauréat en sécurité publique.	MSP, UPAC, SPVM, SPVQ, SPL, Service de police de Granby, BEI, SPVG, SPAL, SQ, Régie intermunicipale de Roussillon, ENPQ, Service de police de Sherbrooke, Service de police de Blainville, Service de police de Wendake, Service de police MRC des Collines de l'Outaouais, ADPPNIQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif – Projet santé psychologique de l'ÉNPQ	Donner un avis quant aux thématiques retenues, proposer des ajustements à faire et informer les organisations participantes de l'avancement des projets.	MSP, ENPQ, ADPQ, ADPPNIQ, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, SPVM, SPL, SPVQ, SPVG, SQ	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'orientation – Chaire de recherche UQTR-ENPQ sur la prévention de la santé psychologique au travail en sécurité publique	Être partie prenante dans la structure de gouvernance de la Chaire. Soutenir le développement d'une programmation de recherche centrée sur les besoins réels, ainsi que les décisions prises au regard de la sélection des activités de recherche tout en encadrant la qualité de celles-ci. Faciliter l'accès aux clientèles et agir en tant qu'agent de liaison entre les cotitulaires (programme de recherche) et le milieu policier. Favoriser le transfert et l'appropriation des connaissances dans les milieux policiers.	UQTR, ENPQ, MSP, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, ADPQ, ADPPNIQ, SPVM	Aucun	Travaux en continu
Comité de liaison - Ententes relatives à la fourniture de service de police par la Sûreté du Québec	Le comité de liaison, présidé par la SQ, émet des recommandations à l'égard de l'application de la nouvelle entente-cadre et de la répartition des effectifs policiers de la SQ en vue de la signature des ententes dites de 3 ^e génération. Les principaux objectifs du comité sont : <ul style="list-style-type: none"> Partager aux membres du comité et aux représentants municipaux le maximum d'information relative à la desserte dans les MRC, au renouvellement des ententes et à la répartition des effectifs. Faire état des travaux qui ont été réalisés et témoigner de leurs impacts. Entreprendre, conjointement, des réflexions éclairées à l'égard d'un modèle de répartition d'effectifs et du scénario à appliquer. 	SQ, MSP, Fédération québécoise des municipalités (FQM), Union des municipalités du Québec (UMQ)	Aucun	Modèle d'entente-cadre approuvé par le comité le 13-03-2023. Processus de signature des 88 ententes en cours (59 ententes en vigueur en date du 23 février 2024).

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physique ou de négligence grave	Le comité doit s'assurer, sur le plan national, de l'implantation et du suivi de l'Entente multisectorielle et de l'application du Guide. Il doit s'assurer notamment de l'existence d'un comité régional dans chaque région du Québec, en veillant au maintien d'une étroite collaboration entre les personnes désignées par les organismes, les établissements et les organisations pour l'application de la présente entente. Il soutient le bon fonctionnement de la procédure lorsque des enjeux ne peuvent être résolus au niveau régional, en favorisant la conformité des pratiques et le partage d'outils de formation et de promotion entre les régions. Il assume un rôle-conseil auprès des comités régionaux mis en place et un suivi continu de l'application de l'Entente afin de permettre d'en évaluer l'efficacité et la qualité et, au besoin, de prendre les mesures nécessaires afin que soient apportés les ajustements requis.	MSP, MSSS, MJQ, MEQ, DPCP et MFA	Aucun	Travaux en continu
Comité de suivi autochtone sur les bracelets antirapportement	Lors des auditions publiques sur le projet de loi No 24, l'organisme Femmes Autochtones du Québec a fait valoir la pertinence de mettre en place un comité composé d'acteurs autochtones et institutionnels afin de s'assurer que cette mesure soit réellement adaptée aux réalités autochtones.	MSP, MJQ, MSSS & groupes autochtones.	Aucun	Travaux non-débutés. La première rencontre devrait se tenir en mars 2024
Comité de travail portant sur la mise en œuvre d'une desserte policière autochtone à Ekuanitshit et Nutashkuan	Élaboration de travaux afin d'établir une desserte policière autochtone dans les communautés de Ekuanitshit et de Nutashkuan	MSP, SRPNI, représentants (Chefs, élus et DG) des 2 communautés concernées et Sécurité publique Canada	Aucun	Les travaux sont suspendus à la demande des CA.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de gouvernance – Formation sur le profilage racial et social	Comité décideur du projet de développement de formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social destiné aux corps de police du Québec. Ce projet permettra d'outiller les policiers du Québec à détecter les situations à risque de constituer une atteinte aux droits de la personne.	MSP, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), Commissaire à la déontologie policière (COMDP), ENPQ.	930 000 \$	Au total 4 capsules de sensibilisation, dont 2 sont déjà livrées et 2 autres à venir.
Comité de travail – Capsules de sensibilisation	Développement de quatre capsules de sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial et social.	MSP, CDPDJ, COMDP, ENPQ et corps de police identifiés selon les travaux en cours.	Lié au budget du Comité de gouvernance.	Capsules 1 et 2 déployées. Capsule 3 – en cours. Capsule 4 – Non-débutée
Table des employeurs de constables spéciaux	Lieu d'échange et de partage des bonnes pratiques. La table sert également de plate-forme de communication des orientations ministérielles et permet d'informer les employeurs des travaux de développement concernant le dossier des constables spéciaux.	MSP, Cabinet du lieutenant-gouverneur, Assablée Nationale, Canadian National, Canadien Pacifique, Société de transport de Montréal (STM), SAAQ, Revenu Québec, MESS, SPA Estrie, SPCA Montréal, Commissariat aux incendie Québec, Université de Montréal, Université de Trois-Rivières, Université Laval, Service de police d'Ottawa, SQ, Hydro-Québec	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif	Fournir des conseils indépendants et externes au LSJML en engageant un dialogue avec les responsables du LSJML et apporter sa contribution par l'élaboration des politiques, de nouvelles initiatives touchant le service client, l'étude des questions d'intérêt pour toutes les parties et le suivi des progrès réalisés par le LSJML afin d'atteindre ses objectifs	MSP (LSJML, SMAP), DPCP, BC, SQ, ADPQ, SPVM, BEI, UQTR, Cour du Québec, L'Association québécoise des avocats et avocates de la défense (AQAAD)	Aucun	Le Comité consultatif s'est réuni à deux reprises au courant de l'année financière 2023-2024. Une rencontre s'est tenue le 13 juin 2023 et l'autre le 22 novembre 2023. Ces rencontres ont permis d'aborder les sujets suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Sondage de compréhension des rapports d'expertise - Besoin des partenaires à l'égard de la compréhension des rapports d'expertise - État de situation à la Direction de la balistique - Présentation des nouvelles approches à la Direction de la biologie/ADN en lien avec le traitement des dossiers cold cases - Présentation sur l'implication du LSJML dans les dossiers d'exhumations à venir. - Présentation de la Cellule inconnus/disparus - Présentation sur la nouvelle ligne d'affaires : analyse du tabac - Présentation de la gestion des risques au LSJML - Présentation des travaux du groupe de travail LSJML-MSP-DPCP-AQAAD-AADM

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur de gouvernance – Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures (SQI)	Aucun	Travaux en continu.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS.	MSP, MTESS, Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), Comité consultatif clientèle judiciairisée adulte (CCCJA), ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	Aucun	Les travaux sont en cours afin de procéder au renouvellement de l'entente pour la période 2022-2026. En attendant, la précédente entente est reconduite.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEQ.	MSP, MEQ, Centre de services scolaire de la Rivière du Nord (CSSRN), Table des représentants des services de formation en milieu carcéral provincial, MESS et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale	Aucun	Travaux en continu. L'entente entre le MEQ et le MSP a été reconduite pour une période de 5 ans soit du 1 ^{er} juillet 2018 au 30 juin 2023. Les ententes locales entre les établissements de détention et leur centre de services scolaire sont signées et l'entente-cadre est en cours de signature.
Comité d'implantation sur la visioconférence	Favoriser l'accès à la comparution par l'entremise de la vidéo dans les établissements de détention.	MSP, ministère de la Justice du Québec (MJQ)	Aucun	Travaux en continu. Travaux d'infrastructures toujours en cours pour les établissements de Saint-Jérôme, Québec, New Carlisle, Baie-Comeau, Sherbrooke, Trois-Rivières et Rimouski.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail chargé de l'implantation du bracelet antirapprochement au Québec	Comité formé de représentants du MSP, du DPCP, du MJQ, et de la CQLC pour s'assurer du respect des orientations retenues et apporter des solutions rapides et concrètes aux problèmes opérationnels rencontrés.	MSP, DPCP, MJQ, CQLC	Aucun	Travaux en continu.
Comité de travail conjoint avec le MJQ concernant le processus de gestion de l'incarcération	Effectuer une revue des erreurs administratives au sein des deux organisations; Proposer un processus clair de traitement de l'information entre les deux ministères en précisant la responsabilité de chacun des acteurs impliqués dans la gestion de l'incarcération; Émettre des recommandations pour éviter les erreurs administratives les plus fréquentes; Rédiger des lignes directrices pour assurer l'efficacité de la gestion de l'incarcération (ex. : procédures de remplacement, de contre-vérifications, etc.).	MSP, MJQ	Aucun	Le comité a été formé en janvier 2023. Il a produit un rapport comme convenu au printemps 2023. Le comité se poursuit afin de faire le suivi des recommandations proposées. Pour le Sous-ministériat des services correctionnels, dans un premier temps, un projet a été mis en place en collaboration avec l'Établissement de détention de Montréal. Ceci permettra d'améliorer des pratiques qui pourront par la suite être partagées à l'ensemble des établissements de détention. Le MJQ sera consulté pour les problématiques conjointes ou qui leur sont relatives.
Comité de concertation entre les greffes et les services correctionnels.	Assurer une bonne communication et collaboration entre les deux organisations dans l'application des décisions en matière de justice pénale.	MSP, MJQ	Aucun	Travaux en continu. Présentement, les membres du comité des deux ministères travaillent sur le suivi des recommandations du rapport et traitent des autres sujets au besoin.

Question **002** Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel MSSS-MSP concernant les services de santé et les services sociaux en milieu carcéral	Définir la vision et les orientations du partage des responsabilités entre le MSSS et le MSP; Convenir d'une vision commune face aux différents enjeux présentés (organisationnels, médiatiques, politiques ou autres); Approuver les échéanciers et les livrables des travaux des divers comités; Soutenir l'avancement des travaux des différents comités; Rendre compte aux autorités ministérielles de l'avancement des travaux.	MSP, MSSS	Aucun	Travaux en continu.

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de coordination maritime	Coordonner l'établissement des grandes orientations ainsi que la priorisation et le suivi des différents projets réalisés par le Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM).	MAMH, MELCCFP, MEIE, MAPAQ, MSP et MTMD	Aucun	Travaux en continu
Groupe d'échange sur la gestion des risques écologiques reliés au transport maritime des hydrocarbures sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux actifs dans le domaine de la prévention et de la gestion des incidents maritimes en lien avec la protection des écosystèmes du Saint-Laurent.	ECCC, MSP, MPO, GCC, MELCCFP	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur le développement et l'application d'un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux afin de développer un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes.	TC, MSP, MPO, AEIC, GCC, MELCCFP	Aucun	Travaux en continu
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCE, MEIE, MESS, MELCCFP, MRNF, MSSS, MTMD et SQ	Aucun	Travaux en continu
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, Bureau du coroner, CAG, CNESST, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCN, MEIE, MELCCFP, MEQ, MES, MESS, MFA, MFQ, MIFI, MJQ, MRIF, MRNF, MSSS, MTMD, MTOUR, RBQ, RQ, SCT, SHQ, SQ, SRPNI, STQ et UQ-MCE	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion intégrée des risques pour les personnes et les biens liés aux feux de forêt	Formuler des recommandations à l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) afin d'assurer une gestion intégrée des risques associés à l'aléa feux de forêt afin notamment d'améliorer la sécurité des personnes et des biens au Québec.	MSP, HQ, MAMH, MCE, MCN, MELCCFP, MEQ, MRNF, MTMD, MSSS, RBQ, SHQ, SQ, SRPNI, SOPFEU et UQ-MCE	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses (incluant les risques radiologies et nucléaires). Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention.	MSP, CNESST, HQ, MAPAQ, MELCCFP, MSSS et SQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN) de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	Établir le PAN et en assurer le suivi.	MSP, CNESST, HQ, MCC, MCN, MEIE, MELCCFP, MEQ, MES, MFA, MFQ, MIFI, MJQ, MRIF, MRNF, MTMD, OPHQ, RBQ, RQ, SHQ, SPN et STQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP)	Formuler des recommandations à l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sur la position du Québec quant à la démarche canadienne visant à doter le pays d'un RLBSP.	MSP, HQ, MAMH, MCC, MCN, MEIE, MFQ, MSSS, MTMD et SQ	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité des utilisateurs potentiels du réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP) pour l'interopérabilité des communications d'urgence au Québec	Identifier les besoins et préoccupations des utilisateurs potentiels du RLBSP en matière de communications en sécurité publique au Québec et utiliser l'information ainsi recueillie pour travailler au déploiement et à la promotion du réseau auprès des intervenants du milieu.	MSP, HQ, MAMH, MCC, MCN, MEIE, MFQ, MSSS, MTMD, SQ, ACUQ, CAUCA, SPVM, SPVQ, SSIM et GAS	Aucun	Travaux en cours
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du Plan national de sécurité civile.	MSP, HQ, MAMH, MAPAQ, MCN, MEIE, MELCCFP, MESS, MSSS, MTMD, SCT, SHQ, SQ et UQ-MCE	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité de l'OSCQ sur la prévention et le rétablissement - inondations 2023	Faciliter la concertation et la coordination des actions gouvernementales à l'échelle nationale, et ce, pendant la phase de rétablissement des inondations 2023.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCC, MEIE, MELCCFP, MSSS, MTMD, MTO et SHQ.	Aucun	Rapport du comité d'experts interministériel
Comité consultatif en sécurité civile (volet « consultation sur les travaux de refonte de la <i>Loi sur la sécurité civile</i> »)	Le comité permet de partager des informations sur les travaux ou projets en cours au MSP et sur les initiatives et actions menées en sécurité civile par les membres du comité. Donner son avis au MSP sur diverses questions relatives à la sécurité civile qui lui sont soumises (ex. dispositions légales ou réglementaires, orientations en sécurité civile, outils d'accompagnement, etc.).	MSP, MAMH, ainsi que plusieurs organisations des milieux associatif et municipal (FQM, UMQ, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, AARQ, ASCQ, AGSICQ, RÉCO-Québec, CRAIM, ACUQ, ADPQ, AQBRS, BAC, CRC, OAQ, OIQ et OUQ)	Aucun	Le MSP a reçu des commentaires, avis, préoccupations et enjeux formulés par les membres du comité à l'égard des grandes orientations établies qui ont guidé les travaux de refonte de la <i>Loi sur la sécurité civile</i> . Une rencontre s'est tenue au cours de l'année 2023-2024.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la prévention de sinistres naturels (CPSN)	Sous-comité de l'OSCQ, le CPSN, à titre de comité directeur du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS), oriente et assure de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MSP, MELCCFP, MAMH, MTMD et MRNF	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Inondations	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur la priorisation intersectorielle - ministère de la Sécurité publique (MSP) et ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD)	Partager les résultats de priorisation et de planification des interventions afin d'assurer leur intégration dans la planification du MSP et du MTMD	MSP et MTMD	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Analyser les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommander au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément prévu avec les dispositions de l'article 69 de la Loi sur la sécurité civile.	MCE – Urgence Québec, MSSS, MAPAQ, MESS, Revenu Québec, HQ, MEQ partenaires municipaux et MSP	Aucun	Travaux en continu
Comité pour le développement d'un cadre de référence sur l'intervention-pipeline (CRIP)	Dans le cadre du plan d'action de l'Unité de vigilance sur les hydrocarbures, faciliter la coordination et la gestion des conséquences d'un déversement majeur d'hydrocarbures en milieu terrestre ou maritime à partir d'un pipeline au Québec.	RBQ, MELCCFP, MRNF, MSP, SP, ONÉ, ACSIQ, Ville de Laval, CMM et plusieurs autres intervenants	Aucun	La première version du CRIP a été publiée sur Québec.ca et est maintenant accessible pour le public. Travaux de sensibilisation en continu.
Comité déglaceur d'Hydro-Québec	Augmenter le niveau de préparation des autorités municipales et gouvernementales en cas d'utilisation du déglaceur, notamment en ce qui a trait à la communication du risque, au partage des rôles et des responsabilités ainsi qu'à la préparation et le maintien des connaissances des intervenants sur les conséquences engendrées par l'utilisation du déglaceur.	MSP, HQ, MTMD, SQ, MRNF et Urgence Québec	Aucun	Travaux en continu
Comité pour la mise à jour du Guide relatif aux opérations de services de sécurité incendie	Réviser le Guide des opérations à l'intention des services de sécurité incendie	MSP, ENPQ, CNESST, Collège Montmorency, IPIQ, AGSICQ, APSAM	Aucun	Travaux en continu pour bonifier le Guide. Le Guide a été publié à l'été 2023

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif 9-1-1	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population québécoise en respectant les limites du champ de compétences MSP.	MSP, Agence 9-1-1, MAMH, MSSS, MRNF, SQ, AGSICQ, ACUQ, ADPQ, UMQ, FQM, HQ et Bell Canada	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur de réflexion sur la formation en sécurité incendie au Québec	Analyser la situation actuelle de la formation des pompières et pompiers du Québec en lien avec les besoins du milieu et émettre des recommandations afin de faire évoluer la formation en sécurité incendie.	MSP, École nationale des pompiers du Québec, IPIQ, MEQ, MES (ministère de l'Enseignement supérieur), AGSICQ	Aucun	Ce comité se rassemble au besoin pour discuter d'enjeux pouvant avoir un impact pour la formation en sécurité incendie au Québec
Comité sur la mise à jour du Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation	Mettre à jour le Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation afin que le contenu du guide tienne compte de la réalité d'aujourd'hui.	MSP, MAMH, MSSS, RBQ, ATPIQ, AGSICQ et partenaires municipaux	Aucun	Travaux en continu pour bonifier le Guide. Le Guide a été publié en janvier 2022
Table d'échange d'information en lien avec le déploiement du 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG)	Mettre en place un canal d'information et d'échanges sous la coordination du MSP en vue du déploiement du 9-1-1 PG.	MSP, ACUQ, MRNF, MSSS, partenaires municipaux (TI)	Aucun	Travaux en cours
Comité tactique de service 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG – volet cartographie)	Assurer l'adéquation entre les responsabilités du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, à titre d'agrégateur des données du système d'information géographique, et celles des municipalités, à titre de fournisseur de données.	MRNF, MSP, Bell Canada et partenaires municipaux (TI)	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur l'évolution de l'encadrement législatif des centres d'urgence 9-1-1 et de certains centres secondaires d'appels d'urgence	Conseiller le MSP au regard de ses orientations visant l'évolution du cadre législatif.	MSP, ACUQ, MSSS	Aucun	Travaux terminés pour le règlement : Le 1 ^{er} novembre 2023, le Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence a été édicté pour une entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2024. Travaux en cours pour la refonte de la Loi sur la sécurité civile : Le 31 janvier 2024, le projet de Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt a été présenté à l'Assemblée nationale.
Comité stratégique lié aux enjeux du 9-1-1 de prochaine génération (niveau sous-ministériat associé)	Veiller à ce que la transition au 9-1-1 de prochaine génération s'effectue de façon harmonieuse et que tous les centres de communications d'urgence et ministères impactés soient prêts pour cette modernisation	MSP, MAMH, MRNF, MCC, MCN et MSSS	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la prise d'appels d'urgence au Nunavik	Apporter une expertise dans le domaine des télécommunications d'urgence afin de mettre en place un projet pilote de prise d'appels d'urgence au Nunavik et répondre aux besoins de l'ARK.	MSP, MSSS, Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Nunavik, Administration régionale Kativik	Aucun	Travaux en cours
Comité sur le sauvetage nautique	Développer un cadre de référence en matière de sauvetage nautique qui comprendra un recueil sur les équipements requis, les formations nécessaires ainsi que les bonnes pratiques à adopter sur les différents plans d'eau pour les différents intervenants d'urgence lors de sauvetage nautique et sur glace.	MSP, AGSICQ, SQ, ADPQ, SIM, CNESST, APSAM, IPIQ, ENPQ, Garde côtière canadienne, Société de sauvetage du Québec	Aucun	Travaux en cours Résultats attendus : Mars 2024 : fin du projet pilote sur l'évaluation des habiletés à la nage requises pour les intervenants en sauvetage nautique Dépôt du cadre de référence aux autorités du MSP prévu au printemps 2024

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Équipe projet en communication sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie globale de communication gouvernementale multiplateformes, divisée en plusieurs volets, notamment la sensibilisation, l'information et la responsabilisation, et s'adressant à plusieurs cibles (victimes, enfants et adolescent(e)s, parents, intervenant(e)s, autochtones, communautés culturelles, etc.).	MSP, MAMH, MEQ, MES, MJQ, DPCP, MSSS, MTQ, MTESS, MCE, MFA, MIFI, MRIF, SAA, SCF, SHQ, SQRC Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat à la communication gouvernementale	2,45 M\$ sur cinq ans compris dans le 150 M\$ prévu pour le plan d'action gouvernemental. L'année 2021-2022 disposait d'une enveloppe de 1 M\$ et l'année 2022-2023 comporte un budget de 400 k\$.	Des actions concertées ont été déployées lors de la Semaine nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.
Communauté de praticiens et de praticiennes en sécurité civile	Faire connaître et promouvoir la sécurité civile auprès des MO et des partenaires en sécurité civile	Webinaire pour la mission Communication : UQ-MCE, MSP, SCT		Travaux en continu – tenue de webinaires de la sécurité civile. Trois webinaires tenus en 2023-2024.
Table d'expertise en inondations	Travail de collaboration avec les experts des différents milieux concernés pour donner de l'information sur les prévisions hydrologiques et sur le couvert de glaces sur les principaux cours d'eau du Québec en vue de planifier les opérations et les communications publiques en prévision de la crue printanière et des inondations.	MSP, ECCC, MELCCFP (DGB), Pêches et Océans Canada, MSSS, MTMD, SQ, MRNF, UQ-MCE		En prévision de la crue printanière – en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité régional de prévention et de rétablissement pour la crue printanière dans Charlevoix		MSP, UQ-MCE, CNESST, MEQ, MTO, MRNF, SQ, MESS, SAAQ, MCC, MFA, SHQ, MAPAQ, MCN, MAMH, MSSS, HQ, MEIE, MIFI, MELCCFP, MTMD		À la suite des crues historiques en Charlevoix au printemps 2024 – actions gouvernementales concertées et communications publiques harmonisées pour répondre aux besoins des personnes et des entreprises sinistrées
Jury pour les prix Zénith 2023	Participants du jury	UQ-MCE, MAPAQ, CNESST		
Comité de sélection d'une agence de communication pour le MERN	Participants à la sélection de l'agence	UQ-MCE, MCE, MERN-MFFP, MCN		

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **003**

Le 4 avril 2023, dans le cadre des consultations sur le projet de loi 14, le ministre de la Sécurité publique a annoncé qu'il mettait en place un comité de sous-ministres (Sécurité publique, Justice et Services sociaux) afin d'évaluer de quelle façon, légalement ou non, il serait possible de transmettre des informations pour des cas particuliers de santé. Cette annonce faisait suite au décès de la Sergente Breau survenu en mars 2023 à Louiseville. Concernant ce comité, veuillez nous indiquer :

- a. La liste des rencontres en indiquant :
 - i. La date et l'heure;
 - ii. La liste des personnes présentes en indiquant leur titre complet;
 - iii. L'ordre du jour;
 - iv. Le procès-verbal.
- b. Les recommandations formulées par le comité;
- c. Les mesures mises en place suite à ce comité.

Dans les jours suivant les événements ayant mené au décès de la sergente Maureen Breau, les instances concernées au sein du gouvernement du Québec se sont rapidement mises en action, de façon concertée, pour documenter la situation, identifier les enjeux, trouver des pistes de solutions pour optimiser le suivi des personnes prises en charge par la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM) et ce, pour une meilleure protection de tous. Ces instances sont :

- Le ministère de la Justice du Québec
- Le ministère de la Sécurité publique
- Le ministère de la Santé et des Services Sociaux
- Le Tribunal administratif du Québec
- Le Directeur des poursuites criminelles et pénales
- La Commission des services juridiques

Une première rencontre tenue le 5 avril 2023 a permis l'identification d'actions à mettre en place pour améliorer la prise en charge des individus ayant fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle ainsi que le partage d'informations et la communication entre les différents intervenants concernés. Le plan de travail adopté par les ministères et organismes concernés comporte cinq actions qui se subdivisent en douze mesures.

Les partenaires se sont ensuite rencontrés les 20 avril, 23 mai, 21 juin, 3 août et 15 décembre 2023. Lors de la dernière rencontre, il a été convenu que le comité de liaison permanent prendrait en charge le suivi du plan d'action.

Les mesures portées ou co-portées par le ministère de la Sécurité publique (MSP) sont les suivantes :

Question **003**

Suite

Mesure	État d'avancement
Action 2 : Optimiser et uniformiser la cueillette et l'utilisation de l'information rendue disponibles aux policiers sur les accusés ayant été reconnus criminellement non responsable	
<p>Mesure 2.1 : Uniformiser l'inscription des données provenant des décisions de la CETM au CRPQ et évaluer la possibilité de centraliser cette tâche</p>	<p>Des informations extraites des décisions de la CETM sont accessibles aux policiers via le Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ). Les modalités d'échange de ces informations ainsi que les règles d'inscriptions au CRPQ sont prévues dans le document « Processus entre la CETM et le CRPQ » qui est en vigueur depuis 2010. La mise à jour des informations à la suite de nouvelles décisions de la CETM est déjà prévue dans ce document. Au cours des derniers mois, le MSP a effectué plusieurs travaux pour mettre en œuvre ces deux mesures :</p> <p>1) Le MSP a travaillé en partenariat avec l'équipe du CRPQ à la Sûreté du Québec pour l'envoi d'un bulletin CRPQ – CETM en octobre 2023, rappelant aux organisations policières l'importance d'inscrire au CRPQ les décisions de la CETM selon les règles en vigueur.</p>
<p>Mesure 2.3 : Élaborer un processus de mise à jour des informations contenues au CRPQ à la suite de la tenue d'une audience à la CETM.</p>	<p>2) Le MSP travaille en partenariat avec l'équipe du CRPQ et la CETM pour effectuer une vérification de conformité des dossiers. Une analyse des inscriptions au CRPQ issue d'un échantillon de dossiers sélectionnés par la CETM est en cours. Cette analyse permettra de cibler les informations à clarifier et à mettre de l'avant lors de la révision du document « Processus entre la CETM et le CRPQ ». Des ajouts dans le contenu de formations des moniteurs CRPQ pourraient également être envisagés.</p> <p>3) Finalement, la Direction générale adjointe de l'audit interne, des enquêtes et de l'inspection du MSP procède depuis janvier 2023 à des inspections dans les corps de police municipaux et à la Sûreté du Québec sur les interventions policières auprès des personnes dont l'état mental est perturbé. En septembre 2023, des vérifications au sujet des délais d'alimentation des conditions émises par la CETM au CRPQ ont été ajoutées au programme d'inspection comme élément de vérification.</p>

Question **003**

Suite

Mesure	État d'avancement
Action 3 : Favoriser la cohérence de l'évaluation de la dangerosité des individus effectuée par les différents organismes chargés de les surveiller	
Mesure 3.2 : Analyser les façons d'optimiser les suivis des conditions des accusés jugés non-criminellement responsables (mesure ajoutée le 23 mai 2023 – co-portée avec le MSSS).	Le MSP évalue la faisabilité de confier aux agents de probation le suivi (ou un soutien au suivi) des personnes faisant l'objet d'une décision de la CETM. Des travaux sont en cours afin d'identifier les conditions juridiques et opérationnelles requise pour une implication des équipes du MSP, en complémentarité de l'équipe traitante, dans le suivi des personnes faisant l'objet d'un verdict d'inaptitude ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ayant une mesure de libération avec modalités et ce, parallèlement ou non avec une mesure correctionnelle active.
Action 5 : Optimiser la collaboration entre les intervenants	
Mesure 5.1 : Mettre en place un comité de liaison permanent, soit en relançant les travaux d'un comité existant ou en créant un nouveau comité (co-portée avec le MSSS)	Le Comité de liaison a été créé et une première rencontre s'est tenue le 26 février 2024.

Question **004**

État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2023-2024.

Concernant l'érosion et la submersion côtières, la stratégie du ministère est d'agir simultanément sur plusieurs aspects liés à cet aléa. En effet, le ministère réalise des actions tant en appréciation des risques pour mieux connaître le phénomène, en traitement de risques pour atténuer les risques de sinistres qu'en soutien auprès de municipalités une fois qu'un sinistre lié à ce phénomène est survenu.

Recherche sur l'érosion et la submersion côtières et traitement de risques

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 mars 2024, par le biais du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS) et de la mesure 3.1.3.1 du Plan pour une économie verte 2030 (PEV), un montant total de 2 861 843 \$, dont 2 000 000 \$ en provenance de la mesure 3.1.3.1 du PEV, a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières. Il est question de :

- Six projets de recherche en collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), laquelle détient une expertise à l'égard de cet aléa. Ces projets portent sur le suivi annuel de l'érosion côtière ainsi que des bâtiments et des infrastructures du Québec maritime exposés à ce phénomène, la cartographie et les programmes de suivi environnemental des travaux de rechargement de plage, la projection future de la hausse du niveau de la mer et les effets de la réduction du couvert de glace.
- Un projet de recherche en collaboration avec l'Université Laval pour le suivi biologique des sites de travaux de protection utilisant le rechargement de plage en matériaux grossiers pour quantifier les impacts de ces travaux sur les milieux benthiques.
- Un projet de recherche en collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières visant la concertation des parties prenantes et l'acceptabilité sociale dans le contexte des projets de rechargement de plage.
- Un projet en collaboration avec l'Université de Montréal concernant le développement d'une approche multicritères pour l'évaluation de la résilience côtière et de la participation citoyenne appliquées à la municipalité de Maria.

Cette somme a aussi permis d'obtenir de l'expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime, l'acquisition de « Light Detection And Ranging » (LiDAR) et bathymétrie, ainsi que de financer la modélisation numérique de conditions sédimentaires à Matane, à Sainte-Flavie, à Sainte-Luce et à Maria afin de guider la réalisation des travaux à effectuer dans ces municipalités.

De plus, un montant total de 44,4 M\$ versés pour l'année 2023-2024, en provenance des crédits du ministère (2 M\$) et de la mesure 3.1.3.3 du PEV (42,4 M\$), permettra de financer des mesures d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans les municipalités de Sainte-Luce, de Sainte-Flavie, de Saint-Ulric, de Sainte-Félicité, de Métis-sur-Mer, de Rimouski, de Baie-des-Sables, de Rivière-au-Tonnerre, des Îles-de-la-Madeleine, de Maria, de Notre-Dame-du-Portage, de Sainte-Anne-des-Monts et de

Question **004**

Suite

Matane. Ces travaux visent la réalisation d'ouvrage de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières, le déplacement de résidences principales à risque ou le versement d'allocations de départ.

Programmes d'aide financière spécifiques et Programme général d'aide financière

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, un montant de 3 593 616 \$ a été versé pour la réalisation de travaux de protection des berges s'imposant incessamment pour la protection des personnes et des infrastructures municipales essentielles.

De ce montant, 2 005 462 \$ ont été versés à deux municipalités (Percé et Mayo), dans le cadre des deux Programmes d'aide financière spécifique relatifs aux inondations du 30 décembre 2016 survenues dans la municipalité de Percé et aux inondations printanières survenues du 5 avril au 16 mai 2017 dans la municipalité de Mayo.

De plus, 295 154 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents à trois municipalités (Saint-Césaire, Louiseville et Les Îles-de-la-Madeleine) en raison d'inondations et de glissements de terrain.

Finalement, 1 293 000 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents à deux municipalités (Les Îles-de-la-Madeleine et Baie-St-Paul).

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **005**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

Liste des campagnes de publicité et de sensibilisation	Fournisseurs	Coût (\$)
<p>Campagne de publicité relative au Service d'immatriculation des armes à feu Avril 2023 au 31 janvier 2024</p> <p>Objectif général : Sensibiliser les propriétaires d'armes à feu sans restriction à l'importance et l'obligation d'immatriculer leurs armes auprès du Service d'immatriculation des armes à feu du Québec.</p>	Décor Experts Expo, Services d'exposition Bruno Tessier Inc., Anne McBryde Traduction, Master Promotions Ltd.	3 166
<p>Capsules de prévention des incendies sur les médias sociaux Une capsule – Mai 2023</p> <p>Objectif général : Sensibiliser la population québécoise à avoir un rôle préventif aux risques d'incendies en étant vigilants et responsables dans leurs comportements.</p>	Facebook	47
<p>Semaine de la prévention des incendies 2023 – « Le premier responsable c'est toi! » 8 au 14 octobre 2023</p> <p>Objectif général : Promouvoir les comportements sécuritaires à adopter au quotidien afin de prévenir les incendies.</p>	Cossette Média inc., Graphica Impression inc., Stratégie organisation et méthode SOM inc.	33 992

Question **005**

Suite

<p>Campagne publicitaire sur le projet Vigilance – « Bâtir une communauté engagée » Mai 2023</p> <p>Objectif général : Faire connaître à la population, aux municipalités ainsi qu'aux ministères et organismes l'existence de cet outil permettant l'anticipation de phénomènes naturels dangereux. Cet outil permet, entre autres, la surveillance de la crue des eaux.</p>	<p>Cossette Média inc.</p>	<p>19 545</p>
<p>Campagne sur la sensibilisation à la préparation aux sinistres Printemps 2023</p> <p>Objectif général : Sensibiliser la population à la nécessité de se préparer à faire face aux sinistres, entre autres, aux inondations et à adopter des comportements responsables face aux différents aléas.</p>	<p>Facebook</p>	<p>700</p>
<p>Campagne sur la sensibilisation à l'exploitation sexuelle des mineurs Mai à juillet 2023</p> <p>Objectif général : Sensibiliser les jeunes et leurs parents aux pièges et aux conséquences de l'exploitation sexuelle.</p>	<p>Centre d'acquisitions gouvernementales, Traductions Terrance Hughes inc.</p>	<p>25 194</p>
<p>Semaine de la prévention de la criminalité – « La concertation en action : pour des milieux de vie plus sécuritaires » 5 au 11 novembre 2023</p> <p>Objectif général : Sensibiliser la population québécoise aux enjeux liés à la prévention de la criminalité. Souligner les initiatives locales menées par ceux et celles qui œuvrent dans le milieu policier ou communautaire et qui agissent auprès des populations vulnérables.</p>	<p>Cossette Média inc., Dave Summit</p>	<p>29 499</p>
<p>Stratégie d'attraction de recrutement de policiers autochtones Printemps 2023</p> <p>Objectif général : Promouvoir la formation AEC en technique policière autochtone</p>	<p>Cossette Média, inc.</p>	<p>982</p>

Question **005**

Suite

<p>Semaine de la sécurité civile – « Ma sécurité : ma responsabilité! » 7 au 13 mai 2023</p> <p>Objectif général : Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer à faire face à un éventuel sinistre et de les conscientiser au fait qu'ils sont les premiers responsables de leur sécurité lors de situations d'urgence. Les ménages sont incités à préparer un plan familial d'urgence et d'avoir en réserve une trousse d'urgence comprenant les articles essentiels pour subsister pendant un minimum de trois jours.</p>	<p>Cossette Média inc.</p>	<p>34 999</p>
<p>Semaine de la police - « Mieux se comprendre : la police et le citoyen » Du 14 au 20 mai 2023</p> <p>Objectif général : C'est l'occasion de mieux comprendre le travail quotidien de ceux et celles qui assurent votre sécurité. La population est invitée à aller à la rencontre des policiers et policières de leur localité et à participer à des activités de la Semaine de la police. Se familiariser avec l'approche de police communautaire et échanger avec des membres du service de police sur des sujets qui préoccupent la population.</p>	<p>Facebook</p>	<p>1 511</p>
<p>Stratégie d'attraction du personnel Avril 2023 au 31 janvier 2024</p> <p>Objectif général : Campagne de recrutement concernant différents corps d'emploi associés au ministère de la Sécurité publique, entre autres, agents des services correctionnels, constables spéciaux, cuisiniers en établissement de détention, etc.</p>	<p>Éditions Le Téléphone Rouge inc., Cossette Média inc., Graphica Impression inc., Salon carrière formation de Québec, Collège Ahuntsic, Evenbrite Canada Inc., ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Chambre de commerce de Sept-Îles et Uashat Mak Mani-Utenam, Université Laval, Cégep Abitibi-Témiscamingue, Cégep Sainte-Foy, INEO inc., WBNBC Le meilleur réseau mondial de contacts d'affaires inc., L'Événement Carrières Nationale inc., Québec International, Chambre de commerce et d'industrie de Québec, Groupe Contex, Purolator, Université du Québec à Montréal, Expo-Cité, Carrefour Jeunesse-Emploi Centre-Nord, Les Copies du Pavois</p>	<p>36 140</p>

Question **005**

Suite

<p>Lutte à la violence armée chez les jeunes Décembre 2023 à janvier 2024</p> <p>Objectif général : Contribuer à la diminution d'événements violents impliquant une arme à feu chez les jeunes. Conscientiser les publics cibles que toute forme de violence n'est pas banale et acceptable et peut parfois mener jusqu'à la violence armée. Susciter la mobilisation des publics cibles, incluant les partenaires et les personnes intervenant en matière de violence armée chez les jeunes, pour qu'ils posent des gestes (ou des non-gestes) afin de contribuer à développer des communautés plus sûres et pacifiques.</p>	<p>Centre d'acquisitions gouvernementales</p>	<p>56 342</p>
<p>Lutte à la violence armée chez les jeunes Décembre 2023 à janvier 2024</p> <p>Objectif général : Contribuer à la diminution d'événements violents impliquant une arme à feu chez les jeunes. Conscientiser les publics cibles que toute forme de violence n'est pas banale et acceptable et peut parfois mener jusqu'à la violence armée. Susciter la mobilisation des publics cibles, incluant les partenaires et les personnes intervenant en matière de violence armée chez les jeunes, pour qu'ils posent des gestes (ou des non-gestes) afin de contribuer à développer des communautés plus sûres et pacifiques.</p>	<p>Centre d'acquisitions gouvernementales</p>	<p>56 342</p>
<p>Intoxication involontaire au GHB Été 2023</p> <p>Objectif général : Campagne publicitaire de sensibilisation visant le personnel des bars et des restaurants sur les mesures à prendre pour aider une personne qui se croit victime d'un tel acte criminel. Mesures mises en place par le gouvernement du Québec avec diligence et de façon concertée, s'inscrivant en cohérence avec les actions de la <i>Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027</i>, visant la protection des personnes victimes d'agression sexuelle.</p>	<p>Ministère de la Famille</p>	<p>30 000</p>

Au 31 janvier 2024

Question **007**

Suite à l'ordonnance du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes d'être prêt à offrir le 911 de prochaine génération (911 PG), veuillez nous identifier:

- a. L'état d'avancement des travaux du gouvernement du Québec;
- b. L'échéancier détaillé des travaux réalisés et à venir;
- c. Les sommes investies en 2023-2024 et les prévisions pour les trois prochaines années.

a. L'état d'avancement des travaux du gouvernement du Québec

- Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a le mandat de soutenir les centres de communications d'urgence (CCU) dans leur migration vers le 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG). Il n'est pas responsable de ces travaux qui relèvent plutôt des CCU.
- Le MSP est en communication régulière avec les CCU. Il leur offre d'ailleurs un soutien par la tenue de plénières mensuelles, une table autour de laquelle les CCU peuvent échanger sur leurs divers enjeux dans le cadre de cette transition.
- Les 36 CCU ayant bénéficié du soutien financier ont jusqu'au 31 mars 2024 pour transmettre une première reddition de compte incluant un descriptif de l'état d'avancement de leurs travaux de migration. En date du 20 mars 2024, 17 CCU avaient répondu et indiqué être en mesure de transiter au 9-1-1 PG au cours de l'année 2024 ou au plus tard au début de l'année 2025.
- Les centres secondaires de communications d'urgence (CSCU) gouvernementaux, quant à eux, ont entrepris depuis déjà quelques années les travaux de migration en procédant entre autres au remplacement du système téléphonique et en ajoutant de nouveaux équipements compatibles.

b. L'échéancier détaillé des travaux réalisés et à venir

- Considérant que les CCU sont tous de taille différente et sont opérés par différents types d'entité (municipal, organisme à but non lucratif, privé ou gouvernemental), les travaux à entreprendre varient d'un CCU à l'autre, tout comme leur échéancier. Celui-ci varie entre autres selon :
 - la quantité d'équipements essentiels à acquérir ou à actualiser par le CCU pour assurer la prise et le traitement des communications d'urgence;
 - si le CCU doit passer par un processus d'appel d'offres;
 - si le CCU est dépendant de ses fournisseurs de services. Au Canada, il y a moins de dix fournisseurs spécialisés en la matière;
 - le degré de compatibilité des divers systèmes qui doivent s'interrelier (ex. : système téléphonique, affichage des coordonnées, répartition assistée par ordinateur, etc.).
- L'ensemble des CCU doivent avoir parachevé les travaux et effectué leur migration avant la date butoir prévue par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, soit le 4 mars 2025.

c. Les sommes investies en 2023-2024 et les prévisions pour les trois prochaines années

- Comme le prévoit la convention d'aide financière, les CCU admissibles ont obtenu la moitié de leur soutien en 2023, soit un montant total de 22,75 M\$.
- Pour les années subséquentes, les sommes restantes seront versées selon la répartition suivante : 25 % à l'année 2 et 25 % à l'année 3, à la réception des redditions de compte requises et satisfaisantes.
- Toutefois, au 20 mars 2024, 17 sur les 36 CCU admissibles avaient déjà soumis leur reddition de compte afin d'obtenir le deuxième versement, ce qui représente une somme supplémentaire de 5,04 M\$, qui s'ajoutent au montant dépensé par le gouvernement du Québec, pour un total décaissé à l'heure actuelle de 27,79 M\$.

Question **008**

Le 24 avril 2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) amorçait une série de rencontres avec plusieurs corps de police afin d'évaluer les possibilités de partage additionnel de services policiers. Le ministère annonçait qu'il mènera des ateliers de travail avec des corps de police afin de procéder à une collecte d'informations et de données. Le résultat de ces travaux alimentera la réflexion du ministère sur les suites à donner aux recommandations du CCRP concernant l'organisation policière au Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir l'information suivante :

- a. La liste des rencontres effectuées par le Ministère en indiquant les dates, les personnes rencontrées et l'ordre du jour;
- b. La liste des recommandations formulées;
- c. Le résultat des travaux effectués.

a. Liste des rencontres effectuées

Consultation avec les corps policiers municipaux (CPM) de la couronne nord-ouest et nord-est de Montréal

- La consultation a eu lieu le 26 avril 2023.
- Les représentants des CPM de la couronne nord-ouest suivants ont été rencontrés :
 - o Régie de police du Lac des Deux-Montagnes;
 - o Saint-Jérôme;
 - o Blainville;
 - o Régie de police de Thérèse-de-Blainville;
 - o Mirabel;
 - o Saint-Eustache;
 - o Laval.
- Les représentants des CPM de la couronne nord-est suivants ont été rencontrés :
 - o Repentigny;
 - o Terrebonne;
 - o Mascouche;
 - o L'Assomption/Saint-Sulpice;
 - o Laval.

Consultation avec les CPM de la couronne sud de Montréal et de l'Estrie

- La consultation a eu lieu le 27 avril 2023.
- Les représentants des CPM de la couronne sud suivants ont été rencontrés :
 - o Saint-Jean-sur-Richelieu;
 - o Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent;
 - o Régie intermunicipale de police Roussillon;
 - o Châteauguay;
 - o Mercier;

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question 008

Le 24 avril 2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) amorçait une série de rencontres avec plusieurs corps de police afin d'évaluer les possibilités de partage additionnel de services policiers. Le ministère annonçait qu'il mènera des ateliers de travail avec des corps de police afin de procéder à une collecte d'informations et de données. Le résultat de ces travaux alimentera la réflexion du ministère sur les suites à donner aux recommandations du CCRP concernant l'organisation policière au Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir l'information suivante :

- a. La liste des rencontres effectuées par le Ministère en indiquant les dates, les personnes rencontrées et l'ordre du jour;
- b. La liste des recommandations formulées;
- c. Le résultat des travaux effectués.

- o Longueuil.
- Les représentants des CPM de l'Estrie suivants ont été rencontrés :
 - o Granby;
 - o Bromont;
 - o Sherbrooke;
 - o Régie de police de Memphrémagog.

Consultation avec les CPM de Québec et Lévis

- La consultation a eu lieu le 8 mai 2023.
- Des représentants des CPM de Québec et Lévis ont été rencontrés.

Consultation avec les corps policiers de l'Outaouais

- La consultation a eu lieu le 11 mai 2023.
- Des représentants des CPM de Gatineau et de la MRC Collines-de-l'Outaouais ont été rencontrés.

Rencontres de suivi des travaux sur le partage de services

- Les 16 et 22 juin 2023, les représentants des organisations policières consultées en avril et mai ont été rencontrés pour partager l'évolution de la réflexion sur le partage d'activités par les organisations policières concernées

b. Liste des recommandations formulées

- Les travaux effectués sont toujours en cours d'analyse par le MSP et, par conséquent, aucune recommandation n'a été formulée.

c. Le résultat des travaux effectués

- Idem qu'au point b.

Question **009**

Concernant le Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), veuillez nous détailler le suivi, les crédits budgétaires alloués et dépensés en 2023-2024 pour chacune des recommandations. Veuillez également préciser les investissements prévus en 2024-2025.

Pour l'année financière 2023-2024, un montant total de 10 730 818 \$ a été octroyé pour mettre en œuvre certaines recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) visant le ministère de la Sécurité publique.

Question **010**

Concernant le rapport *Rebâtir la confiance*, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :

- a) Le budget prévu en 2023-2024;
- b) Le budget dépensé en 2023-2024;
- c) L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;
- d) Les investissements prévus en 2024-2025.

Le 23 avril 2021, le gouvernement du Québec a annoncé des investissements de 222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes.

Le ministère de la Sécurité publique est responsable de deux des mesures prioritaires annoncées :

Mesures	Crédits alloués en 2023-2024
6. Ajouter des effectifs au sein des corps de police et des services correctionnels	5,92 M\$
A4. Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police autochtones	2,08 M\$

Le 20 juin 2022, le gouvernement du Québec a lancé la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et *Rebâtir la confiance* 2022-2027 (SIV). Cette stratégie comprend 58 actions et représente un investissement total de plus de 462 M\$ sur cinq ans.

Le ministère de la Sécurité publique est responsable de dix actions de la SIV. Cinq de ces actions se sont vu allouer des crédits spécifiques pour l'année 2023-2024 :

Mesures	Crédits alloués en 2023-2024
31. Implanter progressivement les bracelets antirapprochements en contexte de violence conjugale.	9,19 M\$
32. Ajouter des effectifs policiers en matière de violence conjugale et de violence sexuelle.	5,90 M\$
33. Appuyer les initiatives des corps de police autochtones en matière de soutien aux victimes de violence sexuelle et d'encadrement des agresseurs à toutes les étapes du continuum d'intervention.	0,40 M\$

Question **010**

Suite

37. Actualiser les connaissances des corps de police en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.	0,04 M\$
45. Poursuivre en continu les activités du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale	0,14 M\$

Question **011**

Concernant le rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :

- a) Le budget prévu en 2023-2024;
- b) Le budget réellement dépensé en 2023-2024;
- c) L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;
- d) Les investissements prévus en 2024-2025.

Afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, le gouvernement du Québec a dévoilé le 3 décembre 2021 son *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs - Briser le cycle de l'exploitation sexuelle*.

Dans celui-ci, une somme de 29 992 590 \$ a été allouée pour la mise en œuvre des mesures en 2023-2024.

Question **012**

Concernant l'événement du Grand Prix de Montréal, veuillez nous fournir :

- a. Nombre de plaintes pour agression sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années;
- b. Nombre de plaintes pour exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années;
- c. Mesures mises en place pendant le Grand Prix pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle en 2023;
- d. Mesures qui seront mises en place pour le Grand Prix 2024 pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle.

Le MSP ne détient pas des données sur les plaintes à la police, il détient plutôt les données sur les infractions déclarées par les corps de police. De plus, le MSP ne détient pas de données sur les infractions associées à des événements particuliers.

Mesures mises en place pendant le Grand Prix pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle en 2023

L'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) se sont impliqués de manière significative dans les différentes activités de prévention, de sensibilisation et de répression à l'occasion du Grand Prix de Montréal 2023 :

- Rencontre et sensibilisation de personnes vulnérables connues par l'EILP;
- Tenue de séances de sensibilisation auprès des hôteliers de la région de Montréal, en lien avec l'exploitation sexuelle;
- Prévention dans les aires d'attente des chauffeurs de taxi, en périphérie de certains hôtels du centre-ville de Montréal;
- Réalisation d'opérations concertées ayant pour objectif d'entrer en contact avec des travailleurs et travailleuses du sexe qui annonceront leurs services sur les sites d'escortes;
- Des actions en matière de répression ont également été mises de l'avant.
- Les agentes de concertation (programme « Les Survivantes ») ont également participé aux différentes activités de prévention ainsi qu'aux opérations.

Mesures qui seront mises de l'avant pour le Grand Prix 2024 pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle

L'EILP et le SPVM mettront de l'avant diverses initiatives de prévention, de sensibilisation et de répression à l'occasion du Grand Prix de Montréal 2024 :

- Rencontre et sensibilisation de personnes vulnérables connues par l'EILP;
- Tenue de séances de sensibilisation auprès des hôteliers de la région de Montréal, en lien avec l'exploitation sexuelle;

Question **012**

Suite

- Les agentes de concertation qui coordonnent le programme « Les Survivantes » participeront à la Table d'action et de concertation montréalaise en exploitation sexuelle et à la Table régionale du Centre-du-Québec. Elles profiteront de leur présence pour solliciter les intervenants et acteurs importants à redoubler d'ardeur dans leur message de prévention, en amont de l'événement.
- Les agentes de concertation participeront à un forum organisé par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) et seront en mesure de se servir de leur présentation afin de réitérer les messages de sensibilisation.
- Il est également à noter que la CLES organise actuellement une campagne « Un trop grand prix pour les femmes et les filles », qui vise à sensibiliser la population en matière d'exploitation sexuelle durant cet événement. Le comité de cette campagne est composé de la CLES et des organismes Prévention Jeunesse Laval, Prévention Jeunesse Grand Montréal et Y des femmes de Montréal.
- Des opérations concertées ayant pour objectif d'entrer en contact avec des travailleurs et travailleuses du sexe qui annonceront leurs services sur les sites d'escortes sont prévues.
- Des actions en matière de répression sont aussi envisagées dans le cadre de ces opérations. Les partenaires des corps de police du Grand Montréal et du Centre d'aide aux victimes d'actes criminels sont appelés à participer à ces opérations.

Rappelons que l'EILP est financée dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs : briser le cycle de l'exploitation sexuelle*.

Question **013**

Le 9 février 2024, le ministre de la Sécurité publique annonçait le lancement de la formation « Contre l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous » dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- a. Les sommes investies par le MSP pour la création de la plateforme et de la trousse de formation, incluant les coûts de production. Veuillez détailler les sommes investies;
- b. Le nombre de visiteurs sur la plateforme;
- c. Le nombre de personnes ayant suivi la formation, par thème.

Le 16 mars 2023, une entente de subvention était conclue entre le ministère de la Sécurité publique (MSP) et le Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) pour la réalisation des mesures suivantes du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs : briser le cycle de l'exploitation sexuelle* :

- N° 15 : Poursuivre, bonifier et adapter la formation de formateurs Prévention et intervention en exploitation sexuelle du CIUSSS-CN pour les intervenantes et les intervenants spécialisés;
- N° 16 : Sensibiliser les intervenantes et les intervenants susceptibles d'être en contact avec des mineurs victimes d'exploitation sexuelle à l'importance de la détection, du référencement et du signalement en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse.

De cette entente, une somme de 183 000 \$ était versée spécifiquement pour l'élaboration et le déploiement de la formation « Contre l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous ». Le MSP attend actuellement le bilan des activités réalisées en 2023-2024 pour cette entente, lequel présentera de manière détaillée la ventilation des dépenses et les « résultats » de la plateforme depuis son lancement. Ainsi, outre la somme globale précitée, le détail des coûts de production et des sommes investies n'est pas disponible. Le nombre précis de visiteurs sur la plateforme et le nombre de personnes ayant suivi la formation, par thème, ne sont pas encore connus par le MSP. Toutefois, le CIUSSS-CN rapporte qu'entre le lancement de la plateforme et le 5 mars 2024, plus de 15 000 visites avaient été recensées.

Question **015**

Concernant le projet Horizon-Logistique (refonte du système de mission des services correctionnels Dacor), veuillez nous indiquer :

- a) L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2024;
- b) Les sommes prévues en 2023-2024;
- c) Les sommes réellement investies en 2023-2024;
- d) La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme en 2027;
- e) L'échéancier des travaux de réalisation du programme.

La phase d'exécution du premier projet du programme (Horizon Initial) s'est terminée au 31 janvier 2024.

- Somme réelle investie en 2023-2024 : 2 567,8 k\$;

La phase d'exécution du deuxième projet du programme (Horizon Logistique) ainsi que la phase de planification du troisième projet (Horizon Occupation et Événement) ont été autorisées le 18 juillet 2023 par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- Le projet Horizon Logistique
 - Somme réelle investie en 2023-2024 : 955,6 k\$;
 - Étape de la réalisation : Développement.
- Le projet Horizon Occupation et Événement
 - Somme réelle investie en 2023-2024 : 32,7 k\$.
 - Étape de la planification : Rédaction du dossier d'affaires.

Pour plus d'information : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

Données au 31 janvier 2024

Question **016**

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2023-2024. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 :	
PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	
VOLET ORGANISMES COMMUNAUTAIRES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	2 000 000 \$
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	50 000 \$
Travailleurs de rue de La Tuque	50 000 \$
L'Éveil, ressource communautaire en santé mentale	50 000 \$
PiaMP	50 000 \$
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	50 000 \$
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	50 000 \$
Travail de rue Repentigny	50 000 \$
Travail de rue Lavaltrie	50 000 \$
Travail de rue le TRAJET	50 000 \$
Centre d'hébergement multiservice de Mirabel	50 000 \$
Le Pacte de Rue	50 000 \$
Le Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	50 000 \$
LaRue Bécancour	50 000 \$
Carrefour jeunesse-emploi de Témiscouata	50 000 \$

Question **016** Suite

Tandem-Jeunesse	50 000 \$
Fondation Ancrage Jeunesse	50 000 \$
Les Œuvres de la maison Dauphine inc.	50 000 \$
Tandem Mauricie	50 000 \$
Animation Jeunesse Haut Saint-François	50 000 \$
Han-Droits	50 000 \$
Un itinéraire pour tous	50 000 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	50 000 \$
Plein Milieu	50 000 \$
Ali et les princes de la rue	50 000 \$
La Maison des Jeunes de Longueuil inc.	50 000 \$
Tremplin Travail Vallée de la Matapédia	50 000 \$
Table de quartier l'Engrenage de Saint-Roch	50 000 \$
L'Évasion St-Pie X	50 000 \$
Motivaction Jeunesse	50 000 \$
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P. E. C. H	50 000 \$
Le Projet Harmonie	50 000 \$
Les YMCA du Québec (Premier Arrêt)	50 000 \$
Patro Villeray, centre de loisirs et d'entraide	50 000 \$
Les YMCA du Québec (Projet Dialogue)	50 000 \$
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord (secteur Ouest)	50 000 \$
La Grande Porte	50 000 \$
Dopamine	50 000 \$

Question **016** Suite

Original tatoué, café de rue	50 000 \$
Travail de rue secteur Brandon	50 000 \$
Répit Jeunesse	50 000 \$
VOLET POLICIER	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	2 819 748 \$¹
Ville de Montréal	1 424 937 \$
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	138 \$
Conseil de la nation Anishnabe de Lac-Simon	147 \$
Ville de Blainville	32 106 \$
Ville de Châteauguay	1 974 \$
Ville de Deux-Montagnes	11 287 \$
Gouvernement de la Nation Crie	781 \$
Ville de Gatineau	199 375 \$
Ville de Granby	5 289 \$
Administration régionale Kativik	3 118 \$
Ville de L'Assomption	702 \$
Ville de Laval	185 140 \$
Ville de Lévis	1 321 \$
Ville de Longueuil	133 680 \$
Ville de Mascouche	600 \$

Question **016** Suite

Régie de police de Memphrémagog	1 894 \$
Ville de Mirabel	1 695 \$
Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais	1 562 \$
Ville de Québec	101 911 \$
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	30 528 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	18 098 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	13 547 \$
Ville de Repentigny	12 205 \$
Ville de Saguenay	49 462 \$
Ville de Saint-Eustache	20 781 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	17 139 \$
Ville de Saint-Jérôme	24 196 \$
Ville de Sherbrooke	126 171 \$
Ville de Terrebonne	37 142 \$
Ville de Trois-Rivières	24 527 \$
Conseil des Mohawks de Kahnawake	138 \$
Ville de Mont-Tremblant	1 908 \$
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	3 442 \$
Première Nation de Timiskaming	230 \$
Ville de Thetford Mines	11 146 \$
Conseil Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam	59 \$
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	1 373 \$
Info-Crime	160 000 \$

Question **016**

Suite

Échec au crime	160 000 \$
¹ Le total ne prend pas en compte les sommes distribuées à la Sûreté du Québec (2 255 137 \$) et à la Gendarmerie royale du Canada (1 107 588 \$ directement versés par le Directeur des poursuites criminelles et pénales). Le montant total distribué dans le cadre du volet policier du partage prévu au décret 349-99, est de 5 862 473 \$.	
PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE PAR LES SPORTS, LES ARTS ET LA CULTURE	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL – Budget régulier (annonce du 5 décembre 2021)	3 000 000 \$
L'information n'est pas disponible. Le processus d'analyse des demandes d'aide financière est en cours. Les montants pourront être inscrits lors de l'approbation des recommandations de financement.	-
PROGRAMME DE FINANCEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE TRAVAIL DE RUE EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISME	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	4 600 000 \$
Corporation de la Maison des jeunes de Trois-Pistoles	115 000 \$
En tout C.A.S.	115 000 \$
Maison des jeunes de Matane	115 000 \$
Tandem-Jeunesse	115 000 \$
Comité du Travail de rue d'Alma	115 000 \$
Service de Travail de rue de Chicoutimi	115 000 \$
Toxic-Actions	115 000 \$
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	115 000 \$

Question **016** Suite

Pilier Jeunesse	115 000 \$
Programme d'Encadrement Clinique et d'Hébergement P.E.C.H.	115 000 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec	115 000 \$
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	115 000 \$
SQUAT Basse-Ville	115 000 \$
TRAIC Jeunesse	115 000 \$
TRIP jeunesse Beauport	115 000 \$
Le Tràsh - Travail de rue à Shawinigan	115 000 \$
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska	115 000 \$
Coalition Impact de rue Haute-Yamaska	115 000 \$
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	115 000 \$
AJOI	115 000 \$
En marge 12-17	115 000 \$
Plein Milieu	115 000 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	115 000 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	115 000 \$
Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles	115 000 \$
Spectre de Rue inc.	115 000 \$
Travail de rue action communautaire	115 000 \$
Arrimage Jeunesse	115 000 \$
Groupe IO	115 000 \$
Centre de dépannage des Nord-Côtiers	115 000 \$
Le Carrefour employabilité - Travail de rue	115 000 \$

Question **016**

Suite

Maison des jeunes de Beauce-Sartigan	115 000 \$
Réseau d'Entraide des Appalaches	115 000 \$
Travail de rue de l'Île de Laval	115 000 \$
Association pour les jeunes de la rue de Joliette	115 000 \$
L'Écluse des Laurentides	115 000 \$
L'Inter Section MRC d'Acton	115 000 \$
Macadam Sud	115 000 \$
La Piaule Centre-du-Québec inc.	115 000 \$
Répit Jeunesse	115 000 \$
PRÉVENTION JEUNESSE	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL – Volet Enjeux de sécurité jeunesse	1 375 000 \$
Centre de loisirs Monseigneur Pigeon	125 000 \$
Mesures alternatives jeunesse de Laval	125 000 \$
Justice alternative du Suroît	125 000 \$
Carrefour jeunesse-emploi Chauveau	125 000 \$
Corporation de développement communautaire ICI Montmagny-L'Islet	125 000 \$
Centre Hébergement Multiservices Mirabel	125 000 \$
Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	125 000 \$
Les YMCA du Québec	125 000 \$

Question **016** Suite

Maison des Jeunes de Repentigny	125 000 \$
L'Alternative Appalaches inc.	125 000 \$
Table de concertation petite enfance et jeunesse de Lachine	125 000 \$
FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISMES ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS RECOMMANDÉS EN 2023-2024¹ (\$)
SOUS-TOTAL	1 876 000 \$
Évasion St-Pie X	50 000 \$
La Maison Marie-Frédéric	50 000 \$
Projet L.U.N.E	25 000 \$
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	25 000 \$
TRAIC jeunesse	50 000 \$
TRIP jeunesse Beauport	58 000 \$
Le Tràsh - Travail de rue Shawinigan	50 000 \$
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	25 000 \$
Dopamine	75 000 \$
En marge 12-17	25 000 \$
L'Anonyme	150 000 \$
Le Projet Harmonie	50 000 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	25 000 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	30 000 \$

Question **016**

Suite

Rue Action Prévention Jeunesse	30 000 \$
Travail de rue action communautaire	25 000 \$
Les YMCA du Québec (Programme Premier Arrêt)	25 000 \$
Forum Jeunesse de Saint-Michel	50 000 \$
Camp LIFT	32 300 \$
SOS Contact AI-To inc.	41 000 \$
Association pour les jeunes de la rue de Joliette	25 000 \$
Travail de rue le Trajet	27 000 \$
Travail de rue - Secteur Brandon	29 700 \$
L'Écluse des Laurentides	25 000 \$
Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	25 000 \$
Le 2159 (Groupe action nouvelle vie)	87 000 \$
Macadam Sud	25 000 \$
La Piaule Centre-du-Québec Inc.	51 000 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	58 700 \$
SQUAT Basse-Ville	25 000 \$
Coalition Impact de rue Haute-Yamaska	45 600 \$
La maison des jeunes St-Rémi inc.	29 500 \$
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	28 600 \$
LaRue Bécancour Inc.	25 000 \$
C.A.C.T.U.S. Montréal	86 500 \$
Équipe R.D.P.	107 700 \$
Réseau Intersection	75 000 \$

Question **016**

Suite

Travail de rue Saint-Jean-sur-Richelieu	50 000 \$
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	50 000 \$
Spectre de rue Inc.	50 000 \$
Point de rue de Trois-Rivières et Nicolet-Yamaska	58 400 \$
¹ Sous réserve de l'approbation des recommandations de financement par les autorités ministérielles et de l'autorisation du Conseil du trésor pour les subventions de plus de 50,0 k\$.	
PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISME ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL FINANCEMENT RÉGULIER	1 375 000 \$
Ville de Mirabel	75 000 \$
Municipalité de Saint-Prime	50 000 \$
Ville de Cowansville	55 000 \$
Ville de Saint-Pie	45 000 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	40 000 \$
Ville de Varennes	75 000 \$
Ville de Dorval	37 500 \$
MRC de La Matanie	45 000 \$
Ville de Saint-Gabriel	45 000 \$
Ville de Boisbriand	75 000 \$
Ville de Gaspé	75 000 \$
MRC du Témiscouata	65 000 \$

Question **016**

Suite

MRC des Maskoutains	37 500 \$
MRC de La Matapédia	60 000 \$
Ville de Blainville	75 000 \$
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	11 000 \$
Ville de Beauharnois	60 000 \$
Ville de Val-des-Sources	75 000 \$
MRC de La Côte-de-Gaspé	36 500 \$
Ville de Beloeil	45 000 \$
Ville de Saint-Colomban	75 000 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	37 500 \$
MRC Beauce-Centre (Robert-Cliche)	60 000 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	70 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	50 000 \$
ÉQUIPE MOBILE DE MÉDIATION ET D'INTERVENTION SOCIALE (ÉMMIS)	
ORGANISATION	MONTANT ACCORDÉ 2023- 2024
SOUS-TOTAL	5 000 000 \$
Ville de Montréal	5 000 000 \$
PROGRAMME ACCES ALCOOL	

Question **016**

Suite

CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024¹ (\$)
SOUS-TOTAL	3 225 000 \$
Association des directeurs de police du Québec	88 000 \$
Blainville	10 626 \$
Bromont	9 702 \$
Châteauguay	14 784 \$
Deux Montagnes	7 392 \$
École nationale de police du Québec	112 000 \$
Gatineau	66 990 \$
Granby	20 790 \$
Laval	92 862 \$
Lévis	30 954 \$
Longueuil	101 178 \$
Memphrémagog	18 942 \$
Mirabel	12 936 \$
MRC Les Collines de l'Outaouais	15 246 \$
Québec	200 508 \$
Repentigny–L'Assomption–Mascouche	34 188 \$
Richelieu–St-Laurent	45 738 \$
Roussillon	18 480 \$

Question **016** Suite

Saguenay	46 200 \$
Saint-Eustache	15 246 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	31 416 \$
Saint-Jérôme	19 404 \$
Sherbrooke	49 896 \$
Montréal	1 715 000 \$
Terrebonne	36 036 \$
Thérèse-De Blainville	24 024 \$
Trois-Rivières	47 124 \$
1 Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	
PROGRAMME ACCES CANNABIS	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024¹ (\$)
SOUS-TOTAL	15 502 000\$
Association des directeurs de police du Québec	88 000 \$
École nationale de police du Québec	97 000 \$
Gatineau	586 500 \$
Granby	391 000 \$
Laval	586 500 \$
Lévis	391 000 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	391 000 \$

Question **016**

Suite

Repentigny	391 000 \$
Châteauguay	391 000 \$
Terrebonne	391 000 \$
Blainville	195 500 \$
Longueuil	586 500 \$
L'Assomption	195 500 \$
Memphrémagog	195 500 \$
MRC des Collines de l'Outaouais	391 000 \$
Québec	1 683 000 \$
Richelieu-St-Laurent	391 000 \$
Saguenay	391 000 \$
Saint-Jérôme	391 000 \$
Sherbrooke	391 000 \$
Roussillon	391 000 \$
Montréal	6 205 000 \$
Trois-Rivières	391 000 \$
¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	
PROGRAMME ACCEF (ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024¹ (\$)
SOUS-TOTAL	3 135 600 \$

Question **016**

Suite

Montréal	3 135 600 \$
¹ Montant maximal qui sera en principe autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	
PROGRAMME ACCES TABAC	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024¹ (\$)
SOUS-TOTAL	9 201 000 \$
Association des directeurs de police du Québec	87 000 \$
École nationale de police du Québec	47 000 \$
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	70 000 \$
Gatineau	385 000 \$
Laval	385 000 \$
Longueuil	385 000 \$
Québec	385 000 \$
Roussillon	392 000 \$
Saguenay	385 000 \$
Memphrémagog	195 000 \$
St-Jérôme	385 000 \$
Sherbrooke	385 000 \$
Montréal	5 330 000 \$
Trois-Rivières	385 000 \$

Question **016**

Suite

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

AUTRES BUDGET DE TRANSFERT

CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	564 047 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	85 000 \$
École nationale de police du Québec (mesure SEXTO du Plan intimidation 2020-2025)	68 000 \$
Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD) - Mesure disparition	100 000 \$
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (budget de fonctionnement)	211 047 \$
Réseau Enfants-Retour (RER) - Mesure disparition	100 000 \$
École nationale de police du Québec (mise en place d'une offre de formations sur les produits de la criminalité et la récupération d'actifs)	19 611 \$

PARTAGE DES REVENUS PROVENANT DES COTISATIONS DE REVENU QUÉBEC

CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	480 600 \$
Blainville	25 300 \$
L'Assomption Saint-Sulpice	500 \$
Bromont	600 \$
Châteauguay	10 500 \$
Deux-Montagnes	600 \$

Question **016**

Suite

Gatineau	37 700 \$
Granby	600 \$
Laval	165 900 \$
Lévis	3 600 \$
Longueuil	37 500 \$
Memphrémagog	500 \$
Montréal	102 000 \$
Québec	14 200 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	28 900 \$
Régie intermunicipale de police de Thérèse-De-Blainville	600 \$
Repentigny	1 000 \$
Saguenay	1 900 \$
Saint-Eustache	1 100 \$
Saint-Jérôme	43 500 \$
Sherbrooke	1 200 \$
Terrebonne	600 \$
Trois-Rivières	2 300 \$
Montant maximal qui sera en principe autorisé par le Conseil du trésor.	
PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INNOVATION ET AU DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES EXEMPLAIRES EN MATIÈRE POLICIÈRE	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	4 071 321 \$

Question **016**

Suite

Service de police de Saguenay	350 000 \$
Service de police de la Ville de Québec	349 100 \$
Service de police de la Ville de Granby	166 300 \$
Service de police de Sherbrooke	350 000 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	22 150 \$
MRC des Collines-de-l'Outaouais	82 850 \$
Service de police de la Ville de Lévis	117 150 \$
Service de police de Laval	153 650 \$
Service de police de la Ville de Repentigny	282 950 \$
Service de police intermunicipal de Terrebonne	350 000 \$
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	350 000 \$
Service de police de la Ville de Mirabel	149 400 \$
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	53 750 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	350 000 \$
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	235 000 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	133 100 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	350 000 \$
Service de police de Blainville	20 121 \$
Service de police de Richelieu Saint-Laurent	205 800 \$
INITIATIVES FINANCÉES DANS LE CADRE DE LA RÉFORME POLICIÈRE	

Question **016**

Suite

CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	4 237 000 \$
Montréal	2 887 700 \$
Longueuil	1 349 300 \$
AJOUT D'EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	9 238 132 \$
Blainville	116 550 \$
Bromont	145 000 \$
Châteauguay	145 000 \$
Gatineau	252 450 \$
Granby	110 250 \$
Lac des Deux-Montagnes	67 950 \$
L'Assomption	133 560 \$
Laval	290 000 \$
Lévis	144 540 \$
Longueuil	290 000 \$
Mascouche	110 340 \$

Question **016**

Suite

Memphrémagog	129 870 \$
Mercier	145 000 \$
Mirabel	97 020 \$
Montréal	1 160 000 \$
MRC des Collines-de-l'Outaouais	94 590 \$
Québec	435 000 \$
Richelieu Saint-Laurent	145 000 \$
Roussillon	145 000 \$
Saguenay	110 340 \$
Saint-Eustache	77 490 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	98 550 \$
Saint-Jérôme	145 000 \$
Sherbrooke	144 899 \$
Terrebonne	145 000 \$
Thérèse-de-Blainville	145 000 \$
Trois-Rivières	144 090 \$
Repentigny	145 000 \$
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (mise en place et fonctionnement structure partagée)	675 000 \$
Abitibiwinni	124 070 \$
Essipit	90 273 \$
Gesgapegiag	88 803 \$
Kahnawake	140 687 \$
Kawawachikamach	153 3411 \$

Question **016** Suite

Kebaowek	95 948 \$
Kitigan Zibi	135 117 \$
Lac Simon	143 592\$
Listuguj	72 067 \$
Odanak et Wôlinak	124 141 \$
Opitciwan	108 248 \$
Timiskaming	96 986 \$
Pessamit	118 250 \$
Wendake	111 250 \$
Pakua Shipi	160 550 \$
Wemotaci	107 250 \$
¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	
AJOUT D'EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024¹ (\$)
SOUS-TOTAL	3 335 000 \$
Gatineau	290 000 \$
Laval	290 000 \$

Question **016**

Suite

Lévis	145 000 \$
Longueuil	290 000 \$
Montréal	1 015 000 \$
Québec	435 000 \$
Richelieu Saint-Laurent	145 000 \$
Roussillon	145 000 \$
Saguenay	145 000 \$
Sherbrooke	145 000 \$
Terrebonne	145 000 \$
Trois-Rivières	145 000 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE ARMÉE : CENTAURE

CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	4 603 400 \$
Laval	1 200 000 \$
Longueuil	646 500 \$
Montréal (EMIE + conseiller en développement communautaire autochtone)	1 729 400 \$
Akwesasne	1 027 500 \$

Question **016** Suite

BUDGET - FONDS POUR BÂTIR DES COMMUNAUTÉS PLUS SÉCURITAIRES	
VOLET GRANDES MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	11 157 457 \$
Montréal	5 105 089 \$
Gatineau	769 311 \$
Laval	1 374 708 \$
Longueuil	831 646 \$
Québec	1 218 465 \$
Saguenay	370 077 \$
Lévis	331 492 \$
Sherbrooke	412 059 \$
Trois-Rivières	352 746 \$
Terrebonne	391 863 \$
VOLET INUIT	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	400 000 \$
Saqjuq	400 000 \$*
*Le montant indiqué est en cours d'approbation.	

Question **016** Suite

VOLET PETITES MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	500 000 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	50 000 \$
Ville de Gracefield	45 000 \$
MRC de Portneuf	45 500 \$
Ville de Saint-Antonin	27 000 \$
Ville de Granby	45 000 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	75 000 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 500 \$
MRC de Rivière-du-Loup	75 000 \$
Ville de Sainte-Catherine	45 000 \$
MRC d'Argenteuil	75 000 \$
SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA CONSOLIDATION D'ESPACES JEUNESSE MONTRÉALAIS (2M\$ CoSSUM)	
ORGANISMES ET ARRONDISSEMENTS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	2 000 000 \$
Arrondissement d'Achamps-Cartierville	75 000 \$
Arrondissement de Montréal-Nord	150 000 \$
Un itinéraire pour tous	60 000 \$

Question **016**

Suite

Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	130 000 \$
Arrondissement du Sud-Ouest	115 000 \$
Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	267 400 \$
Concertation Anjou	295 700 \$
Arrondissement de Saint-Léonard	493 000 \$
Office municipale d'habitation de Montréal	113 900 \$
Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	150 000 \$
Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	150 000 \$
INITIATIVES DE RAPPROCHEMENT ENTRE LA POLICE ET LA POPULATION JEUNESSE	
ORGANISMES	MONTANTS RECOMMANDÉS EN 2023-2024 (\$)*
SOUS-TOTAL	145 000 \$
Centre Socioéducatif Lasallien	45 000 \$
Service de police de la Ville de Montréal	50 000 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil Inc.	50 000 \$
*Sommes recommandées, en cours d'approbation.	
PROJET PRÉVENIR ET INTERVENIR SUR LES VIOLENCES OBSERVÉES SUR LE TERRITOIRE (PIVOT)	
ORGANISATIONS	MONTANTS ACCORDÉS 2023-2024
SOUS-TOTAL	450 000 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de- l'Île-de-Montréal	250 000 \$

Question **016**

Suite

Équipe R.D.P.	100 000 \$
Un itinéraire pour tous	100 000 \$
BUDGET - FONDS D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE LIÉE AUX ARMES À FEU ET AUX GANGS (FACVAFG)	
Bonification - PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE PAR LES SPORTS, LES ARTS ET LA CULTURE	
ORGANISMES ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	500 000 \$
L'information n'est pas disponible. Le processus d'analyse des demandes d'aide financière est en cours. Les montants pourront être inscrits lors de l'approbation des recommandations de financement.	-
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	3 000 000 \$
Québec	1 500 000 \$
Montréal	1 500 000 \$*
* En cours d'approbation	
BONIFICATION DE LA LIGNE RENFORT	
ORGANISATION	MONTANT RECOMMANDÉ 2023-2024
SOUS-TOTAL	100 000 \$
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	100 000 \$*
*En cours d'approbation.	

Question **016**

Suite

BUDGET COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS (CSESM)

PRÉVENTION JEUNESSE - VOLET TABLES RÉGIONALES DE CONCERTATION EN EXPLOITATION SEXUELLE (TRC-ES)

ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	1 250 000 \$
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) du Saguenay	125 000 \$
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille (CIASF)	125 000 \$
En marge 12-17	125 000 \$
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de la Montérégie	125 000 \$
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Laval	125 000 \$
Justice alternative du Suroît	125 000 \$
La Piaule du Centre-du-Québec inc.	125 000 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	125 000 \$
Coalition québécoise contre la traite des personnes	125 000 \$
CALACS La Chrysalide	125 000 \$

Question **016**

Suite

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	2 000 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	75 000 \$
L'Anonyme	75 000 \$
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)	75 000 \$
Service de travail de rue de Chicoutimi	73 600 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	65 000 \$
Maison Marie Frédéric	70 000 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	75 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	38 750 \$
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	62 500 \$
CALACS La Chrysalide	47 500 \$
Action Nouvelle Vie (le 2159)	75 000 \$
Rue Action Prévention (RAP) Jeunesse	75 000 \$
Trames d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	55 150 \$
YWCA Québec	68 045 \$
Sphère santé sexuelle globale	57 700 \$
Projet L.U.N.E	63 500 \$
Action prévention Verdun	64 400 \$
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille (CIASF)	71 250 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	75 000 \$
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles (CIVAS)	69 300 \$

Question **016**

Suite

La CLES	73 870 \$
Les YMCA du Québec (Premier Arrêt)	44 875 \$
Centre communautaire Petite-Côte	68 250 \$
Spectre de rue	75 000 \$
Le PiaMP	68 500 \$
CALACS l'espoir des Îles	60 800 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	75 000 \$
La Rue Bécancour	67 010 \$
Cree Women Eeyou Istchee Association*	60 000 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik*	75 000 \$
*Nouveaux bénéficiaires	
PROGRAMME DE FINANCEMENT À LA MISSION EN EXPLOITATION SEXUELLE (PMES)	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	2 265 900 \$
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	113 295 \$
Service de travail de rue de Chicoutimi	113 295 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	113 295 \$
En Marge 12-17	113 295 \$
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	113 295 \$
SQUAT Basse-ville	113 295 \$
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	113 295 \$
Travail de rue le Trajet	113 295 \$

Question **016**

Suite

LaSortie	113 295 \$
Répit jeunesse	113 295 \$
Maison de Marthe	113 295 \$
MITAS	113 295 \$
L'Unité d'intervention mobile l'Anonyme	113 295 \$
CALACS du Saguenay	113 295 \$
CALACS des rivières	113 295 \$
CALACS Coup de cœur	113 295 \$
CALACS Agression Estrie	113 295 \$
CALACS La Chrysalide	113 295 \$
La CLES	113 295 \$
Projet L.U.N.E	113 295 \$
ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP)	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024¹ (\$)
SOUS-TOTAL	8 449 800 \$
Montréal	3 886 500 \$
Gatineau	890 700 \$
Laval	368 800 \$
Longueuil	338 000 \$
Québec	2 965 900 \$

1 Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

Question **016** Suite

<u>ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE (EILP-J)</u>	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024¹ (\$)
SOUS-TOTAL	1 321 900 \$
Montréal	395 900 \$
Gatineau	169 800 \$
Laval	191 000 \$
Longueuil	176 400 \$
Québec	388 800 \$
¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	
<u>AUTRES BUDGETS DE TRANSFERT - CSESM</u>	
ORGANISATIONS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	2 368 000 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc. - Projet pilote d'intervention dans le cyberspace	175 000 \$
CIUSSS-CN - Formations spécialisée et non-spécialisée	50 000 \$

Question **016**

Suite

PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

ORGANISATIONS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	636 000 \$
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	600 000 \$
Université de Sherbrooke-Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents*	36 000 \$
FINANCEMENT POUR LA PARTICIPATION DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À LA RÉALISATION DES VISIOCOMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS	
	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	700 648 \$
Service de police de L'Assomption/St-Sulpice	3 255 \$
Service de police de la Ville de Blainville	7 402 \$
Service de police de la Ville de Bromont	1 306 \$
Service de police de Châteauguay	8 328 \$
Service de police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	6 325 \$
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	6 155 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	34 911 \$
Service de police de la Ville de Granby	8 330 \$
Service de police de Laval	53 150 \$

Question **016**

Suite

Service de police de la Ville de Lévis	17 988 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	52 281 \$
Service de police de la Ville de Mascouche	6 068 \$
Régie de police de Memphrémagog	4 402 \$
Service de police de la Ville de Mercier	1 765 \$
Service de police de Mirabel	9 286 \$
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)	249 442 \$
Service de police de la Ville de Québec	70 547 \$
Service de police de Repentigny	11 136 \$
Régie intermunicipale de police Richelieu-St-Laurent	25 853 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	13 770 \$
Service de police de Saguenay	17 920 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke	20 544 \$
Service de police de la Ville de St-Eustache	5 468 \$
Service de police de St-Jean-sur-Richelieu	11 892 \$
Service de police de la Ville de St-Jérôme	9 602 \$
Service de police de la Ville de Terrebonne	17 418 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	9 313 \$
Service de police de Trois-Rivières	16 791 \$

Question **016**

Suite

PROGRAMME DE FORMATION SUR LA DÉTECTION DE LA CONDUITE AVEC LES CAPACITÉS AFFAIBLIES PAR LA DROGUE			
CORPS DE POLICE	Coûts de remplacement ^{t1} (\$)	Coûts de déplacement ² (\$)	Frais de formation ³
Régie de police de Memphrémagog	4 025 \$	429 \$	
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	4 025 \$	367 \$	
Service de police de la Ville de Granby	4 025 \$	347 \$	
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	4 025 \$	421 \$	
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	5 635 \$	928 \$	12 593 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	4 715 \$	393 \$	
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-laurent	4 715 \$	353 \$	
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	4 715 \$	431 \$	
Service de police de Châteauguay	5 635 \$	896 \$	
Service de police de Laval	5 635 \$	863 \$	26 000 \$
Service de police de la Ville de Blainville	5 635 \$	868 \$	
Service de police de la Ville de Bromont	4 025 \$	401 \$	
Service de police de la Ville de Lévis	5 635 \$	804 \$	
Service de police de la Ville de Mascouche	5 635 \$	754 \$	
Service de police de la Ville de Mirabel	4 715 \$	475 \$	
Service de police de la Ville de Mercier	4 025 \$	453 \$	
Service de police de l'agglomération de Longueuil	5 635 \$	727 \$	30 000 \$
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	4 715 \$	459 \$	12 593 \$

Question **016**

Suite

Service de police de L'Assomption Saint-Sulpice	5 635 \$	630 \$	
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	4 025 \$	497 \$	
Service de police de Repentigny	4 715 \$	337 \$	
Service de police de Saguenay	4 715 \$	982 \$	
Service de police de Sherbrooke	4 715 \$	375 \$	
Service de police de la Ville de Terrebonne	4 255 \$	375 \$	
Service de la sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	4 715 \$	980\$	
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	4 025 \$	69 \$	
Service de police de la Ville de Gatineau	5 635 \$	1 754 \$	
Service de police de la Ville de Montréal	15 525 \$	2 996 \$	55 000 \$
Service de police de la Ville de Québec	5 635 \$	798 \$	292 000 \$
SOUS-TOTAL (corps de police municipaux)	150 765 \$	20 162 \$	428 185\$
Corps de police régional de Kativik	3 450 \$	4 071 \$	
Sécurité publique de Pakua Shipi	0 \$	0 \$	
Corps de police de Eeyou Eenou	0 \$	3 859 \$	
Police de Naskapi	3 450 \$	2 842 \$	
Corps de police de Timiskaming	3 450 \$	2 239 \$	
Service de police de Pikogan	0 \$	0 \$	
Service de police de Lac Simon	0 \$	0 \$	
Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam	0 \$	0 \$	
Corps de police de Eagle Village	3 450 \$	1 944 \$	

Question **016**

Suite

Corps de police de Gesgapegiag	0 \$	0 \$	
Sécurité publique de Pessamit	0 \$	0 \$	
Corps de police de Listuguj	0 \$	0 \$	
Sécurité publique d'Opitciwan	0 \$	0 \$	
Sécurité publique de Wemotaci	0 \$	0 \$	
Corps de police de Kitigan Zibi	0 \$	0 \$	
Corps de police d'Essipit	0 \$	0 \$	
Service de police de Manawan	0 \$	0 \$	
Sécurité publique de Mashteuiatsh	0 \$	0 \$	
Mohawk Police Service de Akwesasne	0 \$	0 \$	
Peacekeepers de Kahnawake	0 \$	0 \$	
Corps de police de Wendake	0 \$	0 \$	
Corps de police des Abénaquis	0 \$	0 \$	
SOUS-TOTAL (corps de police autochtones)	13 800 \$	14 955 \$	
TOTAL	164 565 \$	35 116 \$	428 185 \$

¹ Montant maximal qui sera en principe autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

² Idem

³ Idem

Question **016**

Suite

FORMATION POUR CONTRER LE RACISME ET LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL

Financement 2023-2024 destiné à l'École nationale de police du Québec

316 000 \$

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
<i>À venir</i>	Programme de prévention de la délinquance par les sports les arts et la culture	L'information n'est pas disponible. Le processus d'analyse est en cours. Les montants pourront être inscrits lors de l'approbation des recommandations de financement.
Patro Villeray, centre de loisirs et d'entraide	Fonds supplémentaire en prévention de la criminalité (FSPC)	L'aide financière demandée ne respecte pas les objectifs du FSPC.
Centre de santé et de services sociaux de Tsukuminu Kanani - Communauté de Natashkuan	Programme Prévention jeunesse	Le financement octroyé à l'organisation n'a pas été reconduit en 2023-2024 puisqu'aucune action n'a été posée en 2022-2023.
Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	Programme Prévention jeunesse – Volet TRC-ES	La demande n'a pas été retenue puisqu'elle présente certaines faiblesses au niveau du plan d'action.
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Programme Prévention jeunesse – Volet TRC-ES	La demande n'a pas été retenue puisqu'elle présente certaines faiblesses au niveau du plan d'action.
En marge 12-17	Programme Prévention jeunesse – Volet TRC-ES	La demande n'a pas été retenue puisqu'elle présente certaines faiblesses au niveau du plan d'action.
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Programme Prévention jeunesse – Volet TRC-ES	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Maison des jeunes le Squatt d'Ahuntsic	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais (2M\$ CoSSUM)	L'aide financière demandée ne respecte pas les objectifs de l'enveloppe du Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais.

Question **016**

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2023-2024. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS
Association des services de réhabilitation sociale du Québec	109 070 \$
Kapatakan Gilles Jourdain	798 160 \$
Société de criminologie du Québec	63 550 \$
Société Makivik	17 000 \$
Société Makivik	94 500 \$
Société Makivik	159 094 \$

Au 31 janvier 2024

Question **016**

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2023-2024. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 04.05 - 04.06 - 04.07 - 04.08 :

70 503 990 \$

SUBVENTIONS AD HOC

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2023 AU 31 janvier 2024 (\$)
Administration régionale Kativik (ARK) (DGSITU)	288 898
Association de sécurité civile du Québec (BSMA)	15 000
Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ) (DGSITU)	10 000
Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ) (DGSITU)	55 000
Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ) (DGSITU)	7 500
Association québécoise des bénévoles en recherche et sauvetage (AQBRS) (DGO)	80 000
Avalanche Québec (incluant la contribution du MEQ) (DGO)	90 000
Concours Chapeau les filles et son volet Excellence – Science (DGSITU)	2 500
Fédération des pompiers auxiliaires du Québec (DGSITU)	2 000

Question **016**

Suite

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES¹ (incluant les budgets en provenance du Fonds d'électrification et de changements climatiques)

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024 (\$)
Albertville - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	215 453
Alma - Entente de financement visant la réalisation de travaux de stabilisation de talus contre les glissements de terrain près de la rivière Mistouk dans le secteur de l'école Jean Gauthier à Alma	3 700 000
Baie-des-Sables - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de la Mer à Baie-des-Sables	6 500 000
Baie-Trinité - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	215 107
Bastiscan - Entente de financement visant la réalisation de travaux de stabilisation de talus contre les glissements de terrain dans la partie sud de la rivière à Veillet située près du centre-ville de Sainte-Geneviève-de-Bastiscan	1 500 000
Bonne-Espérance - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	50 000
Candiac - Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses	20 000
Chapais - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	188 896
Chibougamau - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	346 833
Consultants Ropars inc. - Expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime au ministère de la Sécurité publique (MSP) et au ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD)	48 000

¹ Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2024. Ces budgets excluent les frais de fonctionnement de 30 k\$ prévus pour la Direction du soutien à la réduction des risques de sinistres et la Direction de la planification gouvernementale en sécurité civile de la Direction générale de la prévention et de la planification du Sous-ministère de la sécurité civile et de la sécurité incendie.

Question **016**

Suite

Ferland-Boileau - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	214 454
Fermont - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	29 124
Godbout - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	215 371
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	349 916
Îles-de-la-Madeleine - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion côtière dans le secteur du chemin du Gros-Cap aux Îles-de-la-Madeleine	1 000 000
Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Mouvement de terrain dans les sols argileux au Québec - Volets analyse et instrumentation	130 000
Laval - Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses	12 500
Lasalle NHC inc. - Modélisation numérique des conditions hydrosédimentaires (CPS 20-21-01)	65 603
Lasalle NHC inc. - Expert-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime au MSP et au MTMD	68 760
Lasalle NHC inc. - Modélisation numérique des conditions hydrosédimentaires (CPS 23-24-02)	45 000
La Tuque - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	340 328
Lebel-sur-Quévillon - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	187 831
Longueuil - Projet pilote pour la mise en œuvre d'une démarche régionale de gestion des risques de sinistre	75 000
Maria - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur du boulevard Perron, de la rue des Tournepierres et de la rue des Mouettes, à Maria	1 000 000

Question **016**

Suite

Mascouche-Terrebonne - Entente de financement visant concernant la mise en œuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations relativement à l'usine de production d'eau potable des villes de Mascouche et de Terrebonne	112 500
Matagami - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	253 390
Métis-sur-Mer - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue Principale à Métis-sur-Mer dans le secteur les Boules	10 000 000
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) - Acquisition de Light Detection And Ranging (LiDAR) et bathymétrie	2 000 000
Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) - Inventorier, documenter et localiser des événements historiques liés à des aléas naturels - Phase 3	159 000
MTMD - Réalisation de plans, de devis et d'études hydrauliques	600 000
MRC de La Matapédia - Projet pilote pour la mise en œuvre d'une démarche régionale de gestion des risques de sinistre	75 000
Natashquan - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	62 836
Normétal - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	214 135
Port-Cartier - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	198 304
Rimouski - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières à Rimouski	12 000 000
Rivière-au-Tonnerre - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de la Mer à Rivière-au-Tonnerre	500 000
Rivière-au-Tonnerre - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	9 110
Sainte-Félicité - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long du boulevard Perron à Sainte-Félicité	3 000 000

Question **016**

Suite

Sainte-Luce - Entente de financement visant la réalisation de travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur de l'Anse-aux-Coques - Phase 2	1 500 000
Saint-Raymond - Entente de financement relative à la mise en œuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations concernant la ville de Saint-Raymond	100 000
Saint-Lambert - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	215 518
Saint-Ulric - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de l'avenue Ulric-Tessier à Saint-Ulric	8 900 000
Sept-Îles - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	255 048
Senneterre - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	221 696
SOPFEU - Contrat de service de gré à gré	2 000 000
SOPFEU-MRNF-MSP - Entente particulière pour l'embauche d'un agent de protection Zone Nordique - Interentité	194 715
Université de Montréal (UdeM) - Développement d'une approche multicritères pour l'évaluation de la résilience côtière et participation citoyenne : application à la municipalité de Maria (Maria résilience)	155 000
UdeM - Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - Pôle société (REX-SO)	380 000
Université de Sherbrooke - Retour d'expérience sur les inondations de 2017 et 2019 au Québec : analyses des conditions hydrométéorologiques sous-jacentes et modélisation des dommages aux bâtiments (REX-PHY 17-19)	150 000
UL - Compréhension du comportement des rivières en hiver et mesures de gestion des risques liés aux inondations	300 000
UL - Développement de méthodes, de données et d'outils en soutien à la démarche de production d'un portrait du risque lié aux inondations et d'anticipation de ces dernières - Volet génie civil - Phase 2 (ORACLE 1)	230 000
UL - Développement de solutions géoinformatiques pour soutenir la mise en valeur et l'exploitation des données d'historiques de catastrophes naturelles au Québec	150 000

Question **016**

Suite

UL - Estimation de la force d'impact des débris des glissements dans les sols argileux - Phase 2	150 000
UL - Glissements de terrain dans les sols argileux du Nunavik et de la Baie James - Caractérisation des propriétés des argiles de la mer de Tyrell et des glissements de terrain	300 000
UL - Glissement fortement rétrogressif : investigation et modélisation numérique	105 000
UL - Influence du climat sur les glissements de terrain : aspects hydrologiques - Volet 1 : terrain et laboratoire	145 642
UL - Influence du climat sur les glissements de terrain : aspects hydrologiques - Volet 2 : modélisation numérique	120 000
UL - Problème de suffusion et formation de cavité naturelle dans sols naturels - Volets géophysique, hydrogéologique et géotechnique	380 000
UL - Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - Pôle physique (REX-PHY)	380 000
UL - Risques liés aux inondations dans des municipalités	325 000
UL - Suivi biologique des sites de recharge de plage (en lien avec les travaux réalisés dans le cadre du CPS)	120 000
Université McGill - Évaluation du dommage moyen pour le risque résidentiel dans la vallée du Saint-Laurent (Gatineau à Québec)	143 000
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) - Concertation des parties prenantes et acceptabilité sociale dans le contexte des projets de recharge de plage	75 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik	500 000
UQAR - Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière et à la submersion côtière	800 000
UQAR - Évaluation préliminaire du risque lié aux inondations - Phase 3 - EPRI 3 : déploiement d'un atlas géomatique au Québec	100 000

Question **016**

Suite

UQAR et Concordia - Outils d'aide automatisés pour l'identification des zones fluviales sujettes à l'obstruction et la constriction - Application à Rivière-du-Loup (CONSTRUCTOR)	100 000
UQAR - Programme de suivi environnemental de recharges de plage réalisées dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent	284 480
UQAR - Projections de la hausse du niveau de la mer pour le Québec maritime et évaluation des conséquences en appui à la gestion des risques côtiers	550 000
UQAR - Quantifier et modéliser les effets de la réduction du couvert de glace sur l'intensité de l'érosion et de la submersion côtière	650 000
Val-d'Or - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	270 542

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS VOLONTAIRES OU À TEMPS PARTIEL²

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2023 AU 31 mars 2024 (\$)
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	45 349
MRC d'Acton	31 727
MRC d'Antoine-Labelle	55 960
MRC d'Argenteuil	65 623
MRC d'Arthabaska	56 991
MRC de D'Autray	28 063
MRC d'Avignon	12 117

² Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2024.

Question **016**

Suite

MRC de Beauce-Sartigan	49 993
MRC de Beauharnois-Salaberry	51 490
MRC de Bécancour	67 720
MRC de Bellechasse	44 278
MRC de Bonaventure	51 726
MRC de Brome-Missisquoi	66 993
MRC de Caniapiscau	24 609
MRC de Charlevoix	39 196
MRC de Charlevoix-Est	43 848
MRC de Coaticook	26 765
MRC de Drummond	34 937
MRC de Joliette	35 320
MRC de Kamouraska	58 697
MRC de La Côte-de-Beaupré	50 787
MRC de La Côte-de-Gaspé	44 180
MRC de La Haute-Côte-Nord	27 992
MRC de La Haute-Gaspésie	25 965

Question **016**

Suite

MRC de La Haute-Yamaska	46 158
MRC de La Jacques-Cartier	23 420
MRC de La Matanie	57 716
MRC de La Tuque	37 306
MRC de l'Abitibi	67 657
MRC de l'Abitibi-Ouest	45 776
MRC de l'Assomption	12 608
MRC de L'Érable	49 593
MRC Deux-Montagnes	1 648
MRC La Matapédia	31 394
MRC La Mitis	51 518
MRC La Nouvelle-Beauce	69 806
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	65 320
MRC La Vallée-de-l'Or	53 223
MRC La Vallée-du-Richelieu	49 758
MRC Lac-Saint-Jean-Est	28 108
MRC Le Domaine-du-Roy	38 604

Question **016**

Suite

MRC Le Fjord-du-Saguenay	67 408
MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	0
MRC Le Granit	65 908
MRC Le Haut-Richelieu	65 951
MRC Le Haut-Saint-François	60 367
MRC Le Haut-Saint-Laurent	33 364
MRC Le Rocher-Percé	47 111
MRC Le Val-Saint-François	47 144
MRC Les Appalaches	59 051
MRC Les Basques	65 022
MRC Les Chenaux	70 975
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	32 387
MRC Les Etchemins	24 771
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	27 010
MRC Les Jardins-de-Napierville	49 648
MRC Les Laurentides	58 501
MRC Les Maskoutains	71 931

Question **016**

Suite

MRC Les Moulins	0
MRC Les Pays-d'en-Haut	35 556
MRC Les Sources	14 483
MRC L'Île-d'Orléans	0
MRC L'Islet	40 799
MRC Lotbinière	65 112
MRC Maguerite-D'Youville	24 293
MRC Manicouagan	37 626
MRC Maria-Chapdelaine	47 196
MRC Maskinongé	62 468
MRC Matawinie	85 098
MRC Mékinac	56 645
MRC Memphrémagog	63 437
MRC Minganie	31 950
Ville de Mirabel	1 866
MRC Montcalm	4 455
MRC Montmagny	45 305

Question **016**

Suite

MRC Nicolet-Yamaska	49 700
MRC Papineau	28 342
MRC Pierre-De Saurel	32 460
MRC Pontiac	127 789
MRC Portneuf	49 224
MRC Rimouski-Neigette	65 197
MRC Rivière-du-Loup	65 614
MRC Rivière-du-Nord	11 742
MRC Beauce-Centre	37 101
MRC Roussillon	731
MRC Rouville	45 275
MRC Rouyn-Noranda	68 104
MRC Sept-Rivières	18 279
MRC Témiscaming	47 856
MRC Témiscouata	64 893
MRC Thérèse-de-Blainville	0
Ville de Trois-Rivières	0

Question **016** Suite

MRC Vaudreuil-Soulanges

54 916

Question **017**

Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2024.

Nombre de demandes d'immatriculation qui ont été adressées au Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF)	824 436
Nombre d'armes à feu sans restriction inscrites au fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF) depuis sa mise en place.	1 624 482

Au 31 janvier 2024

Note : Nombre d'armes à feu inscrites au FIAF inclus indistinctement les demandes d'immatriculation transmises en ligne ou par la poste.

Question **018**

Concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D, veuillez nous dire :

- a) Les travaux, études, analyses et les recherches produites à ce sujet;
- b) Le nombre d'armes saisies en 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024. Veuillez ventiler l'information par région;
- c) La liste des mesures ou des actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes avec des imprimantes 3D.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **019**

Concernant l'annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu, veuillez nous indiquer, pour 2023-2024 :

a) La ventilation du 65 M\$ par mesure, par année;
b) Pour chacune des mesures, les investissements en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

L'annonce du 20 octobre 2020 comprenait des montants alloués pour plusieurs exercices financiers. Ces montants se déclinaient comme suit :

- 27,6 M\$ sur trois ans pour la mise en œuvre de certaines mesures du Plan d'action québécois de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, dont le financement est assuré par le Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG) du gouvernement du Canada, répartis de la façon suivante :
 - Près de 7,5 M\$ pour la mise en place d'une équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu par la Sûreté du Québec (SQ);
 - Près de 12,0 M\$ pour la création d'équipes d'enquêtes liées aux dossiers de meurtres et de disparitions en lien avec le crime organisé par la SQ;
 - 4,2 M\$ pour la poursuite des activités de l'équipe Quiétude et pour la mise en place de l'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) qui vise à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs;
 - 3,9 M\$ pour la création d'une équipe dédiée à la lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (projet MALSAIN) par le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).
- Pour les exercices financiers 2020-2021 à 2022-2023, les montants dépensés s'élèvent à un peu plus de 26,3 M\$:
 - 6,4 M\$ pour la mise en place d'une équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu par la Sûreté du Québec (SQ);
 - 11,5 M\$ pour la création d'équipes d'enquêtes liées aux dossiers de meurtres et de disparitions en lien avec le crime organisé par la SQ;
 - 4,5 M\$ pour la poursuite des activités de l'équipe Quiétude/EMAF du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);
 - 3,9 M\$ pour le projet MALSAIN du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).
- L'Entente de contribution financière dans le cadre du FACVAFG prenait fin au 31 mars 2023. Néanmoins, les sommes non dépensées en 2022-2023 ont pu être allouées en 2023-2024 à la poursuite des mesures critiques du Plan d'action 2019-2023, incluant les deux projets de la SQ, conformément aux modalités de l'Entente et à la conclusion de l'Avenant numéro 1 rendant applicables ces modalités jusqu'au 31 décembre 2023.
- Les sommes de cette enveloppe ont toutes été dépensées. Dans ce contexte, aucune prévision des investissements ne peut être effectuée.
- 32,5 M\$ sur cinq ans annoncés dans le Budget 2020-2021 | Un Québec ambitieux.
 - Cet investissement a permis de renforcer la structure nationale de lutte contre le crime organisé par :
 - La mise en place d'une équipe d'intervention en crime organisé (EICO) – Québec;
 - L'ajout de ressources dans la structure d'enquêtes en crime organisé afin de bonifier la récupération d'actifs criminels (RAC);
 - L'ajout de ressources dans les équipes d'enquêtes liées aux dossiers de meurtres et de disparitions en lien avec le crime organisé;
 - L'ajout de ressources en soutien administratif et en services spécialisés en enquêtes.

Vous référer aux cahiers de l'étude des crédits de la SQ pour connaître les détails.

- 4,5 M\$ provenant de la distribution annuelle du produit des biens confisqués à la suite d'activités criminelles, versés dans le cadre de l'exercice 2020-2021.

Question **020**

Concernant la lutte contre la violence armée, veuillez nous fournir, par corps de police municipal et pour la Sûreté du Québec :

- a. Les sommes demandées par le corps de police ou la municipalité;
- b. Les sommes transférées par le ministère de la Sécurité publique;
- c. Les investissements prévus pour les quatre prochaines années.

A) Pour les sommes demandées par le corps de police ou la municipalité, veuillez vous référer aux corps de police et aux municipalités.

B) Les sommes versées aux corps de police municipaux et autochtones et à la Sûreté du Québec :

- Pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024, les financements suivants sont prévus dans le cadre de la Stratégie CENTAURE :
 - o Sûreté du Québec (SQ) : 30 339 850 \$
 - o Service de police de la Ville de Montréal : 3 229 400 \$
 - o Service de police de la Ville de Québec : 1 500 000 \$
 - o Service de police de l'Agglomération de Longueuil (SPAL) : 646 500 \$
 - o Service de police de Laval (SPL) : 1 200 000 \$
 - o Service de police mohawk d'Akwesasne (SPMA) : 1 027 500 \$
- Pour la même période, afin de permettre l'ajout d'effectifs policiers pour intervenir – notamment, mais non exclusivement – contre la violence armée :
 - o SPVM : 45 000 000 \$
 - o SPL : 4 000 000 \$

C) Les financements prévus pour les quatre prochaines années :

- Dans le cadre de la Stratégie CENTAURE :
 - o SQ : 68 500 900 \$
 - o SPVM : 4 731 310 \$
 - o SPVQ : 3 000 000 \$
 - o SPAL : 1 331 600 \$
 - o SPL : 2 400 000 \$
 - o SPMA : 3 193 900 \$
- Afin de permettre l'ajout d'effectifs policiers pour intervenir – notamment, mais non exclusivement – contre la violence armée :
 - o SPVM : 135 000 000 \$
 - o SPL : 16 000 000 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **022**

Le 16 mai 2023, le gouvernement du Québec annonçait un investissement de 7,5 M\$ pour mettre en place une Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) dans le cadre de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette nouvelle unité, coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ), permettra de combiner l'expertise d'agents et agentes de renseignements et de spécialistes en cybercriminalité pour centraliser le renseignement et optimiser les occasions d'enquête. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- Les sommes prévues en 2023-2024;
- Les sommes réellement investies en 2023-2024;
- La composition de l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée;
- Le bilan des activités de l'Escouade.

A) Sommes prévues en 2023-2024 pour la mise en place de l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) : 820 000 \$

B) Sommes réellement investies en 2023-2024 : veuillez vous référer à la Sûreté du Québec (SQ) pour connaître l'état des dépenses réelles.

C) Il est prévu qu'à terme, EIRVA comptera dans ses rangs 13 ressources, soit :

- 2 ressources civiles de la SQ;
- 1 ressource civile des services correctionnels;
- 5 policiers de la SQ;
- 5 policiers provenant de corps de police municipaux.

D) La mise en place de l'EIRVA a débuté en octobre 2023 avec l'affectation de deux officiers de la SQ et les démarches sont en cours pour préparer l'entrée en fonction de la ressource des services correctionnels. Les autres postes seront dotés à compter du 1^{er} avril 2024.

Question **023**

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez nous fournir :

- a) Le nombre de nouveaux effectifs policiers;
- b) Le nombre de nouveaux intervenants spécialisés au sein des équipes;
- c) La liste des nouvelles ressources matérielles et incluant les équipements pour le Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale;
- d) Les montants dépensés et ventilés pour l'achat de ces nouveaux équipements;
- e) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des policiers;
- f) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des intervenants spécialisés;
- g) Le bilan et les résultats en 2023-2024.

a) En 2023-2024, la Stratégie Centaure permet de financer l'équivalent de 161 policiers au sein des équipes suivantes : l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA), les différentes équipes et escouades régionales mixtes au sein de la structure de lutte contre le crime organisé de la Sûreté du Québec (SQ), l'Équipe multidisciplinaire sur les armes à feu (EMAF) et les Équipes multidisciplinaires dans les écoles en prévention dans les milieux à risque (EMIE) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), les équipes d'enquêtes sur les dossiers de meurtres et disparitions liés au crime organisé de la SQ, le projet MALSAIN du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) et l'Équipe dédiée aux armes à feu dans l'escouade du crime organisé du Service de police de la Ville Laval (SPL), l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA), l'Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal (EICO-Montréal) et l'équipe du Centre québécois de dépistage des armes à feu de la SQ.

b) Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne détient pas de données concernant les intervenants spécialisés au sein des équipes.

c) Le MSP ne détient pas la liste des ressources matérielles acquises par les partenaires de l'axe 2 de la Stratégie. Toutefois, dans le cadre de la mesure « rehaussement des capacités en analyse balistique du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale », le Laboratoire a procédé en 2023-2024 à l'acquisition d'un microscope de comparaison LEICA.

d) Le coût du microscope de comparaison LEICA est de 114 319 \$.

e) Pour les effectifs policiers de la structure nationale de lutte contre le crime organisé, de l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) et du Centre québécois de dépistage des armes à feu de la Sûreté du Québec, 66 646 \$ ont été dépensés en formation. Des sommes additionnelles ont certainement été dépensées en formation par les autres organisations policières qui reçoivent un financement dans le cadre de la Stratégie CENTAURE, mais pour lesquelles la ventilation n'était pas disponible.

f) Le MSP ne détient pas cette information.

g) Voir les réponses aux questions des fiches QP1-024, QP1-025, QP1-026, QP1-027, QP1-028, QP1-057 et QP1-058, QP1-083 et QP1-084.

Question
024-1

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :

- a. L'état d'avancement des travaux ;
 - b. Les sommes dépensées en 2023-2024;
 - c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;
 - d. Les prévisions d'investissement pour 2024-2025 ;
 - e. Le résultat des actions pour chaque axe;
- Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :
- f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
 - g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
 - h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
 - i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2023-2024;
 - j. Le nombre de ressources embauchées en 2023-2024 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
 - k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 5,1 M\$;
 - l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 2,4 M\$.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes. Ces 3 axes sont maintenant les suivants:

- Axe 1 est « prévention »
- Axe 2 est « répression »
- Axe 3 est « développement de connaissances et compétences ».

La réponse à la question a été séparées en trois sections. Celle-ci porte sur l'axe 1 (Prévention). Les informations relatives à l'axe 2 (Répression) se retrouvent dans la réponse indiquée à la question 024-2, et les informations concernant les initiatives de l'axe 3 (Développement des connaissances et des compétences), se retrouvent à la question 024-3.

A. État d'avancement des travaux :

Mesures liées au Fonds d'action contre la violence armée et les gangs 2023-2028 (FACVAFG)

L'avenant 2 à l'Entente de contribution financière dans le cadre du FACVAFG, permettant sa prolongation et la bonification de l'enveloppe fédérale, a été conclu en décembre 2023. La mesure concernant la bonification du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture du Plan d'action 2023-2028 de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, élaboré dans le cadre de l'Entente FACVAFG, permettra le financement d'organismes communautaires. Les autres mesures du Plan d'action débuteront en 2024-2025.

Mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain

Question
024-1

Suite

Les autres mesures de l'axe prévention de la Stratégie CENTAURE regroupent le soutien aux grandes municipalités du Québec (Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires - FBCS) et celles destinées aux organismes communautaires et ont toutes été mises en œuvre en 2023-2024. Ces mesures sont :

- La réalisation de plan de sécurité urbaine adapté à chacune des dix plus grandes municipalités du Québec (Montréal, Laval, Québec, Lévis, Gatineau, Sherbrooke, Trois-Rivières, Terrebonne, Saguenay et Longueuil) dans le cadre du FBCS;
- La réalisation d'un diagnostic de sécurité ou la mise en œuvre de mesures préventives découlant d'un plan d'action ou d'une politique en matière de sécurité dans le cadre du Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité destinée aux municipalités de moins de 100 000 habitants (les villes de L'Ancienne-Lorette, Gracefield, Saint-Antoine, Granby, Saint-Jean-sur-Richelieu, Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Sainte-Catherine ainsi que les MRC de Portneuf, de Rivière-du-Loup et d'Argenteuil);
- La mise en œuvre d'un programme de soutien à la mission pour les organismes de travail de rue (Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité (TRPC));
- La bonification des actions visant le renforcement des facteurs de protection chez les jeunes cumulant divers facteurs de risque et de vulnérabilité (Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC));
- Le soutien à des arrondissements et à des organismes de la Ville de Montréal afin d'assurer et de maintenir un climat sécuritaire dans les espaces publics fréquentés par les jeunes (Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais);
- La poursuite d'une offre de soutien aux organismes communautaires pour le maintien de leurs actions auprès des populations les plus vulnérables ou marginalisées ou le déploiement d'initiatives inédites ou non couvertes par les programmes réguliers en prévention de la criminalité du MSP (Financement supplémentaire en prévention de la criminalité);
- Le développement d'un projet-pilote, PIVOT, visant à prévenir la violence armée à Montréal en intervenant auprès d'individus à risque de commettre un geste de violence, et ce, afin de les inciter à choisir une autre voie. Celui-ci est déployé sur les territoires de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies;
- Le soutien aux d'activités locales de rapprochement entre les corps de police et la population jeunesse afin de favoriser le développement de liens de confiance entre ces derniers dans une optique d'amélioration du sentiment de sécurité.

Également, l'Équipe multidisciplinaire dans les écoles (EMIE) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) se déploie depuis le 5 décembre 2022 dans les écoles des milieux à risque pour proposer des mesures de prévention dans les écoles et les quartiers touchés par la problématique de la violence armée et apporter un soutien en intervention sur le terrain, lors des situations de violence ou à risque de violence. L'ajout d'un conseiller en développement communautaire autochtone au SPVM, en poste depuis mai 2022, permet au service de police de renforcer ses connaissances et ses partenariats avec les organismes qui œuvrent auprès des communautés autochtones, particulièrement ceux en situation de grande vulnérabilité. Enfin, une équipe d'intégration sociale et de liaison dans la région métropolitaine, composée de 6 intervenants du réseau correctionnel, est à l'œuvre depuis juillet 2022 afin de contribuer à combler les besoins d'accompagnement des personnes vulnérables et avec peu de ressources qui sortent des établissements de détention du Réseau correctionnel de Montréal.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

<p>Question 024-1</p>	<p>Suite</p>
----------------------------------	--------------

B. et C. Sommes dépensées en 2023-2024 et les sommes dépensées depuis l'annonce

Mesure	Sommes dépensées (k\$) – 2023-2024*	Sommes dépensées (k\$) – par exercice financiers visés
Mesures liées au Fonds d'action contre la violence armée et les gangs 2023-2028 (FACVAFG)		
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture – volet scolaire	0,0	4 432,5 (2020-2021 à 2022-2023)
Mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain		
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet grandes municipalités	8 926,0	5 743,9 (2022-2023)
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet petites municipalités	500,0	500,0 (2022-2023)
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet Inuit	0,0	0,0 (2022-2023)
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture	0,0	4 950,0 (2021-2022 à 2022-2023)
Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais	2 000,0	2 000,0 (2022-2023)
Financement supplémentaire en prévention de la criminalité	0,0	2 700,0 (2021-2022 à 2022-2023)
PIVOT	160,0	N/A
Activités locales de rapprochement entre les corps de police et la population jeunesse	0,0	N/A
Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	4 140,0	4 600,0 (2022-2023)
EMIE du SPVM	1 134,0	373,9 (2022-2023)
Conseiller communautaire autochtone au SPVM	109,4	107,2 (2021-2022 à 2022-2023)

Question 024-1	Suite
--------------------------	-------

Équipe d'intégration sociale et de liaison dans a région métropolitaine	359,2	Sommes dépensées (k\$) – par exercice financiers visés
---	-------	--

* Sommes dépensées au 31 janvier 2024. Ne représentent pas les sommes allouées ou dépensées au 31 mars 2024.

D. Pour l'exercice financier 2024-2025, la Stratégie CENTAURE prévoit des investissements de plus de 29,4 M\$ pour les initiatives de l'axe prévention; une augmentation de 8,3 % par rapport à 2023-2024

I. Les résultats des actions pour cet axe :

Résultats liés aux mesures FACVAFG

Les résultats de ces mesures pourront être détaillés en 2024-2025 après réception des bilans annuels des activités réalisées par les bénéficiaires.

Résultats liés aux mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain

- Financement supplémentaire en prévention de la criminalité - résultats 2022-2023 :
 - 5 bénéficiaires ont agi en matière de cohabitation harmonieuse de l'espace public, d'itinérance et de santé mentale;
 - 9 bénéficiaires ont embauché du personnel supplémentaire;
 - 12 bénéficiaires ont rehaussé le niveau de leurs activités courantes;
 - 17 bénéficiaires ont bonifié les conditions de travail de leurs employés.

- Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture – résultats 2022-2023
 - Le PPDSAC a soutenu 41 projets de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture, portés par une grande variété de partenaires provenant de divers milieux, dont :
 - 23 projets à Montréal dont cinq agissant directement dans des arrondissements ou des interventions préventives liés à la violence armée sont jugées nécessaires par le Comité de sécurité urbaine de Montréal;
 - 5 projets se déroulant dans une communauté autochtone.
 - Le PDDSAC a permis au MSP de rejoindre des organismes communautaires qui ne sont pas financés dans le cadre d'autres programmes de prévention de la criminalité.
 - Des 41 bénéficiaires, 26 n'avaient jamais obtenu de financement du MSP. Parmi ceux-ci, une majorité desservent principalement soit une population issue de l'immigration, soit les populations des Premières Nations et des Inuit en centres urbains ou sur communauté.

Question

024-1

Suite

- En termes d'impact auprès de la population, le PPDSAC a eu les effets suivants :
 - rejoindre une clientèle à risque et avoir un impact positif sur celle-ci;
 - consolider leurs activités de prévention de la délinquance avec un financement substantiel et pluriannuel;
 - créer une synergie partenariale, générant d'importantes retombées auprès de la population et dans les différents milieux de vie.
- Projet PIVOT – résultats 2023 :
 - Déploiement du projet dans les territoires de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies par l'entremise de deux organismes communautaires;
 - Plus de 145 rencontres ont été réalisées par la coordination pour expliquer le projet;
 - Ce projet a bénéficié d'une bonne couverture médiatique.
- Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais – résultats 2022-2023 :
Parmi les 12 projets financés en 2022-2023 :
 - 5 ont permis de créer ou de rendre accessible de nouveaux espaces pour les jeunes montréalais;
 - 3 ont permis d'offrir de nouvelles activités aux jeunes;
 - 7 étaient des projets d'intervention auprès des jeunes;
 - 4 ont réalisé des activités de consultations jeunesse.
- Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet grandes municipalités – résultats 2022-2023 :
 - Mise en œuvre d'initiatives en itinérance dans 4 grands centres urbains du Québec;
 - Soutien financier à 55 projets en prévention de la criminalité portés par le milieu communautaire;
 - Démarches de diagnostic local en sécurité dans 6 grands centres urbains du Québec.
- Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet petites municipalités – résultats 2022-2023 :
 - Rédaction de quatre diagnostics locaux de sécurité et plans d'action;
 - Mise en œuvre de six projets en prévention de la criminalité.
- Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet Inuit : Les résultats de cette mesure pourront être détaillés en 2024-2025 après réception des bilans annuels des activités réalisées par les bénéficiaires.

Question

024-1

Suite

- Activités locales de rapprochement entre les corps de police et la population jeunesse : Les résultats de cette mesure pourront être détaillés en 2024-2025 après réception des bilans annuels des activités réalisées par les bénéficiaires.
- Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité :
 - 40 organismes communautaires de travail de rue sont actuellement financés au TRPC. Ces organismes obtiennent un financement substantiel et pluriannuel.
 - 97 postes associés au travail de rue sont directement soutenus par le TRPC.
- EMIE du SPVM – résultats du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 :
 - 85 tables de concertation ont été organisées;
 - 4 850 jeunes ont été rencontrés lors des kiosques et activités de rapprochement;
 - L'outil « connais-tu ta loi? » a été présenté auprès de 1 590 jeunes.
- Conseiller communautaire autochtone au SPVM – résultats du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 :
 - Développement de stratégies pour améliorer le rapprochement avec les membres des communautés autochtones à Montréal;
 - Développement de stratégies de prévention et de sensibilisation pour des enjeux qui impactent la sécurité des personnes autochtones, dont les femmes autochtones, à Montréal.
- Équipe d'intégration sociale et de liaison dans la région métropolitaine – résultats de juillet 2022 au 31 janvier 2024 :
 - Un peu plus de 3700 personnes incarcérées ont été rencontrées dans le cadre d'environ 5000 rencontres. Ces rencontres ont permis de réaliser près de 1 400 placements ou démarches en lien avec les besoins soulevés par ces dernières (ex. : hébergement, emploi, santé).

Question
024-2

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :

- a. L'état d'avancement des travaux ;
 - b. Les sommes dépensées en 2023-2024;
 - c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;
 - d. Les prévisions d'investissement pour 2024-2025 ;
 - e. Le résultat des actions pour chaque axe;
- Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :
- f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
 - g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
 - h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
 - i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2023-2024;
 - j. Le nombre de ressources embauchées en 2023-2024 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
 - k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 5,1 M\$;
 - l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 2,4 M\$.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes. Ces 3 axes sont maintenant les suivants:

- Axe 1 est « prévention »
- Axe 2 est « répression »
- Axe 3 est « développement de connaissances et compétences ».

La réponse à la présente question porte sur les initiatives de l'axe répression de la Stratégie CENTAURE.

A. État d'avancement des travaux :

- Dès 2019, grâce au Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), la Sûreté du Québec (SQ) avait mis en place une équipe de lutte contre le trafic d'armes à feu, à laquelle une partie des effectifs de l'Équipe dédiée à la lutte au trafic d'armes (ELTA) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) s'est jointe en août 2021 pour créer l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), sous le commandement de la SQ. EILTA poursuit sa mission qui vise à intervenir sur les sources d'approvisionnement illicite en armes à feu.
- La SQ poursuit par ailleurs ses efforts visant à résoudre les dossiers de meurtres et de disparitions associés au crime organisé.
- Le sous-ministériat des services correctionnels poursuit ses efforts visant à renforcer les capacités de renseignement concernant les activités des groupes menaçants à la sécurité dans les établissements de détention et le partage de renseignement avec les corps de police municipaux afin de prévenir la perpétration d'infractions criminelles à l'extérieur du réseau correctionnel.

Question

024-2

Suite

- Les équipes spécialisées des corps de police de Montréal, Québec, Laval et Longueuil, mises en place ou bonifiées grâce aux investissements du Québec et dans le cadre du FACVAFG, poursuivent leurs activités.
- Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) poursuit le rehaussement de ses capacités en matière d'analyse balistique grâce à l'embauche de ressources additionnelles et à l'acquisition de matériel et a mis en place un nouveau service d'analyse d'ADN sur les cartouches, les projectiles et les douilles d'armes à feu et service rapide de restauration des numéros de série oblitérés d'armes à feu saisies.
- Le soutien aux interventions policières en matière d'approvisionnement illégal d'armes à feu pour le corps de police d'Akwesasne. Le Service de police mohawk d'Akwesasne a embauché 5 policiers additionnels et acquis des équipements spécialisés (bateau, motoneige, VTT) afin d'augmenter l'efficacité des interventions policières en matière d'approvisionnement illégal d'armes à feu.
- En place depuis le 16 janvier 2023, le Centre québécois de dépistage des armes à feu de la SQ traite les demandes de tous les corps policiers du Québec visant à retracer l'origine des armes à feu saisies liées à des crimes.
- Enfin, deux nouvelles équipes spécialisées créées en 2023 poursuivent leur mise en place : l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRA) et l'Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal (EICO-Montréal).

B, C & D / Sommes dépensées et prévisions pour 2024-2025 :

- Pour l'exercice financier 2023-2024, un montant s'élevant à 39 981 150 \$ a été prévu pour financer les initiatives de l'axe répression.
- Toujours pour l'exercice financier 2023-2024, au 31 janvier 2024, les sommes suivantes ont été dépensées ou versées, selon le cas :

	2023-2024		2024-2025
	Montants prévus	Sommes dépensées ou versées (au 31 janvier 2024)	Montants prévus
Bonification structure de lutte contre le crime organisé	15 697 900 \$	13 041 533 \$	15 962 600 \$
EILTA Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu	4 433 950 \$	1 682 714 \$	4 419 000 \$
Équipes d'enquêtes dossiers meurtres et disparitions liées au crime organisé	6 238 000 \$	4 109 758 \$	5 992 300 \$
Rehaussement des capacités de renseignement dans les palais de justice	105 100 \$	179 178 \$	107 200 \$
Rehaussement des capacités en renseignement dans les établissements de détention	707 100 \$	522 919 \$	799 500 \$

Question

024-2

Suite

Effectifs additionnels à la Direction du renseignement des services correctionnels	485 000 \$	298 885 \$	495 000 \$
LSJML – Ajout d'effectifs et acquisition d'équipement (service balistique)	296 400 \$	232 848 \$	487 600 \$
LSJML - Renforcement des capacités en analyse balistique	1 163 700 \$	1 682 714 \$	1 380 400 \$
LSJML - Service d'analyse ADN cartouches, douilles et projectiles	800 000 \$	105 432 \$	500 000 \$
LSJML - Nouveau service de restauration des numéros de série oblitérés	210 000 \$	126 254 \$	210 000 \$
EMAF Équipe multisectorielle sur les armes à feu du SPVM	1 500 000 \$	- \$	1 500 000 \$
Projet MALSAIN du SPVQ	1 500 000 \$	- \$	1 500 000 \$
Équipe spécialisée – Brigade d'intervention multidisciplinaire du SPAL	646 500 \$	561 060 \$	659 300 \$
Équipe spécialisée en armes à feu – Escouade crime organisé du SPL	1 200 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$
Équipe de dépistage des armes à feu	1 970 000 \$	518 213 \$	1 610 000 \$
EIRVA – Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée	820 000 \$	63 147 \$	2 220 000 \$
EICO – Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal	1 180 000 \$	208 302 \$	1 740 000 \$
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	1 027 500 \$	481 997 \$	1 043 700 \$

- Pour l'exercice financier 2024-2025, 41 963 125 \$ sont prévus pour financer les initiatives de l'axe répression.

Pour les sommes dépensées depuis l'annonce, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des précédentes années.

Question

024-2

Suite

E. Nombre de ressources embauchées :

	2023-2024	
	Équivalent de ressources (nombre prévu)	Équivalent de ressources (nombre en poste) au 31 janvier 2024
Bonification structure de lutte contre le crime organisé	78	74
EILTA Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu	24	22
Équipes d'enquêtes dossiers meurtres et disparitions liées au crime organisé	37	36
Rehaussement des capacités de renseignement dans les palais de justice	1	2
Rehaussement des capacités en renseignement dans les établissements de détention	7	7
Effectifs additionnels à la Direction du renseignement des services correctionnels	5	5
LSJML - Renforcement des capacités en analyse balistique	12	12
LSJML - Ajout d'effectifs et acquisition d'équipement (service balistique)	2	2
LSJML - Service d'analyse ADN cartouches, douilles et projectiles	2	2
LSJML - Nouveau service de restauration des numéros de série oblitérés	3	3
EMAF Équipe multisectorielle sur les armes à feu du SPVM	4	4
Projet MALSAIN du SPVQ	8	8
Équipe spécialisée – Brigade d'intervention multidisciplinaire du SPAL	4	4
Équipe spécialisée en armes à feu – Escouade crime organisé du SPL	6	6
Équipe de dépistage des armes à feu	10	7
EIRVA – Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée	2	1
EICO – Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal	10	9
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	5	4

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question

024-2

Suite

F. Ventilation des sommes annoncées :

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	TOTAL
Bonification structure de lutte contre le crime organisé	11 325 100 \$	15 730 600 \$	15 697 900 \$	15 962 600 \$	15 933 200 \$	- \$	- \$	74 649 400 \$
Effectifs additionnels à la Direction du renseignement des services correctionnels	140 000 \$	475 000 \$	485 000 \$	495 000 \$	505 000 \$	515 000 \$	- \$	2 615 000 \$
ELTA du SPVM	2 000 000 \$	3 000 000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 000 000 \$
Bonification ELTA du SPVM	657 600 \$	253 500 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	911 100 \$
LSJML - Renforcement des capacités en analyse balistique	151 800 \$	1 135 000 \$	1 163 700 \$	1 380 400 \$	1 320 200 \$	- \$	- \$	5 151 100 \$
LSJML - Service d'analyse ADN cartouches, douilles et projectiles	- \$	- \$	800 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	2 800 000 \$
LSJML - Nouveau service de restauration des numéros de série oblitérés	- \$	- \$	210 000 \$	210 000 \$	220 000 \$	220 000 \$	230 000 \$	1 090 000 \$
Équipe spécialisée – Brigade d'intervention multidisciplinaire du SPAL	348 900 \$	634 000 \$	646 500 \$	659 300 \$	672 300 \$	- \$	- \$	2 961 000 \$
Équipe spécialisée en armes à feu – Escouade crime organisé du SPL	400 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$	- \$	- \$	5 200 000 \$
Équipe de dépistage des armes à feu	- \$	- \$	1 970 000 \$	1 610 000 \$	1 630 000 \$	1 660 000 \$	1 670 000 \$	8 540 000 \$
EIRVA – Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée	- \$	- \$	820 000 \$	2 220 000 \$	2 190 000 \$	2 270 000 \$	- \$	7 500 000 \$
EICO – Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal	- \$	- \$	1 180 000 \$	1 740 000 \$	1 670 000 \$	680 000 \$	400 000 \$	5 670 000 \$
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	- \$	1 971 600 \$	1 027 500 \$	1 043 700 \$	1 060 200 \$	1 090 000 \$	- \$	6 193 000 \$

Question

024-2

Suite

E. Résultats de l'axe :

Les ressources de la Sûreté du Québec et des équipes spécialisées au sein des corps de police municipaux ont procédé à plusieurs arrestations et ont effectué un nombre important de saisies d'armes à feu. La portée des nombreuses enquêtes en cours au sein des différentes équipes a en effet été propulsée par la synergie que permettent les mesures structurantes déployées dans le cadre de la Stratégie CENTAURE. L'implantation d'équipes dédiées offre l'opportunité aux enquêteurs qui y sont affectés de développer une expertise permettant de résoudre des dossiers de grande complexité. Les interventions et les enquêtes des équipes spécialisées ont également pour effet de générer de nouvelles opportunités d'enquête et d'appuyer les corps de police de l'ensemble du Québec. Cette concertation des efforts s'observe également par le nombre important d'opérations coordonnées combinant les efforts de plusieurs organisations policières.

Question
024-3

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :

- a. L'état d'avancement des travaux ;
 - b. Les sommes dépensées en 2023-2024;
 - c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;
 - d. Les prévisions d'investissement pour 2024-2025 ;
 - e. Le résultat des actions pour chaque axe;
- Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :
- f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
 - g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
 - h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
 - i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2023-2024;
 - j. Le nombre de ressources embauchées en 2023-2024 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
 - k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 5,1 M\$;
 - l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et ventiler la somme de 2,4 M\$.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes. Ces 3 axes sont maintenant les suivants:

- Axe 1 est « prévention »
- Axe 2 est « répression »
- Axe 3 est « développement de connaissances et compétences ».

La réponse à la présente question porte sur les initiatives de l'axe de développement des connaissances et des compétences de la Stratégie CENTAURE.

A. État d'avancement des travaux :

La subvention octroyée à l'Administration régionale Kativik a permis le déploiement d'une campagne de sensibilisation à l'entreposage sécuritaire des armes à feu dans les communautés inuit. Les sommes octroyées à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) ont permis la mise en place d'un nouveau programme de formation à l'intention des policiers sur les lois et règlements en matière d'armes à feu. Le MSP a également financé la préparation d'états de situation sur les armes à feu et les activités du crime organisé ainsi que des projets de recherche sur la violence liée aux armes à feu et aux gangs et les moyens de la contrer. De plus, le Programme innovation et développement d'expertise (PIDE) vise à promouvoir le développement d'outils d'agrégation de données et d'analyse afin d'élaborer un modèle de production et d'implantation des connaissances en sécurité urbaine par le Centre international pour la prévention de la criminalité. Enfin, plusieurs activités de transfert de connaissance ainsi que des journées-conférences visant à dresser le bilan du Plan d'action 2019-2023 du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, ont été réalisées.

Question

024-3

Suite

B, C & D. Sommes dépensées en 2023-2024

Pour 2023-2024, une somme de 310 480 \$ a été dépensée au 31 janvier 2024 pour des initiatives de l'axe 3 de la Stratégie CENTAURE.

Pour les sommes dépensées depuis l'annonce, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années précédentes.

Pour 2024-2025, des montants d'un total d'un peu plus de 2 M\$ sont prévus pour la réalisation d'initiatives en développement des connaissances et des compétences.

E. Les sommes octroyées depuis 2019 pour la réalisation d'initiatives en développement des connaissances et des compétences ont permis les réalisations suivantes :

La sensibilisation de la population aux enjeux liés aux armes :

- Bien que les restrictions mises en place en raison des vagues successives de la COVID-19 ont eu pour effet de retarder le déploiement de cette initiative, le Service de police du Nunavik a tout de même été en mesure de visiter certaines des communautés, de procéder à l'acquisition des casiers d'entreposage et à la distribution de plus de 600 de ces casiers.

Le développement des compétences des policiers :

- Au 31 janvier 2024, 4 des 6 capsules interactives prévues avaient été diffusées par l'École nationale de police du Québec; les 2 autres étant en cours d'élaboration. Les états de situation rédigés ont été diffusés au sein de la communauté policière.

Le partage des connaissances sur les phénomènes criminels afin de développer des leviers d'actions basés sur des études probantes :

- Au 31 janvier 2024, les rapports finaux des 3 projets de recherche portant sur des enjeux en lien avec la violence liée aux armes à feu et aux gangs ont été déposés, analysés et ont fait l'objet d'une diffusion au sein des communautés policière et scientifique.
- Le programme innovation et développement d'expertise a permis notamment :
 - ✓ L'embauche de deux pairs-aidants dans le cadre du projet ACTES de la Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants;
 - ✓ Le déploiement, par le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), du Laboratoire en sécurité urbaine qui permet de centraliser les données liées à la sécurité urbaine et la production de rapports et de diagnostics sur la violence chez les jeunes et autres aspects liés aux armes à feu et aux gangs à Montréal.
- La direction du renseignement du sous-ministériat des services correctionnels a pu tenir quatre rencontres annuelles, en plus de la journée de concertation qui avait permis aux différents intervenants de circonscrire et planifier les projets à réaliser pour renforcer les capacités à identifier, prévenir et contrer les activités des groupes menaçants à la sécurité dans le réseau des établissements de détention.
- Le sous-ministériat aux affaires policières a tenu deux journées de travail en mars 2023 afin de faire le point, avec les partenaires du FACVAFG, sur le niveau d'atteinte des objectifs, les résultats obtenus et les angles d'intervention additionnels à envisager.

Question **025**

Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), veuillez indiquer, par région :

- a) Le budget alloué pour cette équipe ;
- b) Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
- c) Le nombre d'arrestations en 2023-2024 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
- d) Le nombre d'enquêtes en 2023-2024 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
- e) La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.

- a) Le 25 mars 2021, lors du discours sur le budget, le gouvernement du Québec a annoncé un investissement de 5 M\$ sur deux ans pour soutenir la mise en place d'une Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA) au sein du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).
- b) La somme de 2 M\$ octroyée en 2021-2022 a été dépensée en totalité. Pour 2022-2023, la somme de 3 M\$ a été dépensée en totalité. Cette subvention a été accordée sur une période de deux ans.
- c) Rappelons que le 4 août 2021, la mise en place de l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) a été annoncée. Cette équipe est le prolongement de l'ELTA du SPVM avec une portée provinciale, et est coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ). À partir du 1er octobre 2021, les données de l'ELTA ont été comptabilisées par la SQ dans le cadre de l'EILTA. Pour les statistiques de cette équipe, voir la fiche QP1-024.
- d) Rappelons que le 4 août 2021, la mise en place de l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) a été annoncée. Cette équipe est le prolongement de l'ELTA du SPVM avec une portée provinciale, et est coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ). À partir du 1er octobre 2021, les données de l'ELTA ont été comptabilisées par la SQ dans le cadre de l'EILTA. Pour les statistiques de cette équipe, voir la fiche QP1-024.
- e) Le MSP a alloué 2 M\$ en 2021-2022 et 3 M\$ en 2022-2023.

Question **026**

Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), veuillez indiquer, par région :

- a) Le budget alloué pour cette équipe;
- b) Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
- c) Le nombre d'arrestations en 2023-2024 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
- d) Le nombre d'enquêtes en 2023-2024 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
- e) La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.

- a)
- Dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), 20 556 309 \$ sont alloués à l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu de la Sûreté du Québec (SQ), pour la période 2019-2020 à 2025-2026.
 - Cette équipe a été fusionnée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA).
 - De plus, dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, un investissement de 74 649 300 \$ sur 5 ans a été accordé à la SQ pour l'ajout de 78 ressources au sein de la structure nationale de lutte contre le crime organisé. Une partie de ces sommes visent à financer 18 ressources dédiées à l'EILTA.
- b)
- Concernant le financement octroyé dans le cadre du FACVAFG,
 - 7 376 959 \$ ont été dépensés au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2022-2023;
 - Une somme de 4 433 950 \$ a été allouée en 2023-2024.
 - Concernant l'investissement de 74 649 300 \$, les sommes dépensées à ce jour sont les suivantes:
 - D'octobre 2021 au 31 mars 2023 : 22 435 503 \$, dont une partie de ces dépenses ont permis le financement des 18 ressources dédiées à l'EILTA;
 - Du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 : 13 041 533 \$, dont une partie de ces dépenses ont permis le financement des 18 ressources dédiées à l'EILTA.
- c) À eux seuls, les membres de EILTA ont procédé à 44 arrestations pour des dossiers de violence armée liés au crime organisé entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024.
- d) Pour la même période, les membres de EILTA ont ouvert 41 nouveaux dossiers d'enquête.
- e) Voir la fiche QP1-025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **027**

Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :

- La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;
- Les sommes prévues en 2023-2024 pour chacune des 6 mesures, par région;
- Les sommes dépensées en 2023-2024 pour chacune des 6 mesures, par région;
- Les sommes prévues pour 2024-2025, par région;
- L'état d'avancement de chacune des mesures.

Année	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées
	Mesure 1 : Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture		Mesure 2 : Financement supplémentaire en prévention de la criminalité		Mesure 3 : Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité		Mesure 4 : Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais		Mesure 5 : Équipe d'intégration sociale et de liaison de la région métropolitaine		Mesure 6 : Embauche d'un conseiller en développement communautaire autochtone	
2021-2022	0,75 M\$	0,75 M\$	1,0 M\$	1,0 M\$	-	-	-	-	0,3 M\$	-	0,04 M\$	-
2022-2023	1,5 M\$	1,5M\$	2,0 M\$	1,7 M\$	4,6 M\$	4,14 M\$	2,0 M\$	2,0 M\$	0,7 M\$	0,4 M\$	0,11 M\$	0,15 M\$
2023-2024	3,0 M\$	0,0 M\$	2,0 M\$	0,0 M\$	4,6 M\$	4,14 M\$	2,0 M\$	2,0 M\$	0,7 M\$	0,36 M \$	0,11 M\$	0,11 M\$
2024-2025	3,0 M\$	-	2,0 M\$	-	5,2 M\$	-	2,0 M\$	-	0,7 M\$	-	0,11 M\$	-
2025-2026	3,0 M\$	-	2,0 M\$	-	5,8 M\$	-	2,0 M\$	-	0,7 M\$	-	-	-
Total	11,25 M\$	-	9,0 M\$	-	20,2 M\$	-	8,0 M\$	-	3,1 M\$	-	0,37 M\$	-
État d'avancement	Pour l'année 2023-2024, un appel de projets a eu lieu du 5 décembre 2023 au 19 janvier 2024. L'analyse des projets est en cours. L'ensemble des travaux liés à la gestion du PPDSAC 2023-2024 seront effectués au 31 mars 2024.		Tous les travaux liés à la gestion du FSPC 2023-2024 ont été effectués.		Tous les travaux liés à la gestion du TRPC 2023-2024 ont été effectués.		Tous les travaux liés à la gestion de ce programme ont été effectués pour l'année 2023-2024.		L'équipe s'est déployée en juillet 2022. Le service a été implanté dans les trois établissements de détention du Réseau correctionnel de Montréal. La collaboration avec les partenaires communautaires qui offrent des services en détention se poursuit, contribuant ainsi à assurer une complémentarité de services.		La conseillère en développement communautaire autochtone du SPVM a été embauchée le 2 mai 2022. Elle a débuté un diagnostic des procédures et des pratiques de l'organisation en matière de relations avec les communautés autochtones.	

Au 31 janvier 2024

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **028**

Le 1er juin 2021, le gouvernement du Québec annonçait 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir :

- La liste et le nombre de projets reçus en 2023-2024;
- La liste et le nombre de projets refusés en 2023-2024, indiquer le motif du refus;
- La liste des projets retenus en 2023-2024 et le montant accordé, par projet.

Le Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité (PSM) vise à soutenir les organisations municipales et les communautés autochtones dans la mise en œuvre de mesures adaptées à leurs propres réalités afin d'assurer des milieux de vie plus sécuritaires à leurs citoyens.

- En 2023-2024, le ministère de la Sécurité publique a reconduit un total de 34 projets à financer dans le cadre du PSM. À ces projets s'ajoute le financement du Centre international pour la prévention de la criminalité qui collabore avec le MSP dans son soutien à diverses organisations municipales et autochtones, le cas échéant.
- Tous les projets de 2022-2023 ont été reconduits pour 2023-2024.
- Voici les montants accordés pour chacun des projets en 2023-2024 - Notez qu'un montant supplémentaire de 500 k\$ provenant du gouvernement fédéral (Fond pour bâtir des communautés plus sécuritaires) a été ajouté au 1 375 M\$ en 2022-2023 et en 2023-2024.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISME ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)
SOUS-TOTAL	1 375 000 \$
Ville de Mirabel	75 000 \$
Municipalité de Saint-Prime	50 000 \$
Ville de Cowansville	55 000 \$
Ville de Saint-Pie	45 000 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	40 000 \$
Ville de Varennes	75 000 \$
Ville de Dorval	37 500 \$
MRC de La Matanie	45 000 \$
Ville de Saint-Gabriel	45 000 \$
Ville de Boisbriand	75 000 \$
Ville de Gaspé	75 000 \$
Municipalité régionale du comté de Témiscouata	65 000 \$
Municipalité régionale de comté des Maskoutains	37 500 \$
Municipalité régionale de comté de La Matapédia	60 000 \$

Question **028**

Suite

Ville de Blainville	75 000 \$
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	11 000 \$
Ville de Beauharnois	60 000 \$
Ville de Val-des-Sources	75 000 \$
Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Gaspé	36 500 \$
Ville de Beloeil	45 000 \$
Ville de Saint-Colomban	75 000 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	37 500 \$
Municipalité régionale de comté Robert-Cliche	60 000 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	70 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	50 000 \$
PSM FINANCÉS PAR LE FONDS POUR BÂTIR DES COMMUNAUTÉS PLUS SÉCURITAIRES (FBCS) DU GOUVERNEMENT DU CANADA	
SOUS-TOTAL	500 000 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	50 000 \$
Ville de Gracefield	45 000 \$
Municipalité régionale de comté de Portneuf	45 500 \$
Ville de Saint-Antonin	27 000 \$
Ville de Granby	45 000 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	75 000 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 500 \$
Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup	75 000 \$
Ville de Sainte-Catherine	45 000 \$
MRC d'Argenteuil	75 000 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **029**

Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire :
a) Les besoins budgétaires demandés en 2023-2024;
b) Le budget octroyé en 2023-2024;
c) Le budget demandé pour 2024-2025;
d) Les prévisions budgétaires pour 2024-2025.

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2023-2024 (\$)	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024 (\$)	PROJET
Prévention jeunesse			
Communauté de Nutashkuan	125 000 \$	0 \$	Projet Prévention jeunesse du Centre de santé et de services sociaux de Tshukuminu Kanani
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture			
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	139 173 \$	Non disponible	Projet déposé dans le cadre de l'appel de projets PPDSAC. Les projets sont en cours d'analyse.
Conseil des Innus de Ekuanitshit	103 000 \$	Non disponible	Projet déposé dans le cadre de l'appel de projets PPDSAC. Les projets sont en cours d'analyse.

À noter que les prévisions budgétaires pour l'année 2024-2025 ne sont pas disponibles.

Question **029**

Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire :
a) Les besoins budgétaires demandés en 2023-2024;
b) Le budget octroyé en 2023-2024;
c) Le budget demandé pour 2024-2025;
d) Les prévisions budgétaires pour 2024-2025.

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2023-2024	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024	PROJET
Innu	840 168 \$	798 160 \$	Hébergement dans la communauté de personnes contrevenantes autochtones en vue de leur réinsertion sociale

Question **029**

Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire :
a) Les besoins budgétaires demandés en 2023-2024;
b) Le budget octroyé en 2023-2024;
c) Le budget demandé pour 2024-2025;
d) Les prévisions budgétaires pour 2024-2025.

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2023-2024	MONTANTS ACCORDÉS EN 2023-2024	PROJET
Administration régionale Kativik	288 898 \$	288 898 \$	Entente pour le financement de certaines infrastructures et équipements prévus dans le projet de schéma de couverture de risques de l'Administration régionale Kativik (rénovation de cinq casernes et mise à niveau des véhicules d'intervention de deux municipalités).

Question **030**

Pour l'année 2023-2024, les échanges du ministre, son cabinet et/ou le ministère avec le ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

Au cours de 2023-2024, il y a eu des échanges avec le Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit concernant la sécurisation des armes à feu dans les communautés autochtones, incluant la contribution du Fichier d'immatriculation des armes à feu au regard de cet enjeu.

Des rencontres ont eu lieu à Kuujuaq avec l'Administration régionale Kativik et la mairesse de Kuujuaq ainsi qu'à Puvirnituq avec le maire du village nordique, afin de mieux connaître leur réalité, d'écouter leurs besoins et de prendre note des initiatives qu'ils jugent appropriées.

Question **031**

Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu en 2023-2024.

Le projet de loi no 25, Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu, a été sanctionné le 30 octobre 2019. Cette loi permet notamment aux agents de protection de la faune d'appliquer l'ensemble de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu. Ils peuvent également donner un avis enjoignant le propriétaire d'une arme à feu qui n'est pas immatriculée d'en demander l'immatriculation dans un délai de 14 jours et d'en fournir la preuve. Ces pouvoirs sont effectifs depuis le 1er décembre 2019.

Pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024, 24 avis demandant une immatriculation dans les 14 jours et 13 constats d'infraction générale ont été émis.

Question **032**

Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Le ministère de la Sécurité publique n'a émis aucune directive opérationnelle au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

En ce qui a trait aux activités de la Sûreté du Québec, veuillez-vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

Question **033**

État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2023-2024. Sommes totales prévues en subvention pour 2024-2025.

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) a pour mission de développer une expertise de pointe, d'identifier les facteurs de risque et de protection, ainsi que de soutenir et d'outiller les proches, les enseignants, les intervenants et la communauté. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l'exercice de l'étude des crédits du MSP.

Le MSP a offert cinq contributions financières au CPRMV depuis 2015 pour un montant cumulatif de 6 025 000 \$. Cela inclut une subvention de 600 000 \$ pour l'année financière 2023-2024*. Grâce au financement, une ligne téléphonique sans frais, et opérée par le CPRMV, est accessible à l'ensemble des citoyens du Québec. Elle permet à ceux qui observent ou estiment observer des signes de radicalisation dans leur milieu ou qui ont des préoccupations à l'égard du phénomène, de s'adresser de façon confidentielle à des intervenants multidisciplinaires qui détiennent l'expertise requise.

Conformément à l'entente en vigueur, le CPRMV a fait parvenir au MSP les données statistiques relatives aux activités de l'organisme pour l'année civile 2023. Au cours de la période de référence, voici les données disponibles :

- Nombre de demandes reçues pour l'année 2023 : 1 030
- Nombre de demandes d'assistance pour des cas liés à la radicalisation et aux incidents haineux en 2023 : 181 (inclus dans le nombre total de 1 030 demandes)

* Le montant correspond à la dépense réelle du MSP pour la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2023 au 29 février 2024.

* Ces chiffres ne comprennent pas les demandes de la ligne Renfort, dédiée à la violence armée.

À cela s'ajoute, cette année, un financement supplémentaire au CPRMV pour la bonification de la ligne RENFORT. Depuis son implantation en juin 2023, la ligne RENFORT prend les appels de personnes et de familles ayant des préoccupations en matière de violence armée. Le financement complémentaire du gouvernement permet d'élargir la couverture du service au niveau national, depuis janvier 2024. Ce financement sera octroyé à la hauteur de 200 000 \$ par année sur 3 ans à compter de 2023-2024. Cette mesure s'inscrit au Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles 2023-2028.

Question **034**

Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :

- a) les représentants sur ce comité;
- b) les dates des rencontres;
- c) la liste des participants;
- d) les ordres du jour;
- e) les procès-verbaux;
- f) Le budget alloué à ce comité.

Ce comité n'a tenu aucune rencontre en 2023-2024. Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Question **035**

Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer :

- a) Les dates des rencontres;
- b) Les listes des participants;
- c) Les ordres du jour;
- d) Les procès-verbaux.

Aucune rencontre du comité ne s'est tenue en 2023-2024, les communications s'étant effectuées directement avec les ministères et organismes porteurs de mesures. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **036**

En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :

- a) Les sommes prévues en 2023-2024;
- b) Les sommes investies en 2023-2024;
- c) Les prévisions pour les 4 prochaines années;
- d) Le bilan et les résultats;
- e) Le suivi de chacune des mesures.

Le MSP a mis en place deux mesures de répression pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs, soit : Renforcer la capacité d'action de l'équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) et Créer la première escouade virtuelle au Québec pour contrer la pornographie juvénile (EILP-J). Voici pour chacune des mesures l'information demandée.

L'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) (79,2M\$ sur 5 ans)

Réponses aux questions a) et b) : Les sommes prévues et investies en 2023-2024

Organisations	Sommes investies en 2023-2024 ¹
Sûreté du Québec	8 177 300 \$
Service de police de la Ville de Montréal	3 886 500 \$
Service de police de la Ville de Québec	2 965 900 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	890 700 \$
Service de police de Laval	368 800 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	338 000 \$
Ministère de la Sécurité publique	95 400 \$
Montants pour des besoins ponctuels	60 100 \$
Total 2023-2024	16 782 700 \$

¹ Sommes approuvées par le SCT

c) Prévisions pour les 4 prochaines années

Sommes prévues en 2024-2025	17 438 800 \$
Sommes prévues en 2025-2026	17 669 700 \$

Les sommes pour 2026-2027 et 2027-2028 ne sont pas connues. Le Plan d'action se termine le 31 mars 2026.

Question **036**

Suite

d) Bilan et résultats

Les résultats de l'EILP :

Pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024, il y a eu :

- 55 perquisitions;
- 111 arrestations;
- 351 chefs d'accusation. Pour un bilan plus détaillé, veuillez consulter la feuille verte QP1-048.

Escouade virtuelle au Québec pour contrer la pornographie juvénile (EILP-J) (12,6M\$ sur 5 ans)

Réponses aux questions a) et b) : Les sommes prévues et investies pour l'année 2023-2024

Organisations	Sommes investies en 2023-2024 ¹
Sûreté du Québec	1 533 100 \$
Service de police de la Ville de Montréal	395 900 \$
Service de police de la Ville de Québec	388 800 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	169 800 \$
Service de police de Laval	191 000 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	176 400 \$
Total 2023-2024	2 855 000 \$

¹ Sommes approuvées par le SCT

c) Prévisions pour les 4 prochaines années

Sommes prévues en 2024-2025	2 764 300 \$
Sommes prévues en 2025-2026	2 733 000 \$

Les sommes pour 2026-2027 et 2027-2028 ne sont pas connues. Le Plan d'action se termine le 31 mars 2026.

Question **036**

Suite

d) Bilan et résultats

Résultats de l'EILP-J :

Pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024, il y a eu :

- 88 perquisitions;
- 72 arrestations;
- 60 dossiers avec accusations de distribution de pornographie juvénile;
- 8 dossiers avec accusations de production de pornographie juvénile;
- 8 dossiers avec autres accusations.

e) Suivi de chacune des mesures

L'EILP et l'EILP-J sont en place et opérationnelles. Le suivi de ces deux mesures est inclus dans le suivi général du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs – Briser le cycle de l'exploitation sexuelle.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **037**

En octobre 2021, le gouvernement du Québec annonçait 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :

- a) Les sommes prévues en 2023-2024;
- b) Les sommes investies en 2023-2024;
- c) Les prévisions pour les 4 prochaines années;
- d) Le bilan et les résultats;
- e) Le suivi de chacune des mesures.

Le MSP a annoncé, en octobre 2021, un investissement de près de 19,3 M\$ sur 5 ans afin de poursuivre son engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Les sommes versées seront consacrées à la mise en œuvre des cinq mesures en prévention et en intervention auprès des victimes actuelles et potentielles.

a), b) et c) Les sommes prévues et investies en 2023-2024. Les prévisions pour les 4 prochaines années.

Mesures	2022-2023		2023-2024		2024-2025	2025-2026	2026-2027
	Sommes prévues	Sommes investies	Sommes prévues	Sommes investies	Sommes prévues	Sommes prévues	Sommes prévues
10. Soutien à la mission des organismes communautaires	2 134 300 \$	2 134 296 \$	2 361 300 \$	2 361 300 \$	3 493 300 \$	95 400 \$	Non disponible
11. Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	2 000 000 \$	1 800 167 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$	Non disponible	Non disponible	Non disponible
12. Documenter et expérimenter la pratique d'intervention dans le cyberspace	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	25 000 \$	Non disponible	Non disponible
13. Consolidation des tables de concertation	1 025 000 \$	1 000 000 \$	1 250 000 \$	1 250 000 \$	1 500 000 \$	Non disponible	Non disponible
15. Formation spécialisée en exploitation sexuelle	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	Non disponible	Non disponible

Question **037**

Suite

16. Formation non spécialisée en exploitation sexuelle	150 000 \$	183 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$	Non disponible	Non disponible
--	------------	------------	------	------	------	----------------	----------------

d) et e) Bilan, résultats et suivis des mesures

Mesures	Bilan et résultats	Suivi de la mesure
10. Soutien à la mission des organismes communautaires	Un bilan sera produit par le MSP à la fin du programme.	<ul style="list-style-type: none"> – Création du Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle (PMES). – Lancement d'un appel de candidatures à l'automne 2022. – Soutien de 20 bénéficiaires pour l'année 2023-2024. – Ententes en cours avec les bénéficiaires du programme.
11. Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Un bilan sera produit par le MSP à la fin du programme.	<ul style="list-style-type: none"> – Financement de 30 projets en prévention de l'exploitation sexuelle pour l'année 2023-2024. – Ententes en cours avec les bénéficiaires du programme.
12. Documenter et expérimenter la pratique d'intervention dans le cyberspace	<p>L'organisme bénéficiaire de la mesure (Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)) produit un bilan après chaque année d'activité, conformément à l'entente de subvention. Le premier bilan présente les résultats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Création d'un répertoire des stratégies et des outils numériques utilisés auprès des jeunes pour les sensibiliser, prévenir et intervenir en matière d'exploitation sexuelle. – Analyse et appréciation des outils et stratégies existantes. – Création d'un groupe de discussion abordant l'utilisation des TIC dans un contexte de prévention de l'exploitation sexuelle. – Le prochain bilan du bénéficiaire sera transmis au MSP en mars 2024. 	<ul style="list-style-type: none"> – Entente en cours avec le bénéficiaire de la mesure (PIPQ).

Question **037**

Suite

13. Consolidation des tables de concertation	Un bilan sera produit à la fin du programme.	<ul style="list-style-type: none"> – Financement de 9 tables régionales de concertation en exploitation sexuelle (Saguenay, Outaouais, Montréal, Québec, Laval, Longueuil, Lanaudière, Drummondville et Salaberry-de-Valleyfield) et d'une table nationale de concertation en exploitation sexuelle. – Ententes en cours avec les bénéficiaires du programme.
15. Formation spécialisée en exploitation sexuelle	L'organisme bénéficiaire de la mesure (Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) produit un bilan après chaque année d'activité, conformément à l'entente de subvention. Le premier bilan sera remis en mars 2024.	<ul style="list-style-type: none"> – Entente signée avec le bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN).
16. Formation non spécialisée en exploitation sexuelle	L'organisme bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN) produit un bilan après chaque année d'activité, conformément à l'entente de subvention. Le premier bilan sera remis en mars 2024.	<ul style="list-style-type: none"> – Entente signée avec le bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN).

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **038**

Le 18 janvier 2023, le gouvernement du Québec annonçait un financement total de 2 038 900 \$ pour les 18 organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs pour l'année 2023-2024, veuillez nous indiquer :

a) Le nombre total de demandes reçues;
b) Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus;
c) La liste des projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.

a. et b. Le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes refusées et le motif de refus :

- Un appel de candidatures a eu lieu à l'automne 2022 dans le cadre du Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle (PMES). Le MSP a reçu 42 demandes de financement :
 - o 18 demandes ont été retenues;
 - o 24 demandes ont été refusées :
 - 15 demandes ont été refusées pour le motif suivant : *le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien;*
 - 9 demandes ont été refusées pour le motif suivant : *la demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.*
- Pour l'année 2023-2024, 20 bénéficiaires ont été soutenus :
 - o le financement des 18 bénéficiaires a été reconduit;
 - o 2 bénéficiaires supplémentaires ont été sélectionnés parmi les demandes reçues à l'automne 2022, tel que planifié dans les normes du programme. En effet, celles-ci prévoient un budget supplémentaire en 2023-2024 pour l'ajout de 2 bénéficiaires. La sélection de ceux-ci s'effectue parmi les demandes reçues à l'automne 2022 répondant aux critères d'admissibilité du programme, mais qui n'auraient pas été retenues en 2022-2023 en raison d'un manque de disponibilité financière.

c. La liste des organismes retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu :

Bénéficiaires PMES 2023-2024	
Organismes	Montant attribué
Service de travail de rue de Chicoutimi	113 295 \$
CALACS du Saguenay	113 295 \$
Maison de Marthe	113 295 \$
Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)	113 295 \$
SQUAT Basse-Ville	113 295 \$
CALACS Agression Estrie	113 295 \$
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)	113 295 \$

Question **038**

Suite

En Marge 12-17	113 295 \$
L'Anonyme	113 295 \$
La Sortie	113 295 \$
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	113 295 \$
CALACS La Chrysalide	113 295 \$
Milieu d'Intervention et de Thérapie en Agression Sexuelle (MITAS)	113 295 \$
CALACS Coup de cœur	113 295 \$
Le TRAJET	113 295 \$
CALACS des Rivières	113 295 \$
Le refuge La Piaule Inc.	113 295 \$
Répit jeunesse	113 295 \$
Projet L.U.N.E	113 295 \$
La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	113 295 \$

Concernant la liste des organismes retenus en 2022-2023, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits de l'année dernière.

Question **039**

Pour chacune des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer l'état d'avancement de la recommandation.

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 1</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare formellement et solennellement que la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs constitue une priorité nationale.</p> <p>Qu'à cette fin, le gouvernement du Québec élabore un plan d'action à partir des présentes recommandations de la Commission. Que ce plan d'action soit révisé périodiquement par un comité interministériel qui devra faire rapport à l'Assemblée nationale tous les deux ans sur la mise en œuvre des actions et que ce rapport soit étudié par la commission compétente.</p>	Réalisé	<p>3 décembre 2020 : L'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion déclarant formellement la lutte à l'exploitation sexuelle des mineurs une priorité nationale pour le Québec.</p> <p>3 décembre 2021 : Le ministère de la Sécurité publique lançait le <i>Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs (PACSESM)</i>.</p>
<p>Recommandation n° 2</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare le 4 mars de chaque année comme étant la Journée de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs et qu'il souligne, en association avec l'ONU, la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains le 30 juillet de chaque année.</p>	Réalisé	<p>10 mars 2021 : L'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion visant à faire le 4 mars la Journée nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>
<p>Recommandation n° 3</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare la première semaine du mois de mars de chaque année la Semaine nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	Réalisé	<p>10 mars 2021 : L'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion visant à faire du 1^{er} au 7 mars la Semaine nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 4</p> <p>La Commission recommande que soit créée, et soutenue financièrement, une chaire de recherche de stature internationale en partenariat avec l'UNESCO se penchant sur le phénomène de l'exploitation sexuelle des mineurs et les réponses à y apporter.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 1 : Soutenir la réalisation de projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 5</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec confie à des experts le mandat de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur des sites liés à des entreprises enregistrées au Québec et les mesures mises en place pour la prévenir et la réprimer.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 6</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec élabore de vastes campagnes de sensibilisation multiplateformes et récurrentes visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer sur l'exploitation sexuelle des mineurs en s'adressant à l'ensemble de la population et que des volets spécifiques s'adressent aux familles et aux jeunes, aux organismes communautaires (par exemple les maisons des jeunes ou les maisons de la famille), aux intervenants sociaux, aux milieux de la restauration et de l'hôtellerie et aux organisateurs de grands événements. • Rappeler le caractère criminel de l'achat de services sexuels. 	En cours	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 7</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation pour les visiteurs à l'entrée de leurs territoires.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure A1 : Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 8</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation ciblant les jeunes Autochtones et leurs communautés sur l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure A1 : Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit (MSP)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 9</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec, avec le soutien du gouvernement fédéral, mène une campagne de sensibilisation, spécifiquement aux portes d'entrées et de sorties des aéroports, des ports et des postes-frontières, s'adressant à tous les voyageurs, quel que soit leur statut, visant à rappeler le caractère criminel de l'achat de services sexuels et de la traite des personnes sur le territoire canadien.</p>	<p>Non réalisé</p>	<p>Lors de l'élaboration du PACSESM, le Québec était aux prises avec les deuxième et troisième vagues de la pandémie de COVID-19. Conséquemment, les efforts déployés par les gouvernements fédéraux et provinciaux aux portes d'entrées et de sorties des aéroports, des ports et des postes-frontières se concentraient à ce moment essentiellement sur cette problématique. Cette recommandation avait donc été jugée complexe à mettre en œuvre dans ce contexte. Le ministère de la Sécurité publique a donc choisi de prioriser la sensibilisation directe des acteurs de l'industrie du tourisme (mesures n^{os} 21 et 22 du PACSESM) et des personnes immigrantes (mesure n^o 6 du PACSESM).</p> <p>Maintenant que le contexte est plus propice à la mise en œuvre de cette recommandation, le ministre de la Sécurité publique, M. François Bonnardel, a écrit à son homologue fédéral, le 30 mai 2023, pour demander au gouvernement du Canada de mettre en œuvre une telle campagne dans les meilleurs délais et pour offrir la collaboration du Québec à cette démarche.</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 10</p> <p>La Commission recommande que le ministère de l'Éducation intègre un contenu adapté, spécifique à la prévention et aux risques de l'exploitation sexuelle des personnes mineures au cours d'éducation à la sexualité au primaire et au secondaire.</p> <p>La Commission recommande que les thèmes suivants soient abordés au cours d'éducation à la sexualité, notamment le consentement, le respect, l'accomplissement personnel, l'estime de soi, les relations interpersonnelles saines, l'exploitation sexuelle, les méthodes de recrutement, un usage sécuritaire des médias sociaux et des technologies de l'information.</p>	En cours	<p>Mesure n° 8 : Intégrer la prévention de l'exploitation sexuelle aux contenus d'éducation à la sexualité présentés aux élèves du primaire et du secondaire et soutenir le personnel scolaire dans sa mise en œuvre (MEQ)</p>
<p>Recommandation n° 11</p> <p>La Commission recommande que les cours d'éducation à la sexualité soient donnés par du personnel enseignant formé à cet effet et appuyé par des sexologues ou autres professionnels qualifiés.</p>	En cours	<p>Mesure n° 8 : Intégrer la prévention de l'exploitation sexuelle aux contenus d'éducation à la sexualité présentés aux élèves du primaire et du secondaire et soutenir le personnel scolaire dans sa mise en œuvre (MEQ)</p>
<p>Recommandation n° 12</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une vaste campagne de sensibilisation pour les enfants et leurs parents afin de faire connaître les conséquences liées à un usage risqué des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu'à les outiller pour reconnaître les situations à risque d'exploitation sexuelle dans l'univers virtuel.</p>	En cours	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)</p> <p>Mesure n° 6 : Sensibiliser les personnes immigrantes, notamment les personnes nouvellement arrivées, à l'exploitation sexuelle des mineurs (MIFI)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 13</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place un système d'avis sur Internet qui cible directement les personnes recherchant des services sexuels de mineurs et des sites d'annonces de services sexuels.</p>	En cours	<p>Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 14</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec soutienne des initiatives visant la prévention et le dépistage de l'exploitation sexuelle des mineurs dans l'ensemble des lieux fréquentés par les jeunes.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 11 : Reconduire et bonifier le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p> <p>Mesure n° 12 : Documenter et expérimenter la pratique d'intervention en matière d'exploitation sexuelle dans le cyberspace (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 15</p> <p>La Commission recommande, en s'inspirant d'initiatives développées localement, de créer et de généraliser des programmes d'éducation à la sexualité adaptés directement aux jeunes en centre jeunesse.</p>	En cours	<p>Mesure n° 9 : Rendre disponibles et offrir des programmes d'éducation à la sexualité adaptés aux besoins des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (MSSS)</p>
<p>Recommandation n° 16</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une campagne d'information multilingue pour les victimes afin de leur faire connaître leurs droits, particulièrement lorsqu'elles sont liées à un crime et qu'elles sont manipulées par ce fait.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 7 : Effectuer des activités de sensibilisation ciblées à l'intention des jeunes victimes d'exploitation sexuelle pour leur faire connaître leurs droits ainsi que les ressources d'aide à leur disposition (MJQ)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 17</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée avec les organismes du milieu, au cours de la prochaine année, une plateforme unique et interactive dédiée à la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que cette plateforme offre de l'information et un registre interactif regroupant toutes les ressources d'aide en matière d'exploitation sexuelle des mineurs sur l'ensemble du territoire québécois.</p> <p>Qu'à cette fin, le gouvernement du Québec recense tous les outils éducatifs, les initiatives et les organismes de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des mineurs déployés au Québec.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 5 : Bonifier les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle sur le site Québec.ca (MSP)</p> <p>Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 18</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée et offre aux parents, à même la plateforme unique et interactive, les outils nécessaires afin de les conscientiser, de les accompagner et de les instruire à la problématique de l'exploitation sexuelle des mineurs et à un usage sécuritaire des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu'à les soutenir dans les interventions auprès de leurs enfants, et ce, dès le jeune âge.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 5 : Bonifier les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle sur le site Québec.ca (MSP)</p> <p>Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 19</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place dans les plus brefs délais une formule de financement à la mission pour les organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs plutôt que par projet. Que ce financement soit bonifié.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 10 : Mettre en place un programme de soutien à la mission globale pour les organismes communautaires dont l'expertise et le savoir-faire en matière d'exploitation sexuelle sont reconnus (MSP)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 20</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec s'assure que sera désignée dans chaque région administrative une table de concertation composée des différents acteurs impliqués dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que le mandat, la mission et l'appellation de ces tables soient uniformisés. Que la réalité de chaque région soit prise en compte dans la composition des tables avec la participation des acteurs des milieux institutionnels et communautaires. Que le partage d'information entre ces tables de concertation soit établi.</p> <p>La Commission recommande de reconduire les mandats des projets du programme Prévention Jeunesse en assurant le financement récurrent ainsi que d'en élargir la portée partout au Québec.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure n° 13 : Bonifier le programme Prévention jeunesse pour y inclure un volet de soutien aux tables régionales de concertation en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 21</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec uniformise un protocole approprié de partage des renseignements personnels et d'information entre les intervenants des services sociaux et des services policiers dans l'optique de prévenir et d'intervenir pour protéger les mineurs de situations d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 14 : Clarifier les règles de partage et de communication de renseignements confidentiels entre les professionnels travaillant avec des jeunes bénéficiant de services de protection de la jeunesse pour mieux les protéger en situation de risque ou d'exploitation sexuelle (MSSS)</p>

Question **039**

Suite

Recommandation n° 22

La Commission recommande que le gouvernement du Québec bonifie la formation initiale et la formation continue des intervenantes et des intervenants susceptibles d'être impliqués dans les dossiers d'exploitation sexuelle des mineurs.

Que les différents corps d'emploi ciblés comprennent entre autres :

- Les intervenantes et les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux (incluant les services préhospitaliers)
- Le personnel de première ligne dans les communautés autochtones
- Les pharmaciennes et les pharmaciens
- L'ensemble du personnel enseignant et les intervenants des niveaux primaires et secondaires
- La magistrature de la Chambre criminelle et pénale ainsi que de la Chambre de la jeunesse
- Les procureurs et les procureures aux poursuites criminelles et pénales ainsi qu'aux cours municipales
- Le personnel policier et civil au sein des organisations policières
- Les autres intervenantes et les intervenants auprès des jeunes (les organismes de loisirs, etc.)
- Les agentes et les agents des services correctionnels et de probation.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux s'assure que l'ensemble des professionnels œuvrant auprès des jeunes connaissent l'obligation de dénoncer des situations à risque d'exploitation sexuelle en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Que le contenu de la formation soit développé en partenariat entre les tables régionales et la Chaire de recherche.

En cours

Mesure n° 15 : Poursuivre, bonifier et adapter la formation de formateurs Prévention et intervention en exploitation sexuelle du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) pour les intervenantes et les intervenants spécialisés (MSP)

Mesure n° 16 : Sensibiliser les intervenantes et les intervenants susceptibles d'être en contact avec des mineurs victimes d'exploitation sexuelle à l'importance de la détection, du référencement et du signalement en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse (MSP)

Mesure n° 17 : Offrir une formation initiale et une formation de perfectionnement sur l'intervention auprès des personnes victimes d'exploitation sexuelle à l'intention des policières et des policiers ainsi que des agentes et des agents des services correctionnels (MSP)

Mesure n° 19 : Rendre accessible une formation sur l'exploitation sexuelle des mineurs aux membres de la magistrature qui officient à la Chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec (DPCP)

Mesure n° 20 : Développer et diffuser une formation visant les étudiantes et les étudiants de programmes d'enseignement supérieur menant à des corps d'emploi et à des professions liées à des dossiers d'exploitation sexuelle (MESQ)

Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle.

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 23</p> <p>La Commission recommande que l'École nationale de police du Québec développe et diffuse une formation sur l'accompagnement des victimes d'exploitation sexuelle des mineurs dans le processus judiciaire.</p>	En cours	<p>Mesure n° 18 : Tenir une journée d'actualisation des connaissances sur l'accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire à l'intention des policières et des policiers de même que pour les procureurs et procureures.</p>
<p>Recommandation n° 24</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un sceau « Non à l'exploitation sexuelle des mineurs » et en fasse la promotion notamment en partenariat avec l'industrie hôtelière, les festivals, les grands événements, l'industrie du transport de personnes, et ce, sur l'ensemble du territoire du Québec.</p> <p>Que le sceau soit disponible pour l'ensemble des commerces et que son obtention repose sur des conditions dont la formation obligatoire du personnel concernant le dépistage de l'exploitation sexuelle des mineurs et l'affichage au sein du commerce d'une publicité sensibilisant à l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	En cours	<p>Mesure n° 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle (SCF)</p>
<p>Recommandation n° 25</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec impose aux plateformes locatives numériques, aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d'hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas l'obligation d'un affichage bien en vue rappelant le caractère criminel de l'achat de services sexuels.</p>	Partiellement réalisé	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 26</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec exige que les plateformes locatives numériques, les établissements hôteliers, les propriétaires de lieux d'hébergement touristique, les salons de massage érotique et les saunas affichent de manière visible les coordonnées pour rapporter un crime d'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>Partiellement réalisé</p>	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 27</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende les subventions ou autres incitatifs fiscaux aux grands événements, représentés par le Regroupement des événements majeurs internationaux, conditionnels à la mise en œuvre de mesures de sensibilisation, de formation de leur personnel et de prévention de l'exploitation sexuelle des mineurs.</p> <p>Que la formation sur l'exploitation sexuelle des mineurs soit admissible en tant que dépense de formation pour les entreprises assujetties à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (loi du 1 %).</p> <p>Que cette démonstration d'actions concrètes (par exemple la sensibilisation du public) contre l'exploitation sexuelle des mineurs soit élaborée de concert avec la table de concertation régionale et qu'elle soit validée par la Chaire de recherche.</p> <p>Que les promoteurs déposent obligatoirement un rapport faisant état des mesures mises en place pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure n° 22 : Outiller les promoteurs de festivals et d'événements touristiques pour susciter leur engagement quant à la prévention de l'exploitation sexuelle (MTO)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 28</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande formellement au gouvernement fédéral de prendre le décret permettant l'entrée en vigueur de la disposition autorisant l'imposition de peines consécutives pour les trafiquants de la traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans.</p>	En cours	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 29</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification au Code criminel afin d'ajouter l'ensemble des crimes liés au proxénétisme aux activités visées par la confiscation des produits de la criminalité.</p>	En cours	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 30</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement du Canada de proposer une modification au Code criminel afin de diminuer la pression sur les victimes en retirant l'étape de l'enquête préliminaire lors d'accusations d'exploitation sexuelle des mineurs et de traite de personnes.</p>	En cours	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 31</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec s'assure que les clients abuseurs reconnus coupables sont inscrits au Registre national des délinquants sexuels.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>L'inscription au Registre est effectuée sur ordonnance d'un juge. Cette ordonnance doit être rendue à l'égard de certaines infractions désignées. L'obtention de services sexuels moyennant rétribution d'une personne mineure, la traite d'une personne mineure et le proxénétisme impliquant une victime mineure figurent parmi les infractions sexuelles désignées.</p> <p>Le Centre québécois d'enregistrement des délinquants sexuels procède aux inscriptions dans le Registre national des délinquants sexuels à la réception des jugements.</p>
<p>Recommandation n° 32</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rappelle aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d'hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas leur obligation de signaler toute situation à risque d'exploitation sexuelle de mineurs.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure n° 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle (SCF)</p>
<p>Recommandation n° 33</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Justice examine la possibilité de modifier le Code civil du Québec afin d'accorder aux victimes d'exploitation sexuelle un recours en dommages et intérêts imprescriptible contre un établissement hôtelier qui n'a pas agi ou alerté la police alors qu'il savait ou devait savoir qu'une personne mineure y était sexuellement exploitée.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Les dispositions actuelles du Code civil du Québec permettent déjà à une personne victime de poursuivre toute personne qui aurait commis une faute contributive aux préjudices résultant de l'exploitation sexuelle qu'elle aurait subie.</p> <p>La Loi modifiant le Code civil est entrée en vigueur en 2020. Elle vient notamment rendre imprescriptibles les actions civiles en matière d'agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale.</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 34</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec exerce son leadership lors de rencontres fédérales-provinciales-territoriales et au sein du Conseil de la fédération afin d'assurer une plus grande collaboration entre les provinces dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, dans l'arrimage des différentes lois en matière de protection de la jeunesse et dans les interventions interprovinciales.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 35</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification afin de mettre à jour les définitions de « lieu », d'« endroit public » et d'« endroit quelconque » dans les définitions inscrites au Code criminel afin d'y inclure le cyberspace privé ou public.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 36</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec développe avec le soutien de l'Union des municipalités du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités une stratégie provinciale visant à recenser la réglementation municipale liée à l'industrie du sexe, notamment en ce qui a trait à l'octroi de permis, et à l'uniformiser afin de mieux sévir en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, et ce, dans l'ensemble des municipalités et des arrondissements.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure n° 24 : Documenter l'encadrement de l'industrie du sexe par le milieu municipal afin de proposer des pistes de solution pour contribuer à un meilleur contrôle des activités qui ont cours dans ces établissements (MAMH)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 37</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique augmente les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme et ajoute des équipes régionales (satellites) ayant comme mandat prioritaire d'effectuer des opérations ciblant les clients-abuseurs.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 38</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un poste de procureur coordonnateur désigné à l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme afin de faciliter l'arrimage des poursuites liées aux dossiers de marchandisation de services sexuels de mineurs</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP)</p>
<p>Recommandation n° 39</p> <p>La Commission recommande que le Directeur des poursuites criminelles et pénales désigne des procureurs attirés aux dossiers sur l'exploitation sexuelle, dans les régions, afin d'assurer une expertise et une uniformité dans le traitement des dossiers au sein du système judiciaire.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 40</p> <p>Afin de mettre la victime mineure au centre des interventions, de faciliter la coordination et le partage d'expertise, la Commission recommande que soient greffés à l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une agente ou un agent de liaison interprovinciale • Un ou des membres des services de police autochtones • Une procureure ou un procureur coordonnateur désigné • Les centres d'aide aux victimes d'actes criminels • Le programme Les Survivantes du Service de police de la Ville de Montréal. <p>Et que l'Équipe agisse en partenariat avec les intervenants des tables de concertation régionales et qu'un lien soit établi avec la Chaire de recherche.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)</p> <p>Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP)</p> <p>Mesure n° 28 : Mettre en place une équipe spécialisée en accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 41</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, évalue les moyens de mieux outiller les corps de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure A4 : Évaluer les moyens pour mieux outiller les services de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs (MSP)</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 42</p> <p>La Commission recommande de bonifier les ressources humaines et financières afin de renforcer les équipes spécialisées dans l'analyse des nouvelles technologies et des médias sociaux et que ces ressources appuient l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme dans ses enquêtes.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 43</p> <p>La Commission recommande que le ministre de la Justice développe des orientations et des mesures permettant de déjudiciariser les victimes d'exploitation sexuelle lorsqu'elles déposent une plainte contre un proxénète ou un client-abuseur et qu'elles reçoivent de l'information complète sur leurs droits.</p>	En cours	<p>Mesure n° 29 : Développer des critères pour l'orientation des victimes vers un programme de mesures de rechange en lien avec les infractions qu'elles auraient pu commettre en contexte d'exploitation sexuelle (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 44</p> <p>La Commission recommande que les services de police augmentent les patrouilles mixtes, associant policiers et intervenants psychosociaux, ou misent sur une approche de type « police communautaire » centrée sur les victimes afin de favoriser l'efficacité des opérations, d'assurer la sécurité des victimes et de renforcer la confiance des personnes marginalisées envers les autorités.</p>	Réalisé	<p>Cette recommandation est réalisée dans le cadre du <i>Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026</i> :</p> <p>Mesure n° 2.4 : Mettre en œuvre et consolider des pratiques mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 45</p> <p>La Commission recommande d'étendre à l'ensemble du Québec des mesures pour faciliter le témoignage des victimes au tribunal, leur assurer un soutien et un accompagnement, par exemple en les préparant à rendre témoignage.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 28 : Mettre en place une équipe spécialisée en accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels.</p> <p>Mesure n° 30 : Favoriser la participation des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire, notamment celles d'âge mineur, par des mesures de facilitation du témoignage.</p>
<p>Recommandation n° 46</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Justice finance et développe, en collaboration avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales et la Chaire de recherche, un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels. Le programme doit exclure les clients de services sexuels de mineurs, les récidivistes et ceux qui en ont déjà bénéficié.</p> <p>Que ce programme comprenne les éléments suivants : une contribution volontaire des contrevenants, une formation et un suivi avec un organisme qui offre une aide psychosociale aux contrevenants.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure n° 33 : Créer un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels.</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 47</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles afin, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'accorder l'aide sociale aux victimes mineures d'exploitation sexuelle et aux personnes sans statut • De réduire le délai d'obtention d'un premier chèque • De revoir l'allocation afin qu'elle s'accorde davantage au coût de la vie • D'exclure l'indemnité accordée par le programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels du calcul des revenus considéré pour établir le montant des prestations d'aide sociale • De modifier le processus d'enquête dans les cas de fraude en raison de revenus de prostitution non déclarés (en excluant le proxénète) • De reconnaître les séquelles de l'exploitation sexuelle comme une contrainte sévère à l'emploi • De tenir compte des réalités régionales dans l'attribution des ressources financières. 	<p>Partiellement réalisé</p>	<p>Le Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1), qui introduisait notamment une exclusion relative aux indemnités accordées en matière d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles du calcul de l'aide financière de dernier recours, a été édicté le 6 octobre 2021. Les dispositions visant l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles sont entrées en vigueur le 1er janvier 2022.</p> <p>Mesure n° 31 : Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale.</p>
<p>Recommandation n° 48</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec révise les dossiers d'aide sociale des personnes exploitées sexuellement qui ont fait l'objet d'enquêtes pour fraude commise par un proxénète ou en raison des gains provenant de la prostitution et, le cas échéant, d'effacer leurs dettes et le remboursement des intérêts.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>L'article 104 de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> permet déjà à une personne de demander l'annulation de sa dette pour des circonstances telles que violence conjugale ou violence reliée à l'exploitation sexuelle.</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 49</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec instaure un programme spécial de sortie de la prostitution ayant pour objet le versement de prestations d'aide financière à toutes les victimes en processus de reconstruction leur assurant notamment un revenu, un accès aux services de santé physique et psychologique et un logement, tout en tenant compte des spécificités régionales. Que ce programme soit simple en matière de critères d'admissibilité.</p>	En cours	<p>Mesure n° 31 : Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale.</p>
<p>Recommandation n° 50</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels afin d'ajouter le proxénétisme et la traite des personnes à la liste des crimes indemnifiés, de reconnaître les victimes d'exploitation sexuelle des mineurs, d'abolir le délai de prescription, et ce, même si le crime a été commis ailleurs au Canada.</p>	Réalisé	<p>13 octobre 2021 : Entrée en vigueur de la <i>Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement</i> (LAPVIC) ainsi que son règlement d'application. Notamment, cette loi élargit la notion de personne victime afin d'inclure les proches de la personne qui subit l'infraction criminelle. Elle permet l'admissibilité de toutes les infractions criminelles contre la personne, dont celles commises hors Québec. Pour les infractions criminelles commises en contexte de violence conjugale, de violence sexuelle et de violence subie pendant l'enfance, il n'y a plus de délai pour présenter une demande.</p>
<p>Recommandation n° 51</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende accessibles aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs des soins et du soutien psychologique dès que requis, remboursés par la Régie de l'assurance maladie du Québec, et que l'accès à ces soins se poursuive après l'atteinte de la majorité.</p>	Réalisé	<p>Le MSSS entend réviser en profondeur l'offre de service en Centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (CRJDA) afin de répondre aux besoins des jeunes, notamment ceux à risque ou victime d'exploitation sexuelle ainsi que les abuseurs mineurs.</p> <p>Cette Mesure est inscrite au Plan d'action : Les fugues en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (2018) et la Commission</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 52</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec interdise la mixité des clientèles dans les centres jeunesse afin d'optimiser le rétablissement des victimes d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>spéciale sur le droit des enfants et la protection de la jeunesse a également émis des recommandations à cet égard.</p> <p>Plusieurs actions ont été et seront posées dans les prochaines années. Par exemple, un investissement de 25 M\$ annoncé à l'automne 2020 afin d'accroître l'accessibilité aux services en santé mentale pour les jeunes, un financement de 40 M\$ visant le déploiement du programme Aire Ouverte (services adaptés pour les jeunes de 12 à 25 ans), un appel à projets novateurs en CRJDA, un mandat confié à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux afin de connaître les bonnes pratiques, etc.</p>
<p>Recommandation n° 53</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée sur l'ensemble de son territoire, des lieux d'hébergement spécifiques et hautement sécuritaires dotés de services psychosociaux et éducatifs afin de protéger, de soigner et de contribuer à la réinsertion sociale des victimes d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	
<p>Recommandation n° 54</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un fonds dédié destiné à soutenir les initiatives visant l'offre d'hébergement aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs. Que ce fonds soit alimenté, entre autres, par l'entièreté des sommes saisies dans les affaires d'exploitation sexuelle des mineurs et les contributions volontaires des personnes condamnées pour l'achat de services sexuels.</p>	<p>Non réalisé</p>	<p>Cette recommandation n'avait pas été retenue puisque les jeunes filles victimes d'exploitation sexuelle ayant besoin d'hébergement peuvent déjà être accueillies au sein des CRJDA. D'ailleurs, la Loi sur la protection de la jeunesse a été modifiée en 2017 pour assurer une meilleure protection des jeunes hébergés en CRJDA en empêchant notamment les sorties des jeunes qui présentent un risque élevé de fugue qui pourraient les mettre en danger, notamment dans les cas d'exploitation sexuelle.</p> <p>Par ailleurs, il importe de souligner que la thématique des besoins résidentiels des personnes victimes d'exploitation sexuelle a été ciblée parmi les chantiers prioritaires du Comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale, soit la mesure n° 31 du PACSESM.</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 55</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose les modifications législatives qui auraient pour effet de forcer les fournisseurs et toutes les plateformes du Web (existantes, passées et à venir) à effacer et déréférencer les renseignements sur les victimes d'exploitation sexuelle et à collaborer de façon étroite avec les services de police.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>22 septembre 2021 : Sanction de la Loi modernisant les dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels. La loi octroie, à l'article 28.1, des droits à une personne concernée par un renseignement personnel, dont celui d'exiger que cesse la diffusion d'un tel renseignement ou que soit désindexé ou réindexé un hyperlien rattaché à son nom permettant d'accéder à ce renseignement par un moyen technologique. Cet article est entré en vigueur le 22 septembre 2023.</p> <p>Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 56</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette sur pied des équipes spécialisées d'aide et d'accompagnement des parents dont un ou une enfant est victime d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 57</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende disponibles des programmes de réhabilitation qui s'adressent spécifiquement aux clients-abuseurs et aux proxénètes afin d'éviter la récidive.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Le MSP soutient le développement d'une activité clinique sur la traite des personnes et l'exploitation sexuelle visant à prévenir le proxénétisme chez les jeunes contrevenants hébergés en <i>Centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation</i>.</p>

Question **039**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 58</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec, tel qu'adopté dans une motion unanime de l'Assemblée nationale, dépose dans les plus brefs délais son nouveau plan d'action en santé et bien-être des femmes. Que ce plan mette de l'avant des mesures contribuant à une sortie durable des situations d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Le Plan d'action en santé et bien-être des femmes 2020-2024 a été lancé le 18 décembre 2020.</p>

Question **040**

Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années :

- a) Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières;
b) Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) TABLEAU : NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2021 ^a	2022 ^p
TOTAL	11 743	12 102
Agressions sexuelles graves	29	28
Agressions sexuelles armées	97	100
Agressions sexuelles simples	7 123	7 539
Total des agressions sexuelles	7 249	7 667
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	4 494	4 435

Données 2023 non disponibles. Le traitement des données 2023 sera effectué en mai 2024.

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'entente ou l'arrangement d'infractions d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans (infraction abrogée le 21 juin 2019), la bestialité, la corruption d'enfants, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur, le voyeurisme, la publication non consensuelle d'une image intime, le fait de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite, le fait qu'un parent ou un tuteur serve d'entremetteur pour qu'un enfant commette des actes sexuels interdits et enfin, toute infraction sexuelle survenue avant le 4 janvier 1983.

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

Les statistiques annuelles concernant les infractions sexuelles sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/publications/statistiques-criminalite-quebec>

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **040** Suite

b) TABLEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (NOMBRE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2021 ^a	2022 ^p
TOTAL	11 743	12 102
Classées par accusation recommandée	5 130	4 069
Classées sans accusation recommandée	1 405	1 111
Total des infractions classées	6 426	5 180
Infractions non classées	5 317	6 922

TABLEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (POURCENTAGE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2021 ^a	2022 ^p
TOTAL	100,0 %	100,0 %
Classées par accusation recommandée	43,7 %	33,6 %
Classées sans accusation recommandée	12,0 %	9,2 %
Total des infractions classées	54,7 %	42,8 %
Infractions non classées	45,3 %	57,2 %

¹Les statistiques concernent toutes les infractions enregistrées par la police durant l'année correspondante (2021 ou 2022) selon leur état de classement lors de l'extraction des données en mai 2023.

Données 2023 non disponibles. Le traitement des données 2023 sera effectué en mai 2024.

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) Les données du Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces renseignements.

Question **041**

Concernant les crimes à caractère sexuel impliquant la drogue du viol, veuillez nous fournir, pour chacune des dix dernières années :

- a. Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ;
- b. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;
- c. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

Un nouveau code mesurant spécifiquement les intoxications involontaires à l'aide des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité est en application depuis le 1^{er} janvier 2024. Les données demandées pour 2024 pourront être diffusées à partir du mois de juillet 2025, à l'issue du processus de validation des données annuelles du Programme de déclaration de la criminalité mené par le ministère de la Sécurité publique.

Pour les données sur le nombre de plainte et/ou dénonciations à caractère sexuel enregistrées par les forces policières, ainsi que le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation, voir la réponse à la question QP1-040.

Le ministère de la Sécurité publique ne possède pas de données sur le nombre et le pourcentage des plaintes et/ou de dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

Question **042**

Les sommes investies en 2023-2024 pour la prévention des crimes à caractère sexuel impliquant une drogue du viol et les prévisions pour 2024-2025.

La mesure 1.1 - réaliser des actions de sensibilisation pour rappeler le caractère criminel de l'intoxication d'une personne à son insu - des mesures clés déployées pour prévenir et contrer l'intoxication d'une personne à son insu, a bénéficié d'une somme de 60 000 \$, soit 30 000 \$ pour le MSP, en crédits réguliers, et 30 000 \$ pour le Secrétariat à la condition féminine.

Par ailleurs, le ministre de la Sécurité publique a également versé les subventions discrétionnaires suivantes en 2023-2024 pour appuyer la réalisation d'initiatives visant la prévention des crimes à caractère sexuel impliquant la drogue du viol :

- 15 000 \$ à l'organisme Collectif Social afin que celui-ci poursuive le déploiement du programme d'accréditation « Commande un Angelot »;
- 12 000 \$ à Educ'alcool pour soutenir la réalisation du projet pilote de distribution de 10 000 protège-verres dans les bars de Montréal.

Outre les sommes précitées, les mesures clés annoncées le 21 juin dernier 2023 ont été réalisées à même les crédits réguliers du ministère de la Sécurité publique.

Question **043**

A

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- a. Définir et faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas subi une agression sexuelle;
- i. Les sommes prévues en 2023-2024;
 - ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024;
 - iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - iv. Le bilan de la mesure.

La trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas subi une agression sexuelle est une initiative qui a été réalisée de manière conjointe entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Sécurité publique (MSP). La participation du MSP à la réalisation de cette mesure a été effectuée à même ses crédits.

Depuis le 1^{er} décembre 2023, il est possible pour une personne présumément victime d'intoxication à son insu, sans agression sexuelle, de se présenter dans un service d'urgence, afin d'obtenir un test de détection de substances au moyen d'une trousse urinaire légale dans un délai de 48 heures et moins suivant l'intoxication. Pour la période débutant au lancement de la trajectoire et se terminant le 31 janvier 2024, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale a reçu 64 demandes d'expertises pour l'analyse de troussees urinaires légales.

Question **043**

B

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- b. Réaliser des actions de sensibilisation pour rappeler le caractère criminel de l'intoxication d'une personne à son insu;
- Les sommes prévues en 2023-2024;
 - Les sommes réellement investies en 2023-2024;
 - Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - La liste des actions de sensibilisation réalisées et le nombre de personnes rejointes.

L'élaboration et la diffusion de la campagne numérique de sensibilisation *Droguer pour agresser, c'est criminel*, ont été soutenues par une somme totale de 60 000 \$ répartie également entre le ministère de la Sécurité publique (30 k\$) et le Secrétariat à la condition féminine (30 k\$).

La diffusion de cette campagne s'est échelonnée du 22 juin au 17 septembre 2023. Les principales activités réalisées se déclinent comme suit :

- Actualisation et bonification de la section *Web Agressions en contexte d'intoxication* sur Québec.ca;
- Diffusion d'outils en ligne et imprimables, d'affiches et de bannières électroniques pour la population et les partenaires gouvernementaux;
- Publications commanditées sur les médias sociaux et organiques sur les médias sociaux du MSP et de ses partenaires gouvernementaux.

Au courant de sa période de diffusion, les principales retombées de la campagne sont les suivantes :

- Plus de 44 000 consultations de la page *Agressions en contexte d'intoxication* sur Québec.ca;
- 17 550 personnes atteintes par les publications sur la page Facebook du ministère de la Sécurité publique;
- Snapchat* a été le placement engendrant le plus d'impressions (près de 3 millions) et de visites sur Québec.ca.

Question **043**

C

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

c. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool (bars et restaurants) aux meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller, par l'entremise de la Régie des alcools, des courses et des jeux;

i. Les sommes prévues en 2023-2024;

ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024;

iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;

iv. Le nombre de détenteurs de permis d'alcool rejoints.

Cette mesure a été réalisée à même les crédits réguliers du ministère de la Sécurité publique.

Les contenus de sensibilisation ont été transmis par courriel le 13 décembre 2023 aux associations représentatives de bars et de restaurants suivantes par la Régie des alcools des courses et des jeux:

- **Association Restauration Québec** qui représente plus de 6 500 établissements de restauration;
- **Corporation des propriétaires de Bars, Brasseries et Tavernes du Québec** qui représente plus de 5 000 établissements;
- **Nouvelle Association des Bars du Québec** qui représente plus de 200 établissements;
- **Association des microbrasseries** qui représente plus de 160 microbrasseries.

Question **043**

D

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- d. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool et de permis d'agent de sécurité privé sur les meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller par l'entremise du Bureau de la sécurité privée;
- i. Les sommes prévues en 2023-2024;
 - ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024;
 - iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - iv. Le nombre de détenteurs de permis d'Alcool et de permis d'Agent de sécurité privé rejoints.

Cette mesure a été réalisée à même les crédits réguliers du ministère de la Sécurité publique. Les contenus de sensibilisation ont été transmis par courriel le 13 décembre 2023 aux détenteurs de permis d'agent de sécurité privée par le Bureau de la sécurité privée.

Un total de 38 158 agent(e)s titulaires de permis en gardiennage, 225 agences titulaires de permis en gardiennage et 10 entreprises de formation en gardiennage ont été rejoints par cette mesure.

Question **043**

E

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- e. Effectuer des activités de sensibilisation du personnel des établissements licenciés ciblés par les corps de police sur l'intoxication d'une personne à son insu;
 - i. Les sommes prévues en 2023-2024;
 - ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024;
 - iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - iv. La liste des activités de sensibilisation offertes au personnel des établissement licenciés et le nombre de personnes formées.

Cette mesure a été réalisée à même les budgets des organisations policières.

Les activités de sensibilisation menées par les corps de police se sont déroulées entre le 15 janvier et le 11 février 2024. À cette occasion, les corps de police ont réalisé des visites d'établissements licenciés, mais également d'autres activités de communication ou de sensibilisation (ex. : article de journal médias régionaux et locaux, diffusion d'un communiqué sur les médias sociaux, activité de prévention dans des lieux fréquentés par des jeunes, etc.).

Le tableau ci-bas présente le bilan des activités réalisées :

TYPE D'ACTIVITÉ	NOMBRE DE VISITES/ACTIVITÉS	NOMBRE DE PERSONNES RENCONTRÉES
Visite d'établissements licenciés	1 318	3 481
Activité de communication ou de prévention autre qu'une visite d'établissement	115	
TOTAL	1 433	

Question 043

F

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- f. Promouvoir et faire connaître le protocole d'accréditation « Commande un Angelot » de l'organisme Collectif social pour accroître le nombre d'établissements y adhérant;
- i. Les sommes prévues en 2023-2024;
- ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024;
- iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
- iv. Les activités de promotion mises en place pour faire connaître le protocole.

Afin de faire connaître le protocole d'accréditation « Commande un Angelot » à un plus grand nombre d'établissements détenteurs de permis d'alcool, les activités suivantes ont été réalisées :

- Le ministre de la Sécurité publique a parlé de « Commande un Angelot » lors de la conférence de presse du 21 juin 2023, ce qui a mené à des entrevues médiatiques individuelles avec la directrice générale de l'organisme Collectif social.
- Un lien Web vers le site de l'organisme a également été ajouté dans la page de Québec.ca concernant les agressions en contexte d'intoxication.
- Un encadré pour inciter les propriétaires de bars et les restaurateurs à obtenir leur accréditation a été ajouté dans la trousse d'outils transmis aux titulaires de permis d'alcool par la Régie des alcools, des courses et des jeux le 13 décembre 2023 (mesure 1.2 des 11 mesures annoncées).

Par ailleurs, en 2023-2024, le ministre de la Sécurité publique a octroyé un financement de 15 000 \$ à l'organisme Collectif Social à partir de son enveloppe discrétionnaire afin que celui-ci poursuive le déploiement du programme d'accréditation « Commande un Angelot ».

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question 043

G

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

g. Mener des travaux avec les corps de police et les partenaires concernés pour améliorer le décompte des infractions criminelles relatives à l'intoxication d'une personne à son insu au Québec;

i. Un état de situation des travaux effectués;

ii. La liste des partenaires et des corps de police participant aux travaux;

iii. La liste des rencontres en indiquant les dates, les personnes présentes et l'ordre du jour.

État de la situation des travaux effectués :

Un groupe de travail regroupant des partenaires du ministère de la Sécurité publique et des représentants de corps de police s'est formé à l'automne 2023. Le mandat du groupe de travail était d'identifier le moyen le plus adéquat pour mesurer spécifiquement le phénomène des intoxications involontaires à l'aide des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité. Ce moyen devait permettre d'isoler, dans les systèmes de gestion des données policières, toutes les allégations d'intoxications involontaires qui seront rapportées à un corps de police du Québec, incluant en contexte d'agression sexuelle.

À l'issue des travaux, il a été convenu qu'un code spécifique soit créé en lien avec les articles 245 (a), 245 (b) et 246 (b) du Code criminel, soit l'administration d'une substance délétère pour mettre la vie en danger (245. (a)), l'administration d'une substance délétère afin d'affliger, de tourmenter (245. (b)) et vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction en administrant ou faisant administrer à une personne ou tenter d'administrer à une personne ou tenter de lui faire prendre une drogue, matière ou chose stupéfiante ou soporifique (246.(b)).

Le 21 décembre 2023, le ministère de la Sécurité publique informait par MÉMO l'ensemble des directeurs des corps de police de la mise en opération de ce nouveau code à partir du 1^{er} janvier 2024. Des travaux de programmation des systèmes informatiques du ministère de la Sécurité publique sont menés actuellement pour recevoir ce nouveau code. Les données pourront être diffusées à partir de juillet 2025.

Liste des partenaires et des corps de police participant aux travaux :

Ministère de la Sécurité publique;

Sûreté du Québec;

Service de police de la Ville de Montréal;

Service de police de la Ville de Québec;

Service de police de la Ville de Gatineau;

Service de police de Laval;

Service de police de l'agglomération Longueuil;

Association des directeurs de police du Québec;

Centre de renseignement policier du Québec (CRPQ).

Question **043**

H

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- h. Déployer le projet pilote d'Éduc'alcool (protège-verres) dans les bars de Montréal;
- i. Les sommes prévues en 2023-2024;
- ii. Les sommes réellement investies en 2023-2024;
- iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
- iv. Le nombre de protège-verres achetés en indiquant les coûts;
- v. Le nombre de protège-verres distribués.

Le 1^{er} novembre 2023, le ministre de la Sécurité publique a versé à Éduc'alcool une subvention discrétionnaire d'un montant de 12 000 \$ pour soutenir la réalisation du projet pilote de distribution de 10 000 protège-verres dans les bars de Montréal.

Pour les autres informations demandées, il est à noter que ce projet-pilote était à l'initiative et sous la responsabilité d'Éduc'alcool, en partenariat avec le Service de police de la Ville de Montréal. Le soutien financier versé par le ministre de la Sécurité publique s'est donc effectué sur une base ponctuelle, à partir de son enveloppe discrétionnaire, en raison de la pertinence et du caractère mobilisateur du projet.

Conséquemment, le MSP ne détient pas d'information sur le prix unitaire des protège-verres ou de bilan de la distribution de ceux-ci.

Question **043**

I

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- i. Sensibiliser le gouvernement fédéral à l'importance de mettre en place un mécanisme d'homologation pour assurer l'efficacité des tests rapides autoadministrés de détection du GHB et d'autres substances;
- i. Une copie des échanges avec le gouvernement fédéral à ce sujet.

Le 19 septembre 2023, une correspondance sous la signature du ministre de la Sécurité publique, Monsieur François Bonnardel, était transmise à son homologue fédéral, Monsieur Dominic Leblanc. Il est à noter que les ministres provincial et fédéral de la santé, messieurs Christian Dubé et Mark Holland, figuraient en copie conforme de la correspondance.

Dans sa lettre, le ministre indique que :

- le 15 mars 2023, l'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité une motion reconnaissant que l'intoxication à son insu menace la santé et la sécurité des Québécoises et des Québécois et visant à ce que le gouvernement poursuive et bonifie les efforts pour la contrer;
- le ministère de la Sécurité publique a récemment annoncé 11 mesures clés pour prévenir et contrer l'intoxication d'une personne à son insu (GHB et autres substances);
- il apparaît essentiel pour le ministère de la Sécurité publique que le gouvernement fédéral amorce des travaux visant à mettre en place un mécanisme d'homologation pour assurer l'efficacité des tests rapides autoadministrés de détection du GHB et d'autres substances qui sont disponibles en vente libre;
- le Québec est disponible pour échanger à ce sujet le plus rapidement possible.

Le MSP demeure en attente d'un retour du gouvernement fédéral à cet effet.

Question **043**

J

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- j. Identifier les meilleures pratiques encadrant la gestion des cas d'intoxication d'une personne à son insu et les communiquer aux policiers;
- i. Veuillez nous fournir le bilan des meilleures pratiques effectuées.

Le MSP a transmis les informations suivantes aux corps de police afin que les policiers soient au fait des meilleures pratiques encadrant la gestion des cas d'intoxication d'une personne à son insu :

- Des conseils pour mieux prévenir l'intoxication d'une personne à son insu ainsi que les comportements à adopter et à éviter lorsqu'on vient en aide à une personne victime d'intoxication à son insu;
- Les signes à surveiller pour reconnaître qu'une personne est intoxiquée;
- Des informations sur le programme d'accréditation « Commande un Angelot », afin qu'ils puissent le recommander aux établissements détenteurs de permis d'alcool;
- Une liste de ressources d'aide disponibles pour répondre aux différents besoins d'une personne victime d'intoxication à son insu.

Par ailleurs, les corps de police ont également reçu des informations relatives à leur rôle et les actions à poser dans le cadre de la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas lieu de croire qu'elles ont subi une agression sexuelle.

Question **043**

K

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- k. Faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas lieu de croire qu'elles ont subi une agression sexuelle.
- i. Veuillez nous fournir la trajectoire produite.

Les informations sur la trajectoire sont disponibles sur [Aide aux personnes victimes | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

Question **044**

Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer :

a) La ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP;

b) La ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.

a. Pour la ventilation du montant de 44 M\$, veuillez vous référer au DPCP.

b. Afin d'assurer un meilleur accompagnement des victimes de violence conjugale et d'accroître la surveillance accrue des contrevenants, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a accordé un montant total de 27 M\$ sur 5 ans pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale, soit 24,225 M\$ pour les ressources au sein de corps de police au Québec et 2,77 M\$ pour les ressources œuvrant au sein des services correctionnels, pour l'ajout de 6 effectifs.

Les investissements de 24,225 M\$ sur 5 ans pour les corps de police sont répartis ainsi :

Corps de police	Contribution réelle du MSP (\$)					Total
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	
SQ	696 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Gatineau	174 000	247 860	252 450	257 220	261 990	1 193 520
Laval	174 000	290 000	290 000	290 000	290 000	1 334 000
Lévis	79 569	140 715	144 540	145 000	145 000	654 824
Longueuil	174 000	284 850	290 000	290 000	290 000	1 328 850
Québec	261 000	435 000	435 000	435 000	435 000	2 001 000
Roussillon	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Sherbrooke	81 345	142 058	144 899	145 000	145 000	658 302
Trois-Rivières	86 580	143 280	144 090	145 000	145 000	663 950
Collines-de-l'Outaouais	55 080	94 590	94 590	94 590	94 590	433 440
Saint-Eustache	49 140	75 960	77 490	79 110	80 730	362 430
Thérèse-De Blainville	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Mirabel	57 870	94 770	97 020	99 270	101 610	450 540
Saint-Jérôme	73 530	145 000	145 000	145 000	145 000	653 530
Montréal	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Terrebonne	145 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000

Question **044** Suite

Granby	84 195	107 370	110 250	81 450	83 700	466 965
Richelieu Saint-Laurent	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Saguenay	43 200	108 531	110 340	112 230	114 120	488 421
Total	3 133 509	5 209 984	5 235 669	5 218 870	5 231 740	24 029 772

*La différence entre le montant annoncé de 24,225 M\$ et celui de la contribution réelle prévue de 24,030 M\$ (total du tableau) s'explique par le fait que certains corps de police ont proposé des projets à coûts moindres que le maximum accordé par le MSP.

Question **045**

Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2023-2024 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.

Pour l'action 6 « Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police et des services correctionnels afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'interventions », voir réponse à la QP1-044 b).

Pour l'action A4 « Ajouter du personnel en violence conjugale au sein de corps de police autochtones, afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'interventions » :

- Le MSP dispose d'une enveloppe de 9,8 M\$ pour mettre en œuvre la mesure. Une partie de cette enveloppe est utilisée pour verser une subvention à l'Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuit du Québec (ADPPNIQ) pour la mise en place d'une structure de services partagés pour les corps de police autochtones (CPA). Cette subvention est de 675 000 \$ pour l'année 2023-2024.
 - L'ADPPNIQ compte à son effectif deux conseillers (coordonnateurs de projet) attirés aux relations avec les CPA, un conseiller aux communications et une adjointe administrative.
 - De la promotion a été effectuée auprès des CPA : rencontre avec l'ADPPNIQ, appel de projets aux Conseils de bande et aux CPA, rencontres personnalisées, visites dans les communautés, colloque des directeurs de police des Premières Nations et des Inuit, etc.
- Au cours de l'année 2023-2024, 14 ententes étaient en vigueur afin d'ajouter 14 effectifs (policiers et civils) chargés des dossiers de violence conjugale et violence sexuelle à l'intérieur de 14 CPA. Ces ressources sont maintenant toutes en fonction dans les CPA concernés.
- Des subventions d'un montant de 1 992 418 \$ ont donc été accordées aux CPA en 2023-2024.

Question **046**

Concernant le projet de déploiement des bracelets antirapprochement au Québec, veuillez nous indiquer :

- a. La liste des régions qui ont actuellement accès aux bracelets antirapprochement;
- b. Le plan de déploiement des bracelets antirapprochement pour 2024-2025;
- c. Par région, veuillez nous indiquer :
 - i. Le nombre de dossiers dont un juge de la Commission des libérations conditionnelles ou la direction d'un établissement ont imposé le port d'un bracelet;
 - ii. Le nombre de bracelets en circulation;
 - iii. Le nombre d'interventions de la centrale de surveillance suite à une alerte;
 - iv. Le nombre d'interventions policières suite à une alerte;
 - v. Le délai d'intervention moyen suite au déclenchement d'une alerte.
- d. Depuis l'entrée en fonction du bracelet, veuillez nous dresser la liste des incidents survenus suite à un problème avec le bracelet. Pour chacun des événements, veuillez nous indiquer la date, le problème survenu et les correctifs apportés;

Le 29 septembre 2023, le déploiement du bracelet antirapprochement dans l'ensemble des régions du Québec a été complété à l'exception de certaines communautés inuites du Nord-du-Québec dont le réseau cellulaire est absent ou instable.

Régions	Nombre de bracelets antirapprochement imposés		
	Par un juge	Par la CQLC ¹	Par un DE ²
Réseau correctionnel de l'Est-du-Québec	100	-	4
Réseau correctionnel de l'Ouest-du-Québec	125	-	1
Réseau correctionnel de Montréal	41	-	2

¹ Commission québécoise des libérations conditionnelles

² Directeur d'établissement de détention

* Pour des raisons de confidentialité et de sécurité, les régions concernées ne peuvent pas être révélées.

Au 31 janvier 2024, il y avait 209 bracelets anti-rapprochements en circulation. Pour des raisons de confidentialité et de sécurité, les régions concernées ne peuvent pas être révélées. Au 31 décembre 2023, la centrale de surveillance est intervenue à 528 reprises après avoir reçu une alerte lui indiquant qu'un porteur de bracelet était en approche d'une zone interdite. De ce nombre, 21 alertes ont donné lieu à une intervention policière parce que le porteur du bracelet a volontairement pénétré dans la zone interdite, malgré les interventions de la centrale de surveillance. Au 31 janvier 2024, le ministère de la Sécurité publique recense un total de 594 interventions policières à travers la province, et ce, pour tous les types d'alarmes confondues. Cela ne signifie pas que les déplacements policiers sont tous liés à des rapprochements avec la victime ou que le périmètre interdit a été franchi. Lors du déclenchement d'une alarme, la centrale de surveillance s'enquiert immédiatement du type d'alarme reçue afin de déterminer le bon protocole à appliquer selon les circonstances. Lorsque la situation le requiert, la centrale de surveillance communique immédiatement avec le centre secondaire d'appels d'urgence pour assurer la protection de la personne victime via les services policiers ainsi qu'avec le porteur du bracelet antirapprochement afin de poser les actions appropriées. Les données quant au temps moyen des interventions policières ne sont pas colligées, toutefois l'ensemble des actions posées par les acteurs dans le cadre de la mesure du bracelet antirapprochement sont déclenchées de façon prioritaire.

Question **046**

Suite

Liste des incidents 2023-2024

Incident répertorié	Date	Problème survenu	Correctifs apportés
Perte de précision de la géolocalisation	Septembre 2023	Un contrevenant a réussi à se rapprocher d'une personne victime, sans qu'une alarme soit déclenchée. Normalement, un tel rapprochement engendre une alerte à la centrale de surveillance et il s'ensuit la mise en œuvre rapide des protocoles visant à assurer la sécurité de la victime. Néanmoins, à la suite de l'appel d'urgence, les policiers sont rapidement intervenus et le contrevenant a été mis en état d'arrestation la journée même.	Mise en place de mesures correctives, notamment au regard des systèmes informatiques et des protocoles d'intervention, afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise. Une intervention de soutien immédiate a été effectuée auprès de la victime et des suivis réguliers ont été assurés auprès de cette dernière, qui a maintenu sa participation au programme malgré l'événement.
Ajustement des sangles	Octobre 2023	Une situation relative à l'installation d'une sangle mal ajustée a été portée à l'attention du Sous-ministériat des services correctionnels.	Dès la réception de l'information, la vérification et le réajustement de la sangle dudit dispositif ont été effectués. À la lecture des informations contenues au dossier, cette situation apparaissait circonscrite et spécifique à l'individu ciblé par ces interventions.
Ajustement des sangles	Décembre 2023	Une arrestation d'un porteur de bracelet antirapprochement en vertu du Code de la sécurité routière a révélé que ce dernier ne portait pas son dispositif. Le contrevenant avait retiré le bracelet fixé à sa cheville sans qu'une alarme n'ait été déclenchée à la centrale de surveillance.	Immédiatement après cet événement, le Sous-ministériat des services correctionnels a procédé à la vérification de tous les bracelets antirapprochements en circulation au Québec. Au terme de l'exercice, cette opération a permis de confirmer que l'ensemble des dispositifs étaient conformes et fonctionnels. Le Sous-ministériat des services correctionnels a instauré une nouvelle procédure visant l'inspection visuelle préventive et périodique du bracelet antirapprochement de l'ensemble des porteurs, et ce, tout au long de l'application de la mesure. Cette directive est destinée à détecter toute anomalie émanant du processus d'installation ou d'un bris d'équipements. Des rencontres d'information et de sensibilisation ont été effectuées auprès du personnel correctionnel, et une nouvelle alarme a été configurée pour la centrale de surveillance.

Au 31 janvier 2024

Question **047**

Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 proposait de mettre en place une Cellule Identification-Disparition au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) afin de réanalyser le contenu de dossiers de disparition et à l'identification de restes humains inconnus. En lien avec cette intention identifiée dans le Plan stratégique, veuillez nous indiquer :

- a. Le nombre de ressources affectées à temps plein à cette Cellule;
- b. Le nombre de ressources affectées à temps partiel à cette Cellule;
- c. La date d'entrée en fonction de la Cellule;
- d. Le nombre de dossiers réanalysés pour l'année financière 2023-2024.

- a) Le nombre de ressources affectées à temps plein à cette Cellule : 1
- b) Le nombre de ressources affectées à temps partiel à cette Cellule : 0
- c) La date d'entrée en fonction de la Cellule : 2022
- d) Le Nombre de dossier réanalysés pour l'année financière 2023-2024 : 137

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **048**

État de situation, au 31 mars 2024, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années :

- a) Le budget pour chacune des années;
b) Nombre d'employés;
c) Nombre de postes vacants;
d) Liste des interventions pour chacune des années.

a) 1 317 330 \$ (2023-2024)

b)

Nombres d'employés	
Techniciens et assimilés	11
Professionnels	2
Personnel de bureau	3
Cadres	1
TOTAL	17

c) Nombre de postes vacants : 2

d)

Listes des interventions	
Points d'information produits	107
Rapports d'événement produits	198
Bulletins de l'opération déglçage produits	14
Bulletins du suivi de la crue printanière	15
Demandes d'autorisation d'intervention en sécurité incendie en territoire non organisé	1
Demandes reçues en recherche et sauvetage (opération, formation/exercices, Radio Amateur du Québec inc.)	141
Bilan des événements signalés à la sécurité civile	984
Nombre total d'appels traités par le COG (lignes partenaires et lignes sécurité civile)	31 366
Nombre de comptes rendus produits pour les lignes partenaires au COG	13 999

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **049**

Au 31 mars 2024, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Veuillez également préciser :

- a) Le nombre d'effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d'emploi;
- b) Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire;
- c) Le nombre de postes vacants, par corps d'emploi;
- d) Le nombre de postes à combler (policiers et civils);
- e) Le nombre de départs à la retraite, par corps d'emploi;
- f) Le nombre de démissions, par corps d'emploi.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPaux (31 décembre 2022)

DESSERTES DES CORPS DE POLICE MUNICIPaux

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1831-2022)
1	Unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	11 757
	Unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	70 823
	Multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 727
				Magog	28 300
				Orford	5 189
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 773
	Unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	100 188
	Unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	82 061
Unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 884	
2	Unique	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	62 643
	Multiple	Châteauguay	Roussillon	Beauharnois-Salaberry	14 412
				Châteauguay	51 614
				Léry	2 451
				Saint-Isidore	2 930
	Multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption	24 202
				Saint-Sulpice	3 413
	Unique	Lévis	Hors MRC-Lévis	Lévis	154 091

Question **049**

Suite

	Unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	53 009	
	Unique	Mercier	Roussillon	Mercier	15 239	
	Multiple	Mirabel		Hors MRC-Mirabel	Mirabel	64 032
				La Rivière-du-Nord	Saint-Colomban	18 443
	Multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley		11 615
				Chelsea		8 337
				La Pêche		8 640
				L'Ange-Gardien		6 574
				Pontiac		6 208
	Multiple	Lac des Deux Montagnes (régie)	Deux-Montagnes	Val-des-Monts		13 061
				Deux-Montagnes		18 394
				Pointe-Calumet		6 377
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac		20 922
	Multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Saint-Joseph-du-Lac		7 338
				Candiac		23 685
				Delson		8 468
				La Prairie		26 460
				Saint-Constant		31 000
				Sainte-Catherine		17 374
	Multiple	Repentigny	L'Assomption	Saint-Mathieu		2 378
Saint-Philippe					7 972	
Charlemagne					6 357	
Multiple	Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Repentigny		88 088	
			Beloeil		24 806	
			Carignan		11 931	
			Chambly		31 462	

Question **049**

Suite

				McMasterville	5 894	
				Mont-Saint-Hilaire	19 415	
				Otterburn Park	8 624	
				Saint-Basile-le-Grand	17 500	
				Saint-Jean-Baptiste	3 380	
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 975	
			Marguerite-d'Youville	Calixa-Lavallée	567	
				Contrecoeur	10 174	
				Saint-Amable	13 587	
				Sainte-Julie	31 030	
				Varenes	21 584	
				Verchères	5 844	
			Rouville	Richelieu	5 619	
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 648	
	Multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay	Larouche	1 676	
				Hors MRC-Saguenay	Saguenay	147 952
	Unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	46 434	
	Unique	Sherbrooke	Hors MRC-Sherbrooke	Sherbrooke	175 114	
	Multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Bois-des-Filion	10 480	
				Les Moulins	Sainte-Anne-des-Plaines	15 905
				Terrebonne	122 098	
	Multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Thérèse-De Blainville	Boisbriand	28 122	
					Lorraine	9 715
					Rosemère	14 535
					Sainte-Thérèse	26 702
	Unique	Trois-Rivières	Hors MRC-Trois-Rivières	Trois-Rivières	142 598	

Question **049**

Suite

3	Unique	Gatineau	Hors MRC-Gatineau	Gatineau	292 281
	Unique	Laval	Hors MRC-Laval	Laval	446 369
Multiple	Longueuil	Hors MRC-Longueuil	Boucherville	42 425	
			Brossard	91 693	
			Longueuil	253 629	
			Saint-Bruno-de-Montarville	27 147	
			Saint-Lambert	22 789	
4	Multiple	Québec	Hors MRC-Québec	L'Ancienne-Lorette	16 777
				Québec	556 066
				Notre-Dame-des-Anges	321
				Saint-Augustin-de-Desmaures	20 213
5	Multiple	Montréal	Hors MRC-Montréal	Baie-D'Urfé	3 889
				Beaconsfield	19 755
				Côte-Saint-Luc	35 419
				Dollard-des-Ormeaux	49 908
				Dorval	19 993
				Hampstead	7 372
				Kirkland	19 930
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 800 055
				Montréal-Est	4 4565
				Montréal-Ouest	5 389
				Mont-Royal	21 439
				Pointe-Claire	34 548
Sainte-Anne-de-Bellevue	5 026				
Senneville	1 003				

Question **049**

Suite

				Westmount	19 938
				Population totale desservie :	5 892 635
				Nombre de municipalités desservies :	96
				Nombre de CPM :	29

Il s'agit des données de 2022 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2023 seront traitées à partir de juillet 2024. À noter que la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette est desservie par la Sûreté du Québec depuis le 1^{er} janvier 2022. De plus, au cours de l'année 2022, le corps de police de Saint-Jean-sur-Richelieu est passé graduellement d'un niveau 1 à un niveau 2.

Question **049**

Suite

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

Corps de police	Population du décret 1831-2022	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹
Blainville	62 643	2	63
Bromont	11 757	1	16
Gatineau	292 281	3	260
Granby	70 823	1	59
Laval	446 369	3	376
Lévis	154 091	2	110
Mascouche	53 009	2	52
Mercier	15 239	2	12
Saint-Eustache	46 434	2	50
Saint-Jean-sur-Richelieu ²	100 188	1	98
Saint-Jérôme	82 061	1	78
Sherbrooke	175 114	2	182
Thetford Mines	25 884	1	20
Trois-Rivières	142 598	2	116
Population totale :	1 678 491		
Nombre de policiers permanents (surveillance):			1 492
Nombre de CPM :	14		

Il s'agit des données de 2022 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2023 seront traitées à partir de juillet 2024.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

² Au cours de l'année 2022, le corps de police de Saint-Jean-sur-Richelieu est passé graduellement d'un niveau 1 à un niveau 2.

Question **049**

Suite

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1831-2022	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1831-2022
Châteauguay	71 407	2	86	Beauharnois	14 412
				Châteauguay	51 614
				Léry	2 451
				Saint-Isidore (paroisse)	2 930
L'Assomption	27 615	2	27	L'Assomption	24 202
				Saint-Sulpice	3 413
Longueuil	437 683	3	457	Boucherville	42 425
				Brossard	91 693
				Longueuil	253 629
				Saint-Bruno-de-Montarville	27 147
				Saint-Lambert (ville)	22 789
Memphrémagog (régie)	37 989	1	36	Austin	1 727
				Magog	28 300
				Orford	5 189
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 773
Mirabel	82 475	2	52	Mirabel	64 032
				Saint-Colomban	18 443
Montréal	2 048 125	5	2 646	Baie D'Urfé	3 889
				Beaconsfield	19 755
				Côte-Saint-Luc	35 419
				Dollard-des-Ormeaux	49 908

Question **049**

Suite

				Dorval	19 993
				Hampstead	7 372
				Kirkland	19 930
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 800 055
				Montréal-Est	4 456
				Montréal-Ouest	5 389
				Mont-Royal	21 439
				Pointe-Claire	34 548
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 026
				Senneville	1 003
				Westmount	19 938
MRC Les Colline-de-l'Outaouais ²	54 435	2	46	Cantley	11 615
				Chealsea	8 337
				L'Ange-Gardien (82005)	6 574
				La Pêche	8 640
				Pontiac	6 208
				Val-des-Monts	13 061
Québec	593 377	4	636	L'Ancienne-Lorette	16 777
				Notre-Dame-des-Anges	321
				Québec	556 066
				Saint-Augustin-Desmaures	20 213
Lac des Deux Montagnes (régie)	53 031	2	50	Deux-Montagnes	18 394
				Pointe-Calumet	6 377
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	20 922

Question **049**

Suite

				Saint-Joseph-du-Lac	7 338
Roussillon (régie)	117 337	2	92	Candiac	23 685
				Delson	8 468
				La Prairie	26 460
				Saint-Constant	31 000
				Sainte-Catherine	17 374
				Saint-Mathieu	2 378
				Saint-Philippe	7 972
Repentigny	94 445	2	88	Charlemagne	6 357
				Repentigny	88 088
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	219 040	2	203	Beloeil	24 806
				Calixa-Lavallée	567
				Carignan	11 931
				Chambly	31 462
				Contrecoeur	10 174
				McMasterville	5 894
				Mont-Saint-Hilaire	19 415
				Otterburn Park	8 624
				Richelieu	5 619
				Saint-Amable	13 587
				Saint-Basile-le-Grand	17 500
				Sainte-Julie	31 030
				Saint-Jean-Baptiste	3 380
Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 648				
Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 975				

Question **049**

Suite

				Varenes	21 584
				Verchères	5 844
Saguenay	149 628	2	135	Larouche	1 676
				Saguenay	147 952
Terrebonne	148 483	2	178	Bois-des-Filion	10 480
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 905
				Terrebonne	122 098
Thérèse-De Blainville (régie)	79 074	2	86	Boisbriand	28 122
				Lorraine	9 715
				Rosemère	14 535
				Sainte-Thérèse	26 702
Nombre de CPM :	15		4 818	Population totale :	4 214 144
				Nombre de municipalités desservies :	82

Il s'agit des données de 2022 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2023 seront traitées à partir de juillet 2024.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

² La municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette est desservie par la Sûreté du Québec depuis le 1er janvier 2022.

Question **049**

Suite

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1516-2021	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1516-2021
Châteauguay	70 063	2	86	Beauharnois	13 881
				Châteauguay	50 927
				Léry	2 421
				Saint-Isidore (paroisse)	2 834
L'Assomption	27 197	2	24	L'Assomption	23 795
				Saint-Sulpice	3 402
Longueuil	434 373	3	439	Boucherville	42 551
				Brossard	90 787
				Longueuil	251 639
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 873
				Saint-Lambert (ville)	22 523
Memphrémagog (régie)	37 553	1	35	Austin	1 718
				Magog	28 083
				Orford	5 006
				Sainte-Catherine de Hatley	2 746
Mirabel	80 078	2	47	Mirabel	61 935
				Saint-Colomban	18 143
Montréal	2 033 041	5	2 697	Baie D'Urfé	3 962
				Beaconsfield	20 124
				Côte-Saint-Luc	34 911
				Dollard-des-Ormeaux	49 696

Question **049**

Suite

				Dorval	19 735
				Hampstead	7 473
				Kirkland	20 081
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 784 681
				Montréal-Est	4 305
				Montréal-Ouest	5 395
				Mont-Royal	21 798
				Pointe-Claire	34 174
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 020
				Senneville	994
				Westmount	20 687
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	53 973	2	47	Cantley	11 432
				Chealsea	7 981
				L'Ange-Gardien (82005)	6 299
				La Pêche	8 474
				Notre-Dame-de-la-Salette	853
				Pontiac	6 146
				Val-des-Monts	12 788
Québec	586 020	4	621	L'Ancienne-Lorette	16 778
				Notre-Dame-des-Anges	313
				Québec	548 996
				Saint-Augustin-Desmaures	19 933
Lac des Deux Montagnes (régie)	52 209	2	42	Deux Montagnes	18 235
				Pointe-Calumet	6 444

Question **049**

Suite

				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	20 298
				Saint-Joseph-du-Lac	7 232
Roussillon (régie)	115 733	2	93	Candiac	23 113
				Delson	8 397
				La Prairie	26 380
				Saint-Constant	30 539
				Sainte-Catherine	17 421
				Saint-Mathieu	2 323
				Saint-Philippe	7 560
Repentigny	93 644	2	94	Charlemagne	6 253
				Repentigny	87 391
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	217 290	2	173	Beloeil	24 672
				Calixa-Lavallée	552
				Carignan	11 743
				Chambly	31 450
				Contrecoeur	9 838
				McMasterville	5 950
				Mont-Saint-Hilaire	19 247
				Otterburn Park	8 383
				Richelieu	5 624
				Saint-Amable	13 356
				Saint-Basile-le-Grand	17 414
				Sainte-Julie	30 992
				Saint-Jean-Baptiste	3 293
Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 596				

Question **049**

Suite

				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 824
				Varenes	21 530
				Verchères	5 826
Saguenay	149 221	2	134	Larouche	1 686
				Saguenay	147 535
Terrebonne	146 925	2	130	Bois-des-Filion	10 368
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 664
				Terrebonne	120 893
Thérèse-De Blainville (régie)	78 588	2	82	Boisbriand	27 853
				Lorraine	9 658
				Rosemère	14 516
				Sainte-Thérèse	26 561
Nombre de CPM :	15		4 744	Population totale :	4 175 908
				Nombre de municipalités desservies :	83

Il s'agit des données de 2021 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2022 seront traitées à partir de juillet 2023. À noter que le Service de police de la Ville de Mont-Tremblant a été aboli le 22 juin 2021. Les services policiers sur le territoire de cette municipalité sont désormais assurés par la Sûreté du Québec.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

Question **050**

Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel													Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants			Infractions aux autres lois fédérales			Infractions aux lois provinciales												
	Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)			Infractions - Conduite de véhicules			Total																	
	Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹			Infractions classées ¹			Infractions classées ¹			Infractions classées ¹			Infractions classées ¹			Infractions classées ¹								
	Nombre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nombre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nombre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nombre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nombre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nombre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nombre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nombre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	103 406	57 392	15 272	70,3%	158 065	20 531	7 534	17,8%	31 451	24 919	1 683	84,6%	30 690	13 967	1 577	50,6%	323 612	116 809	26 066	44,2%	8 862	6 440	419	77,4%	736	569	54	84,6 %	8 519	6 468	504	81,8 %

Source : ministère de la Sécurité publique. Données 2022 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones. p : données provisoires

¹ Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2022, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2022.

Données 2023 non disponibles. Elles seront disponibles à l'automne 2024. Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **051**

Pour l'année 2023-2024, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

- Nouvelles ententes intermunicipales :
 - Le 14 juin 2023, la nouvelle entente de desserte policière liant les villes de Saint-Colomban et de Mirabel pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2028 a été approuvée par le ministre de la Sécurité publique.
 - Le 5 décembre 2023, la nouvelle entente de desserte policière liant les municipalités d'Austin, du Canton d'Orford, de Sainte-Catherine-de-Hatley et la Ville de Magog a été approuvée par le ministre de la Sécurité publique.
 - Le 14 février 2024, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent soumettait au MSP une version finale de l'entente signée par les 17 municipalités membres ainsi que leurs résolutions autorisant sa signature. L'entente sera soumise pour approbation au ministre de Sécurité publique prochainement. Sous réserve de l'approbation de ce dernier ainsi que de la ministre des Affaires municipales, l'entente entrera en vigueur le 23 mai 2024 et sera valide jusqu'au 22 mai 2034.

- Opté pour la Sûreté du Québec (SQ) :
 - Aucune

Question **052**

Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.

Aucune municipalité n'a entrepris officiellement des démarches pour être desservie par la Sûreté du Québec en 2023-2024.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **053**

Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.
Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28, 29, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La liste des services de police inspectés avec l'année de la dernière inspection pour chacun d'eux est présentée ici-bas. À noter que certains ont été inspectés à plus d'une reprise au cours des cinq dernières années, sur différentes thématiques. Le tableau ne présente que la plus récente.

Dernières inspections des corps de police (en date du 5 février 2024)

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2023
Service de police Kebaowek	2023
Service de police Timiskaming	2023
Service de police de Mirabel	2023
Sécurité publique Uashat Mak Mani-Utenam	2023
Service de police de la Ville de Mercier	2023
Service de la sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	2023
Sûreté du Québec	2023
Kahnawake Peacekeepers	2023
Service de police de la Ville de Granby	2023
Service de police de la Ville de Gatineau	2023
Régie de police de Memphrémagog	2023
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	2023
Sécurité publique Mashteuiatsh	2023
Gesgapegiag Police	2023

Question **053**

Suite

Listiguj Police Department	2023
Service de police de la Ville de Bromont	2023
Akwesasne Mohawk Police Service	2022
Service de police de Nunavik	2022
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2022
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	2022
Service de police de la Ville de Québec	2022
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2022
Service de police de Lac Simon	2022
Service de police de Laval	2022
Service de police de la Ville de Lévis	2022
Corps de police de Manawan	2021
Corps de police de Pessamit	2021
Corps de police de Wendake	2021
Corps de police du village Naskapi	2021
Service de la sécurité publique de Saguenay	2021
Service de police de la Ville de Châteauguay	2021
Service de police de la Ville de Montréal	2021
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	2021
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	2021
Service de police de Repentigny	2021
Bureau des enquêtes indépendantes	2020

Question **053**

Suite

Corps de police de Essipit	2020
Corps de police de Kitigan Zibi	2020
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2020
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	2020
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	2020
Service de police de la Ville de Blainville	2020
Service de police de Terrebonne	2020
Régie intermunicipale de police de Roussillon	2019
Sécurité publique de Pakua Shipi	2019
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2019
Service de police de Pikogan	2019
Service de police de Sherbrooke	2019
Service de police de Wemotaci	2019
Corps de police des Abénakis	2018

Question **054**

La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ 2023-2024	DISTRICTS COUVERTS ⁴
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	7	704	549 809 \$	17
Algonquins	Eagle Village (Kebaowek)	Corps de police	7	302	502 143 \$	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	10	1 233	775 542 \$	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	14	1 570	1 439 913 \$	8
Algonquins	Pikogan (Abitibiwinni)	Corps de police	6	558	456 780 \$	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	8	528	686 066 \$	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	10	2 203	1 010 815 \$	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	15	2 135	1 815 874 \$	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	10	1 318	856 011 \$	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	97	18 889	12 264 936 \$	10
Hurons	Wendake	Corps de police	10	2 210	941 582 \$	3

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes de prestation des services policiers (postes équivalents temps complets).

² Source : Gazette officielle. Décret de population 1831-2022.

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel de l'entente tripartite pour l'année financière 2023-2024. Ce montant inclut les montants supplémentaires accordés aux avenants.

⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

Question **054**

Suite

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	POPULATION DESSERVIE	COÛT ANNUEL 2023-2024	DISTRICT COUVERT
Innus	Essipit	Corps de police	6	278	391 671 \$	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	11	2 087	1 092 155 \$	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	7	231	792 257 \$	9
Innus	Pessamit	Corps de police	10	2 429	1 030 892 \$	9
Innus	Uashat-Maliothenam	Corps de police	21	3 252	1 728 110 \$	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	85	14 673	15 706 481 \$	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	7	708	651 022 \$	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	14	1 564	1 272 442 \$	11
Mohawk	Akwesasne	Corps de police	35 ⁵	2 426	2 638 769 \$ ⁶	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	36	10 269	2 939 324 \$	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	11	636	1 177 440 \$	9

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

⁵ Ce nombre inclut les policiers supplémentaires de l'entente bilatérale dans le cadre du renforcement de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu.

⁶ L'entente avec Akwesasne est quadripartite. La quote-part de chacune des parties est la suivante : Canada 52 %, Ontario 24 %, Québec 24 %. Le montant inclut les sommes versées en 2023-2024 dans une entente bilatérale dans le cadre du renforcement de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu.

Question **055**

Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.

Communautés	Montant fédéral (52 %)
Akwesasne	3 491 082 \$
Eagle Village-Kipawa (Kebaowek)	543 989 \$
Eeyou-Eenou (Cris)	13 287 014 \$
Essipit	424 310 \$
Gesgapegiag	705 273 \$
Kahnawake	3 184 268 \$
Kativik	17 015 354 \$
Kawawachikamach	1 275 560 \$
Kitigan Zibi	840 171 \$
Lac-Simon	1 559 905 \$
Listuguj	1 378 479 \$
Manawan	1 095 050 \$
Mashteuiatsh	1 183 167 \$
Odanak-Wôlinak	595 627 \$
Opitciwan	1 967 196 \$
Pakua Shipi	858 281 \$
Pessamit	1 116 767 \$
Pikogan (Abitibiwinni)	494 844 \$
Timiskaming	743 238 \$
Uashat-Maliotenam	1 872 120 \$
Wemotaci	927 346 \$
Wendake	1 020 047 \$

Note : Cette information provient des ententes tripartites sur la prestation des services policiers et couvre l'année financière 2023-2024 ainsi que les montants supplémentaires accordés aux avenants.

Question **056**

Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.

Le MSP ne détient aucune analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale.

Question **057**

Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2023-2024.

Nom du corps policier	2020	2021	2022
Service de police de la Ville de Québec	19	14	9
Service de police de l'Assomption-Saint-Sulpice	-	-	-
Service de sécurité publique de Saguenay	-	1	-
Sûreté du Québec, MRC d'Acton	-	4	-
Sûreté du Québec, MRC de Beauharnois-Salaberry	2	1	1
Sûreté du Québec, MRC de Charlevoix	-	-	1
Sûreté du Québec, MRC de D'Autray	1	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Drummond	-	1	-
Sûreté du Québec, MRC de La Jacques-Cartier	2	1	-
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	-	1	-
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-l'Or	-	-	2
Sûreté du Québec, MRC de La Haute-Yamaska	1	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Matawinie	2	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Mekinac	-	1	-
Sûreté du Québec, MRC de Pierre-de Saurel	1	-	5
Sûreté du Québec, MRC de Sept-Rivières	-	-	1
Sûreté du Québec, MRC des Laurentides	-	-	1
Sûreté du Québec, MRC des Maskoutains	-	1	-
Sûreté du Québec, MRC du Domaine-du-Roy	-	3	-
Sûreté du Québec, MRC du Granit	-	1	-
Sûreté du Québec, MRC du Val-Saint-François	1	-	-
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de Shawinigan	-	-	1
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de La Tuque	-	-	8

¹ Il est à noter que le Service de police de la Ville de Montréal n'isole plus la variable « gang de rue » depuis plusieurs années. En effet, il combine les variables « gang de rue » et « crime organisé ».

a : données actualisées p : données provisoires. Les données sont présentées selon le corps de police attribué au territoire, mais un autre corps de police peut avoir traité le dossier. Données 2023 non disponibles.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs. Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique

<https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

Question **058**

Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par corps de police et par région 2023-2024.

Sous réserve des différentes obligations prévues selon leur niveau de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur la criminalité liée aux gangs de rue. Le ministère de la Sécurité publique ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté spécifiquement à la lutte contre les gangs de rue dans les différents corps de police du Québec ni leur rémunération.

Question **059**

Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir :

- a) Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2023-2024;
- b) Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année;
- c) Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région;
- d) Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années;
- e) Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.

A)

Sandel, W. L., Martindale, M. H., & Blair, J. P. (2021). A scientific examination of the 21-foot rule. *Police practice and research*, 22(3), 1314-1329. <https://doi.org/10.1080/15614263.2020.1772785>

Bennell, Craig & Jones, Natalie & Corey, Shevaun. (2007). *Does use-of-force simulation training in Canadian police agencies incorporate principles of effective training?* Psychology, Public Policy, and Law. 13. 35-58. 10.1037/1076-8971.13.1.35.

Bleetman, A., Hepper, A. E., & Sheridan, R. D. (2023). The use of TASER devices in UK policing: an update for clinicians following the recent introduction of the TASER 7. *Emergency medicine journal*, 40(2), 147-150.

Blumenthal, R. (2023). Less-than-lethal weapons and the general practitioner. *The South African General Practitioner*, 4(4), 158.

Boyd, K. A., Dymond, A., Melendez-Torres, G. J., & Fleischer, D. N. (2023). Pathways to TASER discharge: qualitative comparative analysis of police use of force. *Policing: A Journal of Policy and Practice*, 17, paad048.

Cao, W., Liscio, E., Ruffo, H. E., Doucette, C. M., & Zhou, Y. R. (2023). Damage characteristics of fabrics created by TASER probes. *Journal of forensic sciences*, 68(2), 647-654.

Centre for Organizational Research and Development, Acadia University, 2010. RCMP skill retention and perishability literature review. <https://docplayer.net/28493980-Rcmp-skill-retention-and-perishability-literature.html>

Crawley, K., Taylor, R., & Sandhu, A. (2023). Frontal sinus injury secondary to TASER dart: a narrative review. *Journal of maxillofacial and oral surgery*, 22(3), 666-668.

Den Heyer, G. (2023). A Comparison of the Use of Force by Police: New Zealand and England & Wales. In *Police Use of Force: Global Perspectives and Policy Implications* (pp. 49-65). Cham: Springer International Publishing.

Deng, G., Zhou, H., Zeng, H., Xia, Y., Leung, C., Li, J., ... & Prasanna, V. (2024). TASER: Temporal Adaptive Sampling for Fast and Accurate Dynamic Graph Representation Learning. *arXiv preprint arXiv:2402.05396*.

Deuchar, R., Frondigoun, L., Densley, J. A., & Davidones, C. (2024). Taser Use in Scotland: a Qualitative Study of Police Officer and Community Perspectives. *European Journal on Criminal Policy and Research*, 1-22.

Question **059**

Suite

DYMOND, Abi, BOYD, Katharine A., et QUINTON, Paul. Police Use of TASER: Multi-Level Predictors of Firing and Drawing in One-to-One Use of Force Incidents. *Police Quarterly*, 2023, p. 10986111231188149.

Elliott-Davies, M., & Glorney, E. (2023). Police use of TASER: A systematic review of potential decision factors, including officer crewing levels. *The Police Journal*, 0032258X231204439.

Fahy, C. (2023). No Charges in Death of Man Who Caught Fire After Officer Used Taser. *The New York Times (Digital Edition)*, NA-NA.

Kunz, S. N., Ho, J. D., Dawes, D. M., & Knack, S. K. (2023). Effectiveness of a new generation CEW in human subjects with a goal directed task.

Lawrence Bowler, Kelly A. Hine & Robert W. Fleet. (2022) [Fatal police encounters – it's not just shootings](#). *Current Issues in Criminal Justice* 34:4, pages 383-400.

Mun, J., McAnally, S., Mun, J., & Mun, E. (2024). The Value of Less-Lethal Weapons. *Journal of Economic Analysis*, 3(3), 190-206.

Ryan, E., & Bedford, L. (2023). Reporting Police Use of Conducted Energy Weapons to the Public: A Cross-Jurisdictional Comparison. In *Police Use of Force: Global Perspectives and Policy Implications* (pp. 111-136). Cham: Springer International Publishing.

Vinall, F. (2023). Police officer Tasers 95-year-old woman, sparking outcry and inquiry. *The Washington Post*, NA-NA.

Zhou, Y. R., Liscio, E., Ruffo, H. E., Doucette, C. M., & Cao, W. (2023). TASER CEW distance determination for models X26P, X2, and TASER 7. *Forensic science international*, 342, 111520.

B)
NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES¹

CORPS DE POLICE	2023 ²	2022 ²
Blainville	N/D	N/D
Bromont	N/D	N/D
Châteauguay	N/D	N/D
Gatineau	N/D	N/D
Granby	N/D	N/D
L'Assomption/Saint-Sulpice	N/D	N/D

Question **059** Suite

Laval	N/D	N/D
Lévis	N/D	N/D
Longueuil	N/D	N/D
Mascouche	N/D	N/D
Memphrémagog (régie)	N/D	N/D
Mercier	N/D	N/D
Mirabel	N/D	N/D
Montréal	N/D	N/D
MRC des Collines-de-l'Outaouais	N/D	N/D
Québec	N/D	N/D
Lac des Deux-Montagnes (régie)	N/D	N/D
Région de Roussillon (régie)	N/D	N/D
Repentigny	N/D	N/D
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	N/D	N/D
Saguenay	N/D	N/D
Saint-Eustache	N/D	N/D
Saint-Jean-sur-Richelieu	N/D	N/D
Saint-Jérôme	N/D	N/D
Sherbrooke	N/D	N/D
Terrebonne	N/D	N/D
Thérèse-De Blainville (régie)	N/D	N/D
Thetford Mines	N/D	N/D
Trois-Rivières	N/D	N/D
Sûreté du Québec	N/D	N/D

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

² Depuis la collecte de données 2022, cette donnée n'est plus collectée sous cette forme auprès des corps de police.

Question **059**

Suite

C)

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS SELON LE MODE D'UTILISATION¹

CORPS DE POLICE	2023 ²					2022 ³						
	Démonstration ⁴	Projection ⁵	Projection-contact	Contact ⁶	Mode inconnu	Démonstration ⁴	Projection ⁵	Projection-contact	Contact ⁶	Mode inconnu		
Blainville	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	12	0	0	0	0		
Bromont	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	1	1	0	0	0		
Châteauguay	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	3	1	0	0	0		
Gatineau	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	ND	ND	ND	ND	113		
Granby	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	12	1	0	0	0		
L'Assomption/Saint-Sulpice	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	6	0	0	0	0		
Laval	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	93	12	0	2	0		
Lévis	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	9	0	0	0	0		
Longueuil	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	39	12	0	4	0		
Mascouche	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	2	0	2	1	0		
Memphrémagog (régie)	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	9	1	0	1	0		
Mercier	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	0	0	0		
Mirabel	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	1	0	0		
Montréal	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	402	48	1	2	0		
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	5	3	0	0	0		
Québec	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	132	18	0	1	0		
Lac des Deux-Montagnes (régie)	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	8	0	0	2	0		
Roussillon (régie)	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	5	2	0	3	0		
Repentigny	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	10	1	0	0	0		
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	13	0	0	0	0		

Question **059**

Suite

Saguenay	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	4	2	0	3	0		
Saint-Eustache	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	23	2	0	2	0		
Saint-Jean-sur-Richelieu	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	14	1	0	3	0		
Saint-Jérôme	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	39	6	0	0	0		
Sherbrooke	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	57	7	0	0	0		
Terrebonne	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	22	4	1	0	0		
Thérèse-De Blainville (régie)	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	11	2	0	0	0		
Thetford Mines	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D		
Trois-Rivières	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	9	3	0	0	0		
Sûreté du Québec (SQ)	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	304	129	8	28	0		
TOTAL	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	1 244	256	13	52	113		

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Ces données ne sont pas cumulables, car plus d'un mode peut avoir été utilisé au cours du même événement.

² Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2023 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2024.

³ Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

⁴ Utilisation qui consiste en l'une ou l'autre des actions suivantes : présenter l'arme en la sortant de l'étui, utiliser les lasers de visée sur le sujet et faire la démonstration des arcs électriques afin d'obtenir la coopération du sujet.⁵ Utilisation d'une cartouche afin de projeter, sur le sujet, deux sondes reliées à l'AIE par un filin qui les alimente électriquement afin de créer une neutralisation neuromusculaire (NNM).

⁶ Application de l'arme directement sur une partie du corps du sujet afin de créer une douleur locale.

D)

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER ¹	
	2023 ²	2022 ³
Akwesasne	N/D	10
Eagle Village	N/D	4
Eeyou-Eenou Police Force/9 communautés criées	N/D	N/D
Essipit	N/D	0

Question **059**

Suite

Gesgapegiag	N/D	14
Kahnawake	N/D	21
Nunavik/14 villages nordiques	N/D	82
Kawawachikamach	N/D	6
Kitigan Zibi	N/D	12
Lac Simon	N/D	9
Listuguj	N/D	14
Manawan	N/D	6
Mashteuiatsh	N/D	3
Odanak/Wôlinak	N/D	3
Opitciwan	N/D	4
Pakua Shipi	N/D	0
Pessamit	N/D	5
Pikogan	N/D	0
Timiskaming	N/D	8
Uashat-Maliotenam	N/D	9
Wemotaci	N/D	5
Wendake	N/D	3

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

² Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2023 non disponibles. Ces données seront traitées à partir de juillet 2024.

³ Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

Question **059**

Suite

E)

COMMUNAUTÉS	NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS ¹								
	2023 ²				2022 ³				2021 ²
	Démonstration ⁴	Projection ⁵	Projection-contact	Contact ⁶	Démonstration ⁴	Projection ⁵	Projection-contact	Contact ⁶	
Akwesasne	N/D	N/D	N/D	N/D	7	0	1	0	2
Eagle Village	N/D	N/D	N/D	N/D	1	0	0	0	2
Essipit	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	0	0	
Eeyou-Eenou Police Force	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	
Gesgapegiag	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	
Kahnawake	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	0	0	
Nunavik	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	
Lac Simon	N/D	N/D	N/D	N/D	20	3	3	10	
Listuguj	N/D	N/D	N/D	N/D	3	3	2	2	
Kawawachikamach	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	
Kitigan Zibi	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	
Manawan	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	
Mashteuiatsh	N/D	N/D	N/D	N/D	2	0	0	0	
Odanak/Wôlinak	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	0	0	
Opitciwan	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	
Pakua Shipi	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	0	0	
Pessamit	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	0	0	
Pikogan	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	0	0	
Timiskaming	N/D	N/D	N/D	N/D	1	0	0	0	
Uashat-Maliotenam	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	

Question **059** Suite

Wemotaci	N/D	N/D	N/D	N/D	0	0	0	0	
Wendake	N/D	N/D	N/D	N/D	2	3	0	0	
Total	N/D	N/D	N/D	N/D	36	9	6	12	

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Ces données ne sont pas cumulables, car plus d'un mode peut avoir été utilisé au cours du même événement.

² Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2023 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2024.

³ Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

⁴ Utilisation qui consiste en l'une ou l'autre des actions suivantes : présenter l'arme en la sortant de l'étui, utiliser les lasers de visée sur le sujet et faire la démonstration des arcs électriques afin d'obtenir la coopération du sujet.

⁵ Utilisation d'une cartouche afin de projeter, sur le sujet, deux sondes reliées à l'AIE par un filin qui les alimente électriquement afin de créer une neutralisation neuromusculaire (NNM).

⁶ Application de l'arme directement sur une partie du corps du sujet afin de créer une douleur locale.

Question **060**

Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

SAISIES	2023-2024 ¹	
	NOMBRE	VALEUR (\$)
Cartouches	32 174	3 340 626 \$
Sac de type Ziploc (200 cigarettes)	28 942	2 853 037 \$
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	37	1 628 \$
Tabac en vrac (kilos)	49 852	16 408 121 \$
Chicha (kilos)	22 315	9 413 213 \$
Cigares et cigarillos ²	38 228	24 202 \$

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2023-2024 sont calculées pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024. Pour les quatre années précédentes, se référer aux études des crédits antérieures.

² Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

Question **061**

La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2023-2024.

Le ministère de la Sécurité publique dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre des activités du Comité ACCES Tabac.

Année financière	2023-2024 ¹
Amendes imposées (en M\$)	12,2

¹ Le montant des amendes pour l'exercice 2023-2024 est calculé pour la période du 1er avril au 31 décembre 2023. Le ministère de la Sécurité publique ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

Question **062**

Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années

Le ministère de la Sécurité publique compile ces renseignements uniquement depuis la mise en place, en octobre 2018, du comité ACCES Cannabis (Action concertée contre les économies souterraines). Pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024, les policiers ont saisi l'équivalent de 5 109.42 kilogrammes de cannabis séché.

Le ministère de la Sécurité publique n'est pas en mesure de convertir cette donnée, puisqu'aucune source officielle ne détermine la valeur du cannabis de contrebande à l'heure actuelle.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des études des crédits précédents.

Question **063**

Le nombre d'arrestations effectuées en 2023-2024 concernant la possession de cannabis pour une personne de moins de 21 ans. Veuillez spécifier le nombre d'arrestations pour une personne âgée de 18 à 21 ans.

Le ministère de la Sécurité publique ne dispose pas de cette donnée pour 2023-2024.

Question **064**

Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.

Les actions pour répondre aux recommandations du Groupe d'action contre le racisme (GACR) mises en œuvre par le MSP concernent plus particulièrement l'interpellation policière sans fondement, la formation continue et les pratiques mixtes. Voici le détail des actions posées par le MSP en 2023-2024.

FORMATION

Des travaux sont en cours, de concert avec l'École nationale de police du Québec (ENPQ) afin d'offrir des capsules de sensibilisation sur le profilage racial et social aux policiers. Ces travaux s'effectuent en étroite collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) et le Commissaire à la déontologie policière. Le gouvernement a déjà annoncé un budget de 930 000 \$ sur 4 ans, pour la réalisation de ce projet. Les travaux ont débuté au cours de l'année financière 2021-2022. Les deux premières capsules de sensibilisation sont en cours de déploiement. Les objectifs visés par cette offre de formation sont : d'améliorer la compréhension des enjeux complexes auxquels font face les policiers et les policières dans une société diversifiée, de situer le cadre législatif et jurisprudentiel de la pratique policière au regard des droits de la personne, d'outiller l'agent de la paix pour lui permettre de détecter les situations à risque de constituer une atteinte aux droits de la personne, de stimuler l'introspection, de donner des orientations claires quant aux attentes envers les corps de police.

Enfin, rappelons que le ministère de l'Enseignement supérieur a bonifié, en 2023, le programme d'études en Techniques policières par l'ajout de 45 heures dédiées aux interventions policières faites auprès des populations issues de communautés culturelles, ethniques et autochtones.

PATROUILLES MIXTES

Dans le cadre du budget du gouvernement pour l'année 2021-2022, 25 M\$ sur trois ans ont été alloués pour entreprendre la réforme du modèle policier. À partir de ces sommes, en 2023-2024, 4,2 M\$ ont servi à soutenir le projet policier RÉSO (réseau d'entraide sociale et organisationnelle) du Service de police de l'agglomération de Longueuil, l'équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) ainsi que la bonification de l'équipe de soutien aux urgences psychosociales (ÉSUP) du Service de police de la Ville de Montréal.

De plus, 5 M\$ ont été rendus disponibles en 2023-2024 pour la mise en place du programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière (PSIP). Ce programme vise à soutenir le développement et l'expérimentation de modèles d'intervention novateurs en matière policière par l'entremise de financement de projets dans les corps de police. En 2023-2024, le PSIP a permis au MSP de soutenir financièrement 10 équipes mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité ainsi que 3 projets visant la lutte au profilage racial et social.

Question **064**

Suite

Par ailleurs, afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), de la Commission d'enquêtes sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) et parallèlement du GARC, le MSP a annoncé en 2021-2022, la somme de 11,6 M\$ sur 4 ans pour la mise en place d'équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaires dans quatre municipalités desservies par la Sûreté du Québec : Roberval, Chibougamau, Joliette et Maniwaki. Ces équipes seront formées pour agir auprès de personnes autochtones et allochtones aux prises avec différentes problématiques (par ex. : la consommation d'alcool et de drogues, la rupture sociale, la judiciarisation fréquente et l'itinérance).

INTERPELLATION POLICIÈRE

Dans un souci d'établir des balises claires pour prévenir toute interpellation policière sans fondement et d'améliorer les relations entre le policier et le citoyen, le ministère a mis en œuvre une pratique policière sur l'interpellation policière à l'été 2020. Cette dernière vise à s'assurer que l'interpellation policière n'est pas effectuée de manière arbitraire ou sans fondement, qu'elle est exempte de motifs de discrimination et qu'elle s'accomplit dans le respect des droits de la personne. S'appuyant sur la pratique policière, le MSP a rendu disponible, au mois de mai 2022, un cadre de collecte de données sur l'interpellation policière et a soutenu financièrement les corps de police qui en ont eu besoin afin qu'ils développent leur capacité à documenter les interpellations policières réalisées.

Conformément aux dispositions de la *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues*, le ministre de la Sécurité publique a établi, à l'égard des corps de police et de leurs membres, une ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière. Cette dernière est entrée en vigueur le 5 décembre 2023 et a été rendue publique. La ligne directrice a pour objectif de prévenir toute forme de profilage racial et social lors des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière, afin de maintenir un haut niveau de confiance de la population envers les policiers. En outre, elle interdit formellement à tout policier d'effectuer des interpellations policières ainsi que des interceptions routières de manière arbitraire ou fondée sur des motifs de discrimination ou des motifs obliques.

La ligne directrice prévoit également que les corps de police devront obligatoirement collecter, à compter du 1^{er} avril 2024, les données sur l'interpellation policière et à compter du 1^{er} janvier 2025, les données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du CSR. Les données de gestion collectées permettront de brosser un portrait provincial sur l'utilisation de ces types d'intervention et de faire la démonstration que les policiers agissent dans le respect des droits individuels et de manière exempte de profilage racial et social ou, le cas échéant, d'ajuster les attentes à l'égard de leurs comportements.

Question **065**

État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.

Au cours de la dernière année, voici les actions mises en œuvre par le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social (Comité).

La formation des policières et des policiers est identifiée comme un moyen essentiel et prioritaire permettant de lutter contre le racisme et le profilage racial et social. C'est pourquoi le ministère de la Sécurité publique travaille activement au développement d'un programme d'activités de formation sur le thème du racisme et du profilage racial et social, et ce, en étroite collaboration avec l'École nationale de police du Québec, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ainsi que le Commissaire à la déontologie policière. Pour ce faire, le gouvernement a accordé un budget de 930 000 \$ sur quatre ans, pour la réalisation de ce projet. Conséquemment, les travaux du Comité ont porté principalement, au cours de l'exercice financier 2023-2024, à fournir une expertise-conseil quant à l'élaboration de l'offre de formation destinée aux organisations policières.

Le Comité s'est réuni 3 fois au cours de la période allant du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024.

Question **066**

Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social.

Le MSP œuvre sur plusieurs fronts afin de lutter contre le racisme et le profilage racial et social, et ce, en cohérence avec les recommandations qui lui ont été formulées par le Groupe d'action contre le racisme (GACR) et le Comité consultatif sur la Réalité policière (CCRP).

ACTIONS	BUDGET 2023-2024
FORMATION	
Formation sur le profilage racial et social aux policiers (en coll. avec l'ÉNPQ, la CDPDJ et le Commissaire à la déontologie policière).	930 000 \$ sur 4 ans. De cette somme, 316 000 \$ sont rendus disponibles pour l'année 2023-2024.
PATROUILLES MIXTES	
Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière (PSIP)	En 2023-2024, le budget total est de 5 063 000 \$ pour soutenir des projets innovants dans les corps de police. C'est donc 24 projets qui seront financés par le PSIP en 2023-2024, dont 10 équipes mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité pour un montant de 2 250 850 \$ et 3 projets visant la lutte au profilage racial et social pour un montant de 525 800 \$.
Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) et l'équipe de soutien aux urgences psychosociales (ÉSUP) du SPVM	2 887 700 \$ a été accordé au cours de l'année 2023-2024.
Projet policier RÉSO (réseau d'entraide sociale et organisationnelle) du Service de police de l'agglomération de Longueuil	1 349 300 \$ a été accordé au cours de l'année 2023-2024.

Question **066**

Suite

Équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaires (ÉMIPIC)	11 600 000 \$ sur 4 ans. De cette somme, 3 270 598 \$ ont été rendus disponibles en 2023-2024.
INTERPELLATIONS POLICIÈRES	
Implantation d'un mécanisme de collecte de données concernant l'interpellation policière (sommes octroyées aux corps de police permettront la mise en place de la technologie nécessaire à cette cueillette de données).	0 \$
Lignes directrices encadrant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 CSR.	0 \$

Question **067**

Les données disponibles et l'impact de l'intégration au Guide des pratiques policières de la nouvelle pratique portant sur l'interpellation policière.

Au mois d'août 2020, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a mis en œuvre une pratique policière sur l'interpellation policière qui vise, entre autres, à s'assurer que ce type d'intervention n'est pas effectuée de manière arbitraire ou sans fondement, qu'elle est exempte de motifs de discrimination et qu'elle s'accomplit dans le respect des droits de la personne. Le 14 décembre 2020, le Groupe d'action contre le racisme (GACR) a déposé son rapport intitulé *Le racisme au Québec : tolérance zéro*. Dans ce dernier, le GACR reconnaît les différents efforts entrepris pour mettre fin au profilage racial, dont l'adoption par le MSP d'une pratique policière. Toutefois, le GACR constate que cette dernière n'a pas force de loi et propose de modifier le cadre normatif afin de rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières arbitraires.

Le 5 octobre 2023, la *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues* (loi) est entrée en vigueur. Conformément aux dispositions de cette loi et en réponse à la recommandation du GACR, le ministre de la Sécurité publique a établi, à l'égard des corps de police, une ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (CSR). Cette dernière est entrée en vigueur le 5 décembre 2023 et a été rendue publique. La ligne directrice a pour objectif de prévenir toute forme de profilage racial et social lors des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du CSR, afin de maintenir un haut niveau de confiance de la population envers les policiers. En outre, elle interdit formellement à tout policier d'effectuer des interpellations policières ainsi que des interceptions routières de manière arbitraire ou fondée sur des motifs de discrimination ou des motifs obliques.

La loi prévoit également des modifications permettant de recueillir des informations pour mieux documenter la question des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du CSR. Par conséquent, il est prévu que le ministre mette à la disposition des corps de police des cadres de collecte de données uniformes qui précisent la nature des données à collecter par ces derniers ainsi que la forme et les modalités de cette collecte. La ligne directrice, pour sa part, prévoit que les corps de police devront obligatoirement collecter, **à compter du 1^{er} avril 2024**, les données sur l'interpellation policière et **à compter du 1^{er} janvier 2025**, les données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du CSR.

La loi apporte également une modification à l'article 265 de la Loi sur la police et crée une nouvelle obligation au directeur de tout corps de police de transmettre au ministre, avant le 1^{er} avril de chaque année, un rapport faisant état des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du CSR.

Considérant les dispositions prévues à la loi au regard de la collecte de données et celles prévues à la ligne directrice au regard des obligations quant à cette collecte, les premiers rapports des corps de police faisant état de données collectées sur l'interpellation policière seront disponibles à partir du 1^{er} avril 2025.

Question **068**

Tout mesure ou action et budget octroyé pour rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires.

Au mois d'août 2020, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a mis en œuvre une pratique policière sur l'interpellation policière qui vise, entre autres, à s'assurer que ce type d'intervention n'est pas effectuée de manière arbitraire ou sans fondement, qu'elle est exempte de motifs de discrimination et qu'elle s'accomplit dans le respect des droits de la personne. Le 14 décembre 2020, le Groupe d'action contre le racisme (GACR) a déposé son rapport intitulé *Le racisme au Québec : tolérance zéro*. Dans ce dernier, le GACR reconnaît les différents efforts entrepris pour mettre fin au profilage racial, dont l'adoption par le MSP d'une pratique policière. Toutefois, le GACR constate que cette dernière n'a pas force de loi et propose de modifier le cadre normatif afin de rendre obligatoire l'interdiction de l'interpellation policière arbitraire.

Le 5 octobre 2023, la *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues* (loi) est entrée en vigueur. Conformément aux dispositions de cette loi et en réponse à la recommandation du GACR, le ministre de la Sécurité publique a établi, à l'égard des corps de police, une ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (CSR). Cette dernière est entrée en vigueur le 5 décembre 2023 et a été rendue publique. La ligne directrice a pour objectif de prévenir toute forme de profilage racial et social lors des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du CSR, afin de maintenir un haut niveau de confiance de la population envers les policiers. En outre, elle interdit formellement à tout policier d'effectuer des interpellations policières ainsi que des interceptions routières de manière arbitraire ou fondée sur des motifs de discrimination ou des motifs obliques.

Aucun budget n'a été spécifiquement attribué pour la mise en œuvre de la ligne directrice.

Question **070**

Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant 2023-2024.

Aucune étude ou analyse n'a été réalisée dans les cinq dernières années, incluant l'année 2023-2024, par le ministère de la Sécurité publique.

Question **071**

Veillez nous fournir l'ensemble des données transmises au ministre par les directeurs des corps de police, par corps de police, via l'article 265 de la Loi sur la police (article 88 du projet de loi 14) concernant :

- Les données concernant les mandats de perquisition demandés;
- Les données faisant état des interpellations policières effectuées, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2)

Les données concernant les mandats de perquisition demandés par les corps de police :

Corps de police	Nombre de mandats de perquisition demandés - 2022 ¹
Ensemble des corps de police du Québec	6 991

¹ Il s'agit du nombre de mandats de perquisition demandés au cours de l'année 2022 en vertu des articles 487, 487.01, 487.05 et 487.091 du Code criminel, des autres lois fédérales et des lois provinciales. Ces données proviennent du formulaire *Mandats de perquisition – 2022* qui est complété annuellement par les corps de police en vertu de l'article 265 de la *Loi sur la police*. Les données de 2023 seront disponibles à partir de juillet 2024.

Le 5 décembre 2023, entré en vigueur la Ligne directrice sur les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du *Code de la sécurité routière (C.s.r.)* par un policier. En outre, les modifications apportées à l'article 265 de la Loi sur la police créent une nouvelle obligation au directeur de tout corps de police de transmettre au ministre, avant le 1^{er} avril de chaque année, un rapport faisant état des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du C.s.r., selon la forme et le contenu déterminé par le ministre. Cette obligation entrera en vigueur à la date fixée par un décret du gouvernement.

- Le 1^{er} avril 2024 pour la collecte de données sur l'interpellation policière;
- Le 1^{er} janvier 2025 pour la collecte de données sur l'interception routière.

Par conséquent, les données demandées ne sont pas disponibles.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **072**

Le 18 août 2023, le ministre annonçait le déploiement d'une formation issue d'un partenariat entre le ministère de la Sécurité publique, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et le Commissaire à la déontologie policière. La formation sur le profilage racial est composée notamment de quatre capsules vidéo. En lien avec cette formation, veuillez nous indiquer, pour chacune des 4 capsules vidéo :

- a. Le sujet de la capsule;
- b. La date de mise en ligne de la capsule;
- c. La durée de la formation;
- d. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant suivi la formation, ventilé par capsule;
- e. Le coût de production de la capsule;
- f. La compagnie en charge de la production de la capsule.

La diffusion de la formation sur le profilage racial et social s'articule autour d'un réseau de 150 répondants provenant de tous les corps de police du Québec dont le mandat est d'animer auprès de leurs pairs des activités dans lesquelles s'intègrent les capsules. Ces répondants ont reçu une formation de deux jours en présentiel en juin et septembre 2023 pour les préparer à la diffusion des capsules. Au sujet des capsules plus précisément :

- a. Capsule 1 : La société en changement
Capsule 2 : Les biais inconscients
Capsule 3 (en développement, non déployée) : Les situations à risques
Capsule 4 (non débutée) : Intervention policière dans un contexte de droit. Le sujet reste toutefois à être développé avec les partenaires
- b. Les 2 premières capsules ont été déposées sur l'environnement d'apprentissage numérique de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) en juin 2023. Il n'y a pas d'échéance pour la diffusion des capsules au sein des corps de police. Ces derniers sont responsables de déterminer un calendrier et des modalités de diffusion selon leurs besoins et leur réalité.
- c. La durée de l'activité de diffusion d'une capsule est d'un minimum de 40 minutes, mais la méthode de diffusion choisie permet aux organisations policières d'avoir la flexibilité nécessaire pour aller plus loin. La capsule 1 est d'une durée de 14:48 minutes et la capsule 2 est d'une durée de 10:12 minutes en n'incluant pas les discussions et animations prévues dans l'activité.
- d. La responsabilité d'assurer le suivi du déploiement des capsules de sensibilisation relève des organisations policières. L'ENPQ a tout de même mis à la disposition de celles-ci un rapport de diffusion à compléter, de façon facultative. Ainsi, selon ce rapport partiel, il y a eu 15 participants au total (pour une moyenne de groupes de 7 personnes). Selon les visionnements (incluant la préparation des répondants et la diffusion), il y a eu 1 000 visionnements pour la capsule 1 et 564 visionnements pour la capsule 2.
- e. Les coûts suivants sont les coûts du projet dans son ensemble, incluant le développement et la diffusion de la formation des répondants, ainsi que le développement des capsules et des activités de formation qui y sont associées.

Année budgétaire	Dépenses
2021-2022	7 728 \$
2022-2023	255 856 \$
2023-2024 (au 28 février 2024)	239 850 \$

- f. L'ENPQ a pris en charge la conception des capsules.

Question **073**

Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.

ANNÉE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2021 ^a	475
2022 ^p	430

a : données actualisées p : données provisoires

Données 2023 non disponibles. Elles seront disponibles à l'été 2024.

* Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Web du ministère de la Sécurité publique.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/publications/statistiques-criminalite-quebec>

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **074**

Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2024-2025.

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ).	Année 2023-2024*	1 672 371 \$ ¹
--	------------------	---------------------------

* La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Ce montant correspond à la dépense réelle du Centre de gestion de l'information de sécurité (CGIS) pour la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024. Il inclut aussi une subvention de 600 000 \$ accordée au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence et une subvention de 36 000 \$ à la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (Université de Sherbrooke).

Question **075**

Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2024-2025. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les agents de sécurité gouvernementaux (ASG) à l'emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.

Les sommes accordées (en \$) pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (7). Ces sommes incluent également les salaires du personnel d'encadrement et de soutien dans les palais de justice :

	Salaires	Contrats	TOTAL
Secteur Est 4271	2 738 671	366 785	3 105 456
Secteur Centre du Québec 4272	1 790 664	267 248	2 057 912
Secteur Palais de justice Québec 4273	2 239 571	13 006	2 252 577
Secteur Sud 4274	2 267 024	516 839	2 783 863
Secteur Laval - Laurentides 4275	1 573 829	200 017	1 773 846
Secteur Abitibi - Outaouais 4279	1 389 802	336 098	1 734 900
Secteur Île de Montréal ¹ 4269	6 751 371	946 639	7 698 010

*Au 31 janvier 2024

Effectif (constables spéciaux, ASG et personnel d'encadrement et de soutien) affecté à la sécurité des palais de justice :

2023-2024	335
------------------	-----

*Données au 31 janvier 2024

**Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **076**

La liste et le nombre de pratiques mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité déployées en 2023-2024 en indiquant la date d'entrée en fonction et les prévisions pour les 5 prochaines années.

ÉQUIPE MIXTE		
Corps de police	PROJET	Financement 2023-2024
Projets financés par l'enveloppe Réforme policière : Lors du discours sur le budget 2021-2022, le gouvernement du Québec a annoncé des investissements de 25 M\$ sur trois ans pour entreprendre la réforme du modèle policier.		
Service de police de la ville de Montréal	Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR)	oui
Service de police de la ville de Montréal	Équipe de soutien aux urgences psychosociales (ESUP)	
Service de police de l'agglomération de Longueuil	Réseau d'entraide sociale et organisationnelle (RESO)	oui
Corps de police	PROJET	Financement 2023-2024
Projets financés par le programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière 2022-2024 (PSIP)		
Service de police de Saguenay	Groupe d'interventions psychosociales Saguenay (GIPS).	oui
Service de police de Saguenay	Situation Analyisée en Partenariat et Orientée Ressource Adaptée » (SAPORA).	oui
MRC des Collines-de-l'Outaouais	« MAINTenir le lien »	oui
Service de police de la Ville de Lévis	Intégration de deux postes d'intervenants psychosociaux dans les locaux du Service de police de la Ville de Lévis afin de bonifier l'offre de services à la population de la région.	oui
Service de police de la Ville de Repentigny	Concertation, Intervention, Désescalade et Déjudiciarisation (CIDD)	oui

Question **076**

Suite

Service de police intermunicipal de Terrebonne	Centre de Concertation et d'Intervention de Proximité (CCIP)	oui
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	PACIFIQUE	oui
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	Présence de dix agents de proximité dans les endroits ciblés problématiques ou déterminés en fonction de la vulnérabilité de la clientèle qui s'y retrouve.	oui
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	Création d'une équipe mixte en intervention de proximité, dans un partenariat avec le CISSS de la Montérégie-Centre.	oui
Régie intermunicipale de police Roussillon	Ajout de deux ressources en intervention psychosociale dans les locaux de la Régie intermunicipale de police Roussillon.	oui

Question **077**

Fournir les sommes engagées pour les services aux demandeurs d'asile pour 2021-2022, 2022-2023 et pour 2023-2024. En décrire la nature et quelles sommes ont été remboursées par le gouvernement fédéral.

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

Question **078**

Concernant Québec En Alerte, veuillez nous fournir :

- a) La liste des alertes en 2023-2024 en indiquant la date et la raison;
- b) Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers;
- c) Le coût pour chaque utilisation;
- d) Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie.

- a. Au Québec, seuls le ministère de la Sécurité publique (MSP) et Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) peuvent émettre des alertes au public par le biais du système Québec En Alerte. ECCC se charge de l'émission autonome des alertes concernant des événements météorologiques, comme les tornades. Entre avril 2023 et janvier 2024, le COG a diffusé 11 alertes par l'entremise du système Québec En Alerte (excluant le message d'essai du 15 novembre 2023), soit;

1	9 mai 2023	Alerte AMBER en lien avec l'enlèvement présumé d'un enfant à Montréal
2	31 mai 2023	Alerte de menace imminente (AMMI) à Stoke en Estrie
3	2 juin 2023	Alerte de feu de forêt pour l'évacuation de Lebel-sur-Quévillon dans le Nord-du-Québec
4	6 juin 2023	Alerte de feu de forêt pour l'évacuation de Chibougamau dans le Nord-du-Québec
5	7 juin 2023	Alerte AMBER en lien avec l'enlèvement présumé d'un enfant à Saint-Louis-de-Blandford dans le Centre-du-Québec
6	23 juin 2023	Alerte de feu de forêt pour l'évacuation de Valcanton dans le Nord-du-Québec;
7	24 juin 2023	Alerte de menace imminente (AMMI) au Lac-Bouchette au Saguenay—Lac-Saint-Jean
8	27 juin 2023	Alerte AMBER en lien avec l'enlèvement présumé d'un enfant à Montréal
9	3 décembre 2023	Alerte de risque de débordement de barrage dans le secteur de Chute-Saint-Philippe dans les Laurentides
10	26 décembre 2023	Alerte SILVER en lien avec une personne âgée souffrant d'un trouble neurocognitif majeur disparue à Crabtree dans Lanaudière
11	2 janvier 2024	Alerte AMBER en lien avec l'enlèvement présumé d'un enfant à Montréal

- b. Aucun crédit alloué au MSP pour ce système. Annuellement, deux rencontres du comité de gouvernance de l'alerte pancanadien auquel le MSP siège sont prévues. Depuis l'automne 2018, le MSP assume les dépenses associées à ces rencontres.
- c. L'accès et l'utilisation du système national d'alerte au public - Québec En Alerte est sans frais pour le Québec. Ce système est développé et administré par la société Pelmorex Communications inc. (Pelmorex) qui possède un statut de chaîne obligatoire des canaux de base selon le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), lui permettant de recevoir un financement à même les canaux de base. L'accès sans frais à ce système ainsi que ses conditions d'utilisations sont régis par une entente établie entre le MSP et Pelmorex.
- d. Les taux d'échec ou d'erreur ne sont pas répertoriés. Toutes les alertes émises par le COG ont été acheminées avec succès au système de Pelmorex et elles ont été par la suite relayées aux distributeurs de fin de lignes (DFL) pour diffusion (radio, télé et appareils cellulaires compatibles LTE). Les DFL (soit les radiodiffuseurs, télédiffuseurs et fournisseurs cellulaires) ont l'obligation à l'égard du CRTC de diffuser les alertes transmises par le système. Lorsque des problèmes techniques surviennent lors des essais annuels ou des alertes réelles, ils sont rapidement investigués et corrigés par les DFL.

Question **080**

Concernant la mise en place de l'alerte Silver :

a) Sommes prévues par année pour l'implantation de l'alerte Silver;

b) Depuis le 23 janvier, soit le début du projet pilote déployé dans les MRC de Drummond, de Joliette et de la Vallée-de-l'Or, veuillez nous fournir un bilan des événements survenus et le nombre d'alerte déclenchées.

a) Aucune somme n'est prévue pour l'implantation et la mise en œuvre du projet pilote Alerte Silver. Aucune somme n'a été versée pour 2023-2024.

b) Un bilan sera fait à la fin du projet pilote prévue le 21 juin 2024. Depuis le début du projet pilote, et jusqu'au 31 janvier 2024, une seule alerte Silver a été émise dans la nuit du 25 au 26 décembre 2023.

Question **082**

Concernant le Rapport d'enquête du Coroner sur le décès de Pierre Coriolan, veuillez nous indiquer, pour chacune des 16 recommandations du Coroner, le suivi apporté par l'organisation ciblée par la recommandation.

Recommandation visant le ministère de la Sécurité publique	Suivi apporté
Déterminer, à l'aide de données probantes, la quantité et la durée de formation continue pour maintenir, mettre à jour et requalifier les compétences policières (en collaboration avec l'École nationale de police du Québec (ENPQ))	Le projet de loi n°14 « Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues » a été sanctionné le 5 octobre 2023. Il permet au gouvernement de déterminer, par règlement, les obligations relatives à la formation continue auxquelles les policiers doivent se conformer.
Modifier la Loi sur la police pour y introduire l'obligation pour chaque policier québécois de réaliser une formation continue annuelle conformément au nombre d'heures minimales déterminées (en collaboration avec l'ENPQ)	Ce pouvoir réglementaire en matière de formation continue et le règlement qui s'en suivra constituent les principaux leviers permettant de répondre à la majorité des recommandations visant le ministère de la Sécurité publique (MSP) au terme de l'enquête publique du coroner sur le décès de M. Pierre Coriolan.
Enchâsser dans un règlement les définitions de formation initiale ou de base, de maintien des compétences, de mise à jour des compétences et de requalification afin de clarifier le tout	Des travaux visant à développer des orientations concernant la formation continue des policiers sont entamés et se poursuivront au cours des prochains mois. Ils sont basés sur plusieurs intrants et données probantes, dont : <ul style="list-style-type: none"> • le cadre normatif applicable; • les consultations menées auprès de partenaires clés; • les lacunes constatées et les besoins ciblés par les corps de police; • les recommandations formulées par différentes instances (commissions, comités, rapports du coroner, autres rapports spéciaux) sur le sujet de la formation continue des policiers; • l'offre de formation actuelle pouvant constituer une réponse à ces lacunes, à ces besoins et à ces recommandations.
Enchâsser dans un règlement la liste des éléments de la pratique policière devant faire l'objet d'un maintien de compétences, de la mise à jour de celles-ci et de la requalification périodique et le cycle de requalification pour chacun d'eux ainsi que leur durée	
Enchâsser dans ce règlement l'obligation de requalification annuelle pour les policiers en matière de désescalade et de communication tactique	
Prévoir dans ce règlement les conséquences pour un policier d'échouer sa requalification en matière de désescalade et de communication tactique	
Ajouter dans les formations aux préposés du 911 des notions d'intervention devant les personnes en crise ou dont l'état mental est perturbé incluant des notions de désescalade	Cette recommandation est plutôt destinée aux centres secondaires d'appels d'urgence (CSAU) police. Puisque la formation des répartiteurs dans les CSAU police n'est pas encadrée par l'article 22 du Règlement sur les normes, les spécifications et les critères applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence, le MSP a transmis un communiqué aux directeurs des corps policiers le

Question **082** Suite

Recommandation visant le ministère de la Sécurité publique	Suivi apporté
	26 juillet 2022 afin de les informer de la recommandation du coroner et de réitérer l'importance pour les préposés des CSAU police d'être outillés et de transmettre une information complète aux policiers qui interviennent pour une personne en crise, et ce, tant écrite sur la carte d'appel que lors des communications radio.

Question **083**

Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le trafic d'armes de poing en précisant notamment :

- a) toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme;
- b) bilan et état des lieux;
- c) toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations;
- d) effectifs dédiés.

Aucune initiative législative ou réglementaire n'a été mise en œuvre par le ministère de la Sécurité publique (MSP) au cours de l'année 2023-2024 concernant l'interdiction des armes de poing. Il importe de préciser que le contrôle des armes à feu est de compétence fédérale.

La lutte contre l'approvisionnement illégal des armes à feu est l'un des angles d'intervention prioritaires par la Stratégie CENTAURE. Spécifiquement pour coordonner les enquêtes et les interventions visant le trafic d'armes à feu, les mesures suivantes sont en place :

- Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) :
 - Dès 2019, la Sûreté du Québec (SQ) a mis en place une équipe d'enquête dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu, dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG).
 - Cette équipe a été renommée Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) dans la foulée de l'annonce en août 2021 d'une intégration d'une partie de l'Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu (ELTA) du Service de police de la Ville Montréal (SPVM) à l'équipe coordonnée par la SQ.
 - Les effectifs de EILTA ont été augmentés et la structure bonifiée pour implanter deux équipes (une EILTA-Montréal couvrant l'Ouest et une EILTA-Québec couvrant l'Est) dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021.
- Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF) :
 - Initialement, le Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF) mis en place par la SQ était un projet-pilote dans le cadre du FACVAFG pour appuyer les efforts notamment de EILTA.
 - ✓ L'objectif visé était d'augmenter la proposition des armes à feu saisies liées à des crimes faisant l'objet d'un dépistage, c'est-à-dire pour lesquelles une enquête était effectuée afin d'établir la chaîne de possession et ultimement, de démanteler le réseau d'approvisionnement ayant permis à cette arme à feu d'être utilisée à des fins criminelles.
 - ✓ Rapidement après le lancement des opérations du CQDAAF le 16 janvier 2023, la contribution de l'équipe de dépistage s'est avérée être centrale pour la poursuite de plusieurs enquêtes en cours et identifier de nouvelles opportunités.
 - Afin d'appuyer cette initiative, la mesure « Poursuivre la lutte contre la violence armée » du Budget 2023-2024 prévoit la reconduction et la bonification de l'équipe pour les cinq prochaines années (2023-2024 à 2027-2028).

Question **083**

Suite

- Bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ :
 - Dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, un financement de 74,6 M\$ sur cinq ans permet d'augmenter la capacité des différentes équipes constituant la structure de lutte contre le crime organisé pour leur permettre de prioriser les dossiers d'enquête en matière d'armes à feu, tout en poursuivant les efforts pour lutter contre les activités du crime organisé n'impliquant pas des armes à feu. Concrètement, la bonification consiste en :
 - ✓ L'ajout de 78 ressources, dont 10 pour les corps de police municipaux;
 - ✓ Une enveloppe réservée pour soutenir les corps de police municipaux de niveaux 1 et 2 et les corps de police autochtones dans la réalisation de projets d'enquête ponctuels impliquant des armes à feu.
- Le rehaussement de l'offre de services du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) :
 - Pour que le LSJML soit en mesure de maintenir ses capacités en analyse balistique malgré l'accélération du nombre de demandes qui lui sont soumises dans le cadre des enquêtes policières appuyées par la Stratégie CENTAURE, le LSJML reçoit un financement par l'entremise du FACVAFG et de la Mise à jour économique de 2021 (annonce du 24 septembre 2021).
 - ✓ Ce soutien permet au LSJML d'augmenter le nombre de ressources et de faire l'acquisition d'équipements permettant de réaliser des expertises plus précises et plus rapides.
 - L'offre de services du LSJML est également bonifiée par l'ajout de nouvelles capacités :
 - ✓ L'implantation d'un nouveau service d'analyse d'ADN sur les cartouches, les projectiles et les douilles d'armes à feu permettant de réaliser des analyses rapides sur les scènes de crime;
 - ✓ La mise en place d'un service rapide de restauration des numéros de série oblitérés d'armes à feu saisies visant à appuyer les efforts de l'équipe de dépistage des armes à feu de la SQ.
- Patrouille nautique du Service de police mohawk d'Akwesasne :
 - Par sa situation géographique, le territoire d'Akwesasne est une zone prisée par certains réseaux criminels pour mener leurs activités de contrebande.
 - Pour renforcer les capacités du Service de police mohawk d'Akwesasne, prévenir et contrer les activités de contrebande en collaboration avec ses partenaires, un financement a été accordé au service de police par l'entremise d'une mesure du Budget 2022-2023 afin d'augmenter ses effectifs et de procéder à l'acquisition de véhicules VTT, de motoneiges et d'un bateau afin d'augmenter la surveillance à la frontière.
- Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu (ELTA) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :
 - Dans la foulée de la création en décembre 2021 par le SPVM d'une équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu (ELTA), le gouvernement du Québec avait alloué un financement total de 5,9 M\$ sur deux ans (2021-2022 à 2022-2023) visant à ajouter des effectifs additionnels et financer une partie des coûts associés à leurs activités.

Question **083**

Suite

Bilan : Les ressources de la Sûreté du Québec et des équipes spécialisées au sein des corps de police municipaux ont procédé à plusieurs arrestations et ont effectué un nombre important de saisies d'armes à feu. Le nombre et la portée des nombreuses enquêtes en cours au sein des différentes équipes ont en effet été propulsés par la synergie que permettent les mesures structurantes déployées dans le cadre de la Stratégie CENTAURE. L'implantation d'équipes dédiées offre l'opportunité aux enquêteurs qui y sont affectés de développer une expertise permettant de résoudre des dossiers de grande complexité. Les interventions et les enquêtes des équipes spécialisées ont également pour effet de générer de nouvelles opportunités d'enquête et d'appuyer les corps de police de l'ensemble du Québec. Cette concertation des efforts s'observe également par le nombre important d'opérations coordonnées combinant les efforts de plusieurs organisations policières. Pour des informations concernant toutes les opérations mises en œuvre et le bilan de ces opérations, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

Concernant les équipes et initiatives visant la lutte contre le trafic d'armes à feu, les investissements dans le cadre de la Stratégie CENTAURE permettent le financement d'effectifs additionnels suivants :

	Effectifs financés en 2023-2024	
	Nombre de ressources prévues	Nombre de ressources en poste au 31 janvier 2024)
EILTA Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu	42	39
Centre québécois de dépistage des armes à feu	10	7
Bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ	78 (18 à EILTA, 60 dans la structure)	74 (17 à EILTA, 57 dans la structure)
LSJML - Renforcement des capacités en analyse balistique	14	14
LSJML - Nouveau service d'analyse ADN sur les cartouches, douilles et projectiles	2	2
LSJML - Nouveau service de restauration des numéros de série oblitérés	3	3
Patrouille nautique - Service de police mohawh d'Akwesasne	5	4
ELTA Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu du SPVM	Financement terminé	Financement terminé

Question **084**

Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant :

- a) toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme;
- b) bilan et état des lieux;
- c) toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations ;
- d) effectifs dédiés.

Aucune initiative législative ou réglementaire n'a été mise en œuvre au cours de l'année 2023-2024.

L'intervention auprès des groupes criminels responsables de la violence armée et des auteurs présumés qui en sont membres est l'un des angles d'intervention priorisé par la Stratégie CENTAURE. **Spécifiquement** pour coordonner les enquêtes et les interventions visant les activités criminelles dont ces groupes sont responsables, les mesures suivantes sont en place :

- **Équipes d'enquête dédiées aux dossiers de meurtres et de disparitions liés au crime organisé :**
 - Dès 2019, la Sûreté du Québec (SQ) a mis en place des équipes d'enquête dédiées à la résolution de dossiers complexes d'homicides au sein ou en lien avec le crime organisé dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG).
 - Ces équipes ont pour mandat de résoudre les dossiers de meurtres, de tentatives de meurtres et de disparitions liés au crime organisé, pour lesquels les auteurs présumés sont souvent les mêmes, et de faire avorter certains complots de meurtre.
- **Renforcement des capacités de renseignement des services correctionnels :**
 - Dans le cadre du FACVAFG, la Direction du renseignement du Sous-ministériat des services correctionnels a démarré dès 2019 un projet visant à rehausser les capacités de renseignement dans les établissements de détention afin de permettre aux équipes de mieux détecter, prévenir et contrer les activités criminelles dans les établissements de détention.
 - L'ajout d'effectifs additionnels dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, qui vise à rehausser le partage de renseignement avec les corps de police, permet aux policiers d'intervenir sur des activités criminelles en dehors du réseau correctionnel qui sont influencées par des personnes incarcérées.
- **Soutien aux équipes spécialisées des corps de police municipaux :**
 - Des financements sont octroyés pour appuyer la mise sur pied ou le renforcement des capacités des équipes d'intervention ayant pour mandat d'intervenir auprès des individus les plus à risque de recourir à la violence armée :
 - ✓ Projet MALSAIN du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ);
 - ✓ Équipe Quiétude (2019-2021) et Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) (depuis 2021) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);
 - ✓ Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'Agglomération de Longueuil (SPAL);
 - ✓ Équipe spécialisée en armes à feu de l'escouade crime organisé (ECO) du Service de police de Laval (SPL).

Question **084**

Suite

- **Bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ :**
 - La SQ reçoit dans le cadre de la Stratégie CENTAURE un financement qui vise à augmenter la capacité des différentes équipes qui compose la structure nationale de lutte contre crime organisé, c'est-à-dire les équipes d'enquêtes et de coordination du crime organisé, les escouades régionales mixtes et l'Escouade nationale de répression du crime organisé.
 - L'ajout de 78 ressources, dont 10 pour des ressources provenant des corps de police municipaux, vise à permettre aux enquêteurs de prioriser les dossiers d'enquête sur les infractions liées aux armes à feu tout en poursuivant les efforts pour lutter contre les activités du crime organisé n'impliquant pas des armes à feu.
- **Mise en place d'une Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) :**
 - La création d'une escouade intégrée combinant l'expertise d'agents de renseignements et d'experts en cybercriminalité de divers corps de police et des services correctionnels vise à développer une expertise en renseignement sur les groupes impliqués dans la violence armée et sur leurs modes opératoires afin d'identifier des opportunités d'enquêtes.
 - Coordonnée par la SQ, l'escouade, qui se met actuellement en place et qui débutera ses activités en avril 2024, contribuera à assurer la transmission optimale des opportunités d'enquêtes et d'intervention aux différentes équipes spécialisées de la Stratégie CENTAURE et aux corps de police municipaux.
- **Création d'une nouvelle équipe d'intervention en crime organisé spécifiquement pour Montréal (EICO-Montréal) :**
 - À l'instar des autres équipes d'intervention en crime organisé de la SQ, EICO-Montréal, en activités depuis octobre 2023, vise à accentuer la pression sur les individus impliqués dans la violence armée.
 - Une présence policière accrue dans ces endroits ciblés contribue à localiser et identifier davantage d'individus reliés au trafic de stupéfiants et d'armes à feu et de colliger du renseignement permettant de générer de nouvelles opportunités d'enquêtes pour les différentes équipes policières.

Bilan : Les ressources de la Sûreté du Québec et des équipes spécialisées au sein des corps de police municipaux ont procédé à plusieurs arrestations et ont effectué un nombre important de saisies. La portée des nombreuses enquêtes en cours au sein des différentes équipes a en effet été propulsée par la synergie que permettent les mesures structurantes déployées dans le cadre de la Stratégie CENTAURE. L'implantation d'équipes dédiées offre l'opportunité aux enquêteurs qui y sont affectés de développer une expertise permettant de résoudre des dossiers de grande complexité. Les interventions et les enquêtes des équipes spécialisées ont également pour effet de générer de nouvelles opportunités d'enquête et d'appuyer les corps de police de l'ensemble du Québec. Cette concertation des efforts s'observe également par le nombre important d'opérations coordonnées combinant les efforts de plusieurs organisations policières.

Pour des informations concernant toutes les opérations mises en œuvre et le bilan de ces opérations, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

Question **084**

Suite

Concernant les équipes et initiatives visant la lutte contre le crime organisé et les gangs, les investissements dans le cadre de la Stratégie CENTAURE permettent le financement des effectifs additionnels suivants :

	Effectifs financés en 2023-2024	
	Nombre de ressources prévues	Nombre de ressources en poste au 31 janvier 2024
Équipes d'enquête dédiées aux dossiers de meurtres et de disparitions liés au crime organisé	33	32
Renforcement des capacités de renseignement des services correctionnels	12	12
Bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ	78 (18 à EILTA, 60 dans la structure)	74 (17 à EILTA, 57 dans la structure)
EIRVA Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée	2	1
EICO-Montréal Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal	10	9
Projet MALSAIN du SPVQ	8	8
EMAF du SPVM	4	4
Brigade d'intervention multidisciplinaire du SPAL	4	4
Équipe spécialisée en armes à feu de l'ECO du SPL	6	6

Question **086**

Veillez nous indiquer, pour les 5 dernières années, le nombre de constats d'infraction au code de la sécurité routière émis, ventilés par région et par type d'infractions.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du ministère de la Justice.

Question **087**

Veillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police sur la santé mentale/détresse psychologique des policiers et des policières.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **088**

Veillez nous fournir, pour les cinq dernières années, la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers.

Plusieurs mesures ont été mises en place en lien avec la santé psychologique du personnel de la sécurité publique. En effet, dans le cadre du Budget 2022-2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a obtenu 2,9 M\$ sur cinq ans, pour la mise en place d'un continuum de services permettant d'assurer un filet de sécurité pour les policiers en détresse psychologique. Cette somme se répartit comme-suit :

- Développement par le biais de formations offertes par l'École nationale de police du Québec (ENPQ) d'un réseau provincial de pairs aidants pour un total de 721 794 \$;
- Développement d'un programme de formation pour les psychologues et professionnels de la relation d'aide œuvrant auprès des policiers, pour laquelle l'ENPQ recevra 1 655 763 \$;
- Soutien financier de l'organisme La Vigile afin de bonifier son offre de services à l'ensemble de la communauté policière relativement à sa ligne d'écoute 24/7 à raison de 100 000 \$ par année pour un total de 500 000 \$.

Grâce à des sommes obtenues en lien avec le déploiement de la Stratégie nationale en prévention du suicide 2022-2026, le MSP a bonifié son soutien financier auprès de la Chaire de recherche sur la prévention des problèmes psychologiques au travail en sécurité publique pour une somme de 60 000 \$ sur quatre ans. Cette Chaire est dirigée par l'ENPQ, qui s'est adjoint des chercheurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

De plus, pour améliorer l'accessibilité des services spécialisés en matière d'aide psychologique chez le personnel de la sécurité publique, notamment dans les régions éloignées, le MSP a octroyé une subvention de 750 000 \$ sur trois ans au programme PSPNET, seul organisme offrant des services de psychothérapie en ligne adaptés notamment aux besoins des pompiers, des policiers, des agents de services correctionnels, des constables spéciaux et des télécommunicateurs d'urgence, et ce, débutant à l'année financière 2023-2024.

Également, le MSP a consolidé son intervention en la matière, par une subvention de 15 000 \$ par année à la Chaire de recherche en prévention de la santé psychologique au travail de l'ENPQ et par un financement de 50 000 \$ par année pour assurer la formation continue du personnel correctionnel en prévention du suicide.

Finalement, le MSP travaille présentement à mettre en place une campagne de prévention du suicide destinée aux agents de la paix et aux premiers répondants. Cette campagne viendra rappeler l'importance des activités de prévention auprès de ces travailleurs qui sont plus à risque de développer des problèmes comme la détresse psychologique, la dépression et le trouble de stress post-traumatique.

Question **089**

Veillez nous fournir, pour les 5 dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police concernant l'espérance de vie des policiers et des policières.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **092**

Tout analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.

Aucune ville de 50 000 habitants et plus n'a manifesté officiellement auprès du ministère de la Sécurité publique son intention de se départir de son corps de police municipal en 2023-2024.

Question **093**

Tout analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.

Le fichier de la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec, pour l'année 2023, est disponible sur le site Internet de Québec.ca.

<https://www.quebec.ca/securite-situations-urgence/police-prevention-criminalite/structure-fonctionnement-police/types-corps-police/tarification-services-surete-du-quebec>

Une capsule d'information portant sur les éléments affectant la variation annuelle de la facture est également disponible sur la même page du site.

Question **094**

Le nombre de constables spéciaux en ventilant l'information par lieu de travail (palais de justice, assemblée nationale, etc.)

Secteur d'activités	Constables spéciaux à l'emploi du ministère de la Sécurité publique (MSP)
Édifices gouvernementaux	23
Palais de justice	303

Au 31 janvier 2024

Les prêts de service sont exclus.

La répartition des effectifs par lieu de travail est de nature confidentielle. Notez que les constables spéciaux de l'Assemblée nationale ne sont pas à l'emploi du MSP.

Source : EI SAGIR – Rapport sur les postes et l'effectif

Question **095**

Le nombre de postes vacants de constables spéciaux en ventilant l'information par lieu de travail;

Secteur d'activités	Effectifs non comblés
Édifices gouvernementaux	0
Palais de justice	85

Au 31 janvier 2024

Source : EI SAGIR – Rapport sur les postes et l'effectif

Par mesure de sécurité, la répartition détaillée des postes par lieu de travail est de nature confidentielle.

Question **096**

Le nombre d'agents de sécurité pour chaque palais de justice

20 agents de sécurité à l'emploi du ministère sont spécifiquement attitrés à la sécurité des palais de justice du Québec. Ce nombre n'inclut pas les agents de sécurité qui sont en prêt de service et qui assurent la sécurité pour d'autres édifices gouvernementaux. De plus, il ne tient pas compte du nombre d'agents provenant des agences pour lesquelles le ministère a octroyé un contrat pour répondre aux besoins de sécurité dans les palais de justices. Par mesure de sécurité, la répartition des agents de sécurité par palais de justice est de nature confidentielle.

Question

098-

099

Le 18 janvier, le ministre annonçait son intention de former 144 constables spéciaux additionnels. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire le nombre de constables qui ont débuté leur formation et la date prévue de fin de la formation, ainsi que:

- a. Comment le nombre de 144 constables a été déterminé;
- b. La répartition prévue des lieux de travail des constables lorsque leur formation sera complétée.

Le ministre a annoncé la formation de 144 constables spéciaux au cours de l'année 2024-2025. En doublant le nombre de cohorte initialement prévue (36 aspirants constables par cohorte), cela permettra de combler les besoins courants en sécurité dans les palais de justice à travers le Québec, et d'assurer le rehaussement des mesures de sécurité par le déploiement de nouveaux points de contrôle de sécurité dans différents palais de justice. La formation des constables spéciaux se fait à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) pour une durée de 8 semaines. La première cohorte de formation a débuté le 6 mars 2024 et se terminera le 9 mai 2024. Les prochaines cohortes sont prévues en juin et octobre 2024, ainsi qu'en janvier 2025. Le nombre d'aspirants constables par cohorte est déterminé par l'ENPQ en fonction de sa capacité et des impératifs pédagogiques. Bien que la majorité des aspirants passent à travers le programme de formation, il arrive que certains se désistent en cours de formation. La répartition dans les lieux de travail est sujette à des changements selon l'évolution des besoins dans les différentes régions.

Lieu de travail	Cohorte n° 17 - mars à mai 2024
Baie-Comeau	2
Drummondville	1
Gatineau	3
Longueuil	2
Matane	1
Montréal	14
New Carlisle	1
Québec	1
Rimouski	1
Rivière-du-Loup	1
Roberval	2
Sorel	1
St-Hyacinthe	1
Victoriaville	1
Assemblée nationale	4
Total prévus	36

Question **100**

Le nombre de constables spéciaux en arrêt de travail en indiquant la raison de l'arrêt de travail et en ventilant l'information par lieu de travail

Secteur d'activités	Arrêt de travail
Édifices gouvernementaux	4
Palais de justice	27

Au 31 janvier 2024

Source : EI SAGIR – Rapport sur les postes et l'effectif

Les motifs d'arrêt de travail incluent : congé plein salaire, congé parental, congé sans salaire, assurance-salaire et lésion professionnelle ou retrait préventif.

Les raisons des arrêts de travail sont de nature confidentielle.

Question **101**

Le nombre de constables spéciaux qui ont démissionné au cours de l'année 2023-2024

	2023-2024
Nombre de démissions	30

Au 31 janvier 2024

Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs

Question **102**

La liste des palais de justice en indiquant s'ils ont, ou non, une arche de sécurité.

Cette question relève du ministère de la Justice.

Question **103**

Le plan de déploiement des arches de sécurité dans les palais de justice pour les 3 prochaines années en indiquant les coûts associés

Cette question relève du ministère de la Justice.

Question **104**

Le nombre d'armes saisies dans les palais de justice par les constables spéciaux

En 2023*, aucune arme à feu n'a été saisie dans les palais de justice de la province, tandis que 33 armes prohibées ont été saisies.

À noter que les données sont pour l'année civile 2023, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Question **105**

Les investissements pour l'achat de matériel pour les constables spéciaux en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 (armes, vestes pare-balles, radios, etc.). Veuillez énumérer les équipements et nous dire où ils ont été envoyés.

Les investissements pour l'achat de matériel pour les constables spéciaux pour 2023-2024 se situent à 423 338 \$ en date du 31 janvier 2024. Cela inclut les dépenses de matériels renouvelables et les dépenses de matériel requis à la formation continue pour les employés du ministère qui travaillent à la sécurité dans les palais de justice. À titre d'exemple, ces dépenses incluent les équipements de sécurité et de radiocommunication, les armes de service, les uniformes, etc. L'année 2023-2024 représente la première année où il y a eu la formation de 2 cohortes de constables spéciaux au lieu d'une seule. Cela se traduit naturellement par une augmentation des besoins en équipement. Le matériel est distribué par lieu de travail en fonction du déploiement du personnel et des besoins de renouvellement.

Question **149**

Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. Veuillez également nous fournir les prévisions pour les 3 prochaines années.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
46005	Abercorn	370	84 516 698	77 088
NR880	Abitibi	149	12 411 122	11 502
NR870	Abitibi-Ouest	93	2 537 333	2 422
48028	Acton Vale	7 871	724 174 106	1 101 033
31056	Adstock	3 073	457 836 454	427 013
98030	Aguanish	222	13 971 494	12 987
92030	Albanel	2 229	155 665 190	142 069
07025	Albertville	227	21 803 623	19 777
84050	Alleyn-et-Cawood	189	61 506 499	56 101
93042	Alma	31 038	3 456 258 077	5 255 333
78070	Amherst	1 633	353 647 895	322 480
88055	Amos	12 675	1 319 664 601	2 006 721
07047	Amqui	6 255	522 803 520	795 101
55008	Ange-Gardien	2 950	557 237 598	488 882
NR790	Antoine-Labelle	5	70 528 635	64 173
19037	Armagh	1 477	126 935 862	115 834
78060	Arundel	563	109 322 500	99 690
41055	Ascot Corner	3 479	349 845 512	367 021
50013	Aston-Jonction	441	52 624 678	47 453
13045	Auclair	462	42 186 152	38 342
30055	Audet	771	74 575 529	68 209
83090	Aumond	819	88 337 938	80 721
87050	Authier	260	14 063 007	12 622

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
87100	Authier-Nord	302	14 763 987	13 319
NR060	Avignon	0	673 183	412
45035	Ayer's Cliff	1 229	219 244 448	200 188
96020	Baie-Comeau	20 799	1 901 250 419	3 179 107
08080	Baie-des-Sables	622	52 323 279	47 625
50100	Baie-du-Febvre	972	204 961 515	174 103
98035	Baie-Johan-Beetz	78	7 348 894	6 861
15065	Baie-Sainte-Catherine	175	20 006 766	18 162
16013	Baie-Saint-Paul	7 257	1 231 045 770	1 871 917
96005	Baie-Trinité	372	31 104 673	28 256
78050	Barkmere	59	84 422 845	77 132
44045	Barnston-Ouest	573	114 541 198	104 534
88022	Barraute	1 997	141 762 750	129 153
37210	Batiscan	987	127 729 657	116 642
85020	Béarn	715	63 655 738	48 824
27028	Beauceville	6 321	546 689 494	831 425
31008	Beaulac-Garthby	1 026	237 074 985	216 332
19105	Beaumont	3 146	412 286 579	399 165
21025	Beaupré	3 935	722 427 115	871 382
38010	Bécancour	14 733	1 864 923 295	2 835 725
46035	Bedford	2 684	233 331 940	212 700
46040	Bedford	743	100 737 024	92 022
94250	Bégin	878	66 731 274	60 944
89050	Belcourt	222	10 192 426	9 207

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
85065	Belleterre	304	14 906 879	13 735
88070	Berry	530	40 495 780	37 132
18065	Berthier-sur-Mer	1 744	255 206 276	232 880
52035	Berthierville	4 330	443 080 113	570 293
48005	Béthanie	323	55 412 029	49 998
13055	Biencourt	444	33 403 673	30 182
98005	Blanc-Sablon	1 102	91 109 968	83 143
83045	Blue Sea	680	189 535 968	172 743
80115	Boileau	367	95 976 928	87 582
21045	Boischatel	8 957	1 105 146 346	1 680 205
83085	Bois-Franc	411	40 693 283	37 132
45095	Bolton-Est	1 133	313 047 683	285 752
46065	Bolton-Ouest	669	258 843 445	236 109
05045	Bonaventure	2 739	261 986 134	238 934
NR050	Bonaventure	45	14 725 814	13 344
98010	Bonne-Espérance	652	30 434 050	27 849
42040	Bonsecours	677	110 967 722	101 305
83050	Bouchette	712	148 559 591	135 611
80145	Bowman	703	133 461 567	121 889
78075	Brébeuf	1 041	116 388 328	106 148
46090	Brigham	2 352	281 599 113	257 096
84005	Bristol	1 044	245 661 586	224 000
46070	Brome	297	46 678 290	42 782
76043	Brownsburg-Chatham	7 772	843 770 628	1 283 058

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
84025	Bryson	698	33 993 796	31 078
41070	Bury	1185	163 622 303	149 334
12057	Cacouna	1874	203 572 805	185 658
84030	Campbell's Bay	738	45 842 835	41 975
NR972	Caniapiscau	5	7 769 112	7 265
04047	Cap-Chat	2 452	163 899 841	149 334
05060	Caplan	2 016	162 913 521	148 526
18045	Cap-Saint-Ignace	3 132	302 499 687	293 017
34030	Cap-Santé	3 629	376 012 143	424 995
06013	Carleton-sur-Mer	4 190	401 863 449	503 906
05077	Cascapédia-Saint-Jules	763	63 121 981	57 715
07018	Causapscal	2 242	133 517 430	121 889
83040	Cayamant	876	166 807 065	152 159
91020	Chambord	1 830	223 175 446	203 417
37220	Champlain	2 010	240 427 108	220 164
88005	Champneuf	124	4 384 983	4 036
02028	Chandler	7 405	503 693 561	766 041
99020	Chapais	1 537	82 498 754	75 939
51080	Charette	1 033	86 142 796	75 817
NR160	Charlevoix	0	33 197 978	30 611
NR150	Charlevoix-Est	203	112 473 838	102 516
41020	Chartierville	291	60 253 592	54 890
21035	Château-Richer	4 571	504 131 104	669 580
87095	Chazel	293	16 561 774	14 933

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
80103	Chénéville	871	90 897 409	83 199
62047	Chertsey	5 035	833 103 093	1 178 121
39030	Chesterville	945	121 561 416	110 744
99025	Chibougamau	7 315	663 907 076	1 009 415
84090	Chichester	352	45 975 432	39 811
96035	Chute-aux-Outardes	1 433	65 305 900	59 733
79065	Chute-Saint-Philippe	1 018	165 999 915	151 352
84015	Clarendon	1 257	238 205 275	211 264
56010	Clareville	1 273	268 005 812	241 586
15035	Clermont	3 137	259 192 422	252 738
87110	Clermont	499	34 577 375	31 788
87075	Clerval	399	36 906 380	33 751
42110	Cleveland	1 615	205 732 272	187 676
03010	Cloridorme	647	35 121 006	33 893
44037	Coaticook	9 008	966 390 875	1 469 524
95050	Colombier	694	34 489 689	31 481
44071	Compton	3 302	461 239 314	451 847
41038	Cookshire-Eaton	5 523	539 817 379	820 931
71040	Coteau-du-Lac	7 627	1 170 939 576	1 780 299
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	792	51 656 361	47 879
29027	Courcelles-Saint-Évariste ¹	1 404	167 483 725	152 966
46080	Cowansville	16 272	1 462 913 767	2 224 264
61013	Crabtree	4 267	380 093 743	483 518

¹ Municipalité regroupée le 01-01-2024 (Courcelles et Saint-Évariste-de-Forsyth)

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
40047	Danville	3 884	316 679 653	374 141
39152	Daveluyville	2 413	190 961 644	174 357
13005	Dégelis	2 890	216 149 342	197 794
83070	Déléage	1 931	128 170 554	117 045
83005	Denholm	475	118 266 929	107 762
93005	Desbiens	1 000	61 499 962	56 101
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	907	105 695 097	96 461
34058	Deschambault-Grondines	2 317	432 208 545	397 032
31015	Disraeli	2 371	170 827 302	155 791
31020	Disraeli	1 151	179 165 505	163 460
44023	Dixville	760	95 992 473	86 454
92022	Dolbeau-Mistassini	13 934	1 152 799 879	1 752 854
34025	Donnacoona	7 663	792 509 061	1 205 163
33040	Dosquet	997	103 024 080	95 365
49058	Drummondville	81 551	8 201 544 749	14 341 156
41117	Dudswell	1 873	248 066 132	226 422
80135	Duhamel	502	279 382 069	255 078
85030	Duhamel-Ouest	891	120 789 116	110 184
69075	Dundee	395	107 103 269	96 377
46050	Dunham	3 606	565 125 140	638 906
87005	Duparquet	727	61 997 846	56 505
87085	Dupuy	927	51 883 799	47 222
49015	Durham-Sud	1 121	113 228 745	103 323
41060	East Angus	3 982	278 904 698	336 606

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
31122	East Broughton	2 232	123 910 714	113 009
46085	East Farnham	622	60 848 706	55 697
44010	East Hereford	288	48 322 790	43 993
45093	Eastman	2 363	598 532 328	546 077
83075	Egan-Sud	498	48 069 667	43 993
69050	Elgin	397	94 090 618	85 968
62053	Entrelacs	1 022	293 184 048	265 127
06025	Escuminac	566	49 739 853	45 204
10005	Esprit-Saint	321	22 748 094	20 800
77011	Estérel	232	351 266 664	320 462
46112	Farnham	10 889	957 197 705	1 455 398
80005	Fassett	483	51 088 986	46 415
94220	Ferland-et-Boilleau	644	67 061 573	61 348
79097	Ferme-Neuve	2 792	276 540 671	254 700
97035	Fermont	2 354	797 784 373	798 322
95045	Forestville	2 839	170 587 908	155 791
84060	Fort-Coulonge	1 306	64 821 757	59 330
38047	Fortierville	643	69 910 425	62 988
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 323	446 094 112	406 833
26005	Frampton	1 366	171 273 927	156 195
69010	Franklin	1 844	273 468 799	249 428
96015	Franquelin	287	19 066 188	17 521
46010	Frelighsburg	1 297	258 872 538	236 109
30025	Frontenac	1 786	245 179 624	223 597

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
85055	Fugèreville	332	33 721 206	24 952
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 042	533 023 087	486 343
87020	Gallichan	472	37 774 601	34 306
03005	Gaspé	15 260	1 418 808 848	2 157 266
92055	Girardville	987	73 470 575	66 998
96010	Godbout	262	17 169 980	15 741
69060	Godmanchester	1 557	249 133 065	227 229
76025	Gore	2 277	423 333 338	386 249
83032	Gracefield	2 618	478 212 672	442 199
02015	Grande-Rivière	3 427	216 826 156	232 073
35040	Grandes-Piles	495	102 748 015	93 636
03020	Grande-Vallée	1 069	84 787 763	77 492
09060	Grand-Métis	209	27 515 697	25 232
83095	Grand-Remous	1 212	125 817 803	114 624
50065	Grand-Saint-Esprit	491	63 718 365	58 119
76055	Grenville	1 840	147 256 787	134 400
76052	Grenville-sur-la-Rouge	3 009	454 445 987	422 391
98014	Gros-Mécatina	405	22 265 098	21 281
01042	Grosse-Île	478	35 243 507	32 112
08015	Grosses-Roches	403	29 294 023	26 638
85095	Guérin	311	28 852 532	26 234
39010	Ham-Nord	862	89 705 501	81 932
41075	Hampden	192	28 379 317	25 831
40005	Ham-Sud	245	58 414 976	52 071

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
76065	Harrington	925	315 959 739	288 174
45043	Hatley	781	263 328 683	240 145
45055	Hatley	2 305	424 088 302	387 057
69005	Havelock	749	144 837 399	131 979
98040	Havre-Saint-Pierre	3 396	413 930 015	453 420
93020	Hébertville	2 656	255 930 006	233 687
93025	Hébertville-Station	1 366	92 388 189	84 353
68010	Hemmingford	849	73 032 888	66 595
68015	Hemmingford	2 138	372 188 880	331 746
56042	Henryville	1 508	339 187 183	284 474
35035	Hérouxville	1 409	114 020 769	104 130
69045	Hinchinbrooke	2 303	278 248 178	253 867
19070	Honfleur	887	123 885 683	113 009
05025	Hope	608	38 003 315	34 710
05020	Hope Town	397	26 264 409	23 813
69025	Howick	839	68 274 497	62 155
78065	Huberdeau	901	99 412 041	91 966
71110	Hudson	5 614	1 267 611 943	1 927 615
69055	Huntingdon	2 700	178 116 017	162 653
32058	Inverness	948	184 673 095	165 453
31040	Irlande	889	100 742 972	92 022
78042	Ivry-sur-le-Lac	366	272 666 550	250 233
61025	Joliette	22 098	2 272 385 148	3 455 258
14050	Kamouraska	627	128 220 793	117 045

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
NR140	Kamouraska	11	4 420 020	4 198
83015	Kazabazua	1 030	159 589 493	145 701
79025	Kiamika	822	109 675 095	100 094
42070	Kingsbury	143	12 393 074	11 301
39097	Kingsey Falls	1 976	244 034 790	222 790
31105	Kinnear's Mills	393	62 471 653	56 908
85010	Kipawa	461	66 372 393	60 541
90017	La Bostonnais	628	50 986 464	46 415
78115	La Conception	1 524	373 692 700	335 937
88030	La Corne	815	97 075 433	88 389
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	86 793 157	79 106
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 510 443	5 102
91050	La Doré	1 371	100 518 016	91 618
19090	La Durantaye	829	95 074 582	86 775
29030	La Guadeloupe	1 781	129 125 008	117 852
NR950	La Haute-Côte-Nord	5	50 946 576	46 415
NR040	La Haute-Gaspésie	190	31 441 564	27 414
NR220	La Jacques-Cartier	0	7 424 334	6 861
79047	La Macaza	1 153	232 966 373	212 700
15013	La Malbaie	8 387	892 991 673	1 357 725
04030	La Martre	208	15 288 541	13 581
NR080	La Matanie	0	10 161 935	10 019
NR070	La Matapédia	24	63 584 496	58 475
78130	La Minerve	1 335	409 789 784	373 738

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
NR090	La Mitis	0	30 342 963	27 849
88012	La Morandière-Rochebaucourt	345	20 483 700	18 544
88045	La Motte	492	46 133 129	41 975
41027	La Patrie	813	100 847 288	92 225
14085	La Pocatière	3 905	412 740 601	511 348
54035	La Présentation	2 595	543 486 268	470 214
09005	La Rédemption	430	26 500 428	24 216
87080	La Reine	340	16 441 376	14 933
87090	La Sarre	7 201	620 975 525	944 031
10010	La Trinité-des-Monts	245	23 980 199	21 795
90012	La Tuque	10 929	1 082 900 779	1 646 706
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	2	28 563 667	26 234
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	678	96 928 213	88 389
50085	La Visitation-de-Yamaska	336	86 256 363	78 703
78120	Labelle	2 537	444 656 921	405 622
93055	Labrecque	1 348	128 373 032	117 045
22040	Lac Beauport	8 372	1 440 096 304	2 189 554
22030	Lac Delage	746	102 686 930	94 581
22015	Lac Saint-Joseph	289	355 386 803	324 094
07057	Lac-au-Saumon	1 414	81 840 395	74 667
35010	Lac-aux-Sables	1 346	262 098 731	238 934
91005	Lac-Bouchette	1 169	129 203 565	117 852
46075	Lac-Brome	6 085	1 608 810 270	2 446 246
13060	Lac-des-Aigles	505	35 909 410	32 692

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
79078	Lac-des-Écorces	3 025	272 494 698	254 271
80130	Lac-des-Plages	499	149 940 410	136 822
77055	Lac-des-Seize-Îles	159	105 600 322	96 461
30080	Lac-Drolet	1 087	120 676 275	110 184
79015	Lac-du-Cerf	550	115 047 069	104 937
90027	Lac-Édouard	184	62 887 295	57 312
28053	Lac-Etchemin	3 959	419 938 472	506 524
18010	Lac-Frontière	190	22 216 041	20 180
76020	Lachute	14 794	1 375 310 531	2 091 075
30030	Lac-Mégantic	5 646	570 471 222	867 346
56023	Lacolle	2 742	393 723 389	354 423
29095	Lac-Poulin	149	57 633 977	52 469
79060	Lac-Saguay	476	93 769 286	85 564
83020	Lac-Sainte-Marie	635	286 682 988	261 536
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	16 072 116	14 530
79105	Lac-Saint-Paul	543	85 542 399	77 896
34120	Lac-Sergent	549	127 367 567	116 770
80095	Lac-Simon	1 079	440 906 314	402 394
78095	Lac-Supérieur	1 953	597 732 404	545 270
78127	Lac-Tremblant-Nord	60	180 376 504	217 331
85070	Laforce	559	12 853 359	11 774
93060	Lamarche	509	57 927 003	52 872
30095	Lambton	1 695	293 287 224	267 590
88035	Landrienne	931	71 901 871	65 788

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
21040	L'Ange-Gardien	3 993	476 267 992	574 329
52017	Lanoraie	5 458	643 112 113	914 876
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 285	174 809 095	159 424
78015	Lantier	970	258 238 926	235 705
79050	L'Ascension	906	135 119 679	123 099
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 152	196 337 337	179 200
06060	L'Ascension-de-Patapédia	168	12 231 870	10 918
85060	Latulipe-et-Gaboury	305	23 745 962	19 485
88080	Launay	215	15 397 445	13 750
33060	Laurier-Station	2 738	278 221 589	253 867
32072	Laurierville	1 356	152 634 092	139 244
52007	Lavaltrie	15 578	1 485 636 970	2 258 974
49025	L'Avenir	1 449	155 436 175	141 665
85052	Laverlochère-Angliers	969	87 964 832	77 952
42045	Lawrenceville	627	56 851 017	52 065
NR910	Le Domaine-du-Roy	38	79 012 039	72 245
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	54	616 645 133	562 625
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 276 617	1 211
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 114	140 086 790	127 943
33123	Leclercville	484	77 206 662	70 399
49020	Lefebvre	979	97 085 919	88 389
13050	Lejeune	254	28 261 087	24 385
38020	Lemieux	299	37 763 406	34 170
60037	L'Épiphanie	9 132	867 803 103	1 130 496

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
NR110	Les Basques	0	839 221	807
95018	Les Bergeronnes	652	57 826 649	52 872
71050	Les Cèdres	7 195	1 002 522 946	1 489 778
71033	Les Coteaux	5 880	579 826 937	881 472
16048	Les Éboulements	1 463	284 182 056	259 114
95025	Les Escoumins	1 815	148 348 944	135 395
09015	Les Hauteurs	458	31 087 011	28 252
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 711	1 083 416 198	1 647 513
08005	Les Méchins	973	79 378 482	72 604
71095	L'Île-Cadieux	128	81 481 636	74 263
98020	L'Île-d'Anticosti	203	41 052 844	38 067
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	660	102 021 067	93 233
71060	L'Île-Perrot	11 547	1 328 314 469	2 019 637
41085	Lingwick	459	87 320 326	79 510
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 338	318 087 948	290 192
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 098	175 194 348	162 082
17078	L'Islet	3 931	342 596 900	413 291
12043	L'Isle-Verte	1 347	138 415 727	126 328
84040	Litchfield	461	114 421 996	104 534
80055	Lochaber	450	55 310 956	50 451
80060	Lochaber-Partie-Ouest	927	113 708 308	103 726
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	431	31 531 616	29 959
95032	Longue-Rive	956	49 168 472	45 410
85037	Lorrainville	1 221	100 790 966	92 022

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
33115	Lotbinière	830	171 884 559	157 002
51015	Louiseville	7 272	653 904 624	994 078
83010	Low	1 056	195 930 141	178 797
32065	Lyster	1 662	182 382 586	163 440
87058	Macamic	2 688	177 203 123	161 845
39165	Maddington Falls	434	32 997 226	30 270
89015	Malartic	3 356	344 117 644	357 594
52095	Mandeville	2 400	368 489 123	336 202
NR960	Manicouagan	86	70 389 878	64 173
83065	Maniwaki	3 854	252 811 048	302 230
38028	Manseau	836	87 911 581	80 317
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 358	248 950 119	227 229
06005	Maria	2 673	259 104 565	236 512
NR920	Maria-Chapdelaine	240	138 729 697	125 077
42065	Maricourt	432	72 207 783	65 500
55048	Marieville	11 620	1 268 186 776	1 928 422
04025	Marsoui	266	13 428 242	12 166
30035	Marston	776	106 468 981	97 269
44060	Martinville	460	52 964 532	48 167
51008	Maskinongé	2 411	247 645 296	226 018
53010	Massueville	550	39 596 677	36 324
99015	Matagami	1 305	97 807 966	90 167
08053	Matane	14 000	1 241 719 820	1 923 281
06045	Matapédia	618	52 657 615	48 272

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
NR620	Matawinie	111	95 615 088	87 179
80065	Mayo	627	110 388 645	100 901
NR350	Mékinac	6	87 993 488	80 317
42075	Melbourne	1 140	186 183 119	169 917
83060	Messines	1 711	222 170 270	202 609
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	3 955	409 600 262	494 012
09048	Métis-sur-Mer	574	113 020 839	102 919
30040	Milan	326	56 276 425	51 050
76030	Mille-Isles	1 787	299 666 275	273 240
85075	Moffet	204	25 131 564	21 243
78047	Mont-Blanc	3 900	686 375 920	810 438
78055	Montcalm	642	147 581 980	134 804
14005	Mont-Carmel	1 146	100 997 741	92 022
83088	Montcerf-Lytton	673	60 897 689	55 697
80010	Montebello	1 031	118 423 356	108 166
09077	Mont-Joli	6 357	501 232 797	762 005
79088	Mont-Laurier	14 562	1 481 954 628	2 253 324
18050	Montmagny	11 063	1 103 706 766	1 678 187
80090	Montpellier	1 098	135 962 917	123 907
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 296	575 714 067	545 302
79110	Mont-Saint-Michel	615	66 168 128	60 541
04015	Mont-Saint-Pierre	170	11 999 947	10 897
78102	Mont-Tremblant	11 121	4 220 293 216	6 796 998
77050	Morin-Heights	4 906	972 620 066	1 351 982

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
80085	Mulgrave-et-Derry	387	159 877 146	145 701
03025	Murdochville	608	19 413 258	17 810
80110	Namur	618	61 093 012	55 697
30045	Nantes	1 470	132 155 852	120 678
68030	Napierville	4 193	447 888 489	560 607
98025	Natashquan	275	17 918 368	16 548
85100	Nédélec	364	32 022 648	29 060
34007	Neuville	4 669	595 508 136	799 944
05040	New Carlisle	1 436	106 583 414	97 327
05070	New Richmond	3 873	314 108 605	370 912
41037	Newport	750	142 908 923	130 364
50072	Nicolet	8 510	960 457 137	1 460 241
79030	Nominingue	2 185	482 935 288	440 736
92040	Normandin	3 050	246 152 018	229 651
87115	Normétal	754	21 306 024	19 373
45050	North Hatley	690	194 244 970	177 736
19010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	757	98 219 022	89 600
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	317	105 739 893	96 461
39015	Notre-Dame-de-Ham	420	34 481 045	31 788
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	1 057	327 564 456	298 061
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	695	74 599 305	70 596
80087	Notre-Dame-de-la-Salette	869	109 724 817	136 526
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 693	1 690 363 914	2 559 873
92060	Notre-Dame-de-Lorette	189	17 113 647	14 876

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	824	99 789 323	91 215
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	3 080	282 385 522	263 150
35005	Notre-Dame-de-Montauban	764	138 186 757	125 925
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	799	191 451 319	174 761
30010	Notre-Dame-des-Bois	1 069	133 543 077	121 889
15025	Notre-Dame-des-Monts	800	53 479 807	48 836
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 082	161 777 637	147 719
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 777	165 279 004	144 836
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 632	1 019 674 410	1 550 245
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	41	38 444 214	35 114
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	665	132 275 486	119 261
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 681	127 256 971	113 942
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 036	163 649 134	137 499
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 745	438 161 168	399 568
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	6 413	442 453 120	672 809
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 034	95 954 492	87 582
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 183	202 622 354	184 851
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	411	47 193 034	43 186
33085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	911	112 891 122	102 919
06020	Nouvelle	1 723	143 462 675	130 768
56015	Noyan	1 589	262 114 614	236 211
45020	Ogden	793	253 065 349	230 862
72032	Oka	6 123	568 643 177	864 521
69037	Ormstown	3 999	510 899 654	609 105

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
84055	Otter Lake	968	217 074 660	198 170
13015	Packington	600	54 508 930	49 643
09040	Padoue	249	16 225 584	14 933
87025	Palmarolle	1 407	111 187 132	102 429
80037	Papineauville	2 359	230 635 193	210 278
38055	Parisville	520	60 039 402	54 343
05032	Paspébiac	3 198	236 363 265	228 844
02005	Percé	3 103	252 171 457	241 661
92010	Péribonka	543	136 730 597	124 714
16005	Petite-Rivière-Saint-François	960	414 004 950	377 774
03015	Petite-Vallée	161	11 822 674	10 897
94205	Petit-Saguenay	665	51 692 861	47 222
77030	Piedmont	3 475	715 926 629	765 638
50113	Pierreville	2 210	245 354 587	224 000
46025	Pike River	541	112 238 829	100 476
71070	Pincourt	15 338	1 860 172 067	2 828 460
30020	Piopolis	365	99 214 395	90 407
80045	Plaisance	1 221	99 329 527	90 811
32043	Plessisville ²	9 449	795 724 395	1 058 861
13095	Pohénégamook	2 513	219 740 638	200 591
06030	Pointe-à-la-Croix	1 342	88 636 224	80 844
96030	Pointe-aux-Outardes	1 285	102 655 086	94 638
71055	Pointe-des-Cascades	1 813	189 580 314	156 011

² Municipalité regroupée le 01-01-2024 (Plessisville (M) et Plessisville (P))

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
71140	Pointe-Fortune	616	67 536 528	61 751
96025	Pointe-Lebel	1 869	130 618 417	119 697
NR840	Pontiac	5	26 263 111	21 908
34017	Pont-Rouge	10 869	1 001 441 356	1 522 800
84020	Portage-du-Fort	208	21 623 831	19 777
97022	Port-Cartier	6 498	703 571 685	1 131 355
02047	Port-Daniel-Gascons	2 281	253 274 952	133 021
34048	Portneuf	3 376	324 219 180	337 010
NR340	Portneuf	0	61 762 126	56 505
95040	Portneuf-sur-Mer	568	34 164 377	32 437
45030	Potton	1 961	806 144 169	735 367
87035	Pouliaries	683	36 391 080	33 096
88090	Preissac	972	159 228 565	145 298
75040	Prévost	14 060	1 591 904 478	2 420 416
09065	Price	1 733	76 964 503	70 641
32033	Princeville	6 537	588 156 330	894 387
42032	Racine	1 426	255 187 348	232 880
96040	Ragueneau	1 335	63 646 849	58 119
87010	Rapide-Danseur	366	36 878 729	33 751
84100	Rapides-des-Joachims	164	21 602 444	19 777
62037	Rawdon	12 393	1 321 773 524	2 009 950
85105	Rémigny	294	33 274 892	26 523
42098	Richmond	3 357	243 189 558	252 656
71133	Rigaud	8 284	1 195 016 918	1 817 027

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
10043	Rimouski	50 036	5 092 903 968	8 053 716
NR100	Rimouski-Neigette	11	9 170 043	8 476
80078	Ripon	1 759	220 659 046	201 399
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	163	13 559 862	12 512
04020	Rivière-à-Claude	143	10 134 688	9 283
34135	Rivière-à-Pierre	557	134 798 348	123 099
98055	Rivière-au-Tonnerre	270	24 875 976	23 278
71005	Rivière-Beaudette	2 580	318 787 201	288 913
13025	Rivière-Bleue	1 246	81 846 097	74 667
12072	Rivière-du-Loup	20 176	2 104 301 513	3 199 776
94215	Rivière-Éternité	413	38 648 528	35 114
89010	Rivière-Héva	1 519	149 580 692	136 418
14065	Rivière-Ouelle	995	156 084 711	142 472
79037	Rivière-Rouge	4 665	578 070 516	776 535
98050	Rivière-Saint-Jean	211	12 906 931	12 593
91025	Roberval	9 888	914 594 979	1 390 821
87015	Roquemaure	409	26 166 657	26 618
55037	Rougemont	2 805	389 235 126	355 172
86042	Rouyn-Noranda	43 097	4 835 564 872	7 352 462
48015	Roxton	1 160	195 955 776	174 272
48010	Roxton Falls	1 394	106 837 932	97 269
47047	Roxton Pond	4 580	522 703 919	658 364
95010	Sacré-Coeur	1 770	132 453 353	120 678
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	549	76 277 326	67 517

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
17015	Saint-Adalbert	495	57 819 420	52 981
08030	Saint-Adelme	514	37 604 028	34 306
35015	Saint-Adelphe	990	114 739 542	104 534
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 880	1 094 691 400	1 292 745
40010	Saint-Adrien	566	61 369 291	56 101
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	403	44 583 562	40 764
33045	Saint-Agapit	4 605	422 375 661	567 468
53015	Saint-Aimé	480	206 582 155	132 982
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 113	141 272 261	128 750
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	835	99 834 932	91 215
34097	Saint-Alban	1 224	173 952 832	158 617
39085	Saint-Albert	1 777	182 633 834	165 495
56055	Saint-Alexandre	2 673	477 849 641	358 268
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 339	193 715 729	176 779
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	281	19 347 146	17 629
63023	Saint-Alexis	1 453	234 370 651	207 023
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	493	28 715 154	26 295
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 063	413 164 761	385 442
27015	Saint-Alfred	545	55 154 306	50 451
05065	Saint-Alphonse	730	44 029 680	40 360
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 423	476 545 359	487 027
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 451	498 830 124	533 565
94255	Saint-Ambroise	4 108	339 473 663	424 995
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 329	508 760 391	623 239

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 010	256 170 534	238 934
80027	Saint-André-Avellin	4 029	369 632 243	452 444
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 029	400 304 080	371 754
14040	Saint-André-de-Kamouraska	668	70 155 161	64 173
06040	Saint-André-de-Restigouche	151	11 773 838	10 897
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	499	40 193 278	36 728
69070	Saint-Anicet	2 817	610 027 403	556 571
19062	Saint-Anselme	4 308	463 722 552	589 829
18070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	130	42 767 160	39 245
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 729	303 721 774	277 276
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 844	328 712 893	299 878
12015	Saint-Antonin	4 339	345 691 786	445 176
33090	Saint-Apollinaire	8 116	807 990 908	1 228 572
46017	Saint-Armand	1 261	237 138 244	216 332
12065	Saint-Arsène	1 250	108 577 719	98 883
13100	Saint-Athanase	318	23 422 777	21 391
17055	Saint-Aubert	1 456	209 573 907	191 309
92005	Saint-Augustin	358	25 157 909	23 005
98012	Saint-Augustin	668	29 170 858	27 488
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	683	89 835 716	81 932
51025	Saint-Barnabé	1 191	120 446 335	109 780
54105	Saint-Barnabé-Sud	906	257 372 209	203 159
52055	Saint-Barthélemy	2 146	282 014 696	239 856
34038	Saint-Basile	2 730	287 173 871	261 939

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
28025	Saint-Benjamin	1 096	93 514 729	85 161
29100	Saint-Benoît-Labre	1 680	193 953 645	176 779
26055	Saint-Bernard	2 700	316 122 100	288 577
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 690	387 266 052	299 674
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	612	181 178 255	148 029
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 154	422 008 874	363 784
49125	Saint-Bonaventure	1 047	164 528 959	137 343
51085	Saint-Boniface	5 278	420 947 826	620 240
93030	Saint-Bruno	2 974	263 611 700	240 548
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 173	127 758 578	114 734
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	546	51 422 288	46 818
63055	Saint-Calixte	7 162	636 045 676	967 036
40025	Saint-Camille	572	67 611 576	61 751
28070	Saint-Camille-de-Lellis	751	70 250 866	64 173
34078	Saint-Casimir	1 408	130 113 795	118 660
50030	Saint-Célestin	916	66 173 015	60 541
50035	Saint-Célestin	642	120 635 123	110 044
55023	Saint-Césaire	6 051	828 811 990	1 256 800
61035	Saint-Charles-Borromée	15 437	1 497 887 886	2 277 540
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 642	302 558 563	276 065
94260	Saint-Charles-de-Bourget	835	73 744 386	67 402
09010	Saint-Charles-Garnier	249	18 175 843	16 548
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 821	365 040 629	332 974
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 131	321 246 420	304 237

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
69017	Saint-Chrysostome	2 841	344 743 294	314 408
42100	Saint-Claude	1 203	170 252 601	155 388
11005	Saint-Clément	471	38 171 673	34 710
07090	Saint-Cléophas	333	22 062 022	20 180
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	249	31 937 767	28 818
71045	Saint-Clet	1 898	290 885 712	254 630
62065	Saint-Côme	2 600	486 077 540	443 561
29057	Saint-Côme--Linière	3 343	258 076 612	267 185
52062	Saint-Cuthbert	1 929	318 913 051	271 799
12005	Saint-Cyprien	1 101	78 414 929	71 438
28040	Saint-Cyprien	505	46 352 907	42 378
68035	Saint-Cyprien-de-Napierville	2 101	432 366 387	389 734
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	761	93 085 135	84 757
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	5 073	480 963 729	675 497
07105	Saint-Damase	358	32 077 018	29 463
54017	Saint-Damase	2 574	486 770 127	431 449
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	548	60 362 258	54 890
62075	Saint-Damien	2 238	345 505 882	315 215
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 805	191 638 285	175 156
53005	Saint-David	914	250 990 435	165 253
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 957	898 459 981	843 890
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	516	101 301 076	92 425
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 852	767 331 824	1 021 171
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 422	437 824 093	398 925

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
52090	Saint-Didace	725	147 170 769	133 119
54060	Saint-Dominique	2 783	418 235 056	371 238
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	440	33 511 441	30 196
09030	Saint-Donat	886	80 993 796	73 860
62060	Saint-Donat	4 469	1 636 712 875	2 092 944
77022	Sainte-Adèle	14 856	2 042 379 346	3 105 332
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 148	165 314 825	152 134
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	11 537	1 720 773 010	2 616 568
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	1 002	61 233 142	55 728
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 785	284 772 289	251 438
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	617	51 945 022	47 222
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 989	298 420 667	273 537
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 081	217 328 864	198 170
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 571	155 702 188	142 069
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	611	83 696 793	76 281
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 212	365 287 966	320 040
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 974	829 144 236	1 000 132
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 795	303 476 878	276 873
04037	Sainte-Anne-des-Monts	6 359	452 444 016	688 146
79115	Sainte-Anne-du-Lac	572	79 484 260	72 649
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	535	73 379 515	66 998
28015	Sainte-Aurélie	852	105 084 234	96 058
69065	Sainte-Barbe	1 724	263 320 231	240 145
62020	Sainte-Béatrix	2 363	285 622 802	260 728

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 492	374 852 168	312 087
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	8 595	846 143 071	1 286 691
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	784	139 337 743	119 027
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	8 769	978 310 165	1 487 686
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	385	47 948 289	41 992
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 298	289 665 711	262 245
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	905	104 767 867	95 654
48020	Sainte-Christine	767	127 033 189	106 664
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	670	165 316 791	148 708
19055	Sainte-Claire	3 641	392 044 150	443 158
68020	Sainte-Clotilde	2 809	330 330 516	288 074
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	597	68 768 387	62 559
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 644	168 674 503	153 773
33102	Sainte-Croix	2 647	333 157 149	306 111
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	781	124 181 156	104 983
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	373	23 562 282	21 391
68045	Saint-Édouard	1 402	271 753 973	231 882
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	659	57 390 814	52 469
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 233	169 866 760	154 984
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	741	66 466 182	60 541
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	544	96 717 517	88 389
52030	Sainte-Élisabeth	1 477	279 502 143	239 444
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	392	60 894 337	55 697
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 771	209 785 946	191 309

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
50005	Sainte-Eulalie	1 007	147 992 259	130 003
18035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	345	30 294 604	27 472
20010	Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans	921	160 192 365	146 105
08023	Sainte-Félicité	1 144	69 675 388	64 192
17025	Sainte-Félicité	368	30 222 206	27 445
09085	Sainte-Flavie	839	92 560 235	84 602
07010	Sainte-Florence	361	20 605 563	18 969
11030	Sainte-Françoise	397	33 758 062	30 674
38035	Sainte-Françoise	457	59 669 949	53 519
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 076	147 896 700	134 804
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 369	302 579 658	273 376
87030	Sainte-Germaine-Boulé	994	55 676 439	50 854
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	776	56 148 944	51 258
91030	Sainte-Hedwidge	900	66 100 207	60 137
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 666	297 512 954	271 626
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	413	63 008 610	56 401
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	891	77 191 825	70 227
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	371	24 715 312	22 602
26040	Sainte-Hénédine	1 452	149 791 592	136 822
07040	Sainte-Irène	341	46 400 299	42 378
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	274	25 227 390	23 005
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 025	82 229 543	75 070
63060	Sainte-Julienne	11 932	1 003 572 421	1 526 028
28045	Sainte-Justine	1 841	140 381 772	127 943

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
71115	Sainte-Justine-de-Newton	965	273 409 259	207 566
51075	Saint-Élie-de-Caxton	1 981	237 527 970	216 736
11035	Saint-Éloi	294	33 790 757	30 674
17060	Sainte-Louise	723	62 655 891	57 312
50095	Saint-Elphège	275	79 481 101	65 049
09092	Sainte-Luce	2 746	280 362 935	255 885
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	267	27 380 206	25 023
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 475	209 900 109	191 515
05050	Saint-Elzéar	465	29 802 788	27 079
26022	Saint-Elzéar	2 699	274 865 001	250 638
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	320	25 632 346	23 409
54025	Sainte-Madeleine	2 294	235 616 785	215 121
04005	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	279	28 056 505	25 427
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 805	211 977 311	193 327
26035	Sainte-Marguerite	1 262	142 205 050	129 557
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3 545	668 358 617	648 915
07005	Sainte-Marguerite-Marie	175	11 625 332	10 685
26030	Sainte-Marie	13 550	1 438 272 678	2 186 729
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	448	55 724 021	50 392
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 955	471 324 811	425 993
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 242	129 935 876	118 660
71110	Sainte-Marthe	1 080	303 915 276	246 873
70012	Sainte-Martine	5 803	740 483 434	1 116 909
61050	Sainte-Mélanie	3 287	391 485 709	392 707

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	557	82 570 392	75 474
50057	Sainte-Monique	518	108 953 793	98 933
93075	Sainte-Monique	866	161 835 255	147 719
08040	Sainte-Paule	255	34 329 057	31 481
17030	Sainte-Perpétue	1 633	107 354 908	98 076
50050	Sainte-Perpétue	979	165 791 359	151 352
20030	Sainte-Pétronille	1 047	205 389 179	187 272
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 420	231 771 233	211 489
12030	Saint-Épiphane	872	63 523 919	58 119
31050	Sainte-Praxède	351	116 098 117	105 744
11015	Sainte-Rita	306	28 528 182	24 844
28030	Sainte-Rose-de-Watford	761	73 843 438	67 402
94230	Sainte-Rose-du-Nord	454	59 882 383	54 343
28065	Sainte-Sabine	359	38 928 667	35 517
46105	Sainte-Sabine	1 135	168 797 596	154 177
39105	Sainte-Séraphine	398	59 276 183	54 083
75028	Sainte-Sophie	18 912	1 686 526 805	2 564 503
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	747	84 723 640	75 339
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	603	99 815 417	85 202
63030	Saint-Esprit	2 262	363 051 447	326 708
35050	Sainte-Thècle	2 510	238 446 258	217 543
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 023	58 898 450	53 679
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	574	113 396 731	103 323
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	1 056	197 835 026	164 356

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	829	190 253 931	173 550
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 693	379 413 464	509 752
49105	Saint-Eugène	1 198	208 220 723	173 907
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	480	37 609 175	34 306
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	470	58 199 561	49 933
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	400	46 265 226	42 777
51040	Sainte-Ursule	1 363	140 688 121	128 346
13030	Saint-Eusèbe	610	49 372 758	45 204
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 542	320 466 647	292 210
10070	Saint-Fabien	1 796	172 799 567	163 996
18015	Saint-Fabien-de-Panet	961	82 269 604	75 070
91042	Saint-Félicien	10 226	1 014 722 045	1 542 980
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	964	73 178 784	66 595
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 499	205 826 420	187 676
62007	Saint-Félix-de-Valois	7 034	758 176 079	1 152 694
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 101	151 529 537	138 436
32013	Saint-Ferdinand	2 087	316 366 912	288 577
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 646	757 176 009	831 453
33052	Saint-Flavien	1 601	177 121 738	162 082
31030	Saint-Fortunat	284	46 484 423	42 378
06055	Saint-François-d'Assise	653	34 889 733	31 885
18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	1 645	182 749 520	168 808
20005	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	573	144 480 229	132 035
91015	Saint-François-de-Sales	608	45 068 079	41 168

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
50128	Saint-François-du-Lac	2 014	212 327 692	193 730
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 497	256 696 724	234 091
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	247	22 157 368	20 180
27065	Saint-Frédéric	1 115	108 209 214	98 883
94235	Saint-Fulgence	2 184	200 729 192	183 236
52080	Saint-Gabriel	2 767	176 784 776	161 442
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 766	353 816 813	322 884
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 199	94 584 963	86 371
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 767	459 243 619	523 356
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	663	42 253 497	38 746
93035	Saint-Gédéon	2 351	327 609 128	299 071
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 184	176 610 031	161 038
29073	Saint-Georges	33 704	3 206 497 443	4 875 542
40032	Saint-Georges-de-Windsor	996	114 372 219	104 534
53085	Saint-Gérard-Majella	241	80 709 110	51 800
49048	Saint-Germain-de-Grantham	5 048	587 098 254	824 199
14045	Saint-Germain-de-Kamouraska	297	39 712 524	36 324
19075	Saint-Gervais	2 171	253 856 465	231 669
34060	Saint-Gilbert	292	32 172 896	28 818
33035	Saint-Gilles	2 914	288 787 525	264 119
05015	Saint-Godefroi	355	23 486 702	21 391
49113	Saint-Guillaume	1 460	219 248 315	186 907
11020	Saint-Guy	53	13 502 803	12 558
19068	Saint-Henri	5 939	719 309 726	1 093 768

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
93070	Saint-Henri-de-Taillon	915	140 858 257	128 346
44015	Saint-Herménégilde	721	149 659 327	136 418
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	99	45 694 371	41 600
16050	Saint-Hilarion	1 159	126 794 586	115 834
75045	Saint-Hippolyte	11 488	1 510 019 453	2 296 106
94240	Saint-Honoré	6 612	552 763 252	840 304
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 523	181 205 918	165 478
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	762	56 358 583	50 722
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 408	163 179 723	148 930
54100	Saint-Hugues	1 370	298 607 414	241 994
54048	Saint-Hyacinthe	58 732	7 191 067 475	12 574 155
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 204	231 389 011	211 085
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	752	139 854 907	127 211
15005	Saint-Irénée	724	143 368 962	130 768
26063	Saint-Isidore	3 313	404 951 638	408 211
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	712	104 741 167	97 890
63013	Saint-Jacques	4 560	525 959 716	638 238
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	707	84 334 586	77 088
31025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	191	42 539 446	38 746
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	2 191	339 906 973	285 980
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 124	113 264 578	103 323
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	387	53 425 357	48 836
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	179	10 832 019	9 921
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 692	101 009 301	92 022

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	256	29 809 837	27 079
20015	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	1 196	264 301 963	241 173
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 811	621 623 781	856 852
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 425	372 903 381	398 761
21020	Saint-Joachim	1 430	159 952 778	146 105
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 440	206 707 851	186 083
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 989	425 181 870	592 491
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 840	225 705 677	205 838
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	396	37 770 960	34 306
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	545	45 732 522	43 043
27050	Saint-Joseph-des-Érables	423	50 304 304	46 011
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 664	197 223 416	187 377
54110	Saint-Jude	1 359	252 680 540	206 071
27055	Saint-Jules	530	58 434 242	53 276
31035	Saint-Julien	394	58 193 121	53 276
18005	Saint-Just-de-Bretonnières	659	51 318 162	48 272
13040	Saint-Juste-du-Lac	588	54 554 755	49 643
51045	Saint-Justin	987	137 346 542	125 117
87120	Saint-Lambert	201	7 494 154	6 853
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	7 004	783 786 005	1 191 844
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 780	338 848 324	312 802
71105	Saint-Lazare	22 773	3 172 403 004	4 823 880
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 370	142 122 611	129 557
08065	Saint-Léandre	376	32 807 554	30 219

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 570	302 991 579	272 518
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 180	141 678 875	129 153
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 068	113 314 742	103 415
07030	Saint-Léon-le-Grand	988	62 698 602	57 312
51035	Saint-Léon-le-Grand	953	144 161 690	126 578
54072	Saint-Liboire	3 111	427 392 864	390 763
63065	Saint-Liguori	2 158	288 426 565	257 838
63048	Saint-Lin--Laurentides	25 452	2 114 322 020	3 214 709
54120	Saint-Louis	737	156 018 990	123 329
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 186	134 438 067	122 696
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	379	48 919 531	44 800
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	2 040	319 392 892	262 458
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 265	79 725 265	72 649
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	451	66 582 062	60 944
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	570	57 356 994	52 469
49030	Saint-Lucien	1 873	212 985 294	191 489
30072	Saint-Ludger	1 050	104 879 976	95 654
93080	Saint-Ludger-de-Milot	645	63 575 510	58 119
28075	Saint-Magloire	688	83 946 887	76 685
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 386	161 042 222	146 912
19025	Saint-Malachie	1 595	167 864 566	152 966
44003	Saint-Malo	494	82 041 871	74 667
88040	Saint-Marc-de-Figuery	957	92 588 412	84 353
34065	Saint-Marc-des-Carrières	3 028	250 199 586	233 283

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	382	43 132 375	39 150
17020	Saint-Marcel	439	54 356 117	49 643
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	528	164 922 819	126 161
10025	Saint-Marcellin	374	48 962 358	44 800
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 296	412 051 788	375 756
29045	Saint-Martin	2 580	202 712 970	184 851
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	711	98 536 606	90 004
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	829	90 119 237	82 335
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 429	265 568 392	242 163
37230	Saint-Maurice	3 689	294 068 279	331 746
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 131	65 255 974	59 733
11025	Saint-Médard	197	12 806 042	11 705
68050	Saint-Michel	3 693	540 105 377	588 116
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 870	292 312 151	266 783
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 560	521 258 518	475 446
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 032	79 964 918	73 052
12020	Saint-Modeste	1 164	105 935 072	96 461
07095	Saint-Moïse	574	39 690 737	36 324
37240	Saint-Narcisse	1 884	166 993 049	152 159
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 167	157 275 254	144 815
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 105	105 979 185	96 865
93045	Saint-Nazaire	2 136	166 317 331	151 755
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	896	187 279 693	152 142
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	368	39 272 507	35 921

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	770	85 846 765	78 299
07100	Saint-Noël	398	19 202 587	17 660
52070	Saint-Norbert	1 125	152 333 678	135 218
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 248	156 493 882	142 876
09055	Saint-Octave-de-Métis	526	37 895 350	34 710
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 367	136 421 392	124 310
17005	Saint-Omer	268	34 869 440	31 885
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	552	41 769 736	38 067
53032	Saint-Ours	1 780	299 186 861	272 837
14070	Saint-Pacôme	1 557	119 624 472	108 973
17010	Saint-Pamphile	2 349	164 124 126	149 737
14018	Saint-Pascal	3 476	288 419 443	308 354
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 059	135 544 190	132 028
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 430	413 633 140	376 695
61005	Saint-Paul	6 749	654 144 380	992 430
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 962	461 102 864	420 556
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	312	29 586 204	27 041
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 344	347 112 565	316 829
18030	Saint-Paul-de-Montminy	798	97 149 841	88 793
51060	Saint-Paulin	1 594	132 087 343	120 678
19005	Saint-Philémon	719	106 079 488	96 865
29065	Saint-Philibert	348	47 635 043	43 589
14060	Saint-Philippe-de-Néri	800	61 322 319	56 101
54008	Saint-Pie	5 918	815 250 007	1 232 707

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
49130	Saint-Pie-de-Guire	463	94 715 132	81 493
61020	Saint-Pierre	295	49 788 730	45 607
32050	Saint-Pierre-Baptiste	573	99 630 175	90 811
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	940	113 209 373	103 323
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	119	15 717 522	14 411
18055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	917	114 869 379	104 937
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	2 009	267 395 404	243 777
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 126	134 489 746	122 696
72043	Saint-Placide	1 784	315 392 913	287 770
71020	Saint-Polycarpe	2 564	427 699 507	349 528
91035	Saint-Prime	2 817	243 481 693	221 982
28020	Saint-Prosper	3 676	262 038 761	296 246
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	502	76 471 667	69 824
19082	Saint-Raphaël	2 416	252 738 010	230 458
34128	Saint-Raymond	11 388	1 346 799 735	2 047 889
68055	Saint-Rémi	9 259	1 152 266 785	1 752 047
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	471	74 950 288	68 209
29050	Saint-René	894	81 069 233	71 845
08035	Saint-René-de-Matane	954	63 790 388	58 119
53020	Saint-Robert	1 887	237 977 711	210 373
30070	Saint-Robert-Bellarmin	533	61 412 323	56 101
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 725	791 629 945	1 156 551
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	314	70 755 163	64 577
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 580	267 257 845	243 777

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	993	122 042 924	111 395
63040	Saint-Roch-Ouest	319	94 764 839	76 265
30100	Saint-Romain	707	111 524 897	101 708
39145	Saint-Rosaire	915	139 607 270	127 539
39130	Saint-Samuel	813	80 672 543	73 456
26010	Saints-Anges	1 246	136 748 761	124 714
77043	Saint-Sauveur	11 597	2 539 740 579	3 861 687
30085	Saint-Sébastien	686	70 602 973	64 577
56050	Saint-Sébastien	726	281 043 510	216 203
51030	Saint-Sévère	340	49 435 526	43 202
27070	Saint-Séverin	282	49 325 341	44 800
35020	Saint-Séverin	822	68 114 770	62 155
05055	Saint-Siméon	1 215	91 242 708	83 143
15058	Saint-Siméon	1 177	125 376 638	114 220
54090	Saint-Simon	1 453	272 256 023	233 884
11055	Saint-Simon-de-Rimouski	445	63 083 255	57 715
29125	Saint-Simon-les-Mines	619	59 281 136	54 083
80070	Saint-Sixte	539	54 942 112	50 047
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	280	99 988 437	91 215
37245	Saint-Stanislas	1 028	123 713 825	113 009
92070	Saint-Stanislas	386	31 659 691	29 060
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	2 008	301 786 557	275 258
38005	Saint-Sylvère	793	98 505 184	86 506
33007	Saint-Sylvestre	1 011	151 872 930	138 436

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
71015	Saint-Télesphore	788	214 286 458	171 715
07070	Saint-Tharcisius	426	26 536 775	24 216
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 645	236 234 942	193 717
29005	Saint-Théophile	678	112 520 784	102 516
61027	Saint-Thomas	3 621	506 228 243	550 951
92045	Saint-Thomas-Didyme	685	63 946 864	58 523
34085	Saint-Thuribe	310	38 383 999	35 114
35027	Saint-Tite	3 784	370 766 151	428 628
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 488	192 912 370	175 972
34090	Saint-Ubalde	1 508	240 978 671	219 964
08073	Saint-Ulric	1 617	131 321 102	120 587
16055	Saint-Urbain	1 373	155 163 564	141 665
70005	Saint-Urbain-Premier	1 394	249 746 780	211 807
56030	Saint-Valentin	475	153 129 640	126 347
39135	Saint-Valère	1 237	156 873 264	143 280
10060	Saint-Valérien	877	79 626 459	72 649
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 821	319 208 732	291 402
19117	Saint-Vallier	1 080	153 735 536	140 454
44005	Saint-Venant-de-Paquette	103	27 866 900	25 509
07075	Saint-Vianney	445	31 164 669	28 256
27008	Saint-Victor	2 371	254 390 684	232 073
50023	Saint-Wenceslas	1 221	167 313 473	147 033
28005	Saint-Zacharie	1 680	143 657 979	131 171
62080	Saint-Zénon	1 253	231 166 780	211 085

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	344	36 535 898	32 112
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	715	150 316 773	121 979
71025	Saint-Zotique	10 001	1 068 823 012	1 617 932
70052	Salaberry-de-Valleyfield	44 838	4 588 254 277	6 976 706
07085	Sayabec	1 777	145 268 089	133 825
97040	Schefferville	156	41 599 486	42 301
41080	Scotstown	512	28 953 698	26 234
26048	Scott	2 709	289 935 956	264 361
89040	Senneterre	2 730	199 323 929	182 026
89045	Senneterre	1 142	98 285 464	89 600
97007	Sept-Îles	24 973	3 077 271 844	5 039 216
NR971	Sept-Rivières	110	29 919 845	27 445
22020	Shannon	6 640	619 062 404	941 206
36033	Shawinigan	51 508	3 764 858 437	6 182 703
84010	Shawville	1 584	159 543 270	145 701
84095	Sheenboro	108	86 675 330	79 106
47035	Shefford	7 719	1 051 848 966	1 599 484
05010	Shigawake	284	17 723 189	16 144
53052	Sorel-Tracy	36 093	3 321 719 407	5 050 706
46045	Stanbridge East	875	122 148 102	111 395
46030	Stanbridge Station	277	56 781 215	51 661
45008	Stanstead	2 893	222 219 299	202 609
45025	Stanstead	998	646 274 433	589 666
44050	Stanstead-Est	636	142 138 120	128 446

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
42005	Stoke	3 240	383 966 563	376 779
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	9 702	1 468 427 693	2 232 740
30105	Stornoway	533	75 893 045	68 535
30110	Stratford	996	280 590 857	252 776
45105	Stukely-Sud	1 209	161 232 317	146 912
46058	Sutton	4 442	1 192 493 992	1 559 528
95005	Tadoussac	779	105 653 160	97 959
87042	Taschereau	926	40 084 807	36 728
85005	Témiscaming	2 343	270 965 041	249 205
NR850	Témiscamingue	115	111 440 896	87 200
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 088	488 490 908	524 816
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 995	219 484 995	200 188
31084	Thetford Mines	25 884	1 979 851 491	4 254 923
84045	Thorne	471	136 315 950	124 310
80050	Thurso	3 043	244 473 137	232 283
39025	Tingwick	1 486	198 756 898	181 218
17035	Tourville	568	35 123 557	31 549
88075	Trécesson	1 251	122 034 155	111 395
71125	Très-Saint-Rédempteur	1 090	138 585 448	123 506
69030	Très-Saint-Sacrement	1 263	273 045 359	249 024
27060	Tring-Jonction	1 467	106 293 040	96 865
11040	Trois-Pistoles	3 193	216 309 812	216 240
35055	Trois-Rives	405	178 593 639	163 056
42078	Ulverton	452	69 163 013	62 962

Question **149**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
48038	Upton	2 379	318 119 679	269 190
33070	Val-Alain	1 012	106 642 060	97 269
07080	Val-Brillant	941	82 316 013	75 070
42055	Valcourt	2 213	219 076 544	201 484
42060	Valcourt	1 071	148 865 010	135 611
78010	Val-David	5 653	730 255 617	1 110 316
80140	Val-des-Bois	917	189 766 897	173 146
78100	Val-des-Lacs	746	210 724 365	192 159
40043	Val-des-Sources	7 086	401 215 553	610 250
89008	Val-d'Or	33 032	3 598 056 030	5 470 858
42095	Val-Joli	1 676	198 008 813	180 815
NR890	Vallée-de-l'Or	269	4 648 846	2 783
26015	Vallée-Jonction	1 906	173 456 778	158 213
78005	Val-Morin	3 127	472 239 336	457 284
30015	Val-Racine	172	38 996 683	35 517
87105	Val-Saint-Gilles	175	7 762 308	7 265
71083	Vaudreuil-Dorion	43 228	6 558 756 316	9 937 570
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 379	268 002 426	244 584
56005	Venise-en-Québec	2 142	313 513 624	286 156
39062	Victoriaville	48 461	4 349 755 580	6 613 866
85025	Ville-Marie	2 452	242 766 157	221 579
32085	Villeroy	497	75 540 309	68 449
84070	Waltham	369	64 167 870	58 523
47030	Warden	391	28 379 420	25 831

Question **149** Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2023	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2017-2022) (\$)	Facture 2024 (\$)
39077	Warwick	4 949	520 100 249	724 874
47025	Waterloo	5 318	395 771 100	549 993
44080	Waterville	2 338	228 465 992	208 260
41098	Weedon	2 785	303 256 342	276 469
76035	Wentworth	584	280 310 560	255 885
77060	Wentworth-Nord	1 582	576 484 690	524 901
41065	Westbury	1 097	121 533 441	110 991
49040	Wickham	2 713	297 435 109	263 350
42088	Windsor	5 336	494 781 029	742 229
40017	Wotton	1 438	145 493 393	132 786
51020	Yamachiche	2 953	341 883 657	305 409
53072	Yamaska	1 756	210 463 646	186 869

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs. Il n'est pas possible de calculer le coût pour les trois prochaines années puisque plusieurs variables nécessaires aux calculs sont inconnues, notamment la RFU, l'IPC et la population.

Question **159**

La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2023-2024.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE MOYENNE ¹	CAPACITÉ DISPONIBLE MOYENNE ²	POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE ³	TAUX D'OCCUPATION ⁴	COÛT/JOUR ⁵ (\$)	DÉPENSES ⁶ (k\$)
Amos	197	224	216	96 %	514	40 681
Baie-Comeau	48	54	44	81 %	492	7 952
Hull	204	232	221	95 %	303	24 526
Leclerc de Laval	321	365	213	58 %	503	39 132
Montréal	1 223	1 390	1 297	93 %	266	126 376
New Carlisle & Havre-Aubert	87	99	78	79 %	376	10 755
Percé	40	46	42	91 %	500	7 625
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	585	665	637	96 %	316	73 644
Rimouski	106	121	119	98 %	354	15 394
Rivière-des-Prairies	476	541	508	94 %	328	61 032
Roberval	243	276	246	89 %	408	36 737
Saint-Jérôme	317	360	359	100 %	328	43 120
Sept-Îles	30	34	29	85 %	1 752	18 699
Sherbrooke	225	256	248	97 %	270	24 505
Sorel-Tracy	304	345	350	101 %	433	55 524
Trois-Rivières	234	266	252	95 %	289	26 663

¹ La capacité opérationnelle moyenne probable correspond à 88 % de la capacité disponible moyenne.

² La capacité disponible moyenne probable correspond à la capacité réelle moyenne moins les places fermées.

³ Population moyenne quotidienne probable en institution.

⁴ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible moyenne.

⁵ Coût/jour: = (Dépenses en k\$ x 1000 / 366 jours) / (Population moyenne quotidienne).

⁶ Dépenses probables 2023-2024.

Question **160**

Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2023-2024.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	TAUX D'OCCUPATION ¹
Amos	108%
Baie-Comeau	109%
Hull ²	104%
Leclerc de Laval	66%
Montréal ²	100%
New Carlisle	98%
Percé	96%
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	108%
Rimouski	115%
Rivière-des-Prairies	102%
Roberval ²	101%
Saint-Jérôme	113%
Sept-Îles	112%
Sherbrooke	112%
Sorel-Tracy ²	120%
Trois-Rivières	105%

¹ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible quotidienne.

² Ces établissements de détention présentent des places fixes pour peines discontinues.
Au 31 janvier 2024.

Question **162**

Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention en 2023-2024.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS
Amos	631	126 206 \$
Baie-Comeau	231	132 906 \$
Hull	606	79 718 \$
Leclerc de Laval ²	365	36 711 \$
Montréal ²	633	
Rivière-des-Prairies ³	924	
New Carlisle et Havre-Aubert	190	81 777 \$
Percé	63	18 362 \$
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	1864	223 964 \$
Rimouski	254	16 516 \$
Roberval	597	54 148 \$
Saint-Jérôme	627	234 246 \$
Sept-Îles	86	11 817 \$
Sherbrooke	439	108 704 \$
Sorel-Tracy	860	94 692 \$
Trois-Rivières	639	149 108 \$

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Les transferts sont effectués par d'autres établissements de détention.

³ Les transferts sont effectués par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

Au 31 janvier 2024.

Question **164**

Le nombre d'incidents survenus en 2023-2024 lors des transferts ou des déplacements des détenus et des prévenus entre les centres de détention ou vers les palais de justice.

Deux incidents ont été répertoriés en 2023-2024¹ lors de transferts ou de déplacements des personnes incarcérées. Il s'agit, pour les deux incidents, de bris mécanique de véhicule.

¹ Au 31 janvier 2024.

Question **165**

Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de justice (pour comparution) en 2023-2024. Ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS (COMPARUTIONS)
Amos	199	210 218 \$
Baie-Comeau ²	268	- \$
Hull	532	13 611 \$
Leclerc de Laval ³	926	1 605 219 \$
Montréal ³	5 012	
Rivière-des-Prairies ³	3 154	
New Carlisle et Havre-Aubert	298	110 720 \$
Percé ⁴	0	- \$
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	2 959	386 419 \$
Rimouski	523	70 935 \$
Roberval	190	69 912 \$
Saint-Jérôme	1 860	509 612 \$
Sept-Îles	181	17 325 \$
Sherbrooke	465	15 924 \$
Sorel-Tracy	2 213	21 117 \$
Trois-Rivières	1 369	120 536 \$

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère presque aucun frais de transport relatifs aux comparutions.

³ Les comparutions sont effectuées par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁴ Les comparutions sont effectuées par l'Établissement de détention de New Carlisle, dans la majorité des cas.

Au 31 janvier 2024.

Question **166**

État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue

Depuis juillet 2018, l'Établissement de détention d'Amos accueille la clientèle prévenue inuite en provenance du Nunavik selon l'entente signée avec l'Administration régionale Kativik (ARK) et la Société Makivvik.

L'entente tripartite sur la prestation des services policiers dans la région Kativik se termine le 31 mars 2024. Cette entente prévoit que le Service de police du Nunavik mettra et maintiendra en place un pont aérien afin d'effectuer le transport des prévenus.

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, ce sont 377 prévenus qui ont été transportés vers l'Établissement de détention d'Amos par l'entremise de 42 ponts aériens.

Au total, ce sont 212 ponts aériens qui ont été réalisés entre le Nunavik et l'Établissement de détention d'Amos depuis le 1^{er} avril 2020.

Question **167**

Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention, au 31 mars 2024, ventilation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES ¹	
	Condamnés	Prévenus
Amos	43	172
Baie-Comeau	28	25
Hull	98	132
Leclerc de Laval	91	117
Montréal	517	825
New Carlisle	40	36
Percé	42	0
Québec (secteur féminin)	16	25
Québec (secteur masculin)	248	360
Rimouski	50	66
Rivière-des-Prairies	80	434
Roberval	142	114
Saint-Jérôme	207	183
Sept-Îles	11	17
Sherbrooke	117	140
Sorel-Tracy	112	247
Trois-Rivières	137	121

¹ Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes excluant les peines discontinues.
Au 31 janvier 2024.

Question **168**

Le nombre de places disponibles, pour chaque centre de détention, au 31 mars 2024, ventilé par condamné et prévenu.

Établissements de détention	Capacité disponible (places disponibles ¹)
Amos	224
Baie-Comeau	54
Hull	232
Leclerc de Laval	365
Montréal	1 400
New Carlisle & Havre-Aubert	99
Percé	46
Québec (secteur féminin)	57
Québec (secteur masculin)	608
Rimouski	121
Rivière-des-Prairies	541
Roberval	276
Saint-Jérôme	360
Sept-Îles	34
Sherbrooke	263
Sorel-Tracy	345
Trois-Rivières	266

¹ Les places disponibles ne sont pas spécifiquement attribuées en fonction du statut prévenu/condamné
Au 31 janvier 2024.

Question **169**

La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2024.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement																	
SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	EDF	EDQ	EDL	EDM	EDP	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TRR
Armes à feu	7	2	-	13	5	76	-	1	1	20	6	6	2	4	14	9	7
Autres délits au code criminel	64	15	44	186	127	251	-	70	9	66	32	81	8	61	116	106	66
Autres infractions aux lois québécoises	-	-	-	4	4	3	-	1	2	2	2	1	-	1	4	1	1
Autres infractions aux règlements municipaux	3	1	4	17	23	33	-	7	2	4	5	1	1	13	3	10	5
Autres infractions aux statuts fédéraux	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Autres infractions contre la personne	17	4	4	75	20	121	-	29	10	49	16	39	6	30	65	31	23
Autres infractions contre la propriété	-	-	-	3	1	13	1	2	-	4	1	-	-	-	6	1	1
Complot, complicité, tentative	4	2	1	9	5	31	-	2	-	7	1	1	-	5	9	9	6
Conservation de la faune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extorsion	2	-	1	5	1	13	-	1	-	2	-	2	-	3	-	5	-
Fraude, corruption et escroquerie	1	-	3	10	11	27	-	9	2	10	1	3	-	4	8	13	4
Homicide involontaire	-	-	-	-	1	2	-	-	-	2	-	-	-	-	3	-	-
Immigration	-	-	-	-	1	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Infractions à la circulation routière (code criminel)	-	-	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	3	9	2	1
Infractions contre l'état	12	1	6	18	7	67	1	24	5	26	8	6	3	11	28	21	10
Infractions d'ordre sexuel	15	4	1	40	2	97	19	12	6	5	5	9	-	22	37	14	21
Infractions fédérales (boissons & circulation)	20	18	25	108	43	115	-	39	10	2	16	31	5	30	79	61	47
Infractions municipales (circulation)	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	-	-
Introduction par effraction	18	5	13	84	43	161	-	37	3	44	7	29	7	34	52	40	43
Loi sur les Indiens	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	2	1	1
Méfait, incendie, dommage	12	1	2	41	26	88	-	16	6	42	5	10	2	19	17	16	20

Question **169** Suite

SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	EDF	EDQ	EDL	EDM	EDP	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TRR
Paris, prostitution, mœurs	9	1	1	11	-	42	5	8	-	7	1	5	2	10	12	10	9
Recel	2	-	1	7	18	75	-	9	-	15	-	3	1	7	11	10	5
Stupéfiants	11	9	18	88	56	197	1	76	10	52	13	39	4	47	67	43	46
Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies de fait	99	6	28	154	98	334	2	74	21	123	23	63	11	61	186	87	52
Vol qualifié	3	2	-	15	16	91	-	6	-	25	-	6	2	9	10	9	7
Vol simple	14	2	6	31	39	159	-	29	1	56	3	7	1	7	42	36	12
Vol simple de moins de 1000\$	12	2	4	7	26	53	-	18	2	10	3	9	5	14	11	17	8

Au 31 janvier 2024.

Question **170**

La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2023-2024 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale Section Saguenay	10,60	120,41	3 880	443 786	2 831 135	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Bas-St-Laurent	7,00	126,97	2 562	309 032	1 971 478	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	20,00	117,12	7 320	814 452	5 195 792	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	9,99	118,61	3 656	411 995	2 628 324	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	12,84	121,36	4 699	541 808	3 456 466	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	13,99	121,20	5 120	589 556	3 761 072	2023-04-01	2028-03-31
CRC le Pavillon inc.	29,58	121,21	10 826	1 246 641	7 952 934	2023-04-01	2028-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	17,50	116,36	6 405	708 022	4 516 822	2023-04-01	2028-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	18,00	127,53	6 588	798 159	2 611 700	2023-04-01	2026-03-31
La Maison Painchaud	15,25	114,30	5 582	606 067	3 866 405	2023-04-01	2028-03-31
La Résidence Carpe Diem inc.	11,00	125,62	4 026	480 459	3 065 087	2023-04-01	2028-03-31
Maison Charlemagne	30,00	121,26	10 980	1 264 863	8 069 189	2023-04-01	2028-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	6,99	121,35	2 558	294 932	1 881 527	2023-04-01	2028-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	9,50	124,54	3 477	411 374	2 624 370	2023-04-01	2028-03-31
Maison Radisson inc.	17,00	115,90	6 222	685 073	4 370 422	2023-04-01	2028-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	24,00	120,32	8 784	1 004 046	6 405 306	2023-04-01	2028-03-31
Réhab	15,75	119,34	5 765	653 539	4 169 250	2023-04-01	2028-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	1,50	127,02	549	66 247	422 633	2023-04-01	2028-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,50	119,82	4 209	479 106	3 056 459	2023-04-01	2028-03-31

Question **170**

Suite

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2023-2024 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	13,69	119,24	5 011	567 584	3 620 904	2023-04-01	2028-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	11,41	125,45	4 176	497 692	3 175 029	2023-04-01	2028-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	24,50	120,68	8 967	1 028 031	6 558 320	2023-04-01	2028-03-31
Waseskun	8,00	123,93	2 928	344 724	2 199 171	2023-04-01	2028-03-31

Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem(\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2023-2024 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Auberge sous mon toit inc.	3,50	101,30	1 281	123 277	786 454	2023-04-01	2028-03-31
Le Répit du Passant inc.	1,00	101,30	366	35 222	224 709	2023-04-01	2028-03-31
Point de rencontre inc.	2,52	101,30	922	88 759	566 249	2023-04-01	2028-03-31

Question **170** Suite

Foyers d'accueil Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2023-2024 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
9321-5218 Québec inc. (Louise Boucher)	1,00	39,07	366	2 696	14 074	2023-04-01	2024-03-31
Centre Communautaire Partage St-François	3,00	39,07	1 098	32 233	138 263	2022-04-01	2025-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	3,70	38,31	1 354	17 998	167 226	2022-04-01	2025-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne	1,00	39,07	366	58 748	98 092	2022-04-01	2025-03-31
L'Aiguillage	2,00	39,07	732	6 876	92 179	2022-04-01	2025-03-31
Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc.	1,00	39,92	366	7 146	47 096	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	2,12	39,07	776	55 889	97 709	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	0,50	39,07	183	2 500	23 048	2022-04-01	2025-03-31
Point de rencontre inc.	0,24	38,31	88	233	10 852	2022-04-01	2025-03-31
Tandem-Jeunesse	0,50	39,92	183	0	23 550	2022-04-01	2025-03-31
Transit Sept-Îles	0,90	38,31	329	323	40 683	2022-04-01	2025-03-31

Question **170**

Suite

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2023-2024 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,50	39,92	183	359	23 550	2022-04-01	2025-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	4,20	39,92	1 537	32 644	348 489	2022-04-01	2025-03-31
Au Bercaïl de St-Georges	2,05	39,92	750	20 359	96 535	2022-04-01	2025-03-31
Centre Accalmie	0,50	39,92	183	798	23 550	2022-04-01	2025-03-31
Centre Émilie Gamelin	1,00	39,92	366	6 068	49 368	2022-04-01	2025-03-31
La Maison à Damas inc.	0,30	39,92	110	0	14 131	2022-04-01	2025-03-31
La Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc.	0,86	39,92	315	10 220	40 504	2022-04-01	2025-03-31
Lamy, Pierrette (Maison Valmont)	2,00	39,92	732	43 912	94 182	2022-04-01	2025-03-31
Maison de transition de la Batiscan	1,37	39,92	501	3 633	64 517	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc.	1,25	39,92	458	9 645	58 867	2022-04-01	2025-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	2,00	40,06	732	18 988	32 258	2023-04-01	2024-03-31

Question **170**

Suite

Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2023-2024 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	3,00	24,94	1 098	32 964	141 000	2022-04-01	2025-03-31
Centre d'accueil le programme de Portage inc.	5,00	24,50	1 830	20 978	144 590	2022-04-01	2025-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,30	24,94	2 306	34 841	185 377	2022-04-01	2025-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	1,50	24,94	549	4 290	44 143	2022-04-01	2025-03-31
La Maison d'hébergement le Séjour inc.	1,00	39,92	366	1 717	47 096	2022-04-01	2025-03-31
La Montée, Centre de prévention et traitement des dépendances au Bas-St-Laurent	0,50	39,92	183	0	23 550	2022-04-01	2025-03-31
L'Arrimage, Centre de traitement des dépendances	3,00	39,92	1 098	0	141 272	2022-04-01	2025-03-31
Le Tremplin : Thérapie et réinsertion sociale	1,50	39,92	549	439	70 640	2022-04-01	2025-03-31
Maison Carignan inc.	12,00	24,94	4 392	91 679	353 095	2022-04-01	2025-03-31
Maison de Job	2,05	24,94	750	1 895	60 327	2022-04-01	2025-03-31
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	4,66	24,94	1 706	27 908	137 121	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,48	24,94	176	848	14 131	2022-04-01	2025-03-31
Maison Eurêka ressource d'hébergement en dépendance - Estrie	2,11	24,94	772	5 591	62 089	2022-04-01	2025-03-31
Maison Eurêka ressource d'hébergement en dépendance - Shawinigan	6,66	24,94	2 438	21 299	195 969	2022-04-01	2025-03-31
Maison La Passerelle	3,10	24,94	1 135	19 503	91 223	2022-04-01	2025-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	2,00	24,94	732	4 265	17 972	2023-04-01	2024-03-31

Question **170** Suite

Suivi dans la communauté	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2023-2024 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	112,00	4,55	40 992	177 344	1 131 376	2023-04-01	2028-03-31
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	28,00	4,96	10 248	48 298	68 000	2023-01-01	2024-03-31
Centre l'Entre-Toit inc.	84,00	4,55	30 744	133 008	848 530	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Bas-St-Laurent	140,00	4,69	51 240	228 495	1 457 693	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	112,00	4,96	40 992	193 193	1 232 481	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	482,00	4,65	176 412	779 300	4 971 545	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	224,00	4,91	81 984	382 648	2 441 104	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	84,00	4,75	30 744	138 674	884 681	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	504,00	4,60	184 464	805 582	6 281 252	2023-04-01	2028-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	386,00	4,57	141 276	613 618	3 914 577	2023-04-01	2028-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie (secteur Sorel)	84,00	4,55	17 892	77 406	249 000	2023-09-01	2025-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	185,00	4,55	67 710	292 934	1 868 778	2023-04-01	2028-03-31
Conseil des Mohawks de Akwesasne	28,00	4,55	10 248	44 336	283 260	2023-04-01	2028-03-31
Conseil des Mohawks de Kahnawake	28,00	4,55	1 708	0	51 000	2024-01-31	2024-03-31
CRC le Pavillon inc.	509,00	4,58	186 294	809 857	5 166 479	2023-04-01	2028-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	390,00	4,66	142 740	631 503	4 028 675	2023-04-01	2028-03-31
La Maison Painchaud	262,00	4,55	95 892	414 858	2 646 591	2023-04-01	2028-03-31
La Résidence Carpe Diem inc.	265,00	4,55	96 990	419 608	2 676 894	2023-04-01	2028-03-31
L'Arrimage, Centre de traitement des dépendances	168,00	4,88	61 488	285 058	1 818 532	2023-04-01	2028-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	252,00	4,55	92 232	399 023	2 545 576	2023-04-01	2028-03-31
Maison Charlemagne	252,00	4,55	92 232	399 023	2 545 576	2023-04-01	2028-03-31

Question **170** Suite

Suivi dans la communauté (Suite)	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2023-2024 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	216,00	4,63	79 056	347 728	2 218 333	2023-04-01	2028-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	608,00	4,57	222 528	966 105	6 163 266	2023-04-01	2028-03-31
Maison Eurêka ressource d'hébergement en dépendance - Shawinigan	196,00	4,70	71 736	320 029	750 000	2023-04-01	2025-03-31
Maison l'Intervalle	84,00	4,55	30 744	0	848 530	2023-04-01	2028-03-31
Maison Radisson inc.	280,00	4,69	102 480	456 989	2 915 365	2023-04-01	2028-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	224,00	4,55	81 984	354 687	2 262 733	2023-04-01	2028-03-31
Réhab	426,55	4,64	156 117	688 610	4 392 992	2023-04-01	2028-03-31
Ressources Olivier	56,00	4,65	10 248	23 827	187 256	2023-10-01	2025-03-31
Service Relance Saguenay - Lac-St-Jean	112,00	4,56	40 992	177 499	1 132 370	2023-04-01	2028-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	349,00	4,62	127 734	560 503	3 575 728	2023-04-01	2028-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	36,00	5,43	13 176	67 981	244 700	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	234,00	4,55	85 644	370 522	2 363 750	2023-04-01	2028-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	96,00	4,65	35 136	155 147	989 766	2023-04-01	2028-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	54,00	4,55	19 764	85 505	545 485	2023-04-01	2028-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	252,00	4,55	92 232	399 023	2 545 576	2023-04-01	2028-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	105,00	4,74	38 430	173 014	1 103 749	2023-04-01	2028-03-31

Au 31 janvier 2024.

Question **170**

Suite

Contrats et ententes de service	Titre du programme	Dépense 2023-2024 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	Prise en charge de la clientèle correctionnelle qui exerce de la violence conjugale et familiale dans les Laurentides - Basses Laurentides	51 227	159 531	2023-04-01	2026-03-31
Association canadienne pour la santé mentale Section Saguenay	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale	18 918	58 915	2023-04-01	2026-03-31
Association canadienne pour la santé mentale Section Saguenay	Sensibilisation aux toxicomanies	6 325	19 698	2023-04-01	2026-03-31
Au coeur de l'il, Centre d'accompagnement lanauchois pour des relations respectueuses et égalitaires	Suivi et encadrement clinique spécifique de la clientèle correctionnelle ET La violence j'y renonce	18 794	117 055	2023-04-01	2026-03-31
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones	58 031	180 722	2023-04-01	2026-03-31
Bérubé, Andréanne	Vivre autrement	3 092	9 628	2023-04-01	2026-03-31
Caron, Audrey (psychothérapeute)	Programme de prévention de la rechute - Établissement de détention de Sept-Îles	4 220	8 440	2023-04-01	2024-03-31
Caron, Audrey (psychothérapeute)	Programme de prévention de la rechute, Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur protection)	2 472	4 945	2023-04-01	2024-03-31
Caron, Audrey (psychothérapeute)	Programme de prévention de la rechute, Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur régulier)	1 693	3 386	2023-04-01	2024-03-31
Caron, Audrey (psychothérapeute)	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies, Établissement de détention de Baie-Comeau	1 559	3 117	2023-04-01	2024-03-31

Question **170**

Suite

Caron, Audrey (psychothérapeute)	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies, Établissement de détention de Sept-Îles	2 325	4 650	2023-04-01	2024-03-31
Carpentier, Mélanie	Je me choisis	0	2 069	2023-04-01	2024-03-31
Centre Alter Agir	Programme d'aide aux usagers référés par le service de probation et les agents d'intervention communautaire de la MRC des Appalaches	8 572	26 696	2023-04-01	2026-03-31
Centre de prévention du suicide de Montréal (CPSM)	Projet de prévention du suicide	0	103 103	2023-04-01	2026-03-31
Centre de ressources pour hommes Drummond	Programme de réinsertion sociale de personnes contrevenantes	30 736	62 627	2023-04-01	2025-03-31
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay Lac-St-Jean	Promotion et sensibilisation à la non-violence et à la prévention du suicide en milieu carcéral	10 600	33 010	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'entraide de la boussole inc.	La Boussole	33 131	103 175	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'évaluation et de traitement des agressions sexuelles (Parents-unis Laurentides)	Conscientisation pour auteurs de délits sexuels	7 725	24 057	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'évaluation et de traitement des agressions sexuelles (Parents-unis Laurentides)	Programme d'accueil et sensibilisation pour auteurs de délits sexuels	52 276	162 798	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant	24 277	48 554	2023-04-01	2024-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle	64 234	400 079	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle	50 423	157 027	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de l'Estrie	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle	23 970	149 296	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	Programme de prévention et de sensibilisation à la dépendance et aux autres risques liés à la consommation de substances psychoactives	8 438	52 556	2023-04-01	2026-03-31

Question **170**

Suite

Centre EX-EQUO	Programme d'aide aux auteurs de transgression sexuelle (PAATS)	100 927	314 308	2023-04-01	2026-03-31
Centre Femmes aux 3 A de Québec inc.	Programme de réinsertion sociale (programme de base)	38 431	119 681	2023-04-01	2026-03-31
Centre Inter-Section	Gestion de ma santé mentale	0	5 052	2023-04-01	2024-03-31
Centre régional de rétablissement Isuarsivik	Sensibilisation à la toxicomanie pour la clientèle autochtone	11 252	22 505	2023-06-01	2024-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Bas-St-Laurent	Programme d'accompagnement spécifique pour la clientèle correctionnelle	21 982	68 457	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Bas-St-Laurent	Programme d'aide aux agresseurs sexuels (PAAS)	15 754	49 062	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Prévention de la rechute	9 674	30 127	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité - PSGA	6 315	19 666	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	10 000	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Programme de formation	70 000	87 500	2023-01-01	2024-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Vers ma communauté	11 189	34 844	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	10 000	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	Ateliers autochtones - Prévention de la récidive	7 868	24 502	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-Vie ET Drogues, Conséquences, Société	8 325	25 926	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-Vie ET Sensibilisation à la toxicomanie	7 456	23 221	2023-04-01	2026-03-31

Question **170** Suite

Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Émotions et violence	5 240	32 638	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés	31 173	194 159	2023-04-01	2026-03-31
CHOC Carrefour d'hommes en changement	La violence j'y renonce	21 792	21 792	2023-04-01	2024-03-31
CIUSSS de l'Est de l'Île-de-Montréal, Institut universitaire en santé mentale de Montréal	Hébergement en santé mentale - Urgence psycho-sociale	203 337	203 337	2023-04-01	2024-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Atelier : Je communique avec mon enfant	5 710	17 784	2023-04-01	2026-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Être parent, toute une expérience ET Post-scriptum je pense fort à toi	8 610	26 812	2023-04-01	2026-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Programme mère-enfants (volet intervention)	49 077	305 676	2023-04-01	2026-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Programme mère-enfants (volet séjour)	41 120	128 057	2023-04-01	2026-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Programme d'intervention et de soutien auprès des hommes judiciarisés, conjoints à comportements violents et hommes en difficulté - milieu ouvert	10 749	33 475	2023-04-01	2026-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Sensibilisation à la violence - Établissement de détention de New-Carlisle	17 217	53 618	2023-04-01	2026-03-31
Converjance Manicouagan	Programme Vivre sans violence «Vi-Sa-Vi» Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur protection)	0	17 742	2023-04-01	2026-03-31
Converjance Manicouagan	Programme Vivre sans violence «Vi-Sa-Vi», Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur régulier	0	8 871	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	10 000	27 444	2023-01-01	2025-03-31
CRC le Pavillon inc.	Conduire et se conduire	5 732	17 850	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Contrecoup 1 et 2	13 632	42 454	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Délinquant parce que	17 066	53 146	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Entrée libre 1 et 2	15 987	49 786	2023-04-01	2026-03-31

Question **170**

Suite

CRC le Pavillon inc.	Force 7	87 885	273 692	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Je t'aime moi non plus	0	179 818	2023-04-01	2025-03-31
CRC le Pavillon inc.	Rabaska, santé mentale, dépendance	79 167	79 167	2023-04-01	2024-03-31
CRC le Pavillon inc.	Violence conjugale - Projet d'hébergement au stade de cautionnement	0	163 229	2024-01-01	2025-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
C-TA-C (Choix, Transition, Action, Changement)	Programme d'intervention individuelle ou de groupe (Mû et Vie) groupe pré-démarche	11 981	37 311	2023-04-01	2026-03-31
Cyr, Abigaël (intervenante psychosociale)	Ateliers de zoothérapie, Établissement de Percé	0	9 826	2024-01-01	2025-03-31
Donnes-toi une chance	Sensibilisation à la violence auprès de la clientèle correctionnelle	7 773	15 546	2023-04-01	2024-03-31
Donnes-toi une chance	Sensibilisation en prévention des violences pour hommes judiciairisés	15 991	98 562	2023-04-01	2026-03-31
Fortin, Geneviève (010)	Intervenant psychosocial	65 000	65 000	2023-04-01	2024-03-31
Fortin, Geneviève (010)	Suivi sexologique pour la clientèle autochtone	40 060	40 060	2023-04-01	2024-03-31
Grenier, Véronique (Véro et ses animaux)	Accompagnement psychosocial	7 739	48 203	2023-04-01	2026-03-31
Groupe Amorce	Groupe Amorce (support dans la communauté pour délinquants sexuels sur mineurs)	54 216	110 470	2023-04-01	2025-03-31
Halte Bois-Francs	Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme	20 698	64 459	2023-04-01	2026-03-31
Homme aide Manicouagan	Être ou ne pas être un homme et soutien psychosocial pour les hommes	3 077	6 153	2023-04-01	2024-03-31
La Chaudronnée de l'Estrie inc.	Fiducie volontaire Tout compte fait	42 713	133 019	2023-04-01	2026-03-31
La Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador	Agents de liaison autochtones	0	127 400	2023-08-01	2025-03-31
La Croisée, un organisme de justice alternative	Vivre sans violence «Vi-Sa-Vi», Établissement de détention de Sept-Îles	9 970	31 048	2023-04-01	2026-03-31

Question **170**

Suite

La Maison Painchaud	Dilemme - Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes	11 206	69 794	2023-04-01	2026-03-31
La Maison Painchaud	Emprise (dépendance affective)	11 722	73 008	2023-04-01	2026-03-31
La Nation Naskapi de Kawawachikamach	Agents de liaison autochtones	0	40 000	2023-08-01	2025-03-31
L'Accord Mauricie inc.	Thérapie pour détenus à comportements violents à l'intérieur de leur relation conjugale	27 651	86 111	2023-04-01	2026-03-31
L'Accueil d'Amos	Hébergement et accompagnement auprès des inuits	24 562	32 945	2023-04-01	2024-03-31
LARAKI, Mohamed Lotfi	Souverains anonymes - émission radiophonique (EDM)	18 569	37 837	2023-04-01	2025-03-31
Le Seuil de l'Estrie inc.	Coup de pouce	2 827	17 605	2023-04-01	2026-03-31
Le Seuil de l'Estrie inc.	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	16 428	102 319	2023-04-01	2026-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Service de fin de semaine (peines intermittentes)	11 190	11 190	2023-04-01	2023-07-01
Les YMCA du Québec - Montréal	Services en réinsertion sociale Espadrille	221 715	1 380 933	2023-04-01	2026-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Sortie carcérale planifiée : réduire la récidive et soutenir la réinsertion sociale des personnes itinérantes (EDM, EDRDP)	66 580	207 345	2023-04-01	2026-03-31
Maison Charlemagne	Programme spécialisé en délinquance sexuelle	34 311	213 706	2023-04-01	2026-03-31
Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	EVIT - Équipe volante d'intervention terrain	46 760	291 239	2023-04-01	2026-03-31
Maison le Passeur	Sensibilisation à la non-violence	16 446	51 217	2023-04-01	2026-03-31
Maison l'Intervalle	Accompagnement en santé mentale	0	24 980	2023-04-01	2024-03-31
Maison l'Intervalle	Projet d'intervention pour un suivi spécialisé et un accompagnement adapté en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	36 117	134 292	2023-04-01	2026-03-31
Maison Radisson inc.	Gestion et encadrement de la délinquance sexuelle - GEDS	18 079	112 603	2023-04-01	2026-03-31
Maison Radisson inc.	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)	6 175	38 459	2023-04-01	2026-03-31

Question **170**

Suite

Maison Radisson inc.	Programme de gestion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux comportements violents (PSCV)	8 202	51 083	2023-04-01	2026-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Milieu d'Intervention et de Thérapie en Agression Sexuelle (MITAS)	PRICIS (Programme de réhabilitation pour individus ayant commis une infraction sexuelle) – Phase 1 : La motivation au changement ET Accueil spécialisé auprès des contrevenants présentant une déficience intellectuelle	18 638	37 277	2023-04-01	2024-03-31
Mouvement de la relève d'Amos-Région inc.	Travail de rue en établissement de détention	21 338	42 676	2023-04-01	2024-03-31
Poirier, Émy (services d'aide de nature affective ou psychologique)	Accompagnement psychosocial - Établissement New Carlisle	7 619	7 619	2023-04-01	2024-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies - Milieu ouvert	147 208	458 438	2023-04-01	2026-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Suivi communautaire d'intensité variable	94 738	295 035	2023-04-01	2026-03-31
Réhab	L'Azimut	3 023	9 414	2023-04-01	2026-03-31
Réhab	L'Azimut - Chaudière-Appalaches	27 722	86 334	2023-04-01	2026-03-31
Réhab	L'Azimut - Québec	33 920	105 633	2023-04-01	2026-03-31
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	22 498	140 127	2023-04-01	2026-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme de prévention de l'utilisation de la violence sous toutes ses formes (français et anglais)	23 948	74 579	2023-04-01	2026-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme d'intervention auprès des personnes ayant des comportements violents	38 924	121 217	2023-04-01	2026-03-31
Service de travail de rue de Chicoutimi	Services d'intervention, de prévention, d'accompagnement et de travail de proximité en milieu carcéral	11 293	35 170	2023-04-01	2026-03-31

Question **170**

Suite

Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	ÉtincELLE, appartement supervisé pour les femmes judiciairisées	77 851	242 445	2023-04-01	2026-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	Parrainage social	42 676	132 902	2023-04-01	2026-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	Programme mère-enfant(s)	34 460	34 460	2023-04-01	2024-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Accompagnement psychosocial	60 000	75 000	2023-01-01	2024-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'accompagnement des personnes autochtones en établissement de détention	638 664	1 988 935	2023-04-01	2026-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'accompagnement des personnes autochtones hébergées en centre résidentiel communautaire	136 000	680 000	2022-11-01	2025-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'intervention spécialisés auprès des femmes autochtones incarcérées ayant un passé de victimisation sexuelle ou conjugale	70 000	87 500	2023-01-01	2024-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Visites d'Aînés des Premières Nations en établissement de détention	103 581	317 305	2022-04-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Entraide Vol à l'Étalage (E.V.E)	61 324	190 977	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Gestion de la colère pour les services externes	11 179	34 814	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme à la découverte de soi	7 524	46 865	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme à l'Établissement de détention Leclerc de Laval (préparation à la sortie, sensibilisation à la toxicomanie et support aux clientèles vulnérables)	51 192	159 424	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme face à face - EDLL	16 321	50 828	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme Moi d'abord (programme d'information, sensibilisation et prévention en matière de violence et d'exploitation sexuelle)	7 954	24 771	2023-04-01	2026-03-31

Question **170**

Suite

Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Ateliers thématiques	5 643	17 574	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Programmes externes	45 801	142 634	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Un pas en avant	2 459	4 918	2023-04-01	2024-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Autonome et libre	3 171	19 750	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Gestion de la colère	3 278	20 420	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Moi d'abord	4 676	4 676	2023-04-01	2024-03-31
Société Makivik	Intervenant psychosocial	94 500	189 000	2023-04-01	2024-03-31
Société Makivik	Services d'accompagnement des personnes inuites en établissement de détention	159 094	470 745	2022-11-01	2024-03-31
Société Makivik	Services d'accompagnement des personnes inuites hébergées en centre résidentiel communautaire	17 000	51 000	2022-11-01	2024-03-31
Soutien aux hommes agressés sexuellement durant l'enfance SHASE	SHASE - Soutien aux hommes agressés sexuellement en enfance	15 532	48 371	2023-04-01	2026-03-31
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	Programme coup de main, interventions en groupe	5 907	18 394	2023-04-01	2026-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	10 000	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	Point final	0	44 582	2023-04-01	2026-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	Violence conjugale - Projet d'hébergement au stade de cautionnement	0	162 229	2024-01-01	2025-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur particulier	3 926	12 226	2023-04-01	2026-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies, Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur régulier	3 926	12 226	2023-04-01	2026-03-31
Waseskun	Waseya pour délinquants autochtones abusifs	17 406	108 411	2023-04-01	2026-03-31

Au 31 janvier 2024.

Question **170** Suite

AUTRES	Dépense 2023-2024 (\$)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec (A.S.R.S.Q.)	109 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la S.C.Q. financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique

Au 31 janvier 2024.

Question **171**

Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2023-2024.

Établissements de détention	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total
Amos	130	1 259	1 389
Baie-Comeau	46	148	194
Hull	226	1 007	1 233
Leclerc de Laval	190	1 215	1 405
Montréal	1 317	4 204	5 521
New Carlisle	27	257	284
Percé	-	-	-
Québec (secteur féminin) ¹	169	313	482
Québec (secteur masculin) ¹	699	2 162	2 861
Rimouski	101	318	419
Rivière-des-Prairies ¹	50	2 959	3 009
Roberval	163	707	870
Saint-Jérôme	439	1 692	2 131
Sept-Îles	32	195	227
Sherbrooke	209	1 017	1 226
Sorel-Tracy ¹	354	2 029	2 383
Trois-Rivières	176	1 120	1 296

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.

Au 31 janvier 2024.

Question **172**

Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2023-2024, ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	Détenus	Prévenus
Amos	-	-
Baie-Comeau	-	-
Hull	-	1
Leclerc de Laval	1	1
Montréal	2	1
New Carlisle	-	-
Québec (secteur féminin)	-	-
Québec (secteur masculin)	1	-
Rimouski	-	-
Rivière-des-Prairies	1	5
Roberval	3	1
Saint-Jérôme	-	2
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	-	1
Sorel-Tracy	-	2
Trois-Rivières	-	1

Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	95,3
--	------

Au 31 janvier 2024.

* La répartition des détenus et des prévenus a été effectuée sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération.

** Le motif lié à la gestion de l'horaire de libération pour les peines discontinues est exclu.

Question **173**

Le nombre d'évasions pour chaque centre de détention en 2023-2024.

	ÉVASION ¹ D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2023-2024 ²	0	0	N/A

¹ Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

² Au 31 janvier 2024.

Question **174**

Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2024 et pour chacune des cinq dernières années.

Répartition des libertés illégales¹ par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT ²			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE ³			ABSENCE ILLÉGALE ⁴ (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS	TAUX REPRIS	NB	REPRIS	TAUX REPRIS	NB	REPRIS	TAUX REPRIS ⁵
2023-2024	0	0	-	0	0	-	1 890	1 596	84 %

¹ **Libertés illégales** : Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

² **Évasion d'un établissement** : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

³ **Évasion d'une garde légale** : Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, est chargé de sa surveillance.

⁴ **Absence illégale** : Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement ou d'une erreur administrative, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une liberté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine discontinuée).

⁵ Les taux de repris représentent le nombre d'absences illégales régularisées. Pour les non repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérés comme repris lorsqu'ils seront réinscrits dans un établissement de détention. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès.

Au 31 janvier 2024. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **175**

Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2023-2024.

Répartition des octrois de permissions de sortir¹ par établissement

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR						
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	PSPLC ²⁻³	Réins. sociale	Visite famille ²
Amos	-	255	20	3	5	25	-
Baie-Comeau	-	37	13	-	2	13	-
Hull	-	351	40	4	10	45	-
Leclerc de Laval	-	433	5	4	13	37	-
Montréal	-	1 139	-	7	40	258	-
New Carlisle	-	127	112	3	4	10	1
Percé	-	15	1	-	-	-	-
Québec (secteur féminin)	-	122	5	2	7	30	-
Québec (secteur masculin)	-	734	7	5	19	312	-
Rimouski	-	370	13	3	2	140	-
Rivière-des-Prairies	-	1 017	-	3	-	7	-
Roberval	-	310	25	5	10	31	-
Saint-Jérôme	-	491	4	1	25	99	-
Sept-Îles	-	47	9	-	1	6	-
Sherbrooke	-	625	8	3	12	60	1
Sorel-Tracy	-	433	154	1	12	44	-
Trois-Rivières	-	301	51	6	15	16	-

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Ces données proviennent de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

³ Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (PSPLC).

Au 31 janvier 2024.

Question **176**

Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière en 2023-2024.

Établissements de détention	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours
Amos	61 %	9 %	6 %	24 %
Baie-Comeau	43 %	20 %	15 %	23 %
Hull	77 %	13 %	6 %	4 %
Leclerc de Laval	87 %	5 %	3 %	5 %
Montréal	91 %	4 %	2 %	3 %
New Carlisle	92 %	2 %	4 %	2 %
Percé	100 %	0 %	0 %	0 %
Québec (secteur féminin)	59 %	13 %	10 %	18 %
Québec (secteur masculin)	50 %	14 %	10 %	26 %
Rimouski	80 %	11 %	2 %	7 %
Rivière-des-Prairies	65 %	27 %	6 %	2 %
Roberval	59 %	28 %	6 %	6 %
Saint-Jérôme	45 %	10 %	14 %	32 %
Sept-Îles	89 %	3 %	3 %	5 %
Sherbrooke	60 %	18 %	17 %	5 %
Sorel-Tracy	96 %	2 %	1 %	1 %
Trois-Rivières	75 %	18 %	3 %	4 %

Au 31 janvier 2024.

Question **177**

Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement

Établissements de détention	2023-2024		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
Amos	1 631	175	1 806
Baie-Comeau	1 002	8	1 010
Hull	1 586	635	2 221
Leclerc de Laval	1 853	988	2 841
Montréal	8 125	5 919	14 044
New Carlisle	825	143	968
Percé	554	78	632
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	5 917	2 102	8 019
Rimouski	755	2	757
Rivière-des-Prairies	4 607	2 865	7 472
Roberval	2 343	355	2 698
Sept-Îles	752	560	1 312
Sherbrooke	3 792	94	3 886
Sorel-Tracy	2 223	356	2 579
Saint-Jérôme	4 330	369	4 699
Trois-Rivières	2 005	700	2 705

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

Source : EI SAGIR - Avril à décembre 2023 – Extrait le 31 janvier 2024

Question **178**

Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2023-2024		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
Amos	1 207	43	1 250
Baie-Comeau	60	-	60
Hull	252	-	252
Leclerc de Laval	508	-	508
Montréal	1 585	252	1 837
New Carlisle	180	-	180
Percé	185	-	185
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	766	21	787
Rimouski	162	195	357
Rivière-des-Prairies	579	1	580
Roberval	554	247	801
Sept-Îles	755	3	758
Sherbrooke	469	5	474
Sorel-Tracy	274	-	274
Saint-Jérôme	863	44	907
Trois-Rivières	230	58	288

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

Source : EI SAGIR - Avril à décembre 2023 – Extrait le 31 janvier 2024

Question **179**

Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2023-2024	
	NOMBRE D'HEURES ¹	COÛTS
Amos	28 680	1 478 719 \$
Baie-Comeau	6 312	325 472 \$
Hull	17 863	921 005 \$
Leclerc de Laval	35 004	1 804 791 \$
Montréal	182 692	9 419 577 \$
New Carlisle et Havre-Aubert	6 064	312 670 \$
Percé	3 598	185 515 \$
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	54 067	2 787 688 \$
Rimouski	11 438	589 750 \$
Rivière-des-Prairies	67 794	3 495 459 \$
Roberval	23 725	1 223 235 \$
Saint-Jérôme	38 817	2 001 401 \$
Sept-Îles	9 533	491 535 \$
Sherbrooke	18 448	951 178 \$
Sorel-Tracy	32 501	1 675 742 \$
Trois-Rivières	30 169	1 555 536 \$

¹ Le nombre d'heures est calculé avec un taux horaire moyen estimé en temps supplémentaire.
Au 31 janvier 2024. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **180**

Pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement, le nombre d'heures en temps supplémentaire obligatoire et les coûts pour :
a. Les agents correctionnels;
b. Les gestionnaires des services correctionnels.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ASC									
	2019-2020		2020-2021		2021-2022		2022-2023		2023-2024 ¹	
	Heures	Coûts (\$)	Heures	Coûts (\$)	Heures	Coûts (\$)	Heures	Coûts (\$)	Heures	Coûts (\$)
Amos	1 549	72 702	369	17 821	600	29 730	1 608	83 786	1 252	67 184
Baie-Comeau	837	39 304	1 820	87 996	2 825	139 881	2 281	118 810	1 826	97 965
Hull	534	25 058	114	5 504	299	14 791	325	16 951	200	10 717
Leclerc de Laval	288	13 523	204	9 863	1 415	70 032	902	46 998	505	27 066
Montréal	-	-	132	6 382	3 046	150 807	2 989	155 701	4 351	233 418
New Carlisle	310	14 551	201	9 730	1 374	68 006	816	42 507	687	36 844
Percé	473	22 183	688	33 277	2 815	139 375	1 962	102 214	438	23 508
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	734	34 434	3 772	182 380	6 487	321 151	6 274	326 813	6 036	323 831
Rimouski	398	18 659	317	15 315	1 265	62 651	1 888	98 342	814	43 653
Rivière-des-Prairies	890	41 776	1 577	76 260	4 827	239 003	7 393	385 105	3 627	194 614
Roberval	1 866	87 594	747	36 095	3 885	192 357	4 523	235 627	4 447	238 558
Saint-Jérôme	382	17 945	2 394	115 726	3 968	196 468	2 639	137 479	321	17 208
Sept-Îles	1 358	63 735	1 067	51 580	4 100	202 986	1 853	96 507	1 807	96 946
Sherbrooke	973	45 677	138	6 648	1 249	61 817	1 237	64 435	901	48 343
Sorel-Tracy	565	26 529	639	30 908	4 068	201 427	5 171	269 363	8 230	441 513
Trois-Rivières	1 564	73 398	1 430	69 155	4 267	211 249	4 164	216 928	3 663	196 500

¹ Au 31 janvier 2024.

Question **180**

Suite

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CU									
	2019-2020		2020-2021		2021-2022		2022-2023		2023-2024 ¹	
	Heures	Coûts (\$)	Heures	Coûts (\$)	Heures	Coûts (\$)	Heures	Coûts (\$)	Heures	Coûts (\$)
Amos	120	4 905	8	315	51	2 198	111	4 890	8	353
Baie-Comeau	41	1 683	20	839	24	1 029	116	5 111	45	2 051
Hull	-	-	-	-	-	-	-	-	5	205
Leclerc de Laval	-	-	13	535	77	3 292	41	1 792	122	5 538
Montréal	-	-	40	1 679	22	944	24	1 062	-	-
New Carlisle	25	1 026	28	1 154	155	6 648	21	929	52	2 370
Percé	20	800	16	672	262	11 218	50	2 213	29	1 299
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	275	11 275	390	16 375	936	40 151	1 211	53 593	379	17 275
Rimouski	118	4 834	40	1 658	91	3 892	226	9 978	47	2 131
Rivière-des-Prairies	19	759	-	-	32	1 351	73	3 230	36	1 641
Roberval	36	1 457	19	797	80	3 442	76	3 352	132	6 009
Saint-Jérôme	32	1 293	121	5 078	236	10 111	61	2 677	69	3 145
Sept-Îles	98	4 033	148	6 212	141	6 047	329	14 569	90	4 102
Sherbrooke	152	6 240	90	3 767	103	4 428	69	3 042	33	1 504
Sorel-Tracy	49	1 991	32	1 333	106	4 532	302	13 341	337	15 349
Trois-Rivières	9	369	4	168	242	10 379	306	13 518	132	6 017

¹ Au 31 janvier 2024.

Question **181**

Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.

Établissements de détention	Cadres		Professionnels		PBTA		ASC		Ouvriers	
	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$
Amos	18	1 553	6	349	7	337	114	8 121	16	498
Baie-Comeau	8	811	3	106	3	111	39	2 463	8	233
Hull	17	1 635	8	394	9	371	117	7 620	11	432
Leclerc de Laval	26	2 085	13	768	13	566	178	11 541	22	624
Montréal	66	6 019	32	1 934	48	1 846	548	39 401	35	1 293
New Carlisle & Havre-Aubert	10	1 021	4	262	4	174	47	3 072	14	324
Percé	8	636	1	75	3	115	36	2 364	-	-
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	48	3 924	24	1 572	29	1 213	339	21 748	27	1 027
Rimouski	15	1 269	3	190	6	188	77	5 216	10	323
Rivière-des-Prairies	51	4 548	12	823	34	1 364	331	20 096	28	994
Roberval	23	1 920	6	284	8	309	133	8 681	14	533
Saint-Jérôme	31	2 521	19	1 111	21	746	240	15 474	20	704
Sept-Îles	10	866	3	180	2	111	35	2 859	5	228
Sherbrooke	21	1 687	8	490	8	330	128	8 231	16	530
Sorel-Tracy	25	2 322	12	621	14	462	176	11 315	18	616
Trois-Rivières	19	1 754	6	373	8	263	113	7 825	19	628
Autres que les établissements de détention	44	5 858	517	31 631	115	4 580	77	5 272	-	-
TOTAL	440	40 429	677	41 163	332	13 086	2 728	181 299	263	8 987

¹ Le nombre d'effectifs fait référence aux employés réguliers et occasionnels.

² Au 31 janvier 2024.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **182**

Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.

Année 2023-2024 - Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)			
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies	
	Nombre	Heures ¹	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	41	451	0	-	12	12	166	1 494	53	53	46	414
Bas-St-Laurent	85	935	0	-	4	4	207	1 863	34	34	75	675
Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches	370	4 070	10	40	31	31	856	7 704	123	123	315	2 835
Côte-Nord	36	396	1	4	5	5	92	828	18	18	11	99
Estrie	173	1 903	1	4	31	31	597	5 373	95	95	137	1 233
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	45	495	3	12	1	1	97	873	21	21	51	459
Laval, Laurentides, Lanaudière	241	2 651	1	4	27	27	883	7 947	145	145	215	1 935
Mauricie, Centre-du-Québec	106	1 166	1	4	8	8	349	3 141	67	67	117	1 053
Montérégie	266	2 926	5	20	33	33	948	8 532	106	106	148	1 332
Montréal	338	3 718	0	-	38	38	915	8 235	630	630	551	4 959
Outaouais	107	1 177	13	52	30	30	364	3 276	106	106	117	1 053
Saguenay-Lac-Saint-Jean	124	1 364	0	-	34	34	243	2 187	78	78	104	936

¹ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

Au 31 janvier 2024. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **183**

Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.

Régions correctionnelles ³	2023-2024							
	Surveillance ¹					Effectifs ²		
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
seul					mixte ⁴			
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	128	8	649	1	235	144	25	6
Bas-St-Laurent	43	8	398	1	77	121	13	2
Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches	185	56	1352	9	453	365	48	10
Côte-Nord	22	2	165	1	77	59	7	2
Estrie	198	34	691	6	293	261	26	4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	39	6	136	1	33	30	6	1
Laval, Lanaudière, Laurentides	261	51	1381	6	683	391	44	9
Mauricie, Centre-du-Québec	111	15	461	2	127	121	21	4
Montérégie	253	37	1333	6	591	406	48	9
Montréal	255	63	1428	9	817	447	62	19
Outaouais	94	18	574	4	123	130	24	4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	101	21	307	3	254	71	15	4

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en affectation active. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

³ Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour le Sous-ministériat des services correctionnels.

⁴ Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

Au 31 janvier 2024. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **184**

Le coût des roulottes dans les centres de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par centre de détention.

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2023-2024 - Coût (\$)
Québec	920 668
Sherbrooke	587 303
Trois-Rivières	933 279

Les données couvrent la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

Aucun nouveau bâtiment modulaire n'a été installé dans les établissements de détention.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **185**

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2023-2024 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2023-2024 ¹ (\$)
Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le budget annuel de ce programme de financement est de 2,0 M\$. Ce programme soutient des organismes qui interviennent localement auprès des jeunes en situation de vulnérabilité et des victimes d'exploitation sexuelle. Spécifiquement, il vise à accroître la capacité d'intervention des milieux en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle par l'amélioration ou par la bonification des services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes et aux victimes.	2 000 000
Prévention jeunesse	L'objectif du programme Prévention jeunesse est de mettre en place des projets d'importance et des actions structurantes afin de contrer un problème particulier présentant un enjeu de sécurité pour les jeunes dans une région circonscrite. En 2023-2024, 21 projets sont financés dans le cadre de ce programme. Ceux-ci visent à améliorer les services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes dans un milieu donné et à accroître la capacité d'intervention des milieux sur certains phénomènes qui mettent en danger la sécurité des jeunes. De plus, 10 de ces projets permettent de mettre en œuvre le volet exploitation sexuelle du programme.	2 625 000
Mesure d'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale dans les corps de police	L'ajout d'effectifs en matière de violence conjugale s'inscrit dans les actions prioritaires pour lutter contre la violence conjugale et prévenir les féminicides et dans la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027. En 2023-2024, 28 corps de police municipaux ont été financés afin d'ajouter 40 ressources à leurs effectifs. La mesure consiste à ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'intervention.	5 312 489
Mesure d'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violences sexuelles dans les corps de police	L'ajout d'effectifs en matière de violences sexuelles s'inscrit dans la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027. En 2023-2024, 12 corps de police municipaux ont été financés afin d'ajouter 23 ressources à leurs effectifs. La mesure consiste à ajouter des effectifs en violences sexuelles au sein des corps de police afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'intervention.	3 335 000
Actualiser les connaissances des corps de police en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Dans le cadre de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer les violences sexuelles, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027, le ministère de la Sécurité publique (MSP) est responsable de la mesure 37 : Actualiser les connaissances des corps de police en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Le 22 février dernier, le MSP a tenu une journée d'actualisation des connaissances en matière de violence intrafamiliale, en collaboration avec l'École nationale de police du Québec. Un total d'environ 180 participants a été recensé lors de cet événement.	40 000

¹ Sous réserve de l'approbation des recommandations de financement par les autorités du ministère de la Sécurité publique.

Question **185**

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2023-2024 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées ¹
Moi d'abord	Programme d'information, sensibilisation et prévention en matière de violence et d'exploitation sexuelle offert aux femmes incarcérées.	7 954 \$

¹ Au 31 janvier 2024.

Question **186**

Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires qui ont été saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2023-2024
Amos	9
Baie-Comeau	-
Hull	53
Leclerc de Laval	10
Montréal	1 056
New Carlisle	3
Percé	-
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	185
Rimouski	3
Rivière-des-Prairies	65
Roberval	28
Saint-Jérôme	46
Sept-Îles	1
Sherbrooke	7
Sorel-Tracy	62
Trois-Rivières	39

Au 31 janvier 2024. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **187**

Pour les cinq dernières années, par établissement et par année, pour chacun des établissements, veuillez nous indiquer :

- a. Le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité;
- b. Le nombre de drones interceptés en indiquant le matériel saisi pour chacune des interceptions;
- c. Le nombre de cellulaires confisqués.

Nombre de drones signalés	
RÉSEAU CORRECTIONNEL	2023-2024
TOTAL	827
Est	145
Montréal	498
Ouest	184

* Comprend le nombre d'observations et de saisies.

Au 31 janvier 2024. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Nombre de colis saisis (entier ou partiel)			
RÉSEAU CORRECTIONNEL	2021-2022	2022-2023	2023-2024 ¹
TOTAL	329	322	419
Est	63	58	83
Montréal	181	200	222
Ouest	85	64	114

¹ Au 31 janvier 2024.

* Prendre note que les saisies d'objets interdits et de substances illicites effectuées dans les établissements de détention, incluant les téléphones cellulaires, ne sont pas ventilées selon le contexte de leur confiscation. De plus, à noter que la comptabilisation des colis saisis a débuté en 2021-2022.

* La sous-question c) est répondue à la question 186.

Question **188**

Le 24 octobre 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait un investissement de 35,8 M\$ sur cinq ans pour renforcer la sécurité dans les établissements de détention (ED) du Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer :

- Les sommes prévues par année, par établissement, pour les 5 prochaines années;
- Les investissements réalisés en 2023-2024, par établissement, en indiquant une courte description des travaux effectués;
- Les prévisions des travaux par établissement pour les 5 prochaines années.

Répartition des crédits 35,8 M\$ - Sécurisation des établissements de détention				
2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028
6,2 M\$	11 M\$	6,6 M\$	5,8 M\$	6,2 M\$

Investissements réalisés en 2023-2024 ¹	
Dépenses liées à l'ajout d'effectifs	49 630 \$

¹Au 31 janvier 2024.

Question **190**

Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.

Il y a 24 cours grillagées complétées réparties parmi les 18 établissements de détention. Pour des raisons de sécurité, les établissements de détention concernés ne peuvent pas être révélés.

Question **191**

Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

A)

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Problématiques																	
Violence																	
- conjugale					✓	✓					✓		✓				✓
- générale	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Délinquance économique								✓	✓								
Délinquance sexuelle		✓	✓		✓	✓	✓		✓		✓		✓				
Victimes d'abus sexuels				✓		✓					✓				✓	✓	✓
Alcoolisme	✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Toxicomanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Dépendance affective				✓		✓		✓	✓		✓		✓			✓	✓
Jeu compulsif						✓				✓	✓						
Développement de soi																	
Connaissance et estime de soi		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓
Résolution de problèmes	✓	✓		✓	✓	✓	✓			✓	✓					✓	✓
Habilités sociales et parentales		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓					✓	✓
Relations interpersonnelles		✓	✓		✓	✓	✓			✓	✓					✓	✓
Motivation				✓		✓	✓			✓	✓						✓

¹ Les données proviennent de l'inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2022-2023. Il s'agit des plus récentes disponibles.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

Question **191**

Suite

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Santé																	
Physique ²	✓	✓	✓	✓	✓	✓				✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Mentale ²	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓	✓
ITSS	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Loisirs																	
Activités socioculturelles	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Activités sportives	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Arts		✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓			✓	✓				
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A ou formations hors entente)																	
Alphabétisation	✓	✓	✓			✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Francisation			✓	✓		✓				✓	✓		✓			✓	✓
Présecondaire	✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
Secondaire et préparation au postsecondaire	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Intégration sociale			✓	✓		✓			✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓
Intégration socioprofessionnelle		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓		✓		✓	✓
Autre formation	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓

¹ Les données proviennent de l'inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2022-2023. Il s'agit des plus récentes disponibles.

² Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « ✓ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

Question **191**

Suite

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Employabilité																	
Service d'un CMO	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Formation préalable à l'emploi	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓			✓	✓		
Postes de travail rémunérés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Postes de travail non rémunérés	✓		✓		✓	✓					✓				✓		
Cantine	✓		✓		✓	✓			✓								✓
Postes de stages			✓														✓
Autres			✓						✓			✓	✓	✓		✓	✓
Divers																	
Accueil	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Parcours	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Prévention du suicide	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Programme préparatoire à la sortie		✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓		✓				✓
Pastorale	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Autres	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓

¹ Les données proviennent de l'inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2022-2023. Il s'agit des plus récentes disponibles.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

Question **191**

Suite

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Programmes pour clientèles spécifiques																	
Autochtones	✓	✓	✓	✓	✓	✓			✓			✓	✓	✓		✓	✓
Femmes			✓														
Gangs de rue					✓												
Indigente											✓						
Itinérante			✓		✓										✓	✓	
Psychiatrie					✓												

¹ Les données proviennent de l'inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2022-2023. Il s'agit des plus récentes disponibles.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

Question **191**

Suite

B) Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en \$)

Programmes et services offerts en 2022 ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2022	325 061	87 905	392 668	(56 368)	1 162 392	132 543	36 383	98 158	1 373 387	162 093	194 834	253 796	503 736	74 354	298 960	186 127	135 212
Rémunération des personnes incarcérées	104 505	27 998	129 335	176 596	644 010	64 067	20 347	33 983	476 251	89 394	9 821	96 138	232 966	50 410	123 911	107 130	39 770
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	43 738	30 930	107 113	103 701	262 510	28 677	28 977	18 444	206 933	40 928	60 387	59 541	181 274	11 677	56 416	74 312	98 446

¹Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2022 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2023 ne seront disponibles qu'à l'automne 2024. Les fonds fonctionnent en année civile (janvier à décembre).

Question **192**

Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2023-2024.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2023-2024
Amos	149
Baie-Comeau	44
Hull	346
Leclerc de Laval	219
Montréal	1 122
New Carlisle	72
Percé	3
Québec (secteur féminin)	87
Québec (secteur masculin)	327
Rimouski	112
Rivière-des-Prairies	188
Roberval	184
Saint-Jérôme	290
Sept-Îles	22
Sherbrooke	227
Sorel-Tracy	210
Trois-Rivières	165

Au 31 janvier 2024.

Question **193**

État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.

« Les Services correctionnels procèdent à l'évaluation de toute personne qui leur est confiée dès sa prise en charge et selon des modalités compatibles avec la durée de la peine, le statut de la personne et la nature du délit » (LSCQ, 2002, c.24, art.12).

Le Sous-ministériat des services correctionnels a investi beaucoup d'efforts au cours des dernières années afin d'améliorer les taux de production des évaluations de la clientèle correctionnelle.

En ce qui a trait à la production des évaluations pour la clientèle détenue (sentences de six mois et plus), le taux de production total est de 97 %¹, il a connu une légère baisse de deux points de pourcentage par rapport à 2022-2023.

Les performances actuelles en ce qui a trait à l'évaluation des personnes purgeant une sentence de détention s'avèrent satisfaisantes compte tenu de l'augmentation de 9 % du nombre de personnes incarcérées quotidiennement.

Cette situation favorise la clientèle confiée aux Services correctionnels du Québec en leur permettant de se prévaloir des différentes mesures de libération anticipée, en fonction des critères prescrits dans la Loi sur le système correctionnel du Québec.

Par ailleurs, un exercice rigoureux d'évaluation de la qualité des évaluations est effectué chaque année par les Directions générales des trois réseaux correctionnels, ce qui permet de maintenir une certaine uniformité en matière d'évaluations correctionnelles à travers l'ensemble du Québec.

¹ Au 31 janvier 2024.

Question **194**

Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

En 2018, à la suite de la révision des outils d'évaluation *Profil de prise en charge* et *Évaluation sommaire* pour les personnes contrevenantes purgeant une courte peine, l'ensemble des agents des services correctionnels (ASC) a été formé. Depuis, les nouveaux outils sont utilisés pour évaluer l'ensemble de la clientèle purgeant une peine de moins de six mois. Au cours de l'année 2022-2023, une section a été ajoutée à chacun de ces outils afin de permettre un dépistage systématique des contrevenants ayant été reconnu coupable d'un délit de violence envers un partenaire intime. Ce dépistage vise à mieux encadrer les contrevenants présentant un risque de violence à leur libération.

Aussi, le Sous-ministériat des services correctionnels s'assure de veiller à la qualité des évaluations produites par différentes mesures. Parmi celles-ci, un exercice annuel de contrôle de qualité est effectué par les Directions générales de chacun des trois réseaux correctionnels. Cet exercice, dans une perspective d'amélioration continue, permet d'assurer une certaine uniformité en fournissant de la rétroaction aux différentes unités administratives qui peuvent apporter les correctifs demandés. Par ailleurs, une démarche d'évaluation de programme est inscrite à la planification quinquennale du ministère de la Sécurité publique.

Question **195**

Pour 2023-2024, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2023 ¹
Amos	-
Baie-Comeau	-
Hull	2
Leclerc de Laval	2
Montréal	1
New Carlisle	1
Percé	-
Québec (secteur féminin)	1
Québec (secteur masculin)	13
Rimouski	-
Rivière-des-Prairies	-
Roberval	-
Saint-Jérôme	1
Sept-Îles	-
Sherbrooke	1
Sorel-Tracy	-
Trois-Rivières	-

¹ Janvier à décembre 2023. Les renseignements sont disponibles par année civile seulement.

Question **196**

Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2023-2024.

Établissement	2023-2024	
	Absentéisme	
	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme (%)
TOTAL	472 491	11,5 %
Amos	14 448	8,2 %
Baie-Comeau	8 078	13,9 %
Hull	17 765	10,3 %
Leclerc de Laval	22 730	8,5 %
Montréal	112 350	13,8 %
New Carlisle	7 742	10,6 %
Percé	5 056	9,2 %
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	64 152	12,7 %
Rimouski	6 058	5,2 %
Rivière-des-Prairies	59 773	12,6 %
Roberval	21 588	10,5 %
Sept-Îles	10 493	18,3 %
Sherbrooke	31 087	16,0 %
Sorel-Tracy	20 627	7,8 %
Saint-Jérôme	37 587	10,4 %
Trois-Rivières	21 642	11,9 %
Hors établissements de détention (dispersés dans toutes les régions du Québec)	11 315	9,2%

Source :

SAGIR - Rapport sur les absences - Avril à décembre 2023 – extrait le 31 janvier 2024

SAGIR - Historique des affectations

SAGIP - Fiche absentéisme

Question **197**

Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2023-2024. Ventiler par centre de détention.

Le Sous-ministériat des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention, un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d'évoluer dans un tel milieu. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l'intérieur et à l'extérieur des établissements de détention. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n'importe quel moment et aussi souvent que requis.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE ¹⁻²
Amos	908
Baie-Comeau	261
Hull	1 082
Leclerc de Laval	763
Montréal	2 704
New Carlisle	228
Percé	199
Rimouski	565
Québec	1 887
Rivière-des-Prairies	1 322
Roberval	251
Saint-Jérôme	498
Sept-Îles	292
Sherbrooke	505
Sorel-Tracy	881
Trois-Rivières	209

¹ L'hétérogénéité du type d'activité de fouille répertorié ne permet pas d'établir de comparatif entre les différents établissements de détention. Depuis l'introduction de nouveaux outils permettant de standardiser les méthodes de comptabilisation, plusieurs interventions ont eu lieu auprès des établissements de détention afin de standardiser la saisie de données. À cet effet, de nouveaux outils de comptabilisation ont été introduits durant l'année 2020-2021 afin d'uniformiser les pratiques, et un suivi mensuel des activités de fouille est maintenant effectué auprès des établissements de détention.

² Au 31 janvier 2024.

Question **197**

Suite

Liste des items saisis (interdits ou non autorisés) recensés dans les établissements de détention³ :

accumulation de boîtes	banc de toilette	carte mémoire	créatine	lampe portable	ordinateur portable	revue pornographique
accumulation de carton	bandage élastique	carte SIM pour cellulaire	décapant à peinture	lecteur CD	ouvre-boîte	rideaux
accumulation de journaux	barre de métal	cartouche d'arme à feu	dentifrice	lecteur MP3	papier à rouler	rince-bouche
accumulation de literie	batterie artisanale	cassette audio	DVD	lien artisanal (bois, métal, corde, tissus) servant à passer des articles d'une cellule à une autre (cheval)	papier aluminium	roche/caillou
accumulation de livres	batterie (de cellulaire et de Xbox)	CD	eau de Javel		papier Mika	ruban adhésif
accumulation de médicaments	batterie modifiée	ceinture non conforme	écouteurs		papier sablé	ruban électrique vert
accumulation de nourriture	batterie/pile (AA, AAA, etc.)	cendrier artisanal	égraineuse		peinture	sac de plastique
accumulation de papier	bijou artisanal	cendrier modifié	encre	liste de clients	perche artisanale	seringue
accumulation de produits hygiéniques	bijou	chandelle artisanale	enregistreur	liste de transactions	petit moteur rotatif	seringue artisanale
	bobine de fil	chargeur (booster pack)	épingle à couche	livre à couverture rigide	photo de nudité	soie dentaire
accumulation de vaisselle	bobine de fil de cuivre	chargeur artisanal	espadrille avec semelle décollée	machine à rouler les cigarettes	pic artisanal	substance s'apparentant à des drogues
accumulation de vêtements	boîte de conserve non conforme	chargeur solaire	exacto artisanal	machine à tatouage artisanale	pince à cils	
accumulation d'ordures	boîte de Q-Tips	chaudière	fil de chargeur	mandat poste	pince-notes	tabac en vrac
adaptateur	boucle de ceinture non conforme	cigarettes	fil de chargeur modifié	manette de Xbox	pipe	taraud (outil)
affiche	boulon	ciseaux	foret	marqueur sharpie	plante	télécommande
agrafeuse	bouteille vide	clé	fouet de cuir artisanal	mèche pour perceuse	plexiglas	télécommande artisanale

Question **197**

Suite

aiguille	briquet	clé à molette	fronde	médicament nécessitant une ordonnance (Séroquel, méthadone, stéroïde, etc.)	poids haltère artisanal	téléphone cellulaire
aiguiseur	briquet à gaz type Gun	clé de menotte	gant de cuir		poignée artisanale	thermomètre de réfrigérateur
aimant	briquet artisanal	clé de menotte artisanale	gant de fouille		poivrière	tige de métal
alcool frelaté	broche	clou	gant de latex	microphone mains libres	porte-serviette artisanal	timbre de nicotine (Nicoderm)
allume-cigarette	brosse à cheveux modifiée	colle contact	gommette	monnaie (pièce de)	pot de calamine	tondeuse à cheveux
allumettes	brosse à dents	collier de perles	grille-pain abîmé	montre téléphone cellulaire	poudre explosive	tournevis
antenne artisanale	cabaret de plastique (cuisine)	contenant de gel à raser	haut-parleur artisanal	montre-bracelet	poudre pour bébé	tube de colle
appareil Bluetooth	câble électrique	corde à linge artisanale	huile à massage	morceau de ciment	produit nettoyant (Old Dutch/Comet)	tube Orajel
argent en papier (billet de banque)	câble USB	corde artisanale	image obscène	morceau de cuivre		tube de Voltarin
	cadenas	coupe-ongles	inhalateur pour l'asthme	morceau de fer	protéine	soulier à cap d'acier
arme artisanale	cagoule	couteau à beurre	iPad	morceau de grillage	radio	vaporisateur de nitroglycérine
baguette artisanale	cahier à spirale	couteau de poche	iPod	morceau de métal	radio (morceau)	ventilateur
baladeur	calculatrice	couvre batterie de cellulaire	jeu de société	morceau de serpillère	rallonge électrique	ventilateur altéré
balance	contenant de vernis	craies	lame de grattoir	moteur de lecteur CD	rasoir	vibrateur artisanal
balance électronique	carte d'appel	crayon surligneur	lame de rasoir	objet cylindrique	réveil matin	vis

³ La présente liste est extraite du Bilan annuel de fouille qui regroupe les objets saisis en différentes catégories, facilitant ainsi l'uniformisation et la standardisation de la compilation (ex. : dérivés d'alcool ou de tabac; articles de tatouage; cellulaires et accessoires, etc.)

Question **198**

Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M\$)	ÉTAPE EN COURS
Sécurisation des établissements de détention (équipement de sécurité)	Multisites	Hiver 2025	9,2	Travaux en cours
Nouvel Établissement de détention pour la clientèle féminine	Nouveau site (Montréal)	Été 2030	390,2	En conception
Agrandissement du quartier cellulaire	Puvirnitug	Automne 2023	23,1	Projet terminé
Remplacement des bâtiments modulaires temporaires	Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières	Automne 2028	43,8	En conception

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Il s'agit des projets approuvés par le Conseil du Trésor. Plusieurs autres projets sont prévus au Plan québécois des infrastructures et sont présentement à l'étude.

Question **199**

Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.

Les sommes prévues pour les activités de prévention du suicide et de santé mentale en milieu carcéral proviennent du budget d'opération courant. Toutefois, une mesure bénéficie du soutien de la Stratégie nationale de prévention du suicide 2022-2026. Il s'agit du développement de nouvelles formations pour le personnel correctionnel pour un total de 200 k\$, soit 50 k\$ annuellement. Le financement octroyé par la Stratégie a permis de conclure un contrat avec le Centre de prévention du suicide de Montréal (CPSM) à la hauteur de 44,3 k\$ afin de former l'ensemble des agents de probation et des agents des services correctionnels (ASC) travaillant dans les Directions des services professionnels correctionnels (DSPC). La formation permettra au personnel d'être mieux habileté à repérer un individu présentant un risque suicidaire. Les services du présent contrat couvrent la période du 20 mars 2023 au 31 mars 2025.

La Stratégie a aussi permis de conclure un contrat de 24 k\$ avec l'Association québécoise de prévention du suicide (AQPS) afin de développer un contenu de formation pour la mise à jour des connaissances des ASC membres des équipes d'intervention spécialisée. Les services du présent contrat couvrent la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 mars 2024.

Un contrat annuel de 70,7 k\$ est conclu avec l'AQPS pour la formation des chefs d'unité et des agents des services correctionnels qui souhaitent devenir membres des équipes d'intervention spécialisée pour l'année 2023-2024. En date du 31 janvier 2024, la somme prévue a permis d'assurer la formation en prévention du suicide de 35 chefs d'unité et de 26 ASC.

Question **200**

Le nombre de suicides et le nombre de tentatives de suicide par établissement et par année pour les cinq dernières années.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2019-2020		2020-2021		2021-2022		2022-2023		2023-2024 ¹	
	Décès	Tentatives	Décès	Tentatives	Décès	Tentatives	Décès	Tentatives	Décès	Tentatives
Amos	-	1	-	1	-	2	-	-	-	2
Baie-Comeau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Hull	-	3	1	4	1	-	1	3	-	2
Leclerc de Laval	1	2	-	2	1	2	-	7	1	2
Montréal	3	9	6	6	2	16	1	14	6	11
New Carlisle	1	-	-	1	-	-	-	1	-	3
Percé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Québec (secteur féminin)	-	-	-	-	-	-	1	6	-	-
Québec (secteur masculin)	-	8	2	24	-	13	1	8	1	10
Rimouski	-	2	-	-	1	2	1	1	-	1
Rivière-des-Prairies	-	3	2	8	2	12	1	18	1	3
Roberval	2	3	-	3	-	3	-	-	-	3
Saint-Jérôme	-	3	2	6	1	3	-	3	-	-
Sept-Îles	-	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Sherbrooke	1	4	2	6	1	7	3	3	-	2
Sorel-Tracy	-	-	-	4	-	1	1	2	-	4
Trois-Rivières	-	3	2	3	1	3	-	3	2	3

¹ Au 31 janvier 2024.

Question **201**

Le nombre d'heures de formation moyen par agent correctionnel, par année, par établissement

Établissement	Moyenne d'heures de formation par titulaires d'emploi
Amos	25,4
Baie-Comeau	35,6
Hull	68,5
Leclerc de Laval	44,7
Montréal	22,6
New-Carlisle	22,4
Percé	28,6
Québec (Secteurs Féminin et Masculin)	38,9
Rimouski	37,8
Rivière-des-Prairies	25,8
Roberval	31,8
Sept-Îles	29,7
Sherbrooke	50,7
Sorel-Tracy	39,8
St-Jérôme	46,4
Trois-Rivières	44,2

Au 31 janvier 2024

Agents des services correctionnels seulement.

La Direction des services de transport et de comparutions est incluse dans l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies.

Source : EI SAGIR – Rapport sur l'effectif et les réserves, les feuilles de temps et les absences en formation

SCHEDULE PRO – Sommaire des quarts de travail – Établissement de détention de Sherbrooke

Inclus la formation initiale d'introduction à la tâche à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et au Centre de formation et de perfectionnement correctionnels (CFPC).

Question **202**

La liste des requalifications nécessaires pour les agents correctionnels en indiquant, par établissement, le nombre d'agents ayant participé à la requalification.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	Participation ASC 2023-2024						
	Arme à feu (Requalification)	Arme à feu (Rétention)	Arme à feu (Pratique)	Technique d'intervention physique	Agents inflammatoires	Maintien des compétences utilisateurs APRIA	Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence
Amos	22	22	22	44	62	26	18
Baie-Comeau	5	3	6	12	11	6	-
Hull	66	66	66	80	50	51	7
Leclerc de Laval	53	53	56	66	42	42	12
Montréal	68	68	81	41	74	32	92
New Carlisle	-	-	38	16	-	26	6
Percé	-	-	25	-	-	38	6
Québec (secteur féminin)	1	-	1	3	10	10	-
Québec (secteur masculin)	68	-	117	75	163	147	22
Rimouski	50	50	52	34	31	29	10
Rivière-des-Prairies	69	59	-	117	105	76	87
Roberval	60	60	71	3	58	4	12
Saint-Jérôme	112	112	112	114	-	-	27
Sept-Îles	2	-	3	13	27	16	2
Sherbrooke	1	1	34	14	9	-	4
Sorel-Tracy	89	89	15	1	11	-	20
Trois-Rivières	59	59	59	47	43	10	6

Au 31 janvier 2024.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **203**

Par établissement, veuillez nous fournir le nombre d'agents correctionnels ayant :

- a. Moins de 2 ans d'expérience;
- b. De 2 à 5 ans d'expérience;
- c. De 5 à 10 ans d'expérience;
- d. De 10 à 15 ans d'expérience;
- e. De 15 à 20 ans d'expérience;
- f. Plus de 20 ans d'expérience;
- g. La moyenne d'années d'expérience.

Établissement	2023-2024						Moyenne d'années d'expérience
	Moins de 2 ans d'expérience	2 à 5 ans d'expérience	5 à 10 ans d'expérience	10 à 15 ans d'expérience	15 à 20 ans d'expérience	Plus de 20 ans d'expérience	
Amos	20	24	24	25	12	9	8,6
Baie-Comeau	16	6	3	3	2	9	8,7
Hull	20	13	20	19	21	25	11,9
Leclerc de Laval	22	28	48	43	14	22	10,1
Montréal	103	49	108	129	60	96	10,9
New-Carlisle	8	8	7	12	6	6	10,0
Percé	5	0	9	14	6	2	11,1
Québec (Secteurs Féminin et Masculin)	86	21	51	62	53	66	11,1
Rimouski	12	10	11	23	12	9	10,8
Rivière-des-Prairies	88	23	51	70	51	46	10,0
Roberval	18	14	27	40	17	18	10,7
Sept-Îles	8	8	11	2	3	3	7,3
Sherbrooke	22	19	36	25	11	15	9,5
Sorel-Tracy	40	37	55	23	8	12	7,4
St-Jérôme	65	17	49	28	40	41	10,3
Trois-Rivières	24	15	24	21	15	13	9,8

Au 31 janvier 2024

Agents des services correctionnels seulement.

La Direction des services de transport et de comparutions est incluse dans l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies

Source: EI SAGIR – Rapport sur l'effectif et les réserves

Question **204**

Par établissement, pour 2023-2024, veuillez nous fournir :

- a. Le nombre de démissions;
- b. Le nombre de départs à la retraite anticipée;
- c. Le nombre de départs à la retraite.

Établissement	2023-2024	
	Démissions	Retraites
Amos	3	2
Baie-Comeau	3	0
Hull	5	1
Leclerc de Laval	5	3
Montréal	19	5
New-Carlisle	2	1
Québec (Secteurs Féminin et Masculin)	19	3
Rimouski	1	2
Rivière-des-Prairies	6	8
Roberval	7	2
Sept-Îles	5	0
Sherbrooke	6	0
Sorel-Tracy	6	1
St-Jérôme	10	1
Trois-Rivières	7	3

Au 31 janvier 2024

Agents des services correctionnels seulement.

La Direction des services de transport et de comparutions est incluse à l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies.

Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs

Question **205**

Par établissement, pour 2023-2024, veuillez nous fournir :
a. La liste des postes coupés;
b. La liste des postes vacants.

Établissements de détention	2023-2024	
	Effectifs coupés	Effectifs non comblés
Amos	0	29
Baie-Comeau	0	10
Hull	0	15
Leclerc de Laval	0	4
Montréal	8	32
New Carlisle	0	5
Percé	0	0
Québec (secteur Féminin et secteur Masculin)	0	41
Rimouski	0	5
Rivière-des-Prairies	0	124
Roberval	0	9
Sept-Îles	0	30
Sherbrooke	0	8
Sorel-Tracy	0	18
St-Jérôme	0	25
Trois-Rivières	0	19

Au 31 janvier 2024

Agents des services correctionnels seulement.

La Direction des services de transport et de comparutions est incluse dans l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies.

Source : EI SAGIR – Rapport sur les postes et l'effectif

Question **206**

Par établissement, le nombre de menaces envers un agent correctionnel :
a. Lorsqu'il est en service;
b. Lorsqu'il n'est pas en service.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2023-2024
Amos	2
Baie-Comeau	-
Hull	2
Leclerc de Laval	2
Montréal	6
New Carlisle	2
Percé	-
Québec (secteur féminin)	-
Québec (secteur masculin)	2
Rimouski	8
Rivière-des-Prairies	9
Roberval	5
Saint-Jérôme	2
Sept-Îles	-
Sherbrooke	7
Sorel-Tracy	13
Trois-Rivières	3

*La tenue statistique ne discrimine pas le lieu de survenance de l'événement.

Au 31 janvier 2024.

Question **207**

Par établissement, le nombre d'agressions envers un agent correctionnel
a. Lorsqu'il est en service;
b. Lorsqu'il n'est pas en service.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2023-2024	
	En service	Pas en service
Amos	-	-
Baie-Comeau	-	-
Hull	-	-
Leclerc de Laval	-	-
Montréal	-	-
New Carlisle	-	-
Percé	-	-
Québec (secteur féminin)	1	-
Québec (secteur masculin)	1	-
Rimouski	-	-
Rivière-des-Prairies	-	-
Roberval	1	-
Saint-Jérôme	-	-
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	-	-
Sorel-Tracy	-	-
Trois-Rivières	-	-

*Agressions graves, soit les comportements causant des blessures graves ou des lésions corporelles ou mettant en danger la vie d'une personne.

Au 31 janvier 2024.

Question **208**

Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 prévoyait renforcer la sécurité globale des établissements de détention (page 30 du Plan stratégique). En lien avec ces intentions, veuillez nous détailler les investissements et les actions mises en place en 2023-2024 pour chacune des cibles suivantes :

- Ajout des équipements de sécurité;
- Principe de sécurité proactive.

En 2023-2024¹, trois postes de fouille des visiteurs et des membres du personnel (arche de détection et rayon X) ont été ajoutés, quatre cours extérieures ont été sécurisées, les démarches d'acquisition pour les équipements de fouille corporelle des personnes incarcérées sont en cours et l'aménagement physique des systèmes fixes de détection de drones pour deux des trois établissements visés est complété.

Les actions menées en lien avec le principe de sécurité proactive en 2023-2024¹, sont l'élaboration et la diffusion d'un guide des bonnes pratiques à l'ensemble du personnel, l'identification d'un ou plusieurs mandataires dans chaque établissement de détention ainsi que la mise en place de comités locaux et la détermination des objectifs à atteindre par chaque établissement de détention, rédaction et mise en vigueur des plans d'action.

¹ Au 31 janvier 2024.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **209**

Le 19 décembre 2022, le ministre de la Sécurité publique annonçait la construction d'un nouvel établissement carcéral pour femmes qui remplacera l'Établissement de détention Maison Tanguay, fermé en 2016. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

a) Le montant prévu pour la construction de l'établissement;
 b) Le montant prévu pour la démolition de la Maison Tanguay;
 c) L'échéancier des travaux de démolition de la Maison Tanguay;
 d) L'emplacement choisi pour le nouvel établissement (adresse);
 e) Le coût du terrain;
 f) L'échéancier du projet.

Montant prévu de la construction de l'établissement	375,9 M\$ (excluant la démolition de la Maison Tanguay)
Montant prévu de la démolition de la Maison Tanguay	14,3 M\$
Échéancier de la démolition Maison Tanguay	Travaux de démolition d'une durée de 6 mois. Début prévu en août 2024 et fin prévue en janvier 2025
Emplacement choisi du nouvel établissement	Entre l'emplacement de la Maison Tanguay et celui de l'Établissement de détention de Montréal (Bordeaux)
Coût du terrain	Propriété de la SQI, aucuns frais
Échéancier du projet	<p>Selon les plus récentes informations obtenues de la Société québécoise des infrastructures (sujet à changement):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Étape de la planification : Poursuite des travaux préparatoires, allant jusqu'en février 2025. • Étape de réalisation : s'échelonnant de juin 2024 à juin 2030; • Étape de clôture : s'échelonnant de juin 2030 à octobre 2030.

Au 31 janvier 2024

Les informations inscrites dans cette fiche ont été obtenues de la SQI.

Question **210**

La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS ¹ 2023-2024	BUDGET INITIAL ² 2023-2024 (\$)
Direction régionale Bas-Saint-Laurent 70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9	6	482 420
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	7	
Direction régionale Saguenay—Lac-Saint-Jean 3950, boulevard Harvey, RC-03, Saguenay (Québec) G7X 8L6	5	423 020
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	9	
Direction régionale Capitale-Nationale—Chaudière-Appalaches 1122, Grande-Allée Ouest, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	7	616 370
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	3	
Direction régionale Mauricie—Centre-du-Québec 4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	6	523 370
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5	
Direction régionale Montérégie-Estrie 165, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	7	668 320
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	3	
200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9	2	
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	2	
Direction régionale Montréal-Laval 5100, rue Sherbrooke Est, RC-23, Montréal (Québec) H1V 3R9	6	602 720
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	8	
Direction régionale Laurentides-Lanaudière 9, chemin de la Grande-Côte, Saint-Eustache (Québec) J7P 5L3	7	720 198
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	4	

Question **210**

Suite

Direction régionale Abitibi-Témiscamingue 170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 1	349 220
Direction régionale Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine 96, montée Sandy Beach, bureau 1.02A, Gaspé (Québec) G4X 2W4 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	4 3	470 120
Direction régionale Côte-Nord 625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	4 3	348 520
Direction régionale Outaouais 817, boulevard Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 3	497 520
Direction régionale Nord-du-Québec 600, 3 ^e Rue, Chibougamau (Québec) G8P 1P1 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 0	N/D
Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM) 125, chemin du Parc, bureau B108, Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1B3 (N'inclus pas les ressources du CEGRIM des autres ministères)	6	1 325 500

¹ L'effectif correspond aux postes autorisés.

² Le budget inscrit comprend le budget en rémunération, fonctionnement et transfert (excluant le budget Vers une société québécoise plus résiliente aux catastrophes [anciennement PAI]).

Question **211**

Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2023-2024.

Le montant total versé pour cette période est de : 69 534 907 \$.

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
2016-06-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 juin 2016, dans des municipalités du Québec				
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	2 607 \$
			Sous-total		2 607 \$
2016-08-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 16 et 17 août 2016, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	M	400 000 \$
			Sous-total		400 000 \$
748-2017 2016-12-30S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 décembre 2016 dans des municipalités du Québec				
		09	CÔTE-NORD	P	3 484 \$
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	1 795 462 \$
			Sous-total		1 798 946 \$
495-2017 2017-04-05S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 5 avril 2017 au 16 mai 2017 dans des municipalités du Québec				
		06	MONTRÉAL	E	6 642 \$
		07	OUTAOUAIS	M	210 000 \$
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	23 614 \$
		13	LAVAL	P	20 504 \$
		15	LAURENTIDES	E	10 663 \$
		16	MONTÉRÉGIE	E	15 926 \$

Question **211**

Suite

			Sous-total		287 349 \$
2017-07-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang du Haut-de-la-Rivière Sud, dans la ville de Saint-Césaire, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 8 juillet 2017				
	16	MONTÉRÉGIE		M	121 004 \$
			Sous-total		121 004 \$
2018-03-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations, pluies et dégel printanier survenus du 28 mars au 30 avril 2018, dans des municipalités du Québec				
	04	MAURICIE		M	61 186 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES		P	45 246 \$
	14	LANAUDIÈRE		E	1 431 \$
			Sous-total		107 864 \$
2018-08-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises rue Alfred-Desrochers, dans la ville de Sherbrooke				
	05	ESTRIE		P	296 129 \$
			Sous-total		296 129 \$
403-2019 2019-04-14G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec				
	04	MAURICIE		BL	3 125 \$
	07	OUTAOUAIS		P	426 974 \$
	07	OUTAOUAIS		BL	269 598 \$
	07	OUTAOUAIS		M	180 023 \$
	08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		M	772 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE		P	172 972 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES		P	47 958 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES		BL	44 929 \$

Question **211**

Suite

		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	273 137 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	310 311 \$
		13	LAVAL	P	233 387 \$
		15	LAURENTIDES	P	97 634 \$
		15	LAURENTIDES	BL	15 348 \$
		15	LAURENTIDES	E	452 389 \$
		15	LAURENTIDES	M	13 867 \$
		15	LAURENTIDES	O	35 996 \$
		16	MONTÉRÉGIE	P	29 885 \$
		16	MONTÉRÉGIE	BL	145 543 \$
		16	MONTÉRÉGIE	O	122 705 \$
			Sous-total		2 876 555 \$
2019-06-29G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 29 juin 2019, dans le Canton de Melbourne				
		05	ESTRIE	M	100 988 \$
			Sous-total		100 988 \$
2019-09-07G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête post-tropicale Dorian survenue les 7 et 8 septembre 2019, dans des municipalités du Québec				
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	208 560 \$
			Sous-total		208 560 \$
2019-10-31G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019, dans des municipalités du Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	154 621 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	181 534 \$
			Sous-total		336 156 \$

Question **211**

Suite

2020-08-04G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête post-tropicale survenue les 4 et 5 août 2020, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	34 160 \$
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	94 778 \$
		Sous-total		128 937 \$
2020-09-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche			
	07	OUTAOUAIS	P	31 694 \$
		Sous-total		31 694 \$
2020-11-30G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus du 30 novembre au 2 décembre 2020, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	1 392 \$
		Sous-total		1 392 \$
2020-12-24G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 24 au 26 décembre 2020, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	156 662 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	BL	1 150 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	E	25 477 \$
	14	LANAUDIÈRE	P	29 682 \$
		Sous-total		212 971 \$
2021-01-17G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues le 17 janvier 2021, dans la ville de Chandler			
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	252 667 \$
		Sous-total		252 667 \$

Question **211**

Suite

2021-03-26G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 26 au 31 mars 2021, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	84 343 \$
	07	OUTAOUAIS	P	2 501 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	17 335 \$
	14	LANAUDIÈRE	P	5 017 \$
	14	LANAUDIÈRE	BL	1 652 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	15 867 \$
		Sous-total		126 715 \$
2021-05-04G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rang Saint-Charles, dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan			
	14	LANAUDIÈRE	P	305 419 \$
		Sous-total		305 419 \$
2021-07-15G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 15 juillet 2021, dans le canton de Nédélec			
	08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	172 000 \$
		Sous-total		172 000 \$
2021-07-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Panoramique, dans la ville de Saguenay			
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	374 201 \$
		Sous-total		374 201 \$
2021-09-02G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus du 2 au 4 septembre 2021, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	71 596 \$
		Sous-total		71 596 \$

Question **211**

Suite

2021-09-28G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Onulphe-Peltier, dans la ville de l'Épiphanie			
	14	LANAUDIÈRE	P	44 785 \$
		Sous-total		44 785 \$
2021-10-29G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Boisclair, dans la ville de Shawinigan			
	04	MAURICIE	P	44 374 \$
		Sous-total		44 374 \$
2021-12-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2021 au 31 mars 2022, dans des municipalités du Québec			
	14	LANAUDIÈRE	M	84 789 \$
		Sous-total		84 789 \$
2021-12-25G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Carambolage de véhicules survenu le 25 décembre 2021 dans la municipalité de Yamachiche, en raison de conditions météorologiques difficiles			
	04	MAURICIE	M	6 042 \$
		Sous-total		6 042 \$
2022-03-18G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Childs, dans la municipalité de Chelsea			
	07	OUTAOUAIS	P	60 996 \$
		Sous-total		60 996 \$
2022-04-04G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 4 avril au 24 mai 2022, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	8 188 \$

Question **211**

Suite

		02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	250 988 \$
		04	MAURICIE	P	10 429 \$
		07	OUTAOUAIS	P	1 344 \$
		07	OUTAOUAIS	E	16 982 \$
		07	OUTAOUAIS	M	221 644 \$
			Sous-total		509 574 \$
2022-04-17G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises route 341, dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan				
		14	LANAUDIÈRE	P	440 903 \$
			Sous-total		440 903 \$
1247-2022 2022-05-03S	Programme d'indemnisation et d'aide financière spécifique relatif aux mouvements de sol réels et imminents survenus le 3 mai et le 13 juin 2022 dans le talus à l'arrière de la rue du Parc dans la ville de Saguenay				
		02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	23 856 \$
		02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	E	92 245 \$
			Sous-total		116 101 \$
2022-05-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents survenus le 21 mai 2022, dans des municipalités du Québec				
		07	OUTAOUAIS	E	38 661 \$
		07	OUTAOUAIS	M	6 859 \$
		14	LANAUDIÈRE	E	20 479 \$
		14	LANAUDIÈRE	M	80 000 \$
		15	LAURENTIDES	E	4 636 \$
		15	LAURENTIDES	M	736 832 \$
			Sous-total		887 466 \$

Question **211**

Suite

2022-06-02G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue du Cap, dans la ville de Neuville			
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	15 603 \$
		Sous-total		15 603 \$
2022-06-14G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 juin 2022, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	14 440 \$
		Sous-total		14 440 \$
2022-06-16G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise sentier Potvin, dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis			
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	16 325 \$
		Sous-total		16 325 \$
2022-06-17G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise sentier du Phare, dans la ville de Saguenay			
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	18 333 \$
		Sous-total		18 333 \$
2022-06-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues du 21 au 23 juin 2022, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	M	60 586 \$
		Sous-total		60 586 \$
2022-09-23G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête Fiona survenue du 23 au 25 septembre 2022, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	97 166 \$
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	BL	737 \$
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	487 565 \$

Question **211**

Suite

		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	293 000 \$
			Sous-total		878 468 \$
2022-10-17G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Bains, dans la ville de Saint-Honoré				
		02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	52 899 \$
			Sous-total		52 899 \$
2022-11-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 1 ^{er} novembre 2022, dans la municipalité de Pierreville				
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	21 311 \$
			Sous-total		21 311 \$
2022-11-18G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin de la Cabane-Ronde, dans la ville de Mascouche				
		14	LANAUDIÈRE	P	51 768 \$
			Sous-total		51 768 \$
2022-12-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2022 au 30 mars 2023, dans des municipalités du Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	49 560 \$
		04	MAURICIE	M	938 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	33 351 \$
		14	LANAUDIÈRE	M	59 114 \$
		16	MONTÉRÉGIE	M	34 737 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	47 986 \$
			Sous-total		225 686 \$

Question **211**

Suite

2022-12-16G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Deux-Rivières, dans la municipalité de Morin-Heights			
	15	LAURENTIDES	P	131 904 \$
		Sous-total		131 904 \$
2022-12-23G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête hivernale survenue les 23 et 24 décembre 2022, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	4 408 \$
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	7 344 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	178 785 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	BL	45 038 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	E	202 969 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	74 719 \$
	04	MAURICIE	E	73 178 \$
	04	MAURICIE	M	21 430 \$
	07	OUTAOUAIS	M	4 653 \$
	09	CÔTE-NORD	M	1 129 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	23 264 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	32 273 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	51 520 \$
		Sous-total		720 710 \$
2023-02-03G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête hivernale survenue les 3 et 4 février 2022, dans la ville d'Amqui			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	9 420 \$
		Sous-total		9 420 \$

Question **211**

Suite

2023-03-31G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 31 mars au 13 avril 2023, dans la ville de Lévis			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	32 521 \$
		Sous-total		32 521 \$
2023-04-04G	Programme d'assistance financière lors de sinistres – Mouvements de sol menaçant le bâtiment d'une entreprise sis boulevard de l'Ange-Gardien Nord, dans la ville de l'Assomption			
	14	LANAUDIÈRE	P	13 620 \$
	14	LANAUDIÈRE	E	346 473 \$
		Sous-total		360 093 \$
2023-04-05G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Tempête printanière survenue le 5 avril 2023, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	M	14 681 \$
	15	LAURENTIDES	M	3 015 \$
	16	MONTÉRÉGIE	E	8 825 \$
	16	MONTÉRÉGIE	M	240 777 \$
		Sous-total		267 298 \$
2023-04-07G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Inondations et pluies survenues du 7 avril au 2 mai 2023, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	E	67 601 \$
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	4 531 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	13 691 745 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	E	4 240 038 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	1 500 000 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	O	5 117 \$
	04	MAURICIE	P	231 419 \$
	04	MAURICIE	E	30 526 \$
	04	MAURICIE	M	47 000 \$

Question **211**

Suite

		06	MONTRÉAL	P	205 394 \$
		06	MONTRÉAL	E	39 382 \$
		07	OUTAOUAIS	P	1 949 973 \$
		07	OUTAOUAIS	E	344 929 \$
		13	LAVAL	P	14 844 \$
		14	LANAUDIÈRE	P	8 517 295 \$
		14	LANAUDIÈRE	E	930 369 \$
		14	LANAUDIÈRE	M	53 488 \$
		15	LAURENTIDES	P	2 214 120 \$
		15	LAURENTIDES	E	187 396 \$
		15	LAURENTIDES	M	124 624 \$
		16	MONTÉRÉGIE	P	758 481 \$
		16	MONTÉRÉGIE	E	53 745 \$
		16	MONTÉRÉGIE	M	6 718 \$
		16	MONTÉRÉGIE	O	68 403 \$
			Sous-total		35 287 138 \$
2023-04-18G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Principale, dans la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac				
		04	MAURICIE	P	2 880 \$
			Sous-total		2 880 \$
968-2023 2023-05-31S	Programme d'assistance financière spécifique relatif aux incendies de forêt du printemps et de l'été 2023 au Québec				
		02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	55 500 \$
		02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	6 113 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	4 500 \$
		04	MAURICIE	P	18 000 \$

Question **211**

Suite

		08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	P	780 000 \$
		08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	247 106 \$
		09	CÔTE-NORD	P	2 004 000 \$
		09	CÔTE-NORD	M	1 311 812 \$
		10	NORD-DU-QUÉBEC	P	9 567 000 \$
		10	NORD-DU-QUÉBEC	M	853 448 \$
		16	MONTÉRÉGIE	P	85 500 \$
			Sous-total		14 932 979 \$
2023-06-06G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 6 au 8 juin 2023, dans des municipalités du Québec				
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	290 906 \$
			Sous-total		290 906 \$
2023-06-09G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvement de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	14 108 \$
			Sous-total		14 108 \$
2023-06-24G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 24 au 26 juin 2023, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	P	146 626 \$
		05	ESTRIE	E	41 335 \$
			Sous-total		187 960 \$
2023-07-01G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus le 1 ^{er} juillet 2023, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	P	139 819 \$
		02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	1 039 701 \$

Question **211**

Suite

		05	ESTRIE	P	15 676 \$
			Sous-total		1 195 197 \$
2023-07-07G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 7 au 11 juillet 2023, dans des municipalités du Québec				
		02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	64 233 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	151 839 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	E	12 264 \$
		04	MAURICIE	P	517 417 \$
		04	MAURICIE	E	14 681 \$
		05	ESTRIE	P	45 007 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	43 828 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	4 013 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	15 411 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	379 083 \$
			Sous-total		1 247 776 \$
2023-07-13G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus du 13 au 16 juillet 2023, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	P	118 640 \$
		01	BAS-SAINT-LAURENT	E	31 332 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	63 408 \$
		05	ESTRIE	P	33 139 \$
		05	ESTRIE	M	25 462 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	50 704 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	43 335 \$
			Sous-total		366 020 \$

Question **211**

Suite

2023-07-18G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus du 18 au 21 juillet 2023, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	E	6 873 \$
	14	LANAUDIÈRE	P	391 142 \$
		Sous-total		398 014 \$
2023-08-07G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2023, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	33 992 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	49 608 \$
		Sous-total		83 600 \$
2023-08-13G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues le 13 août 2023, dans des municipalités du Québec			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	21 512 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	35 996 \$
		Sous-total		57 509 \$
2023-08-29G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 29 et 30 août 2023, dans des municipalités du Québec			
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	690 \$
		Sous-total		690 \$
2023-10-06G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus du 6 au 9 octobre 2023, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	45 605 \$
	04	MAURICIE	P	490 498 \$
	04	MAURICIE	E	303 645 \$
		Sous-total		839 748 \$

Question **211**

Suite

2023-11-16G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement notamment à l'imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment sis rue Saint-Aimé, dans la municipalité de Maskinongé			
	04	MAURICIE	P	480 \$
		Sous-total		480 \$
2023-12-03G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Risque imminent d'inondation constaté le 3 décembre 2023, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	P	876 785 \$
		Sous-total		876 785 \$
2023-12-17G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus du 17 au 19 décembre 2023, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	466 974 \$
		Sous-total		466 974 \$
		GRAND TOTAL		69 534 907 \$

Question **212**

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 31 janvier 2024, un total de 53 autorités régionales ont un schéma de couverture de risques incendie révisé et mis en œuvre alors que 50 autorités régionales ont un schéma en révision.

Ventilation par régions

RÉGIONS	Schéma révisé mis en œuvre	Schéma en révision	
Bas-Saint-Laurent	4	4	La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	1	Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	6	1	Charlevoix-Est, L'Île-d'Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix
Mauricie	3	3	Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	4	5	Brome-Missisquoi, Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, La Haute-Yamaska, Le Val-Saint-François, Le Haut-Saint-François, Les Sources, Le Granit
Montréal	--	1	Agglomération de Montréal
Outaouais	4	1	Les Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	1	4	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	3	3	Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	1	1	Administration régionale Kativik, gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	5	Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon
Chaudière-Appalaches	3	7	Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Beauce-Centre, Les Appalaches, Beauce-Sartigan
Laval	1	--	Laval

Question **212**

Suite

RÉGIONS	Schéma révisé mis en œuvre	Schéma en révision	
Lanaudière	3	3	D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	5	3	Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montréal	8	5	Acton, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry
Centre-du-Québec	2	3	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques

Le MSP accompagne en continu les municipalités et les MRC dans la mise en œuvre et la révision de leur schéma de couverture de risques.

Question **213**

État d'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.

Le Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations a pris fin le 31 mars 2022. Pour plus d'informations, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **214**

Détails de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Support et accompagnement des municipalités :

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité, cette dernière est maîtresse d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, elle doit se préparer à répondre aux sinistres et consigner le résultat de cette planification dans un plan de sécurité civile, adopté par le conseil municipal. Lorsqu'un sinistre survient sur son territoire, elle a la responsabilité de mettre en œuvre les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle du Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie (SMSCSI) du ministère de la Sécurité publique (MSP) est de venir appuyer les municipalités dans leurs actions. Le ministère est proactif et soutient les municipalités afin qu'elles se conforment minimalement au Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre, entré en vigueur le 9 novembre 2019. Plusieurs outils sont aussi développés et mis à la disposition des municipalités afin qu'elles puissent bonifier leur préparation tout risque et voir au besoin à une préparation adaptée en fonction des risques présents sur leur territoire.

Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est prêt à soutenir les municipalités et à intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise internes, mais aussi celle des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de la sécurité civile et de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Le MSP coordonne l'action gouvernementale et est en contact avec les municipalités touchées pour les aider à prendre en compte les enjeux vécus. Lorsque la situation le requiert, le MSP peut dépêcher du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Assistance financière :

Le Programme général d'assistance financière lors de sinistres (PGAF) permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement et pour la réparation des dommages aux biens essentiels à la suite d'un sinistre admissible. Le PGAF permet également d'accorder une assistance financière aux particuliers (propriétaires et locataires), aux propriétaires de bâtiments locatifs et aux propriétaires d'entreprises ayant subi des préjudices, de même qu'aux organismes communautaires ayant porté aide et assistance. Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux bénéficiaires de recevoir une aide financière très rapidement.

Selon ce programme, la municipalité devra assumer une participation financière selon le type de préjudices réclamés. Entre autres, pour les mesures d'intervention ou de rétablissement ainsi que pour la réparation des dommages aux biens essentiels, le montant de la participation financière de la municipalité est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité au courant de l'année de la survenue du sinistre. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles pour les mesures d'intervention ou de rétablissement ainsi que pour la réparation des dommages aux biens essentiels doivent dépasser 300 000 \$ pour que le MSP lui accorde une aide financière. Si une municipalité est en précarité financière selon l'analyse du MSP, elle pourra être exonérée en tout ou en partie de sa participation financière en vertu du programme.

Question **215**

Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2023-2024. Prévisions pour 2024-2025.

	2023-2024
Crédits réguliers du MSP	15 180 270 \$
Fonds d'électrification et de changements climatiques (FECC) - Plan pour une économie verte 2030 (MELCCFP)	50 802 822 \$
Fonds du Plan Nord - Plan d'action nordique 2023-2028 (Société du Plan Nord)	0 \$

Question **216**

État de situation au 31 mars 2023 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2023-2024 et fournir les prévisions pour 2024-2025. Ventiler la mise en œuvre par :

- a) Orientation de la Politique;
- b) Objectif de la Politique;
- c) Ministère de mise en œuvre;
- d) Résultats atteints en 2023-2024;
- e) Échéancier et actions de mise en œuvre pour 2023-2024 et 2024-2025;
- f) Budget pour chaque action ;
- g) Tout document produit à cet effet.

a) et b) Orientations et objectifs de la Politique

La Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) précise la vision, les fondements, les orientations et les objectifs devant permettre d'accroître la résilience des collectivités aux catastrophes. Elle interpelle l'ensemble des acteurs de la société et cherche à favoriser une plus grande responsabilisation de tous. Elle se veut l'assise à partir de laquelle seront déployées les diverses mesures en matière de sécurité civile. La PQSC s'articule autour de cinq orientations couvrant les principales catégories de mesures à mettre en œuvre à cet effet :

- consolider le système québécois de sécurité civile;
- améliorer la connaissance des risques;
- accroître le partage d'information et le développement des compétences;
- recourir en priorité à la prévention;
- renforcer la capacité de réponse aux catastrophes.

c) Ministère de mise en œuvre

En vue d'assurer la mise en œuvre de la PQSC et de favoriser la concertation entre les divers acteurs, l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s'est vu confier le mandat d'élaborer un plan d'action national (PAN). Un sous-comité de l'OSCQ a été mis en place à cet effet. Le PAN se décline en deux phases : la phase 1 (à partir de 2014) et la phase 2 (à partir de 2020). Amorcée en 2014, la phase 1 concerne le gouvernement du Québec. Plus de 20 ministères et organismes (MO) portent des dizaines d'actions et plus de 130 mesures, consolidant à terme l'expertise en sécurité civile du gouvernement du Québec. La phase 2 du PAN, pour sa part, concerne les autres acteurs de la société québécoise visés par la PQSC. Les 26 réalisations reviennent à des citoyens, à des communautés autochtones, à des municipalités et à des organisations de la société civile. Dans ce cas, 16 MO mettent leurs expertises en sécurité civile à la disposition des autres acteurs, les accompagnent et les soutiennent dans leurs efforts pour devenir plus résilients aux catastrophes. Amorcée en 2020, la phase 2 se poursuivra jusqu'en décembre 2024.

L'OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre de la PQSC. Pour ce faire, le MSP prépare un état de situation annuel de même qu'un rapport final (dépôt prévu en 2025).

Question **216** Suite

d) Résultats atteints en 2023-2024

La phase 2 a été approuvée le 5 avril 2022. Les redditions de comptes annuelles de 2023 pour les phases 1 et 2 sont en cours.

e) Échéancier et actions de mise en œuvre pour 2023-2024 et 2024-2025

Des actions et des mesures de la phase 1 du PAN restent à réaliser par les MO et se poursuivent. Les réalisations attendues de la phase 2 du PAN exigent quant à elles que des MO accompagnent des citoyens, des municipalités, des communautés autochtones et des organisations de la société civile. Le sous-comité de l'OSCQ sur le PAN et le ministère de la Sécurité publique, coordonnateur de la PQSC, continueront en 2024-2025 d'assumer la responsabilité de l'ensemble des travaux liés au PAN.

f) Budget pour chaque action

Les activités liées au PAN sont réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des MO concernés.

g) Tout document produit à cet effet

Veillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **217**

Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2024, ventilés par ville ou municipalité.

Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (2019)

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Abercorn	0	1	1
Adstock	0	1	1
Alma	2	1	3
Amherst	0	44	44
Amos	0	2	2
Amqui	0	1	1
Arundel	0	4	4
Aumond	1	3	4
Austin	0	2	2
Baie-du-Febvre	0	1	1
Baie-Sainte-Catherine	1	0	1
Baie-Saint-Paul	0	5	5
Baie-Trinité	0	1	1
Barnston-Ouest	0	1	1
Batiscan	0	13	13
Beauceville	2	219	221
Beauharnois	0	2	2
Beaumont	0	2	2
Beaupré	0	2	2
Bécancour	0	30	30
Bedford	0	1	1
Beloeil	0	1	1
Berthier-sur-Mer	0	2	2

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Berthierville	0	2	2
Biencourt	1	1	2
Blainville	0	2	2
Blue Sea	0	2	2
Boileau	0	2	2
Boisbriand	0	36	36
Boischatel	0	5	5
Bois-des-Filion	0	1	1
Bolton-Est	0	1	1
Bolton-Ouest	0	1	1
Bonaventure	0	4	4
Bouchette	0	1	1
Bowman	0	1	1
Brébeuf	0	6	6
Brigham	0	2	2
Bristol	0	5	5
Brome	0	1	1
Brownsburg-Chatham	0	8	8
Bryson	0	2	2
Bury	0	9	9
Campbell's Bay	0	13	13
Cantley	0	3	3
Cap-Chat	0	1	1
Cap-Saint-Ignace	0	3	3
Cap-Santé	0	1	1

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Carignan	0	4	4
Cascapédia-Saint-Jules	0	2	2
Causapscal	1	0	1
Cayamant	0	1	1
Chambord	0	2	2
Champlain	0	24	24
Chandler	1	2	3
Chapeau	0	1	1
Châteauguay	0	17	17
Château-Richer	1	3	4
Chelsea	1	5	6
Chénéville	0	1	1
Chertsey	1	2	3
Chichester	0	9	9
Chute-aux-Outardes	1	0	1
Chute-Saint-Philippe	0	5	5
Clarenceville	0	1	1
Clarendon	0	1	1
Clermont	0	2	2
Coaticook	0	2	2
Colombier	4	5	9
Compton	0	3	3
Contrecoeur	0	1	1
Cookshire-Eaton	0	8	8
Cowansville	0	60	60

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Crabtree	0	3	3
Dégelis	0	1	1
Déléage	0	6	6
Denholm	0	3	3
Desbiens	0	1	1
Deschailions-sur-Saint-Laurent	0	2	2
Deux-Montagnes	1	14	15
Dolbeau-Mistassini	0	1	1
Drummondville	0	4	4
Dudswell	0	1	1
Duhamel	0	7	7
Duhamel-Ouest	0	1	1
Duparquet	0	16	16
Durham-Sud	0	1	1
East Farnham	0	1	1
Eastman	0	4	4
Entrelacs	0	1	1
Farnham	0	1	1
Fassett	0	3	3
Fatima	0	1	1
Ferme-Neuve	1	31	32
Fort-Coulonge	0	105	105
Fossambault-sur-le-Lac	0	5	5
Franquelin	0	2	2
Frelighsburg	0	1	1

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Frontenac	1	0	1
Gaspé	0	10	10
Gatineau	3	791	794
Gracefield	1	11	12
Grande-Rivière	0	2	2
Grande-Vallée	3	16	19
Grand-Remous	0	1	1
Grenville	0	1	1
Grenville-sur-la-Rouge	0	24	24
Grosse-Île	0	3	3
Ham-Nord	0	1	1
Ham-Sud	0	2	2
Harrington	0	4	4
Hatley	0	2	2
Havelock	0	1	1
Hébertville	0	3	3
Hébertville-Station	1	0	1
Hérouxville	0	1	1
Huberdeau	1	5	6
Hudson	1	29	30
Inverness	0	4	4
Ivry-sur-le-Lac	0	2	2
Joliette	1	7	8
Kazabazua	0	3	3
Kiamika	0	5	5

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Labelle	0	14	14
Lac-aux-Sables	0	4	4
Lac-Beauport	1	9	10
Lac-Bouchette	0	1	1
Lac-Brome	0	1	1
Lac-Delage	0	1	1
Lac-des-Écorces	0	2	2
Lac-des-Plages	1	0	1
Lac-du-Cerf	0	2	2
Lac-Etchemin	0	5	5
Lachute	1	81	82
Lacolle	0	1	1
La Conception	0	12	12
Lac-Saguay	1	1	2
Lac-Saint-Paul	0	1	1
Lac-Simon	0	8	8
Lac-Supérieur	2	9	11
La Doré	0	1	1
La Macaza	1	1	2
La Malbaie	0	3	3
Lambton	0	1	1
La Minerve	0	2	2
La Motte	0	2	2
L'Ancienne-Lorette	0	1	1
L'Ange-Gardien	0	9	9

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Lanoraie	0	1	1
L'Anse-Saint-Jean	2	3	5
La Pêche	1	9	10
La Pocatière	0	1	1
La Prairie	0	1	1
L'Ascension	0	1	1
L'Assomption	0	6	6
La Tuque	0	3	3
Laurierville	0	1	1
Laval	3	404	407
Lavaltrie	0	2	2
Laverlochère-Angliers	0	2	2
La Visitation-de-l'Île-Dupas	0	16	16
L'Épiphanie	0	7	7
Léry	0	2	2
Les Bergeronnes	0	4	4
Les Cèdres	0	1	1
Les Éboulements	0	1	1
Les Îles-de-la-Madeleine	11	71	82
Lévis	0	20	20
L'Île-Cadieux	0	16	16
L'Île-du-Grand-Calumet	0	15	15
L'Île-Perrot	0	44	44
Lingwick	0	3	3
L'Isle-aux-Allumettes	0	28	28

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
L'Isle-aux-Coudres	2	2	4
L'Islet	0	13	13
Lochaber	0	3	3
Lochaber-Partie-Ouest	0	2	2
Longue-Rive	0	4	4
Longueuil	0	16	16
Lorraine	1	11	12
Louiseville	0	59	59
Low	0	1	1
Magog	0	5	5
Mandeville	1	15	16
Maniwaki	1	15	16
Mansfield-et-Pontefract	1	176	177
Maria	0	4	4
Maricourt	1	0	1
Marsoui	0	2	2
Marston	0	4	4
Martinville	0	2	2
Mascouche	2	4	6
Maskinongé	0	58	58
Matane	1	5	6
Matapédia	1	11	12
Mayo	0	24	24
Melbourne	1	0	1
Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	0	1	1

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Mille-Isles	0	2	2
Mirabel	0	48	48
Mont-Blanc	1	5	6
Montcalm	0	7	7
Montcerf-Lytton	0	3	3
Montebello	0	1	1
Mont-Laurier	1	4	5
Montmagny	0	4	4
Montpellier	0	5	5
Montréal	3	411	414
Montréal-Est	0	1	1
Mont-Tremblant	1	23	24
Morin-Heights	0	4	4
Mulgrave-et-Derry	0	1	1
Namur	0	2	2
Natashquan	0	1	1
Nédélec	1	0	1
Neuville	0	3	3
New Carlisle	0	1	1
New Richmond	0	3	3
Nicolet	0	24	24
Nominingue	0	25	25
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	0	1	1
Notre-Dame-de-Bonsecours	0	4	4
Notre-Dame-de-la-Merci	0	1	1

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Notre-Dame-de-la-Paix	1	0	1
Notre-Dame-de-la-Salette	0	2	2
Notre-Dame-de-Lourdes	0	4	4
Notre-Dame-de-Montauban	2	3	5
Notre-Dame-de-Pontmain	0	1	1
Notre-Dame-des-Pins	0	15	15
Notre-Dame-des-Prairies	0	13	13
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	0	1	1
Notre-Dame-du-Laus	0	3	3
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	0	1	1
Notre-Dame-du-Nord	0	1	1
Nouvelle	0	5	5
Ogden	0	2	2
Oka	1	62	63
Orford	0	1	1
Otter Lake	0	3	3
Papineauville	0	35	35
Percé	1	6	7
Petit-Saguenay	0	2	2
Piedmont	0	2	2
Pierreville	1	26	27
Pincourt	0	3	3
Plaisance	0	4	4
Pohénégamook	0	7	7
Pointe-aux-Outardes	1	0	1

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Pointe-Calumet	0	35	35
Pointe-Fortune	0	23	23
Pointe-Lebel	1	2	3
Pontiac	0	145	145
Pont-Rouge	2	2	4
Port-Cartier	1	1	2
Port-Daniel-Gascons	1	3	4
Portneuf	0	1	1
Potton	0	5	5
Prévost	0	7	7
Québec	2	39	41
Ragueneau	0	2	2
Rapide-Danseur	0	4	4
Rawdon	0	3	3
Repentigny	0	3	3
Richmond	0	2	2
Rigaud	2	186	188
Rimouski	0	2	2
Ripon	0	14	14
Rivière-du-Loup	0	1	1
Rivière-Éternité	0	1	1
Rivière-Héva	0	11	11
Rivière-Ouelle	0	3	3
Rivière-Rouge	0	6	6
Roberval	1	10	11

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Rosemère	0	3	3
Rouyn-Noranda	0	32	32
Roxton	0	1	1
Roxton Falls	0	1	1
Roxton Pond	0	1	1
Saguenay	2	15	17
Saint-Adelphe	0	1	1
Saint-Adolphe-d'Howard	0	6	6
Saint-Adrien	0	1	1
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	0	3	3
Saint-Alban	1	4	5
Saint-Alexis	0	1	1
Saint-Alexis-des-Monts	0	2	2
Saint-Alfred	0	1	1
Saint-Alphonse	0	1	1
Saint-Alphonse-Rodriguez	0	1	1
Saint-Ambroise-de-Kildare	0	4	4
Saint-André-Avellin	1	87	88
Saint-André-d'Argenteuil	0	180	180
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	1	1	2
Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	0	3	3
Saint-Armand	0	1	1
Saint-Augustin	1	0	1
Saint-Augustin-de-Desmaures	1	1	2
Saint-Barthélemy	0	29	29

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Basile	0	1	1
Saint-Benjamin	0	3	3
Saint-Benoît-Labre	0	1	1
Saint-Bernard	0	2	2
Saint-Bernard-de-Michaudville	0	1	1
Saint-Blaise-sur-Richelieu	1	2	3
Saint-Bonaventure	0	1	1
Saint-Bruno	0	2	2
Saint-Bruno-de-Guigues	0	2	2
Saint-Calixte	0	13	13
Saint-Camille	0	1	1
Saint-Camille-de-Lellis	0	2	2
Saint-Casimir	0	11	11
Saint-Charles-Borromée	1	4	5
Saint-Charles-de-Bellechasse	0	1	1
Saint-Charles-Garnier	0	1	1
Saint-Charles-sur-Richelieu	0	1	1
Saint-Colomban	0	11	11
Saint-Côme	0	7	7
Saint-Côme-Linière	0	4	4
Saint-Constant	0	2	2
Saint-Cuthbert	0	4	4
Saint-Damien	0	2	2
Saint-Damien-de-Buckland	0	2	2
Saint-Denis-sur-Richelieu	0	1	1

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Donat	0	1	1
Sainte-Adèle	1	7	8
Sainte-Agathe-des-Monts	0	2	2
Sainte-Anne-de-Baupré	1	3	4
Sainte-Anne-de-Bellevue	0	11	11
Sainte-Anne-de-la-Pérade	0	39	39
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	0	2	2
Sainte-Anne-de-Sabrevois	0	4	4
Sainte-Anne-des-Lacs	0	2	2
Sainte-Anne-des-Monts	1	2	3
Sainte-Anne-de-Sorel	0	44	44
Sainte-Anne-des-Plaines	0	2	2
Sainte-Aurélie	0	1	1
Sainte-Brigitte-de-Laval	1	18	19
Sainte-Brigitte-des-Saults	0	1	1
Sainte-Catherine-de-Hatley	0	3	3
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2	2	4
Sainte-Christine	0	1	1
Sainte-Christine-d'Auvergne	1	0	1
Sainte-Clotilde-de-Horton	0	1	1
Saint-Édouard-de-Maskinongé	0	1	1
Sainte-Edwidge-de-Clifton	0	1	1
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	0	6	6
Sainte-Flavie	0	3	3
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	0	5	5

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Sainte-Geneviève-de-Berthier	0	7	7
Sainte-Hénédiène	0	1	1
Sainte-Julienne	0	5	5
Saint-Éloi	0	1	1
Sainte-Luce	2	1	3
Sainte-Lucie-de-Beauregard	0	2	2
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1	1	2
Saint-Elzéar	0	1	1
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1	3	4
Sainte-Marie	1	930	931
Sainte-Marie-Madeleine	0	1	1
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	5	1624	1629
Sainte-Mélanie	0	10	10
Saint-Émile-de-Suffolk	0	3	3
Sainte-Monique	1	1	2
Sainte-Perpétue	0	1	1
Sainte-Pétronille	0	1	1
Sainte-Rose-de-Watford	0	11	11
Saint-Esprit	1	0	1
Sainte-Thècle	0	1	1
Sainte-Thérèse	0	4	4
Saint-Étienne-de-Bolton	0	1	1
Saint-Étienne-des-Grès	0	2	2
Saint-Eugène	0	1	1
Sainte-Ursule	0	1	1

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Eustache	0	21	21
Saint-Félicien	1	5	6
Saint-Félix-de-Kingsey	0	1	1
Saint-Félix-de-Valois	2	11	13
Saint-Félix-d'Otis	2	1	3
Saint-Ferdinand	0	6	6
Saint-Ferréol-les-Neiges	0	1	1
Saint-Fortunat	0	1	1
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	0	1	1
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	0	3	3
Saint-François-de-Sales	0	1	1
Saint-François-du-Lac	0	1	1
Saint-Fulgence	0	4	4
Saint-Gabriel-de-Brandon	0	2	2
Saint-Gabriel-de-Valcartier	0	5	5
Saint-Gédéon-de-Beauce	0	1	1
Saint-Georges	0	11	11
Saint-Gervais	0	2	2
Saint-Gilles	0	3	3
Saint-Godefroi	0	2	2
Saint-Henri	0	2	2
Saint-Henri-de-Taillon	0	2	2
Saint-Herménégilde	0	1	1
Saint-Hippolyte	1	1	2
Saint-Honoré	0	14	14

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Honoré-de-Shenley	0	2	2
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	0	1	1
Saint-Hyacinthe	1	0	1
Saint-Ignace-de-Loyola	0	11	11
Saint-Irénée	0	2	2
Saint-Isidore	0	1	1
Saint-Isidore-de-Clifton	0	1	1
Saint-Jacques	1	1	2
Saint-Jacques-de-Leeds	0	1	1
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	0	1	1
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	0	2	2
Saint-Jean-de-Matha	0	3	3
Saint-Jean-Port-Joli	0	2	2
Saint-Jean-sur-Richelieu	0	2	2
Saint-Jérôme	0	3	3
Saint-Joseph-de-Beauce	0	81	81
Saint-Joseph-des-Érables	0	34	34
Saint-Joseph-du-Lac	0	22	22
Saint-Jude	0	1	1
Saint-Just-de-Bretenières	0	2	2
Saint-Justin	1	1	2
Saint-Lambert-de-Lauzon	0	3	3
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	0	3	3
Saint-Léon-de-Standon	0	3	3
Saint-Léon-le-Grand	0	1	1

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Lin-Laurentides	0	1	1
Saint-Louis-de-Blandford	0	1	1
Saint-Louis-de-Gonzague	0	1	1
Saint-Luc-de-Bellechasse	1	0	1
Saint-Lucien	0	1	1
Saint-Magloire	0	2	2
Saint-Malachie	0	1	1
Saint-Marc-des-Carières	0	1	1
Saint-Martin	0	1	1
Saint-Mathieu-de-Rioux	0	1	1
Saint-Maurice	0	2	2
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	0	1	1
Saint-Michel	0	1	1
Saint-Michel-de-Bellechasse	1	3	4
Saint-Michel-des-Saints	0	3	3
Saint-Nazaire	0	2	2
Saint-Ours	1	0	1
Saint-Patrice-de-Beaurivage	0	2	2
Saint-Paul	1	4	5
Saint-Paul-de-la-Croix	0	2	2
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	0	5	5
Saint-Paulin	0	6	6
Saint-Philémon	0	1	1
Saint-Philibert	0	1	1
Saint-Philippe	1	1	2

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Pie	0	2	2
Saint-Placide	0	142	142
Saint-Polycarpe	1	1	2
Saint-Prosper	0	2	2
Saint-Raymond	1	69	70
Saint-Rémi-de-Tingwick	1	5	6
Saint-René	0	3	3
Saint-René-de-Matane	0	1	1
Saint-Roch-de-l'Achigan	1	3	4
Saint-Roch-de-Mékinac	0	1	1
Saint-Roch-de-Richelieu	0	1	1
Saint-Samuel	1	0	1
Saint-Sauveur	0	4	4
Saint-Sévère	0	1	1
Saint-Siméon	0	2	2
Saint-Simon-les-Mines	0	4	4
Saint-Stanislas	0	2	2
Saint-Stanislas-de-Kostka	0	3	3
Saint-Thuribe	0	2	2
Saint-Tite-des-Caps	0	7	7
Saint-Ubalde	6	7	13
Saint-Victor	0	2	2
Scott	0	260	260
Senneterre	0	7	7
Senneville	0	3	3

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Sept-Îles	2	1	3
Shannon	0	8	8
Shawinigan	2	16	18
Sheenboro	0	2	2
Shefford	0	2	2
Sherbrooke	0	18	18
Stanstead-Est	0	3	3
Stoke	0	1	1
Stoneham-et-Tewkesbury	1	0	1
Stratford	0	4	4
Stukely-Sud	0	1	1
Sutton	0	3	3
Témiscaming	0	1	1
Terrasse-Vaudreuil	0	37	37
Terrebonne	0	5	5
Thurso	0	1	1
Trécesson	0	1	1
Trois-Rives	0	4	4
Trois-Rivières	0	145	145
Upton	0	2	2
Val-David	0	5	5
Val-des-Bois	0	2	2
Val-des-Lacs	2	14	16
Val-des-Monts	2	25	27
Val-des-Sources	0	6	6

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Val-d'Or	0	2	2
Vallée-Jonction	1	163	164
Val-Morin	0	6	6
Val-Racine	0	1	1
Vaudreuil-Dorion	2	33	35
Vaudreuil-sur-le-Lac	0	19	19
Venise-en-Québec	0	1	1
Victoriaville	0	1	1
Waltham	1	22	23
Waterloo	0	1	1
Waterville	0	1	1
Weedon	0	7	7
Wentworth	0	4	4
Wentworth-Nord	1	5	6
Westbury	0	4	4
Wickham	0	2	2
Windsor	0	2	2
Wotton	0	1	1
Yamachiche	1	21	22
Yamaska	0	3	3
Total	159	9034	9193

Au 31 janvier 2024

Les chiffres incluent tous les sinistres depuis la mise en place du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents le 10 avril 2019 jusqu'au 28 mars 2023.

Question **217** Suite

Programme général d'assistance financière lors de sinistre (29 mars 2023)

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Amherst	0	2	2
Armagh	1	2	3
Austin	2	1	3
Baie-du-Febvre	2	2	4
Baie-Sainte-Catherine	2	0	2
Baie-Saint-Paul	71	250	321
Beaconsfield	0	3	3
Beauceville	1	0	1
Beaupré	0	1	1
Blainville	0	1	1
Bolton-Est	1	0	1
Bolton-Ouest	3	1	4
Bristol	1	0	1
Brossard	0	1	1
Brownsburg-Chatham	0	2	2
Bury	1	0	1
Campbell's Bay	1	1	2
Candiac	0	1	1
Cap-Santé	1	3	4
Charette	1	0	1
Chartierville	1	0	1
Châteauguay	1	6	7

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Château-Richer	2	2	4
Chertsey	2	8	10
Chichester	0	1	1
Chute-Saint-Philippe	25	205	230
Cleveland	1	0	1
Cloridorme	2	4	6
Coaticook	1	0	1
Contrecoeur	1	1	2
Coteau-du-Lac	1	0	1
Côte-Saint-Luc	0	1	1
Crabtree	0	1	1
Dégelis	1	1	2
Déléage	1	0	1
Delson	1	0	1
Dixville	0	1	1
Dolbeau-Mistassini	1	0	1
Dudswell	0	2	2
Dunham	1	1	2
Eastman	0	5	5
Entrelacs	2	2	4
Estérel	1	0	1
Ferland-et-Boilleau	1	1	2
Ferme-Neuve	0	3	3
Fort-Coulonge	0	3	3
Franquelin	0	1	1

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Frelighsburg	1	0	1
Frontenac	1	0	1
Gaspé	2	3	5
Gatineau	21	186	207
Gore	1	1	2
Grande-Vallée	3	6	9
Ham-Nord	1	0	1
Hampstead	0	1	1
Ham-Sud	1	0	1
Hébertville	1	0	1
Hudson	3	4	7
Irlande	1	0	1
Ivry-sur-le-Lac	1	0	1
Joliette	1	65	66
Kiamika	1	0	1
Lac-aux-Sables	6	8	14
Lac-Beauport	18	4	22
Lac-des-Écorces	41	621	662
Lachute	1	22	23
Lac-Normand	0	2	2
Lac-Saguay	0	1	1
Lac-Sergent	1	0	1
Lac-Simon	0	1	1
Lac-Supérieur	1	1	2
La Malbaie	5	1	6

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
L'Ange-Gardien	1	0	1
L'Anse-Saint-Jean	2	0	2
La Pêche	1	1	2
L'Assomption	4	10	14
Laval	3	6	9
Lawrenceville	0	1	1
Les Cèdres	1	2	3
Les Coteaux	3	1	4
Lévis	1	2	3
L'Île-Cadieux	2	0	2
L'Île-du-Grand-Calumet	0	2	2
L'Île-Perrot	3	4	7
L'Isle-aux-Allumettes	0	2	2
Lochaber-Partie-Ouest	1	0	1
Longueuil	1	1	2
Louiseville	2	10	12
Mandeville	24	70	94
Mansfield-et-Pontefract	5	11	16
Maria	0	2	2
Mascouche	1	0	1
Maskinongé	2	0	2
Matapédia	0	1	1
Mayo	0	1	1
McMasterville	0	1	1
Mercier	0	3	3

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Mirabel	3	3	6
Mont-Élie	1	1	2
Mont-Laurier	1	3	4
Montmagny	1	0	1
Montréal	6	107	113
Montréal-Est	0	1	1
Montréal-Ouest	0	1	1
Mont-Saint-Pierre	0	1	1
Mont-Tremblant	0	2	2
Morin-Heights	2	7	9
Mulgrave-et-Derry	1	0	1
New Carlisle	1	0	1
Nicolet	1	1	2
Nomingue	0	1	1
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	1	0	1
Notre-Dame-de-Lourdes	1	4	5
Notre-Dame-de-Montauban	2	2	4
Notre-Dame-des-Prairies	4	17	21
Oka	0	5	5
Papineauville	1	0	1
Petite-Vallée	1	0	1
Petit-Saguenay	3	1	4
Piedmont	1	4	5
Pierreville	0	1	1
Plaisance	1	0	1

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Pohénégamook	3	1	4
Pointe-aux-Outardes	1	0	1
Pointe-Calumet	3	6	9
Pointe-des-Cascades	1	0	1
Pointe-Fortune	3	14	17
Pontiac	2	0	2
Pont-Rouge	1	0	1
Portage-du-Fort	0	1	1
Potton	1	1	2
Prévost	2	7	9
Québec	7	14	21
Rawdon	3	16	19
Rigaud	5	59	64
Rivière-à-Pierre	1	0	1
Rivière-Beaudette	1	0	1
Rivière-Bleue	1	0	1
Rivière-Éternité	11	23	34
Rosemère	1	0	1
Sacré-Coeur	1	0	1
Sagard	3	0	3
Saguenay	0	20	20
Saint-Adelphe	2	2	4
Saint-Adolphe-d'Howard	2	3	5
Saint-Adrien	2	0	2
Saint-Alban	0	1	1

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Alexis-des-Monts	0	7	7
Saint-Alphonse-Rodriguez	2	10	12
Saint-André-d'Argenteuil	6	65	71
Saint-Anicet	1	0	1
Saint-Armand	1	0	1
Saint-Boniface	1	1	2
Saint-Calixte	2	6	8
Saint-Camille	1	0	1
Saint-Casimir	7	2	9
Saint-Charles-Borromée	8	21	29
Saint-Claude	1	0	1
Saint-Clet	0	1	1
Saint-Colomban	1	3	4
Saint-Côme	3	10	13
Saint-Constant	1	0	1
Saint-Damien	3	14	17
Saint-Donat	0	1	1
Sainte-Adèle	0	12	12
Sainte-Agathe-des-Monts	0	1	1
Sainte-Anne-de-Beaupré	1	1	2
Sainte-Anne-de-Bellevue	0	1	1
Sainte-Anne-de-la-Pérade	1	0	1
Sainte-Anne-de-Sorel	1	6	7
Sainte-Barbe	1	0	1
Sainte-Brigitte-de-Laval	4	13	17

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Sainte-Claire	6	5	11
Saint-Édouard-de-Fabre	1	0	1
Sainte-Edwidge-de-Clifton	1	0	1
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	6	22	28
Sainte-Flavie	0	1	1
Sainte-Julienne	3	7	10
Saint-Élie-de-Caxton	2	2	4
Sainte-Lucie-des-Laurentides	0	2	2
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	1	1	2
Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	0	1	1
Sainte-Marcelline-de-Kildare	2	3	5
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2	5	7
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	0	1	1
Sainte-Monique	0	1	1
Sainte-Sophie	0	1	1
Sainte-Thècle	1	0	1
Saint-Étienne-de-Beauharnois	1	0	1
Saint-Eusèbe	1	0	1
Saint-Eustache	0	1	1
Saint-Félix-de-Valois	2	5	7
Saint-Félix-d'Otis	2	0	2
Saint-François-du-Lac	1	0	1
Saint-Gabriel-de-Brandon	1	3	4
Saint-Georges	1	1	2
Saint-Hippolyte	1	0	1

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Honoré	1	0	1
Saint-Honoré-de-Témiscouata	0	1	1
Saint-Hyacinthe	1	0	1
Saint-Ignace-de-Loyola	0	1	1
Saint-Isidore-de-Clifton	1	0	1
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	1	0	1
Saint-Jacques-le-Mineur	0	4	4
Saint-Jean-de-Matha	6	24	30
Saint-Jean-Port-Joli	0	1	1
Saint-Jean-sur-Richelieu	1	6	7
Saint-Jérôme	0	3	3
Saint-Julien	1	0	1
Saint-Lambert	1	1	2
Saint-Lazare	1	2	3
Saint-Léonard-d'Aston	0	1	1
Saint-Léonard-de-Portneuf	1	0	1
Saint-Léon-de-Standon	1	0	1
Saint-Liguori	1	9	10
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	6	6	12
Saint-Ludger	1	5	6
Saint-Marc-des-Carières	1	3	4
Saint-Mathieu-du-Parc	14	30	44
Saint-Ours	2	1	3
Saint-Pamphile	1	7	8
Saint-Paul	9	42	51

Question **217**

Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Paulin	2	3	5
Saint-Philippe	2	0	2
Saint-Placide	1	26	27
Saint-Polycarpe	1	0	1
Saint-Raymond	20	13	33
Saint-Rémi-de-Tingwick	0	1	1
Saint-René	0	1	1
Saint-Roch-de-Mékinac	1	1	2
Saint-Sévère	2	0	2
Saint-Siméon	2	0	2
Saints-Martyrs-Canadiens	1	3	4
Saint-Télesphore	1	0	1
Saint-Thomas	0	1	1
Saint-Ubalde	0	8	8
Saint-Urbain	17	14	31
Saint-Zénon	0	4	4
Salaberry-de-Valleyfield	1	2	3
Scott	1	0	1
Shawinigan	0	1	1
Sherbrooke	0	2	2
Shigawake	1	0	1
Sorel-Tracy	1	2	3
Stanstead-Est	0	1	1
Stoke	1	0	1
Stoneham-et-Tewkesbury	7	5	12

Question **217** Suite

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Stukely-Sud	1	0	1
Témiscouata-sur-le-Lac	2	3	5
Terrasse-Vaudreuil	2	4	6
Tingwick	0	2	2
Trois-Rives	2	0	2
Val-David	2	10	12
Val-des-Monts	1	1	2
Val-Morin	1	2	3
Vaudreuil-Dorion	3	3	6
Vaudreuil-sur-le-Lac	1	3	4
Waltham	2	0	2
Weedon	2	0	2
Wentworth-Nord	1	0	1
Westbury	0	1	1
Westmount	0	1	1
Wotton	0	1	1
Yamachiche	1	0	1
Total	607	2411	3018

Au 31 janvier 2024

Les chiffres incluent tous les sinistres depuis la mise en place du Programme général d'assistance financière lors de sinistres le 28 mars 2023.

Question **218**

Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité

Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (PGIAF)

Ville ou municipalités	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Amherst	762 331,00 \$
Beauceville	21 915 002,00 \$
Bécancour	141 548,00 \$
Boileau	125 639,00 \$
Boisbriand	493 316,00 \$
Brébeuf	364 844,00 \$
Brownsburg-Chatham	359 000,00 \$
Campbell's Bay	685 107,00 \$
Cantley	286 899,00 \$
Champlain	270 684,00 \$
Chandler	252 667,00 \$
Chelsea	43 576,00 \$
Chertsey	157 754,00 \$
Colombier	26 906,00 \$
Cookshire-Eaton	613 007,00 \$
Cowansville	2 539 789,00 \$
Déléage	117 304,00 \$
Duparquet	278 386,00 \$
Ferme-Neuve	1 481 163,00 \$
Fort-Coulonge	4 973 222,00 \$
Gaspé	234 916,00 \$
Gatineau	17 866 720,00 \$

Question **218**

Suite

Gracefield	173 481,00 \$
Harrington	372 133,00 \$
Inverness	113 743,00 \$
La Motte	235 291,00 \$
La Pêche	250 509,00 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	137 404,00 \$
Lac-Beauport	146 410,00 \$
Lachute	3 394 521,00 \$
Laval	5 847 848,00 \$
Les Bergeronnes	230 237,00 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	704 079,00 \$
L'Isle-aux-Allumettes	975 383,00 \$
Longue-Rive	378 712,00 \$
Louiseville	877 777,00 \$
Maniwaki	475 717,00 \$
Mansfield-et-Pontefract	8 630 763,00 \$
Marsoui	91 901,00 \$
Maskinongé	1 082 301,00 \$
Matane	221 532,00 \$
Matapédia	380 170,00 \$
Mayo	1 282 979,00 \$
Mirabel	2 929 205,00 \$
Montcerf-Lytton	155 495,00 \$
Montréal	1 560 166,00 \$
Mont-Tremblant	248 213,00 \$
Morin-Heights	131 904,00 \$

Question **218**

Suite

Neuville	405 351,00 \$
Nicolet	418 768,00 \$
Notre-Dame-des-Pins	753 387,00 \$
Notre-Dame-des-Prairies	156 553,00 \$
Oka	324 500,00 \$
Papineauville	1 270 317,00 \$
Pointe-Calumet	1 850 704,00 \$
Pontiac	3 871 555,00 \$
Pont-Rouge	373 318,00 \$
Port-Daniel-Gascons	46 565,00 \$
Québec	908 002,00 \$
Richmond	382 353,00 \$
Rigaud	6 228 167,00 \$
Rimouski	116 061,00 \$
Ripon	222 594,00 \$
Roberval	16 786,00 \$
Rouyn-Noranda	224 605,00 \$
Saguenay	430 970,00 \$
Saint-Ambroise-de-Kildare	217 646,00 \$
Saint-André-Avellin	8 426 765,00 \$
Saint-André-d'Argenteuil	6 004 037,00 \$
Saint-Calixte	246 949,00 \$
Saint-Colomban	1 148 724,00 \$
Saint-Côme	218 817,00 \$
Saint-Côme-Linière	150 845,00 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	190 188,00 \$

Question **218**

Suite

Sainte-Anne-de-Sorel	405 383,00 \$
Sainte-Julienne	241 774,00 \$
Sainte-Marie	94 052 253,00 \$
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	49 354 472,00 \$
Saint-Eustache	228 629,00 \$
Saint-Henri	247 269,00 \$
Saint-Honoré	329 855,00 \$
Saint-Jérôme	255 562,00 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	8 948 497,00 \$
Saint-Joseph-des-Érables	702 404,00 \$
Saint-Joseph-du-Lac	420 283,00 \$
Saint-Léon-de-Standon	230 356,00 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	274 833,00 \$
Saint-Placide	1 044 554,00 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	640 767,00 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	271 993,00 \$
Scott	22 335 511,00 \$
Shawinigan	1 957 819,00 \$
Sherbrooke	454 022,00 \$
Terrasse-Vaudreuil	270 052,00 \$
Trois-Rivières	422 931,00 \$
Val-des-Monts	486 277,00 \$
Val-des-Sources	205 374,00 \$
Vallée-Jonction	14 336 712,00 \$
Waltham	213 743,00 \$
Westbury	177 246,00 \$

Au 31 janvier 2024

Question **218**

Suite

Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (PGAF)

Ville ou municipalités	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Baie-Saint-Paul	847 865,00 \$
Gaspé	259 173,00 \$
Lac-aux-Sables	230 701,00 \$
Mandeville	283 188,00 \$
Notre-Dame-des-Prairies	20 178,00 \$
Saint-Jean-de-Matha	296 508,00 \$
Saint-Ludger	95 440,00 \$
Saint-Paul	175 854,00 \$
Saint-Urbain	772 065,00 \$

Au 31 janvier 2024

Question **219**

Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2023-2024, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.

Le montant total versé pour cette période est de 51 471 929 \$.

Liste de tous les montants octroyés en vertu du PGI AF ventilés par sinistre et par catégorie de sinistrés							
Au 31 janvier 2024							
Arrêtés	Particulier	Bâtiment locatif	Entreprise	Municipalité	Organisme	Total des sommes versées	
Total PGI AF et PGAF	36 616 279 \$	527 120 \$	8 786 927 \$	5 309 380 \$	232 222 \$	51 471 929 \$	
Données du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (PGI AF)							
Total PGI AF	3 910 237 \$	527 120 \$	1 643 611 \$	3 256 563 \$	158 702 \$	9 496 232 \$	
AM.0017-2019	Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec	1 008 811 \$	478 543 \$	725 526 \$	504 973 \$	158 702 \$	2 876 555 \$
AM.0094-2029	Pluies abondantes survenues le 27 juin 2019, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0097-2019	Pluies abondantes et vents violents survenus le 29 juin 2019, dans le Canton de Melbourne	0 \$	0 \$	0 \$	100 988 \$	0 \$	100 988 \$
AM.0098-2019	Tempête post-tropicale Dorian survenue les 7 et 8 septembre 2019, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	208 560 \$	0 \$	208 560 \$
AM.0100-2019	Domages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **219**

Suite

AM.0110-2019	Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019, dans des municipalités du Québec	336 156 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	336 156 \$
AM.0002-2020	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin des Pins, dans la ville de Trois-Rivières	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0005-2020	Inondations et pluies survenues du 29 mars au 6 avril 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0052-2020	Tempête post-tropicale survenue les 4 et 5 août 2020, dans des municipalités du Québec	34 160 \$	0 \$	0 \$	94 778 \$	0 \$	128 937 \$
AM.0053-2020	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche	31 694 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	31 694 \$
AM.0064-2020	Domages causés au chemin Élie-Auclair, dans la municipalité de Saint-Polycarpe à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0075-2020	Domages occasionnés aux puits d'eau potable d'une résidence principale sise chemin des Lupins, dans la municipalité de Chelsea, par un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0054-2021	Inondations survenues en novembre 2020, dans la municipalité de Colombier	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **219**

Suite

AM.0080-2020	Pluies abondantes et vents violents survenus du 30 novembre au 2 décembre 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	1 392 \$	0 \$	1 392 \$
AM.0011-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises route 138, dans la municipalité des Bergeronnes	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0086-2020	Inondations et pluies survenues du 24 au 26 décembre 2020, dans des municipalités du Québec	186 344 \$	1 150 \$	25 477 \$	0 \$	0 \$	212 971 \$
AM.0060-2021	Inondations survenues le 17 janvier 2021, dans la ville de Chandler	252 667 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	252 667 \$
AM.0027-2021	Inondations survenues du 26 mars au 31 mars 2021, dans des municipalités du Québec	24 853 \$	1 652 \$	15 867 \$	84 343 \$	0 \$	126 715 \$
AM.0057-2021	Pluies abondantes survenues le 30 juin 2021, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0094-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rang Saint-Charles, dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	305 419 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	305 419 \$
AM.0086-2021	Pluies abondantes survenues le 15 juillet 2021, dans le canton de Nédélec	0 \$	0 \$	0 \$	172 000 \$	0 \$	172 000 \$

Question **219**

Suite

AM.0072-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Panoramique, dans la ville de Saguenay	374 201 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	374 201 \$
AM.0066-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment locatif sis avenue d'Almaville, dans la ville de Shawinigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0080-2021	Pluies abondantes et vents violents survenus du 2 au 4 septembre 2021, dans des municipalités du Québec	71 596 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	71 596 \$
AM.0089-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Onulphe-Peltier, dans la ville de l'Épiphanie	44 785 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	44 785 \$
AM.0091-2021	Domages causés au chemin Dicaire dans la municipalité de Lac-du-Cerf, à la suite de mouvements de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0092-2021	Imminence d'érosion menaçant une résidence principale sise rue des Saumons, dans la municipalité de Matapédia	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0093-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Boisclair, dans la ville de Shawinigan	44 374 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	44 374 \$

Question **219**

Suite

AM.0096-2021	Imminence d'érosion menaçant un bâtiment locatif sis route 132, dans la municipalité de Port-Daniel-Gascons	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0097-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant des bâtiments locatifs et des résidences principales sises rue Boisclair et rue Hogue, dans la ville de Shawinigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0020-2022	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2021 au 31 mars 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	84 789 \$	0 \$	84 789 \$
AM.0003-2022	Carambolage de véhicules survenu le 25 décembre 2021 dans la municipalité de Yamachiche, en raison de conditions météorologiques difficiles	0 \$	0 \$	0 \$	6 042 \$	0 \$	6 042 \$
AM.0016-2022	Imminence de submersion et d'érosion menaçant des résidences principales sises chemin de l'Anse, dans la ville de Vaudreuil-Dorion	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0018-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Childs, dans la municipalité de Chelsea	60 996 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	60 996 \$
AM.0019-2022	Inondations survenues les 25 et 26 février 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0024-2022	Pluies et inondations survenues du 19 au 22 mars 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **219**

Suite

AM.0028-2022	Inondations et pluies survenues du 4 avril au 24 mai 2022, dans des municipalités du Québec	19 961 \$	0 \$	16 982 \$	472 632 \$	0 \$	509 574 \$
AM.0023-2022	Mouvements de sol menaçant des résidences principales sises route 341, dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	440 903 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	440 903 \$
AM.0026-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Louis, dans la ville de Beaupré	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0029-2022	Vents violents et pluies abondantes survenus le 21 mai 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	63 775 \$	823 691 \$	0 \$	887 466 \$
AM.0030-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue du Cap, dans la ville de Neuville	15 603 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 603 \$
AM.0078-2022	Dommages causés au chemin de la Petite-Carrière, dans la municipalité de Sainte-Ursule, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0070-2022	Pluies abondantes survenues le 13 juin 2022, dans des municipalités du Québec	14 440 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 440 \$
AM.0069-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise sentier Potvin, dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis	16 325 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	16 325 \$

Question **219**

Suite

AM.0068-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise sentier du Phare, dans la ville de Saguenay	18 333 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	18 333 \$
AM.0076-2022	Pluies abondantes survenues du 21 au 23 juin 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	60 586 \$	0 \$	60 586 \$
AM.0065-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise boulevard de l'Anse, dans la ville de Roberval	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0066-2022	Dommages causés au chemin Saint-Thomas Nord, dans la municipalité de L'Anse-Saint-Jean à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0063-2022	Vents violents survenus le 23 juillet 2022, dans la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0067-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment essentiel d'une entreprise sis rue Colbert, dans la ville de Saguenay	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0074-2022	Pluies abondantes survenues le 16 juin 2022, dans la ville de Châteauguay	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0077-2022	Pluies abondantes et vents violents survenus le 1 ^{er} juillet 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **219**

Suite

AM.0085-2022	Pluies abondantes et vents violents survenus le 16 juillet 2022, dans la municipalité de Bolton-Est	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0086-2022	Pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0092-2022	Inondation survenue le 23 juillet 2022, dans la municipalité de Bouchette	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0098-2022	Pluies abondantes survenues le 5 juin 2022, dans la municipalité de Vallée-Jonction	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0103-2022	Tempête Fiona survenue du 23 au 25 septembre 2022, dans des municipalités du Québec	97 166 \$	737 \$	487 565 \$	293 000 \$	0 \$	878 468 \$
AM.0102-2022	Imminence de mouvement de sol, dommages causés route Racette à Saint-Augustin-Desmaures le 1 ^{er} novembre 2021	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0110-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rang des Gravel, dans la ville de Louiseville	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0112-2022	Pluies abondantes survenues les 13 et 14 septembre 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **219**

Suite

AM.0116-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Bains, dans la ville de Saint-Honoré	52 899 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	52 899 \$
AM.0120-2022	Pluies abondantes survenues les 18 et 19 octobre 2022, dans la ville de Sept-Îles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0122-2022	Glissement de terrain survenu le 1 ^{er} novembre 2022, dans la municipalité de Pierreville	21 311 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	21 311 \$
AM.0126-2022	Pluies abondantes survenues le 19 septembre 2022, dans la municipalité de Stoke	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0133-2022	Pluies abondantes survenues le 22 août 2022, dans la ville de Clermont	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0138-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin de la Cabane-Ronde, dans la ville de Mascouche	51 768 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	51 768 \$
AM.0001-2023	Tempête hivernale survenue les 23 et 24 décembre 2022, dans les municipalités du Québec	253 569 \$	45 038 \$	308 420 \$	113 683 \$	0 \$	720 710 \$
AM.0002-2023	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Deux-Rivières, dans la municipalité de Morin-Heights	131 904 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	131 904 \$

Question **219**

Suite

AM.0038-2023	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2022 au 30 mars 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	225 686 \$	0 \$	225 686 \$
AM.0005-2023	Glissement de terrain survenu le 1 ^{er} janvier 2023, dans la municipalité de Mont-Blanc	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0006-2023	Imminence de mouvements de sol survenu le 12 mai 2022, dans la municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0007-2023	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rang de l'Île, dans la municipalité de Pierreville	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0010-2023	Dommages causés à la rue Saint-Saint-Jean-Baptiste, dans la municipalité de L'Anse-Saint-Jean, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0011-2023	Dommages causés au chemin Élie-Auclair, dans la municipalité de Saint-Polycarpe, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0013-2023	Dommages causés à la route Savoie, dans la municipalité de Saint-Justin, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0014-2023	Mouvement de sol survenu le 5 décembre 2022, dans la ville de Saint-Ours	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **219**

Suite

AM.0015-2023	Tempête hivernale survenue les 3 et 4 février 2023, dans la ville d'Amqui	0 \$	0 \$	0 \$	9 420 \$	0 \$	9 420 \$
AM.0021-2023	Mouvements de sol menaçant le chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0031-2023	Dommages causés au chemin du Fleuve, dans la municipalité des Cèdres, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Données du Programme général d'assistance financière lors de sinistres (PGAF)							
	Total PGAF	32 706 042 \$	0 \$	7 143 317 \$	2 052 817 \$	73 520 \$	41 975 696 \$
AM.0017-2023	Mouvements de sol menaçant le bâtiment d'une entreprise sis boulevard de l'Ange-Gardien Nord, dans la ville de L'Assomption	13 620 \$	0 \$	346 473 \$	0 \$	0 \$	360 093 \$
AM.0019-2023	Tempête printanière survenue le 5 avril 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	8 825 \$	258 473 \$	0 \$	267 298 \$
AM.0022-2023	Mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Principale, dans la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac	2 880 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 880 \$
AM.0025-2023	Inondations et pluies survenues du 7 avril au 2 mai 2023, dans des municipalités du Québec	27 583 271 \$	0 \$	5 893 985 \$	1 736 361 \$	73 520 \$	35 287 138 \$
AM.0087-2023	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 31 mars au 13 avril 2023, dans la ville de Lévis	0 \$	0 \$	0 \$	32 521 \$	0 \$	32 521 \$

Question **219**

Suite

AM.0061-2023	Pluies abondantes survenues du 6 au 8 juin 2023, dans des municipalités du Québec	290 906 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	290 906 \$
AM.0062-2023	Mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis	0 \$	0 \$	14 108 \$	0 \$	0 \$	14 108 \$
AM.0092-2023	Pluies abondantes survenues du 24 au 26 juin 2023, dans des municipalités du Québec	146 626 \$	0 \$	41 335 \$	0 \$	0 \$	187 960 \$
AM.0105-2023	Dommmages causés au rang du Bas-de-L'Assomption Sud, dans la ville de L'Assomption, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0111-2023	Pluies abondantes survenues le 29 juin 2023, dans la municipalité de Mandeville	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0086-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus le 1 ^{er} juillet 2023, dans des municipalités du Québec	1 195 197 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 195 197 \$
AM.0098-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus le 4 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0096-2023	Pluies abondantes survenues du 7 au 11 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	837 735 \$	0 \$	410 041 \$	0 \$	0 \$	1 247 776 \$
AM.0099-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus du 13 au 16 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	258 522 \$	0 \$	82 036 \$	25 462 \$	0 \$	366 020 \$

Question **219**

Suite

AM.0110-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus du 18 au 21 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	391 142 \$	0 \$	6 873 \$	0 \$	0 \$	398 014 \$
AM.0117-2023	Imminence de submersion menaçant une résidence principale sise rue des Écores, dans la ville de Montmagny	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0139-2023	Pluies abondantes survenues le 22 juillet 2023, dans le territoire non organisé de Sagard	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0130-2023	Pluies abondantes survenues du 24 au 26 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0135-2023	Pluies abondantes survenues le 28 juillet 2023, dans la municipalité de Très-Saint-Rédempteur	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0125-2023	Pluies abondantes survenues le 3 août 2023, dans la municipalité de La Bostonnais	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0119-2023	Pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2023, dans des municipalités du Québec	83 600 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	83 600 \$
AM.0127-2023	Pluies abondantes survenues le 11 août 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0126-2023	Pluies abondantes survenues le 13 août 2023, dans des municipalités du Québec	21 512 \$	0 \$	35 996 \$	0 \$	0 \$	57 509 \$

Question **219** Suite

AM.0129-2023	Pluies abondantes survenues les 18 et 19 août 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0134-2023	Pluies abondantes survenues les 29 et 30 août 2023, dans des municipalités du Québec	690 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	690 \$
AM.0140-2023	Pluies abondantes survenues le 7 septembre 2023, dans la paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0118-2023	Dommages causés au rang Saint-André, dans la ville de Saint-Philippe, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0145-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus du 6 au 9 octobre 2023, dans des municipalités du Québec	536 103 \$	0 \$	303 645 \$	0 \$	0 \$	839 748 \$
AM.0150-2023	Dommages causés au chemin du Moulin, dans la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0151-2023	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Frênes, dans la municipalité de Val-des-Monts	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0153-2023	Imminence d'érosion et de submersion menaçant un bâtiment sis chemin des Pointes, dans la paroisse de Saint-Urbain	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **219**

Suite

AM.0154-2023	Imminence d'érosion menaçant un bâtiment sis route 138, dans la municipalité de Franquelin	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0155-2023	Imminence de submersion menaçant une résidence principale sise chemin du moulin, dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0156-2023	Imminence d'érosion menaçant un bâtiment sis rue Labrie, dans le village de Pointe-aux-Outardes	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0157-2023	Imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment sis rue Saint-Aimé, dans la municipalité de Maskinongé	480 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	480 \$
AM.0159-2023	Domages causés à la rue Longpré, dans la ville de Mascouche, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0160-2023	Imminence de submersion menaçant des bâtiments sis route 132 Ouest, dans la ville de Percé	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0162-2023	Tempête automnale survenue le 27 novembre 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0161-2023	Risque imminent d'inondation constaté le 3 décembre 2023, dans les municipalités du Québec	876 785 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	876 785 \$
AM.0166-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus du 17 au 19 décembre 2023, dans des municipalités du Québec	466 974 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	466 974 \$

Question **219**

Suite

AM.0002-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment sis boulevard de la Base-du-Roc, dans la ville de Joliette	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0003-2024	Tempête hivernale survenue les 9 et 10 janvier 2024, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0005-2024	Inondation survenue du 8 au 15 janvier 2024, dans la municipalité de Trois-Rives	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0006-2024	Tempête hivernale survenue le 13 janvier 2024, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **220**

Le 8 février 2023, l'Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ) publiait les résultats d'une vaste étude sur Les enjeux de relève chez les pompiers. L'Association formulait 32 pistes d'action afin de résoudre la problématique du recrutement et de la rétention des pompiers volontaires ou sur appel. Veuillez nous fournir le suivi apporté à chacune des 32 recommandations formulées par l'Association.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **221**

Concernant les feux de forêts survenus en juin 2023, veuillez nous dire :

- a. Le bilan des feux de forêt;
- b. Le bilan des opérations effectuées;
- c. Le nombre de pompiers affectés aux feux de forêts pendant l'opération par territoire;
- d. Veuillez nous dresser le bilan des équipes provenant de l'étranger;
- e. Les coûts reliés aux opérations :
 - i. Salaire;
 - ii. Temps supplémentaire ;
 - iii. Frais d'hébergement;
 - iv. Frais de déplacement;
 - v. Achat de matériel;
 - vi. Autre.

a. Bilan des feux de forêt

Au total, 566 incendies de forêt ont été combattus dans la zone de protection intensive. Pour la zone nordique, ce sont 147 incendies qui ont été recensés. Plus d'un million d'hectares (ha) de forêt ont été brûlés. La moyenne des dix dernières années est de 439 incendies pour 15 815 ha touchés. Les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, du Nord-du-Québec, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord ont été les plus touchées. Plusieurs incendies majeurs ont menacé des communautés soit par leur proximité ou en raison de la fumée engendrée. Au 31 janvier 2024, c'est un montant de 12,5 M\$ qui avait été versé en lien avec les 8 903 réclamations reçues dans le cadre du Programme d'assistance financière spécifique relatif aux incendies de forêt du printemps et de l'été 2023.

b. Bilan des opérations effectuées

Le Centre national de coordination gouvernementale (CNCG) et les Centres régionaux de coordination gouvernementale (CRCG) du ministère de la Sécurité publique (MSP) ont été mobilisés pour aider à la coordination des enjeux soulevés par les incendies de forêt du 1^{er} juin au 3 août 2023. L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) a aussi tenu plusieurs rencontres au cours de l'été. La Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec est demeurée mobilisée en liaison avec son Organisation régionale de sécurité civile (ORSC) et ses partenaires jusqu'à la fin août pour la gestion des feux affectant le Nord-du-Québec. Vingt-sept ministères et organismes (MO), Services Aux Autochtones Canada, Sécurité publique Canada, les Forces armées canadiennes et plusieurs acteurs non gouvernementaux (Croix-Rouge Canadienne, Association québécoise des bénévoles en recherche et sauvetage (AQBRS) et Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec) ont également été impliqués dans la gestion des événements.

c. Cette information n'est pas détenue au niveau du ministère de la Sécurité publique, elle relève de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU).

d. Cette information n'est pas détenue au niveau du ministère de la Sécurité publique, elle relève de la SOPFEU.

Question **221**

Suite

e. Les coûts reliés aux opérations

Le 9 juin 2023, le gouvernement a établi le Programme d'assistance financière spécifique relatif aux incendies de forêt du printemps et de l'été 2023 au Québec (Programme) afin d'offrir aux personnes évacuées, aux municipalités touchées et aux organismes portant assistance à ces municipalités, une assistance financière adaptée aux besoins et à l'urgence de la situation.

Également, le MSP a notamment pour mandat, à la suite d'un sinistre majeur, de réclamer au gouvernement fédéral les coûts supplémentaires engendrés par le sinistre en vertu du programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), pour le gouvernement du Québec.

À cet égard, le MSP est chargé de consolider les montants déboursés par les MO afin d'effectuer une demande de remboursement auprès du gouvernement fédéral.

Selon les informations transmises au MSP, le total des dépenses engagées par les municipalités impactées ainsi que les organismes ayant porté aide et assistance sont de l'ordre de 5 139 515 \$:

- i. Salaire : Le salaire régulier du personnel n'est pas compilé considérant qu'il s'agit des heures régulières de travail et qu'elles ne sont pas admissibles au remboursement fédéral
- ii. Heures supplémentaires : 503 507 \$ pour l'emploi de la main-d'œuvre additionnelle et des heures supplémentaires des employés réguliers
- iii. Hébergement : inclut dans les frais de déplacement
- iv. Frais de déplacement et d'hébergement : 902 911 \$
- v. Achat de matériel et utilisation de la machinerie municipale : 245 675 \$
- vi. Autres : 3 487 422 \$ (dont 1 394 997 \$ de facturation intermunicipale)

Au 31 janvier 2024, c'est une somme totale de 15 279 287 \$ qui a été versée dans le cadre du programme, soit 2 763 287 \$ aux municipalités et 12 516 000 \$ aux citoyens ayant été évacués à la suite du sinistre à titre de prestation d'évacuation d'urgence.

Selon les informations recueillies par le MSP, dans le cadre des AAFCC, les coûts liés aux opérations des différents MO totalisent un montant de 76 298 431 \$:

- i. Salaire : Le salaire régulier du personnel n'est pas compilé considérant qu'il s'agit des heures régulières de travail et qu'elles ne sont pas admissibles au remboursement fédéral
- ii. Heures supplémentaires : 8 167 403 \$

Question **221**

Suite

- iii. Hébergement : inclut dans les frais de déplacement
- iv. Frais de déplacement : 3 555 091 \$
- v. Achat de matériel : 273 342 \$
- vi. Autres : 64 302 595 \$ (dont 62 196 390 \$ engagés par le ministère des Ressources naturelles et des forêts)

Spécifiquement pour le MSP, les coûts liés aux opérations totalisent un total de 809 789 \$:

- i. Salaire : Le salaire régulier du personnel n'est pas compilé considérant qu'il s'agit des heures régulières de travail et qu'elles ne sont pas admissibles au remboursement fédéral
- ii. Heures supplémentaires : 513 617 \$
- iii. Hébergement : inclut dans les frais de déplacement
- iv. Frais de déplacement et d'hébergement : 143 187 \$
- v. Achat de matériel 37 255 \$
- vi. Autres : 115 728 \$

Question **222**

Veillez nous fournir la liste des comités, des rencontres ou des mesures mises en place depuis 2019 pour favoriser l'attraction et la rétention des pompiers.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **223**

Veillez nous fournir la liste des avis, notes, études ou tout autre document produit en lien avec la pénurie de pompiers et les problèmes de recrutement et de rétention des pompiers.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **224**

Veillez nous fournir la liste des groupes de travail, comités ministériels ou interministériels mis en place avec le ministère de l'Éducation au sujet de la formation des pompiers.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **225**

Veillez nous fournir la liste des campagnes de publicité mises en place afin de favoriser le recrutement et la formation des pompiers. Pour chacune des campagnes, veuillez nous indiquer le montant de la campagne, la période de la campagne, la clientèle ciblée ainsi que l'évaluation de la campagne.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **226**

Veillez nous identifier, depuis 2019, la liste des mesures mises en place afin de favoriser le recrutement et la formation de pompiers

Participation du MSP au concours « Chapeau les filles! ». Dans le cadre de ce concours, le MSP remet le prix « Sécurité incendie » qui récompense une élève inscrite à l'un des programmes suivants : Intervention en sécurité incendie de la formation professionnelle ou Techniques de sécurité incendie. Une bourse de 2 500 \$ accompagne ce prix.

Recensement des effectifs en sécurité incendie en 2022 pour suivre notamment l'évolution de la présence des femmes dans les Services de sécurité incendie (SSI), et ce, afin d'adapter les mesures de recrutement et de fidélisation. À la suite de ce recensement, un document sur le portrait des effectifs en sécurité incendie est en élaboration. Ce portrait identifie notamment la répartition des postes au sein des effectifs hommes et femmes dans les SSI au Québec (publication prévue à l'été 2024).

Démarches en cours pour l'élaboration d'une trousse d'information destinée aux municipalités et aux SSI, incluant des outils pour attirer et maintenir la main-d'œuvre ainsi que de favoriser notamment l'embauche de femmes et de personnes provenant de diverses communautés (diffusion prévue au printemps 2024).

Octroi d'un contrat pour la réalisation d'une recherche sur les bonnes pratiques au Canada et ailleurs dans le monde en matière d'intégration en emplois des différentes communautés dans le milieu de l'incendie. Ces bonnes pratiques seront communiquées aux municipalités et aux SSI afin de mieux les outiller (en cours, l'étude est prévue se terminer en mars 2025).

Depuis janvier 2023, des échanges ont eu lieu avec des représentants en sécurité incendie de la France pour discussions en lien avec l'inclusion des diverses communautés au sein des SSI.

Projet de formation en sécurité incendie en milieu scolaire. L'objectif de ce projet est de dispenser la formation de base Pompier I selon les normes de l'École nationale des pompiers du Québec à des élèves du secondaire afin qu'ils puissent être embauchés au sein d'un SSI. Première cohorte diplômée en 2022 : sept élèves (six hommes et une femme) de l'École secondaire du Plateau à La Malbaie. En 2023, une cohorte a débuté un projet de formation en milieu scolaire dans la MRC de Pontiac (en cours). En 2023, une fiche d'information pour les SSI a été publiée afin d'expliquer le soutien financier du MSP pour ce type de projet.

Mise à jour de la brochure publiée « La formation sur la sécurité incendie au Québec » dont l'objectif est d'informer à la fois les directeurs des services de sécurité incendie sur les différents cours disponibles en sécurité incendie ainsi que les citoyens pour leur expliquer le processus de formation à suivre pour devenir pompier (en cours, mise à jour prévue au printemps 2024).

Programme d'aide financière pour la formation des pompiers et des pompières. Cette aide financière vise à soutenir les municipalités dans la formation des pompiers qu'elles embauchent ainsi que pour la mise en place de projets de formation en milieu scolaire. Des travaux sont en cours pour le renouvellement du programme qui se termine le 31 mars 2024.

Question **226**

Suite

Accompagnement en continu fourni aux municipalités désireuses d'évaluer la possibilité de mise en commun ou de regroupement de services de sécurité incendie. À cet effet, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) administre une aide financière visant à soutenir la coopération intermunicipale notamment dans le domaine de la sécurité incendie. Selon l'information du MAMH, actuellement, l'appel de projets pour ce programme est fermé et aucune nouvelle demande de financement ne peut être déposée d'ici mars 2025.

Bonification, dans le cadre du budget 2023-2024, du crédit d'impôt non remboursable pour les pompiers volontaires qui leur est dédié de façon à les convaincre de s'engager et de demeurer à l'emploi (réalisé).

Réalisation de la Journée nationale de reconnaissance des pompiers et des pompières tenue annuellement. Une cérémonie est organisée à cette occasion depuis 2017.

Le MSP contribue financièrement par une subvention de 10 000 \$ à la réalisation d'un séminaire sur la place des femmes en sécurité incendie, chapeauté par l'Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ), dont la tenue est prévue en avril 2024. À ce sujet, le MSP collabore au séminaire en présentant une conférence sur le rôle et l'implication du MSP en sécurité incendie et pour soutenir la place des femmes en sécurité incendie. Les objectifs visés par ce séminaire sont :

- offrir aux femmes la possibilité de développer leurs compétences dans différents aspects liés à la gestion d'un SSI;
- encourager les femmes à grandir dans leur organisation respective, contribuer au recrutement au sein des SSI dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre;
- permettre aux femmes d'échanger entre elles sur différents enjeux et expériences vécues en ce qui concerne l'inclusion et l'intégration dans les SSI;
- contribuer à démocratiser et démystifier la place des femmes dans ce milieu.

Comme l'an passé pour la sécurité incendie, le MSP va souligner à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars 2024, la place des femmes en sécurité publique par la réalisation d'initiatives au MSP dont la publication de portraits de femmes travaillant en sécurité incendie.

Question **227**

Nombre de décès dans des incendies par année, pour les 5 dernières années.

Nombre de décès dans les incendies au Québec pour les cinq dernières années :

2018	2019	2020	2021	2022
37	39	30	41	24

La donnée pour l'année 2023 n'est pas disponible.

Il n'y a pas de raisons particulières en lien avec le nombre de décès plus élevé pour l'année 2021.

De 2000 à 2022, le nombre de décès causés par les incendies au Québec affiche une tendance à la baisse. Durant cette période, les services de sécurité incendie ainsi que le MSP ont mis en place plusieurs mesures de prévention et de sensibilisation du public pour diminuer le nombre d'incendies, notamment avec la tenue de la Semaine de la prévention des incendies qui a lieu en octobre de chaque année.

Question **228**

Dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations — Volet Aménagements résilient pour la réalisation d'aménagements en vue de protéger la population et réduire les dommages causés par les inondations, indiquer :

- a) Le nombre total de demandes de projets reçut au ministère, ventilé par région, circonscription, municipalité, la date de l'aide et le montant reçu;
- b) La liste des municipalités qui ont reçu une réponse défavorable et indiquer le motif du refus;
- c) La liste des demandes de projet considérées comme urgentes;
- d) La liste des demandes de projets urgents approuvés par le ministère et indiquer le motif;
- e) La liste des demandes de projets urgents rejetés par le ministère et indiquer le motif;
- f) Fournir les dates des rencontres la liste des participants, courriels, notes, procès-verbaux, état de situation entre le ministère et les municipalités visés par les « projets urgents »;
- g) Prévisions de l'enveloppe du programme pour l'année 2024-2025.

Le Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI), incluant le volet mentionné dans la question, sont sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de ses bureaux de projets.

Pour de l'informations sur le PRAFI : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-de-protection-du-territoire-face-aux-inondations/programme-resilience-adaptation-inondations>.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **238**

Concernant les travaux de réfection et de relocalisation de la morgue dans l'Édifice Wilfrid-Derome situé au 1701, rue Parthenais à Montréal comme indiqué dans le projet de loi 66 sanctionné le 11 décembre 2020, veuillez nous indiquer :

- Le coût estimé du projet;
- Le nombre de places prévues;
- L'état d'avancement des travaux;
- L'adresse choisie pour la relocalisation de la morgue;
- L'échéancier complet du projet.

Coût estimé du projet	100 M\$
Nombre de places prévues	258 dépouilles
État d'avancement des travaux	En planification
Adresse choisie de relocalisation de la morgue	1701, rue Parthenais à Montréal
Échéancier complet du projet	<p>Selon les plus récentes informations obtenues de la Société québécoise des infrastructures (sujet à changement):</p> <ul style="list-style-type: none"> Étape de la planification : Poursuite des travaux préparatoires, allant jusqu'en mars 2026; Étape de réalisation : S'échelonnant de novembre 2025 à avril 2029; Étape de clôture : S'échelonnant d'avril 2029 à avril 2031.

Question **248**

Pour 2023-2024, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

Compilation des enquêtes indépendantes au Québec de 2017 à 2023¹

Année	Total
2017	49
2018	43
2019	38
2020	48
2021	58
2022	56
2023	53

¹ Cette compilation inclut les enquêtes déclenchées après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police. La répartition des enquêtes par catégories peut être consultée sur le site Internet du BEI à l'adresse suivante : <https://www.bei.gouv.qc.ca/enquetes/statistiques.html>.

Question **253**

L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2023-2024. La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2023-2024, ainsi que les augmentations prévues.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE (\$)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2022-2023 ¹	2023-2024 ²	2022-2023 ¹	2023-2024 ²	2022-2023 ³	2023-2024 ⁴
Cadres	20,0	24,0	19	23	3 106 823	3 439 128
Professionnels	75,0	99,0	149	148	8 489 535	11 191 574
Fonctionnaires	97,2	116,2	354	357	16 223 222	17 634 425
Ouvriers	25,3	35,8	47	45	1 665 612	1 752 872
Policiers en prêt de service	18,0	31,0	30	36	2 711 447	4 179 324
Personnes-ressources ⁵	0,0	0,0	92	68	140 742	112 845
Prêt de service (autre que policier) ⁶	0,0	0,0	2	3	205 629	548 371
Total	235,5	306,0	693	680	32 543 010	38 858 539

¹ Au 6 mars 2023.

² Au 31 janvier 2024.

³ Selon le budget approuvé par le conseil d'administration le 11 mai 2022. La rémunération inclut des avantages sociaux de 19 % et 20 % selon la catégorie d'emploi.

⁴ Selon le budget approuvé par le conseil d'administration le 17 mai 2023. La rémunération inclut des avantages sociaux de 19,25 % et 20,25 % selon la catégorie d'emploi.

⁵ Les personnes-ressources sont utilisées pour des besoins ponctuels et non récurrents relatifs à des spécialités, ce qui explique la variabilité d'une année à l'autre.

⁶ Les postes d'experts-conseils juridiques sont occupés par des procureurs de la couronne.

Dirigeants de l'ÉNPQ

PÉRIODE	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET ⁷ (\$)	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2023-2024	Pierre St-Antoine	Directeur général	202 001\$/annuel	Conformément aux orientations gouvernementales

⁷ La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 19 %.

Question **254**

Nombre de postes disponibles et non occupés à l'ENPQ en 2023-2024, par type d'emploi.

Catégorie d'emploi	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (plan d'effectifs)		Portrait actuel des postes disponibles et non occupés (au 31 janvier 2024)
	2023-2024 (autorisé le 23 mars 2023)	2024-2025 (autorisé le 31 janvier 2024)	
Cadres	22	24,0	2
Professionnels	94	99,0	13
Fonctionnaires	111,2	116,2	5
Ouvriers	29,8	35,8	7
Policiers en prêt de service	31	31,0	0
Personnes-ressources	0	0,0	0
Prêt de service (autre que policier)	0	0,0	0
Total	288	306	27

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **255**

Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer :

- a) Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation;
- b) Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation, provenant de minorités visibles;
- c) Le nombre de candidatures retenues, par type de formation;
- d) Le nombre de candidatures retenues, par type de formation, provenant de minorités visibles.

Demandes d'admission au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie					
Cohortes régulières					Cohortes autochtones*
Année	Total	Autochtone	Minorité visible	Minorité ethnique	
2023-2024	922	13	82	35	17
2022-2023	829	10	73	25	13
2021-2022	785	10	68	18	30
2020-2021	796	10	41	22	0
2019-2020	752	3	67	15	28
2018-2019	770	13	30	27	19

Nombre de candidatures retenues					
Cohortes régulières					Cohortes autochtones*
Année	Total	Autochtone	Minorité visible	Minorité ethnique	
2023-2024 (en cours)***	430	3	57	18	14
2022-2023	822	0	44	63	9
2021-2022**	593	5	35	13	13
2020-2021**	507	4	46	12	14
2019-2020**	505	8	28	16	2
2018-2019	648	7	23	23	16

- * Les candidats qui déposent ces demandes d'admission ont une promesse d'embauche d'un corps de police autochtone.
- ** Les années 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 ont été touchées par la pandémie de COVID-19, d'où la baisse observée.
- *** L'année scolaire 2023-2024 est en cours, les données sont donc partielles au 31 janvier 2024.

Précision : Pour des fins statistiques, la donnée utilisée pour le nombre de candidatures retenues est comptabilisée selon les cohortes s'étant terminées dans l'année scolaire mentionnée. Les demandes d'admission sont effectuées en fin d'année scolaire (en mai) alors que la première cohorte débute en début d'année en octobre. Il n'y a donc pas d'adéquation entre le nombre de demandes d'admission et le nombre de diplômés d'une même année scolaire.

L'École offrira près de 1000 places au PFIPG sur l'année scolaire 2023-2024 ainsi que pour les 4 années suivantes.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **256**

Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer :

- a) Le nombre d'étudiants ayant débuté la formation, par type de formation;
- b) Le nombre d'étudiants ayant abandonné la formation, par type de formation;
- c) Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation, par type de formation;
- d) Le nombre d'étudiants ayant complété avec succès leur formation, par type de formation;
- e) Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation de policier ayant intégré un corps de police, ventilé par corps de police.

Cohortes régulières (nombre d'étudiants au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie)					
Année	Débuté	Abandonné	Complété	Complété avec succès	Corps de police*
2023-2024**	430	1	428	425	ND
2022-2023	822	5	814	806	ND
2021-2022	593	0	589	587	ND
2020-2021	507	9	490	486	ND
2019-2020	505	3	497	491	ND
2018-2019	648	6	639	637	ND

Cohortes autochtones (nombre d'étudiants au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie)					
Année	Débuté	Abandonné	Complété	Complété avec succès	Corps de police*
2023-2024 (en cours)**	14	0	14	14	ND
2022-2023	9	0	9	9	ND
2021-2022	13	0	13	12	ND
2020-2021	14	0	14	14	ND
2019-2020	2	0	2	2	ND
2018-2019	16	0	16	16	ND

* Ces étudiants ont une promesse d'embauche d'un corps de police autochtone, mais l'École ne fait pas de suivi sur l'embauche officielle à la suite de la diplomation.

** L'année scolaire 2023-2024 est en cours, les données sont donc partielles au 31 janvier 2024.

Précisions :

La colonne « Abandonné » ne tient pas compte des interruptions temporaires de programme (ex.: blessures), lesquelles permettent un retour sur une cohorte ultérieure. Les 2 tableaux n'incluent pas les équivalences au Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.

e) L'École ne consigne pas les embauches effectuées par les corps de police à la suite de la diplomation.

Question **257**

La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique « Nos formations » de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html> et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE EN ENQUÊTE ET EN GESTION POLICIÈRE	
Gestion policière :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouveau parcours en gestion
Enquête policière : Programme de formation initiale en enquête policière : <ul style="list-style-type: none"> ▪ CRI 010-29 Enquêtes en agression sexuelle ▪ 436-117-22 Infiltration virtuelle ▪ 436-118-24 Récupération d'actifs criminels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Virage en ligne de CRI-010-27 - Volet 1 du Programme de formation initiale en enquête policière
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	
Patrouille-gendarmerie : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Capsules 1 et 2 de la formation visant à contrer le racisme et le profilage racial et social ▪ 203-120-23 Formation des répondants – Capsules de formation pour contrer le racisme ainsi que le profilage racial et social ▪ 203-119-23 Fiche d'interprétation policière (FIN) – Collecte de données sur les interpellations policières 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement de la capsule 3 de la formation visant à contrer le racisme et le profilage racial et social ▪ Optimisation de la formation TQE 209-207-18 ▪ Développement d'un programme provincial de pairs aidants
Emploi de la force : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 215-110-23 Didactique de l'intervention tactique – L'instructeur – Mise à jour ▪ 216-001-23 Didactique du tir au pistolet – Le maître-instructeur – Journée d'actualisation ▪ 218-102-23 Prémisses de l'emploi de la force – BEI 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Harmonisation de la formation de base des groupes d'intervention (GI) ▪ Harmonisation de la formation de base en maintien et rétablissement de l'ordre (MRO)

Question **257**

Suite

Nouveaux cours	Cours en développement
<p>Formation en ligne (en formule complète ou hybride) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 211-104-23 Intervention initiale en cas d'incident critique – RCSP/CPKN ▪ 436-120-23 Enquêtes sur les blessures graves et les décès en milieu de travail – RCSP/CPKN ▪ 203-121-23 2SLGBTQ+ – RCSP/CPKN ▪ 203-122-23 Droits des victimes au Canada – RCSP/CPKN 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CPS-005-23 Programme de formation sur l'intervention auprès de personnes mineures victimes d'exploitation sexuelle ▪ Développement de formations en enquête de capacité de conduite affaiblie ▪ Révision de la formation Désescalade en ligne
<p>Enquête policière :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 365-104-23 Utiliser le pistolet en situation de tir défensif - BEI ▪ 436-119-23 Mégaprocès - Gestion de la preuve et règles juridiques applicables (DPCP) ▪ 436-315-23 Enquête sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants ▪ 436-316-23 Gestion de cas graves ▪ 437-105-23 Actualisation des connaissances – Commandant « Filet » pour officier d'opération et membre d'un GTI 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement de la formation Crimes économiques 2
ACTIVITÉS DE FORMATION EN SÉCURITÉ PUBLIQUE	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Révision du programme de formation initiale des contrôleurs routiers ▪ Révision du programme de formation de base des constables spéciaux (DSPJ) ▪ 028-101-23 Comprendre la réalité policière pour mieux accompagner – Activité préparatoire en ligne et formation en classe ▪ 028-102-23 Comprendre la réalité policière pour mieux accompagner – Stage d'observation en milieu policier ▪ 028-103-23 Comprendre la réalité policière pour mieux accompagner – Activité de codéveloppement ▪ 028-104-23 Comprendre la réalité policière pour mieux accompagner – Accompagnement individuel ▪ 814-206-23 Contrôler une personne à l'aide de l'aérosol capsique (STM) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement d'une formation sur les pouvoirs et devoirs des agents d'application de la loi de Ville Mont-Royal ▪ Développement d'une formation en estimation visuelle de la vitesse

Question **257**

Suite

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE	
<p>De nombreuses activités ont été révisées durant l'année 2023-2024, dans le cadre du projet de Formation complémentaire d'effectifs (FORCE 2).</p> <p>Volet virtuel : Nouvellement, 7,5 heures sont maintenant offertes à distance, en mode synchrone et elles sont combinées aux 25 heures de travaux préparatoires à faire avant l'arrivée en présence. Les aspirants policiers procèdent maintenant à la rédaction des rapports à partir des outils informatisés.</p> <p>Volet expérientiel : trois compétences ont été principalement améliorées.</p> <p>Compétence <i>Prendre en charge un événement</i> : bonification des activités de formation au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des interventions en santé mentale; • des interventions en matière de capacité de conduire affaibli ; • des interventions sur une scène de crime (et arrimer les contenus à ceux du perfectionnement policier ; • de l'entrevue auprès d'un témoin, plaignant ou victime (TPV). <p>Compétence <i>Patrouiller stratégiquement un secteur d'intervention</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • retrait des dimensions liées à l'interception à risque faible (intégrées à la prise en charge d'un événement); • ajout d'une activité de patrouille commentée visant l'observation et l'identification de problématiques de sécurité lors de la patrouille; • implication d'un conseiller en réalités sociales pour appuyer l'équipe d'instructeurs et les étudiants dans la résolution de problème. <p>Compétence <i>Conduire un véhicule de police</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ajouter une activité sur les jurisprudences. <p>Le programme est passé de 434 h 15 min à 401 h 45 min.</p>	<p>Les activités du PFIPG font l'objet d'une révision en continue, en fonction des plans d'action gouvernementaux, des recommandations issues des rapports de coroner, notamment le récent rapport de la CNESST en lien avec le décès de la sergente Breau en mars 2023.</p>

Question **258**

La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG), veuillez vous référer à la rubrique Futur policier, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/futur-policier/etapes-dadmission/etape-1conditions-dadmission.html>.

Il est aussi possible pour des candidats possédant une promesse d'embauche et une attestation d'études collégiales (AEC) en techniques policières d'être admis au PFIPG. Pour l'année 2023-2024, 230 places ont été rendues disponibles pour ces candidats présélectionnés par les organisations policières et les critères pour y avoir accès ont été élargis par le ministère de la Sécurité publique.

Quelques changements aux critères d'admission liés à la pandémie de la COVID-19 et à l'ajustement du mode d'attribution des places ont été reconduits pour l'année 2023-2024 en raison d'impacts toujours présents :

- Dans le contexte actuel d'une réduction de prévisibilité des entrées à l'ÉNPQ, la décision de prolonger la validité de l'examen médical à 12 mois au lieu de neuf a été reconduite. Un formulaire est rempli avant l'entrée à l'ÉNPQ afin de confirmer que l'état de santé physique et mentale de l'aspirant policier n'a pas changé.
- La décision de lever l'exigence de l'Épreuve uniforme de langue afin de s'arrimer avec la décision de 2020 du ministère de l'Enseignement supérieur est maintenue puisque des candidats diplômés pendant la période de suspension peuvent toujours faire une demande d'admission.

Les tests d'entrée se déroulent toujours en ligne afin d'éviter le déplacement des candidats. De plus, une mise à jour du cahier des normes médicales a été faite avec la révision du module musculo-squelettique en 2023-2024. L'entrée en vigueur officielle des normes révisées doit se faire dans les semaines à venir.

L'ordre d'entrée à l'ÉNPQ de tous les candidats admissibles est tributaire des résultats collégiaux et des résultats aux tests d'entrée. Aussi, par le programme d'entrées ciblées, les candidats possédant une promesse d'embauche d'un corps de police québécois peuvent voir leur entrée devancée. En 2023-2024, approximativement 80 % des candidats admis sur les cohortes possédaient une promesse d'embauche avant leur intégration au programme.

Malgré l'augmentation significative de la capacité d'accueil de l'ÉNPQ pour atteindre 1 000 diplômés annuellement, les conditions d'admission demeurent les mêmes pour tous les candidats. Des ajustements dans le processus sont par contre à prévoir pour atteindre l'objectif.

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la Section II du Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec, à l'adresse suivante : http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cr/P-13.1,%20r.%204?langCont=fr#ga:l_ii-h1.

Question **259**

Montant réel de la subvention versée à l'ENPQ pour l'année 2023-2024 et montant de la subvention prévue pour 2024-2025.

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1 ^{ER} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024 (DÉCRET) (en \$)
2023-2024	14 764 400

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **260**

Le 19 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 62,2 M\$ sur 5 ans à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) pour moderniser la formation policière afin d'effectuer un virage technologique majeur, d'adapter son offre de formation, d'agrandir ses installations et d'embaucher le personnel nécessaire. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- a. La ventilation des sommes par année, pour les 5 prochaines années;
- b. Les sommes réellement investies en 2023-2024;
- c. La ventilation des sommes prévues par mesure (embauche de personnel, virage technologique, etc.)

a) Voici la ventilation des sommes par année pour les 5 prochaines années, en M (\$) :

Catégorie de dépenses	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	Total
Fonctionnement	4,1	10,4	10,5	10,6	10,9	46,5
Investissements technologiques	1,4	1,4	0	0	0	2,8
Total	5,5	11,8	10,5	10,6	10,9	49,3

Note : Il peut y avoir une différence entre le total des colonnes et l'addition des montants. Le tout est expliqué par l'arrondissement.

Au 49,3 M\$ s'ajoute une somme de **12,9 M\$** dédiée pour la construction de bâtiments afin d'intégrer les investissements technologiques (réalité virtuelle, simulateurs de conduite et de tir). Cette enveloppe est gérée dans le PQI de la SQI. La ventilation des dépenses par année n'est pas encore connue.

Le montant total de la contribution gouvernementale à l'École nationale de police du Québec pour moderniser la formation s'élève à **62,2 M\$** sur 5 ans.

- b) Les sommes investies en 2023-2024 sont de 5,5 M\$.
- c) Pour la ventilation des sommes prévues par mesure, voir le tableau ci-dessus.

Question **261**

La liste des formations offertes visant :

- a) La santé et la sécurité des policiers;
- b) Le profilage racial;
- c) Les interventions auprès de citoyens avec un état mental perturbé ou de neuro-diversité.

Pour un policier québécois, la préparation à l'exercice de la profession se fait par deux programmes de formation successifs et complémentaires : le programme d'études collégiales en techniques policières, offert dans les cégeps, qui conduit soit à l'obtention du diplôme d'études collégiales (DEC/3 ans de formation) ou à l'attestation d'études collégiales (AEC/30 semaines de formation), et le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG) offert exclusivement par l'ENPQ et dont la durée est de 15 semaines.

a) La santé et la sécurité des policiers :

- **Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie**

- Gestion du stress et des émotions (1 h 30) : Les notions collégiales de Stratégies de gestion du stress et des émotions sont à réviser en activités préparatoires à l'entrée au PFIPG (semaine 0). En cours de formation, les aspirants policiers sont confrontés au stress opérationnel dans les différentes activités lors desquelles les comédiens opposent une résistance physique et verbale. Ces activités offrent des contextes de réalisation complexes dans l'application des techniques enseignées.
- Au cours de l'année 2020-2021, la plateforme en ligne PSPNET a été implantée à l'École afin d'assurer un soutien psychologique pour les apprenants et membres du personnel actuels ou retraités relevant de la sécurité publique, dans le but d'améliorer l'état de leur santé psychologique, notamment à la suite d'un stress post-traumatique.

- **Perfectionnement professionnel**

- Prévention des impacts psychologiques (828-102-15 cadre, 828-103-15 superviseur, 828-105-16 formation en ligne)
- En développement : Programme provincial de pairs aidants.

- **Autre**

- Programme de formation pour les psychologues et les psychothérapeutes œuvrant ou désirant œuvrer auprès des policiers « Comprendre la réalité policière pour mieux accompagner ».
- Par ailleurs, la Chaire de recherche sur la prévention de la santé psychologique au travail en sécurité publique lancée le 7 septembre 2022 permettra de réinvestir les formations adéquates au soutien à la santé psychologique des intervenants en sécurité publique.

Question **261**

Suite

b) Le profilage racial et social :

• **Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie**

- Diversité et profilage (11 h 30) : atelier thématique diversité/profilage, atelier thématique réponse aux appels, plateau violence conjugale (réalités particulières), réalité policière en communauté autochtone, renseignement criminel, sortie policière 4 - exploitation sexuelle, sortie policière 3 – agression sexuelle (diversité sexuelle), rétroaction sortie policière 3.
- Dans le PFIPG, l'aspirant policier intègre les connaissances et compétences acquises en milieu collégial dans un contexte simulant un poste de police. Le milieu de vie en internat permet des relations entre les aspirants policiers allochtones, autochtones et de diverses communautés culturelles. Dans le cadre des enseignements relatifs aux aspects juridiques, les pouvoirs et devoirs de l'agent sont révisés. Les notions d'interpellation, de détentions psychologiques et des motifs obliques sont abordées spécifiquement. Une activité est consacrée à la déontologie policière. Plusieurs activités ont été enrichies en matière de sensibilisation aux réalités des minorités visibles au cours des dernières années, notamment par le recours, en rétroaction des activités policières, à l'exploration de variantes sur des marqueurs discriminatoires. Une activité traite spécifiquement de la diversité et du profilage. Cette activité aborde les enjeux et l'impact du racisme et du profilage racial et les motifs de discrimination, et recadre les attentes relatives à une intervention exempte de profilage racial ou social.

• **Perfectionnement professionnel**

- 203-120-23 Formation des répondants – Capsules de formation pour contrer le racisme ainsi que le profilage racial et social : Un réseau de répondants issus de l'ensemble des organisations policières a été formé pour diffuser quatre capsules de formation et animer, par la suite, des activités de sensibilisation à leurs pairs dans les organisations. Les capsules 1 et 2 ont été déployées en 2023. La capsule 3 sera déployée en 2024 et le déploiement de la capsule 4 est prévu en 2025.
- PPU-010-39 Supervision de patrouille : dans le cadre de cette formation, les notions de profilage racial sont intégrées. Dans le cadre de mises en situation et étude, on amène par exemple les futurs superviseurs à évaluer l'impact des comportements racistes au sein de leur équipe de travail.
- 202-201-11 Stratégies proactives : dans le cadre de cette formation pour les agents sociaux communautaires, une épreuve certificative met en cause le traitement d'un enjeu de propagande haineuse dans la communauté.
- 203-118-22 Formation sensibilisation autochtone (RCSP) - Formation en ligne.
- UNV1001 Multiethnicité : il s'agit d'un cours obligatoire dans le cadre du baccalauréat en sécurité publique.

Question **261**

Suite

c) Les interventions auprès de citoyens avec un état mental perturbé ou de neuro-diversité :

• **Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie**

- Santé mentale et itinérance (20 h 30) : S'engager dans sa formation et sa profession – itinérance, sortie policière 1 - Itinérance et santé mentale, rétroaction de sortie policière 1, plateau : santé mentale - intervenir dans des contextes de vulnérabilité, webdocumentaire Vulnérable, la communication, sortie policière 4 – propos suicidaires, rétroaction de la sortie policière 4, entraînement de base - le travail d'équipe, plateau d'entraînement en réalité complexe.
- La compétence *Communiquer dans un contexte d'intervention auprès des personnes* est également intégrée dans les activités policières et autres dimensions du programme et vise plus spécifiquement à amener l'aspirant policier à évaluer la situation puis à planifier et déployer une stratégie de communication adaptée à la situation et à la personne, et ce, quelle que soit la clientèle.
- Un professionnel ayant un profil d'intervention psychosocial communautaire sera prochainement ajouté à l'équipe du programme. Cette ressource enseignera des activités ciblées en plus d'assurer un accompagnement aux instructeurs et un rôle de conseil auprès des aspirants policiers.

• **Perfectionnement professionnel**

- Webdocumentaire Vulnérable.
- Désescalade - État mental perturbé (217-201-17 formation en ligne, 217-101-17 volet pratique et 217-703-20 formation de l'instructeur).
- La compétence communication mentionnée plus haut au Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie est également réinvestie dans plusieurs formations de perfectionnement policier.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question 262

Le 28 janvier 2024, nous apprenions que l'École nationale de police du Québec s'installera à Montréal dès l'automne 2024. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- a. L'adresse de la future école;
- b. Les coûts d'achat des infrastructures;
- c. L'évaluation municipale du bâtiment;
- d. La valeur marchande du bâtiment;
- e. Les coûts prévus pour l'aménagement des lieux;
- f. Les coûts prévus pour l'agrandissement des locaux;
- g. Le nombre d'élèves que l'école pourra accueillir;
- h. Le nombre d'enseignants que l'école devra embaucher.

L'antenne de Montréal se situera au 8525, rue Ernest Cormier (arrondissement Anjou), Montréal (Québec) H1J 1B5. À terme, nous parlerons d'un campus de l'École nationale de police du Québec à Montréal plutôt que d'une école. Ce campus sera opérationnel dès l'automne 2024. Il sera dédié spécifiquement à la formation en enquête et en gestion policière afin de répondre aux besoins importants des organisations policières.

La Société québécoise des infrastructures procédera à la sous-location d'espaces avec la Ville de Montréal pour l'École nationale de police du Québec, dont le coût sera rattaché à la superficie utilisable et exclusive à l'ENPQ, soit environ 1 230 m². Il n'y a donc aucun coût d'achat rattaché aux infrastructures. Les coûts d'aménagement prévus s'élèvent à 2,4 M\$. Il n'y a pas d'agrandissement de locaux prévus, et par conséquent, aucun coût associé à cet aspect.

L'antenne de Montréal pourra accueillir en simultané une cinquantaine d'étudiants. Le nombre de formateurs et de personnel de soutien de l'École nécessaire à la gestion du campus de Montréal variera selon le type de formations qui seront diffusées. Par exemple, pour la diffusion de la formation initiale en enquête policière, le déploiement exige en moyenne quotidiennement :

- Jusqu'à 14 formateurs;
- Jusqu'à 8 comédiens;
- Un chef d'équipe associé à la formation;
- Du personnel de soutien pédagogique et logistique au besoin.

Les membres du personnel requis seront embauchés selon les besoins du calendrier de formation.

Question **283**

Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2023-2024, par région.

RÉGIONS	NOMBRE DE PERMIS
Abitibi-Témiscamingue	208
Bas-Saint-Laurent	201
Capitale-Nationale	1568
Centre-du-Québec	200
Chaudière-Appalaches	400
Côte-Nord	136
Estrie	404
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	63
Lanaudière	829
Laurentides	608
Laval	1163
Mauricie	347
Montréal	1633
Montréal	7803
Nord-du Québec	14
Outaouais	599
Saguenay-Lac-Saint-Jean	364
Adresses Hors-Québec	304

Question **284**

Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2023-2024.

Le délai moyen de délivrance d'un permis régulier d'agent pour l'exercice 2023-2024 est de 33 jours.

Le délai moyen de délivrance d'un permis temporaire, pour l'exercice 2023-2024 est de 31 jours.

Question **294**

Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet du ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2023-2024.

Aucune